

FOREVER^{*}
BIC[®]



Sommaire

1	Rapport de gestion du Conseil d'Administration pour 2009	3	4	Comptes sociaux (normes françaises)	109
	Comparaison des chiffres clés : 2007-2009	5		Compte de résultat	111
	Dividendes	7		Bilan au 31 décembre 2009	112
	Performances du Groupe par activité	8		Tableau de flux de trésorerie	114
	Performances du Groupe par zone géographique	11		Annexe	115
	Gestion des risques de change et de taux d'intérêt	13		Informations supplémentaires concernant les comptes sociaux	128
	Relations avec les investisseurs	14		Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	129
	Prévisions pour 2010 et stratégie	14		Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	130
	Capital social	15			
	Rémunération des dirigeants	17			
	Mandats et fonctions des administrateurs et de la Direction Générale au 31 décembre 2009	25	5	Gouvernement d'entreprise	131
	Informations sociales	35		Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société	132
	Données environnementales	40		Rapport des Commissaires aux Comptes	141
	Annexe au rapport de gestion du Conseil d'Administration	45	6	Informations générales	143
2	Document d'information annuel	47	7	Table de réconciliation	169
	Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois liées à la cotation des actions sur Euronext Paris	48			
3	Informations financières consolidées	51			
	Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2009	52			
	État du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2009	53			
	Bilan consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2009	54			
	Tableau de flux de trésorerie consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2009	56			
	Tableau de variation des capitaux propres consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009	58			
	Notes aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009	59			
	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	108			





Document de référence **2009**



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'A.M.F. Autorité des Marchés Financiers, le 1^{er} avril 2010, conformément à l'article 212-13 du Règlement Général de l'A.M.F. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'A.M.F.

Le présent document est mis à la disposition sur le site de l'A.M.F. (www.amf-france.org) et sur le site de SOCIÉTÉ BIC (www.bicworld.com). Une copie de ce document peut aussi être obtenue sans frais de téléphone au 01.45.19.52.26 ou par courrier adressé à SOCIÉTÉ BIC à l'attention du service Relations Investisseurs, 14 rue Jeanne d'Asnières, 92611 Clichy cedex.



1

➔ **Rapport de gestion
du Conseil d'Administration
pour 2009**

Comparaison des chiffres clés : 2007-2009	5	Capital social	15
Dividendes	7	Rémunération des dirigeants	17
Performances du Groupe par activité	8	Mandats et fonctions des administrateurs et de la Direction Générale au 31 décembre 2009	25
Performances du Groupe par zone géographique	11	Informations sociales	35
Gestion des risques de change et de taux d'intérêt	13	Données environnementales	40
Relations avec les investisseurs	14	Annexe au rapport de gestion du Conseil d'Administration	45
Prévisions pour 2010 et stratégie	14		

Mesdames, Messieurs, chers Actionnaires,

Aux termes de ce rapport, votre Conseil d'Administration présente un résumé des activités du Groupe durant l'exercice 2009 et évoque ses perspectives d'avenir.

BIC est l'un des leaders mondiaux sur les marchés des articles de papeterie, des briquets et des rasoirs. Nos produits sont vendus dans plus de 160 pays. Parmi les canaux de distribution figurent les papeteries, les fournisseurs de bureau, les grandes surfaces, les magasins de proximité, les grossistes, les distributeurs et les réseaux *cash and carry*.

La stratégie de développement du Groupe s'articule autour de quatre axes majeurs, tous destinés à répondre aux besoins actuels des clients et des consommateurs :

1. la constante amélioration de nos produits classiques, et l'expansion géographique sélective des régions dans lesquelles ils sont vendus ;
2. le développement de nouveaux produits à valeur ajoutée pour répondre à la demande grandissante de produits sophistiqués de la part des consommateurs ;
3. des efforts continus pour améliorer la productivité ; et
4. des acquisitions stratégiques.

L'objectif du Groupe BIC demeure d'accroître ses ventes au moyen de nouveaux produits et d'extensions de gammes centrés sur l'innovation. Les nouveaux produits et les extensions de gammes ont représenté 27 % des ventes du Groupe en 2009.

Les faits marquants du Groupe pour l'année 2009 peuvent être résumés comme suit :

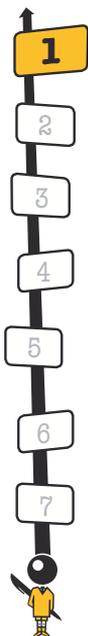
Les ventes de BIC ont crû de + 10,1 % à taux de change constants ⁽¹⁾, en tenant compte des acquisitions récentes d'Antalis Promotional Products et de Norwood Promotional Products. Le résultat d'exploitation normalisé ⁽²⁾ a atteint 239,6 millions d'euros, en hausse de 11,8 % en publié. La marge d'exploitation normalisée était de 15,3 % contre 15,1 % en 2008.

Les trois principales activités du Groupe, la Papeterie, les Briquets et les Rasoirs, représentaient 83 % des ventes du Groupe BIC à la fin de l'année 2009.

- Dans l'**activité Papeterie**, les ventes de la grande distribution et des fournisseurs de bureau ont diminué de - 2,7 % à taux de change constants. En 2009, le réseau des fournisseurs de bureau a connu un recul sans précédent tandis que la grande distribution a bien résisté. En dépit de la croissance des marques de distributeurs, BIC a maintenu ou amélioré ses parts de marché sur les marchés matures en 2009 grâce à son engagement d'offrir des produits alliant la qualité au meilleur prix. Cet engagement auprès des consommateurs a également très bien fonctionné en Amérique latine, où la crise économique s'est révélée moins sévère. Sur l'ensemble des régions, 2009 a été une bonne année pour les lancements de nos nouveaux produits. L'industrie du marquage publicitaire sur les instruments d'écriture a poursuivi le ralentissement initié en 2008, en raison de l'environnement économique difficile

persistant. En 2009, les ventes BIC sur ce segment étaient en baisse de 18,5 %.

- Dans l'**activité Briquets**, les ventes ont progressé de 5,3 % à taux de change constants. En 2009, BIC a confirmé sa position de leader mondial des briquets de marque et a maintenu sa part de marché, la faisant même progresser sur certaines zones géographiques. En Europe, sur un marché en légère croissance, le Groupe a maintenu ses positions. Le marché américain du briquet de poche a continué d'être affecté par le recul croissant des ventes de cigarettes et le resserrement de la réglementation et des taxes anti-tabac. Cependant, BIC a fait progresser sa part de marché aux États-Unis grâce à un assortiment de produits en magasin plus large que la concurrence et à des opérations de marketing. La bonne performance de l'Amérique latine est une conséquence directe de l'implication forte sur la sécurité des briquets, à la fois de la part du Groupe BIC et des autorités locales.
 - Dans l'**activité Rasoirs**, le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de 2,4 % à taux de change constants. Les performances en Europe et en Amérique du Nord ont été relativement bonnes. Les lancements des rasoirs BIC® Soleil Bella™ non rechargeable quatre-lames aux États-Unis et BIC® Easy trois-lames en Europe ont été conformes à nos attentes. Par ailleurs, le BIC® Easy a été le premier rasoir "tout en un" incluant un manche et six recharges. L'Amérique latine est restée la région qui a le mieux performé, avec la poursuite de la croissance de notre activité de rasoirs trois-lames non rechargeables.
 - Nous avons poursuivi notre stratégie d'acquisitions sélectives, notamment dans l'industrie des Produits Promotionnels. À travers BIC Graphic, BIC est présent sur le marché des Produits Promotionnels depuis la fin des années 60, principalement dans les instruments d'écriture : le Groupe est reconnu pour la qualité de son marquage et pour l'excellence de ses services client et livraison. Après l'acquisition d'Antalis Promotional Products finalisée en mars 2009, le Groupe BIC a annoncé l'acquisition de Norwood Promotional Products en juin 2009. Norwood Promotional Products est un des leaders dans les calendriers, les sacs, les trophées, les nécessaires à boire et d'autres produits promotionnels. L'entreprise bénéficie aux États-Unis d'un large taux de pénétration dans le réseau de distribution des produits promotionnels. L'acquisition a été finalisée le 6 juillet 2009 pour un prix total de 125 millions de dollars américains auxquels s'ajoutaient 31 millions de dollars américains de dettes.
- Ces deux acquisitions dans les Produits Promotionnels vont renforcer la position de BIC comme l'un des leaders mondiaux des fournisseurs de Produits Promotionnels (hors textile), avec des positions de n°1 aux États-Unis et n°2 en Europe. Elles devraient permettre de réaliser des synergies entre BIC Graphic, Norwood Promotional Products et Antalis Promotional Products. Avec l'acquisition de Norwood, l'activité Produits Promotionnels représentera environ 25 % des ventes consolidées du Groupe BIC (en année pleine).
- Le 22 janvier 2009, les Groupes BIC et Cello ont annoncé la signature d'un accord définitif selon lequel BIC acquerrait 40 % de l'activité d'instruments d'écriture de Cello pour un



(1) Les montants à taux de change constants sont calculés en convertissant les montants de l'année en cours aux taux de change moyens mensuels de l'année précédente.

(2) Résultat d'exploitation normalisé : hors coûts de restructuration, plus-values immobilières et écart d'acquisition négatif.

montant de 7,9 milliards de roupies indiennes (124 millions d'euros/ 161 millions de dollars américains ⁽¹⁾). Dans le cadre de cet accord, BIC dispose d'une option d'achat lui permettant d'augmenter en 2013 sa participation à hauteur de 55 %. Le prix serait notamment déterminé sur la base des résultats futurs.

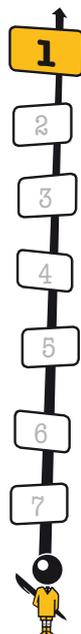
Cet accord a été partiellement finalisé le 5 mars 2009 pour 3,8 milliards de roupies indiennes (76,5 millions de dollars américains ⁽²⁾). La part correspondante du résultat net de Cello Pens est consolidée par mise en équivalence dans les comptes du Groupe BIC depuis le 1^{er} avril 2009.

Le 4 janvier 2010, Cello a proposé au Groupe BIC de mettre fin "selon des conditions à définir d'un commun accord ⁽³⁾" aux contrats définitifs signés le 21 janvier 2009. Le Groupe BIC a confirmé son intention de les faire appliquer.

Dans un contexte économique sans précédent, BIC a annoncé en avril 2009 que le Groupe mettait en place un plan de réduction des coûts à l'échelle mondiale afin de s'adapter au ralentissement

de ses marchés. Le coût de ce programme a affecté le résultat d'exploitation 2009 du Groupe pour un montant de 34,4 millions d'euros, partiellement compensé par l'écart d'acquisition négatif constaté à l'occasion de l'acquisition d'Antalis Promotional Products. L'impact net était de 24,1 millions d'euros. Les économies attendues sont d'environ 30 millions d'euros sur une base annuelle. Leur impact est attendu dès 2010 avec un effet plein à partir de 2011.

Globalement, BIC a continué d'investir dans le développement de sa marque, capitalisant sur cet atout précieux pour renforcer son image et sa notoriété auprès de ses clients et consommateurs, tant sur les marchés développés qu'émergents. Notre objectif est de fabriquer des produits de qualité constante à un coût réduit, soit en interne avec nos propres technologies, soit, dans une moindre mesure, en faisant appel à la sous-traitance pour accroître notre flexibilité ou profiter de nouvelles technologies.



Comparaison des chiffres clés : 2007-2009

GRUPE BIC

	(en million d'euros)			VARIATION 2009/2008		
	2007	2008	2009	En publié	À taux de change constants ^(a)	À base comparable ^(b)
Chiffre d'affaires	1 456,1	1 420,9	1 562,7	+ 10,0 %	+ 10,1 %	- 0,6 %
Marge brute	715,0	669,9	719,7	+ 7,4 %	+ 7,8 %	-
Résultat d'exploitation	255,8	209,6	216,0	+ 3,1 %	+ 3,7 %	-
Résultat d'exploitation normalisé ^(c)	253,5	214,3	239,6	+ 11,8 %	-	-
Résultat financier	5,4	6,7	2,7	-	-	-
Résultat avant impôt et intérêts minoritaires	261,2	216,3	218,7	+ 1,1 %	-	-
Impôt sur les bénéfices	(87,7)	(71,4)	(70,8)	-	-	-
Intérêts minoritaires	(0,6)	-	-	-	-	-
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	3,8	-	-	-
Résultat net part du Groupe	172,9	144,9	151,7	+ 4,7 %	-	-
Résultat net par action (en euros)	3,51	3,00	3,15	+ 5,0 %	-	-
Nombre d'actions ^(d)	49 244 579	48 357 724	48 151 691	-	-	-

(a) Les montants à taux de change constants sont calculés en convertissant les montants de l'année en cours aux taux de change moyens mensuels de l'année précédente.

(b) A base comparable signifie à taux de change constants et à périmètre constant. Les montants à périmètre constant excluent les impacts des acquisitions et/ou des cessions intervenues sur l'exercice en cours et/ou sur l'exercice précédent et ce jusqu'à leur date anniversaire.

(c) Résultat d'exploitation normalisé : hors coûts de restructuration, plus-values immobilières et écart d'acquisition négatif.

(d) Nombre moyen d'actions en circulation, net des actions propres.

(1) 63,6 INR = 1 EUR (20 janvier 2009)/49 INR = 1 USD (20 janvier 2009).

(2) 49,65 INR = 1 USD (5 mars 2009).

(3) Traduction de l'anglais "on terms and conditions to be mutually agreed between the parties".



Le chiffre d'affaires 2009 du Groupe BIC s'est élevé à 1 562,7 millions d'euros, en hausse de 10,0 % en publié par rapport à 2008. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact négatif de 0,1 % sur le chiffre d'affaires 2009. L'appréciation du dollar américain a contribué pour + 4,4 % à la croissance des ventes, compensée par la baisse des devises latino américaines, de la livre sterling et de certaines devises d'Europe de l'Est. Une variation de 1 % du dollar américain par rapport à l'euro aurait eu un impact de 0,4 point sur la croissance du chiffre d'affaires total du Groupe en 2009.

Les changements de périmètre, dus aux acquisitions d'Antalis Promotional Products et de Norwood Promotional Products, respectivement finalisées en mars et juillet 2009, ont contribué à hauteur de + 10,7 % à la croissance des ventes. Le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de 10,1 % à taux de change constants et diminué de 0,6 % à base comparable.

Les ventes de l'activité Grand Public ont augmenté de 2,3 % à taux de changes constants en 2009 ; celles de l'activité Produits Publicitaires & Promotionnels ont diminué de 18,9 % à base comparable et ont augmenté de 59,0 % à taux de change constants (y compris Antalis Promotional Products et Norwood Promotional Products).

La marge brute de l'année 2009 a diminué de 1,0 point et atteint 46,1 % des ventes contre 47,1 % en 2008. L'impact positif lié au coût des matières premières a été compensé par des coûts de production plus élevés liés à la baisse des volumes de ventes dans l'activité Papeterie, à la poursuite de la réduction des stocks et à l'impact de la consolidation d'Antalis Promotional Products et de Norwood Promotional Products.

Le résultat d'exploitation 2009 a augmenté de 3,1 % en publié pour atteindre 216,0 millions d'euros. La marge d'exploitation publiée de l'année 2009 s'élève à 13,8 % contre 14,7 % en 2008.

Le résultat d'exploitation de l'année 2009 comprend des éléments exceptionnels :

- - 34,4 millions d'euros de dépenses liées au plan de réduction des coûts lancé en avril 2009 ;
- + 10,3 millions d'euros d'écart d'acquisition négatif lié à l'acquisition d'Antalis Promotional Products et enregistré au 2^e trimestre 2009 ;

- + 0,6 million d'euros de plus-value immobilière en Allemagne enregistrée au 3^e trimestre 2009.

En excluant ces éléments exceptionnels, le résultat d'exploitation normalisé de l'année 2009 serait de 239,6 millions d'euros, contre 214,3 millions d'euros en 2008. La marge d'exploitation normalisée de l'année 2009 s'élève à 15,3 % contre 15,1 % en 2008. La diminution des dépenses de soutien de la marque et le contrôle des dépenses d'exploitation ont compensé le recul de la marge brute.

Le résultat avant impôt a augmenté de 1,1 % en publié, atteignant 218,7 millions d'euros. Le résultat financier a diminué de 4,0 millions d'euros par rapport à 2008, en raison de l'effet combiné d'une hausse du niveau de trésorerie moyen et d'une hausse des charges d'intérêts. Le taux d'imposition s'élève à 32,4 % en 2009 contre 33,0 % en 2008.

Le résultat net part du Groupe de l'année 2009 s'élève à 151,7 millions d'euros, en hausse de 4,7 % en publié. Il inclut 3,8 millions d'euros de quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (Cello Pens).

Le bénéfice net par action (BNPA) est de 3,15 euros en 2009 contre 3,00 euros pour l'année 2008, en hausse de 5,0 %. Le BNPA normalisé est en croissance de 13,7 % à 3,48 euros contre 3,06 euros en 2008.

À la fin du mois de décembre 2009, la situation nette de trésorerie s'élevait à 305,3 millions d'euros, contre 210,6 millions d'euros au 31 décembre 2008.

La génération de trésorerie de l'année 2009 a bénéficié de l'amélioration du besoin en fonds de roulement et d'une baisse des investissements industriels (53 millions d'euros en 2009 contre 83 millions d'euros en 2008).

La situation nette de trésorerie de l'année 2009 tient compte des investissements liés au partenariat avec Cello Pens pour 63,3 millions d'euros ⁽¹⁾, aux acquisitions d'Antalis Promotional Products pour 32,6 millions d'euros et de Norwood Promotional Products pour 86,0 millions d'euros ainsi qu'au paiement du dividende pour 65 millions d'euros.

PRINCIPAUX AGRÉGATS DE BILAN

(en millions d'euros)	2007	2008	2009
Capitaux propres	1 174,5	1 172,1	1 304,3
Emprunts et dettes financières courants & découverts bancaires	29,1	21,8	53,7
Emprunts et dettes financières non courants	23,3	11,1	161,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie - Actif	200,5	225,0	480,3
Autres actifs financiers courants	22,8	18,5	40,1
Situation nette de trésorerie	170,9	210,6	305,3
Goodwills nets	193,7	195,3	215,0
Immobilisations incorporelles nettes	39,3	36,8	40,2
TOTAL BILAN	1 631,1	1 632,4	2 029,1

NB : SOCIÉTÉ BIC n'a pas sollicité auprès d'une agence de notation financière l'établissement d'une notation. Par ailleurs, à sa connaissance, SOCIÉTÉ BIC ne fait l'objet d'aucune notation non sollicitée par une agence de notation financière.

(1) En mars 2009, BIC a fait l'acquisition de 40 % de six entités de Cello Pens pour la somme de 3,8 milliards de roupies indiennes.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RÉSUMÉ

(en millions d'euros)	2007	2008	2009
Marge brute d'autofinancement	261,4	251,2	247,7
Augmentation/(Diminution) des besoins d'exploitation	(54,2)	41,8	92,0
Autres flux d'exploitation	(9,4)	(67,9)	3,4
Flux nets de trésorerie liés à l'activité d'exploitation	197,8	225,1	343,1
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	(81,9)	(81,6)	(216,9)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(89,2)	(101,6)	110,0
Flux nets de trésorerie	26,7	41,9	236,2
Liquidités/Découverts de clôture	198,5	222,5	478,9

Dividendes

Le Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC propose une politique de distribution des dividendes qui est essentiellement fonction des bénéfices de la Société, de sa politique d'investissement, de la solidité de son bilan, et qui tient compte des comparaisons avec les sociétés comparables du secteur. BIC n'envisage pas de modifier significativement cette politique de distribution de dividendes.

Tenant compte de la bonne performance du Groupe en 2009, et confiant dans ses perspectives et dans la pérennité de sa solide situation financière, le Conseil d'Administration a décidé de proposer le versement d'un dividende exceptionnel de 1,00 euro en complément d'un dividende ordinaire de 1,40 euro par action lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 12 mai 2010. Le taux de distribution (calculé avec le dividende ordinaire) serait ainsi de 44 % en 2009, contre 45 % en 2008.

Le niveau des dividendes versés au titre des trois derniers exercices est rappelé ci-après :

ANNÉE (IFRS)	DIVIDENDE NET (en euros)	DIVIDENDE NET/ RÉSULTAT PAR ACTION
2008	1,35	45 %
2007	1,35	38 %
2006	1,30	38 %

La Société présente toujours un bilan solide.

Au cours de l'exercice 2009, le Conseil d'Administration a procédé à l'annulation de 100 000 actions.

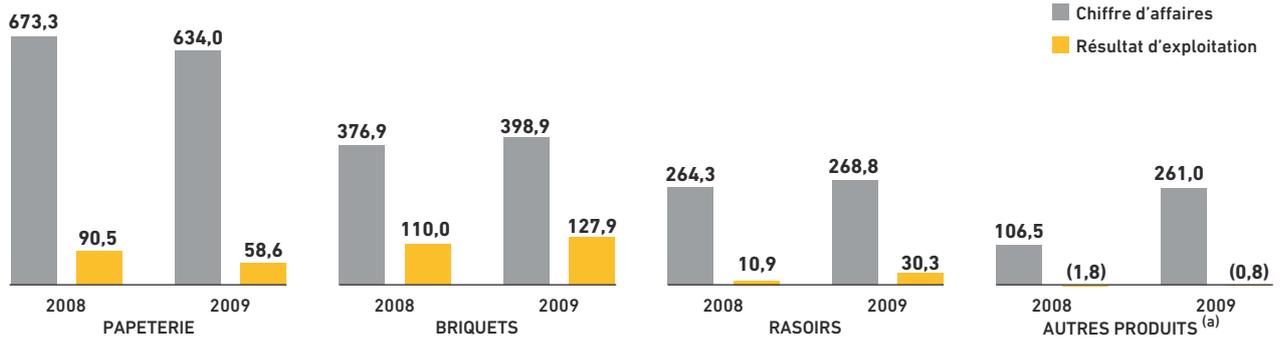
Au 31 décembre 2009, le capital social était supérieur de 0,1 million d'euros au capital social au 31 décembre 2008.



Performances du Groupe par activité

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION 2008-2009 DU GROUPE BIC PAR ACTIVITÉ

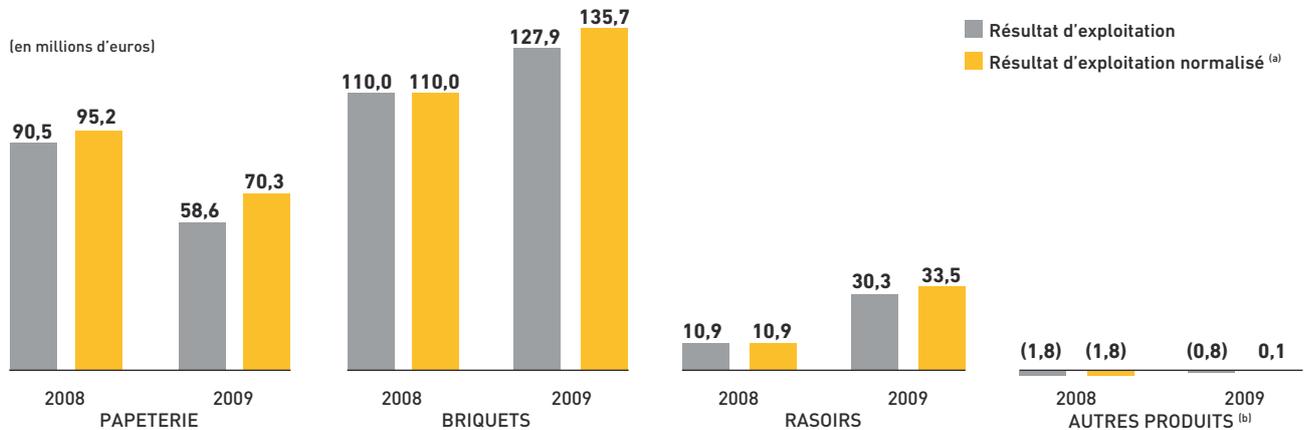
(en millions d'euros)



(a) Le chiffre d'affaires inclut le chiffre d'affaires des autres produits ; le résultat d'exploitation inclut le résultat d'exploitation des autres produits ainsi que les dépenses du Groupe non allouées aux activités.

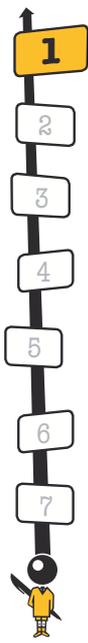
RÉSULTAT D'EXPLOITATION ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION NORMALISÉ^(a) 2008-2009 DU GROUPE BIC PAR ACTIVITÉ

(en millions d'euros)



(a) Hors coûts de restructuration, plus-values immobilières et écart d'acquisition négatif.

(b) Le chiffre d'affaires inclut le chiffre d'affaires des autres produits ; le résultat d'exploitation inclut le résultat d'exploitation des autres produits ainsi que les dépenses du Groupe non allouées aux activités.



➔ PAPETERIE

La Papeterie représente un marché d'environ 6,5 milliards d'euros (estimation BIC au prix de vente fabricant). En valeur, la part de marché mondiale de BIC représente environ 10 %.

Le chiffre d'affaires de l'activité Papeterie a atteint 634,0 millions d'euros en 2009, en baisse de - 5,8 % en publié et de - 6,2 % à taux de change constants. Les volumes ont diminué de - 5 %.

• Grande distribution et fournisseurs de bureau

Le chiffre d'affaires Grande distribution et fournisseurs de bureau a diminué de - 2,7 % à taux de change constants.

2009 a été une année très difficile dans les pays développés, la crise économique engendrant une augmentation du taux de chômage et la mise en place, chez la plupart de nos clients, de plans de réduction des stocks destinés à protéger leur trésorerie. En conséquence, nous avons du faire face à un ralentissement sans précédent du réseau des fournisseurs de bureau, tandis que les ventes de la grande distribution ont bien résisté.

En dépit de la croissance des produits de marques de distributeurs, BIC a maintenu ou gagné des parts de marché dans tous les pays développés en 2009, grâce au succès de son engagement à offrir des produits alliant la qualité au meilleur prix.

Cet engagement auprès des consommateurs a également été bénéfique en Amérique latine, où la crise économique s'est révélée moins sévère. Dans les pays émergents, notre offre de produits de qualité à des prix abordables a aussi fait ses preuves. L'implication et le professionnalisme de nos équipes locales, la présence forte de BIC sur le marché et nos relations étroites avec la distribution nous ont permis de réellement nous différencier de la concurrence. Dans ces régions, BIC a également renforcé ses positions au travers de gains de parts de marché.

Sur l'ensemble des régions, les nouveaux produits ont eu beaucoup de succès en 2009.

Le lancement de la gamme BIC® Ecolutions™ fut l'un des événements majeurs de l'année et a positionné BIC comme l'un des leaders des produits verts d'écriture. BIC est le premier fabricant à avoir reçu l'éco-label français *NF Environnement* pour sept de ses produits. Autre événement majeur, capitalisant sur notre héritage, l'édition limitée du stylo BIC® 4-couleurs™ Fashion lancée à l'occasion des 40 ans du stylo 4-couleurs™ est devenue le nouveau produit numéro un sur l'ensemble du marché français de la papeterie en 2009. Ce produit sera encore disponible à la vente en 2010.

Aux États-Unis, les lancements des rollers BIC® Triumph™ 537R et du BIC® Triumph™ 730R ont été une réussite majeure, ces produits alliant un design moderne et professionnel à une qualité d'écriture douce. Ces produits font déjà partie des 10 meilleures ventes de rollers.

De nouveaux produits ont également été ajoutés au portefeuille de stylos à bille BIC® Cristal® en 2009, notamment les stylos BIC® Cristal® Fine, BIC® Cristal® Clic Gel et le BIC® Cristal® Large/Bold, qui offre une bille de 1,6 mm pour une écriture très lisible, une ligne intense et une plus grande douceur d'écriture.

Dans les produits de correction, nous avons fêté le 50^e anniversaire des produits de correction Tipp-Ex et avons également lancé le Tipp-Ex® Easy Refill en Europe, un ruban correcteur rechargeable et de longue taille (14 mètres). Ce

produit sera lancé sur de nouvelles zones géographiques en 2010.

BIC continue d'être un acteur unique sur le marché de la Papeterie, offrant à la fois une grande qualité ET des prix abordables pour tous.

Dans le futur, nous continuerons de respecter cet engagement auprès des consommateurs et le renforcerons en développant de nouvelles fonctions et en améliorant la qualité de nos produits, tout en respectant notre positionnement de "qualité au meilleur prix".

• Activité Instruments d'écriture publicitaires et promotionnels (BIC Graphic)

Le chiffre d'affaires de l'activité Instruments d'écriture publicitaires et promotionnels a diminué de 18,5 % à taux de change constants.

Le déclin de l'industrie des Produits Publicitaires et Promotionnels initié en 2008 s'est poursuivi en 2009 en raison de l'environnement économique difficile. En 2009, les ventes de l'industrie des Produits Publicitaires et Promotionnels ont diminué d'environ 25 %.

La marge d'exploitation de la Papeterie s'est élevée à 9,2 % en 2009, contre 13,4 % en 2008. En excluant les éléments exceptionnels, la marge d'exploitation normalisée 2009 aurait atteint 11,1 %. La marge brute Grande distribution et fournisseurs de bureau a été affectée par la baisse des volumes de vente et la poursuite de la réduction de stocks. Le recul de la rentabilité de BIC Graphic (Produits Publicitaires et Promotionnels) est dû à la baisse des volumes de vente.

➔ BRIQUETS

Le chiffre d'affaires de l'activité Briquets a progressé de + 5,9 % en publié et de + 5,3 % à taux de change constants pour atteindre 398,9 millions d'euros. Les volumes ont augmenté de + 3 %.

En 2009, BIC a confirmé sa position de leader mondial des briquets de marque et a maintenu sa part de marché, la faisant même progresser sur certaines zones géographiques. Les ventes de briquets utilitaires BIC® ont été bonnes en Europe et en Amérique du Nord.

En Europe, sur un marché en légère croissance, le Groupe a maintenu ses positions grâce au grand succès de ses décors (comme la série Renault F1) et à l'amélioration de la distribution des briquets utilitaires.

En dépit de la décision de la Commission Européenne sur les briquets (mécanisme "sécurité enfants", ISO 9994 et briquets fantaisie) et de la surveillance des marchés par les autorités, la majorité des briquets importés disponibles en Europe ne respectent toujours pas la loi. BIC continue d'informer ses distributeurs avec des campagnes de communication, notamment via le magazine bi-annuel *BICareful*.

Le marché américain du briquet de poche a continué d'être affecté par le recul croissant des ventes de cigarettes, le resserrement de la réglementation et des taxes anti-tabac et les faibles niveaux de stocks des distributeurs, notamment les magasins de proximité. Cependant, BIC a fait progresser sa part de marché aux États-Unis grâce à une présence en magasin plus importante que la



concurrence et à des opérations de marketing. Parmi elles figure notamment le programme de marketing social *Pick Your BIC* avec lequel les clients peuvent choisir leur "édition spéciale" favorite de décors de briquets de poche sur www.FlickYourBIC.com.

Le succès de l'Amérique latine est une conséquence directe de l'implication forte sur la sécurité des briquets, à la fois du Groupe BIC et des autorités locales.

La marge d'exploitation normalisée 2009 des Briquets a augmenté de 4,8 points et s'élève à 34,0 % des ventes, contre 29,2 % en 2008. Elle bénéficie des impacts positifs liés au coût des matières premières et à l'absorption des volumes, de la baisse des dépenses de soutien de la marque (campagne publicitaire liée à la mise en place de la réglementation "sécurité enfants" au 1^{er} trimestre 2008) et d'une meilleure absorption des dépenses d'exploitation.

➔ RASOIRS

L'activité Rasoirs mécaniques représente un marché d'environ 8,7 milliards d'euros, constitué à 58 % de rasoirs rechargeables et à 37 % de rasoirs non rechargeables. En valeur, BIC détient environ 20 % du marché des rasoirs mécaniques non rechargeables aux États-Unis et en Europe (estimations AC Nielsen, IRI et BIC).

Le marché du rasage mécanique a diminué en 2009. Les ventes de rasoirs non rechargeables sont restées stables alors que celles de rasoirs rechargeables ont légèrement diminué.

En 2009, le chiffre d'affaires de BIC a progressé de + 1,7 % en publié et s'est élevé à 268,8 millions d'euros. À taux de change constants, les ventes ont crû de + 2,4 %. Les volumes ont diminué de - 4 % par rapport à 2008.

La croissance de nos produits trois et quatre-lames a continué de progresser en 2009, tandis que celle de nos produits deux-lames a affiché une baisse plus importante que l'année dernière. Notre produit Classique une-lame d'origine s'est mieux tenu qu'anticipé dans un environnement économique fragile. À la fin de l'année 2009, les ventes de rasoirs trois et quatre-lames représentaient 45 % des ventes de rasoirs non rechargeables BIC.

Nos ventes ont légèrement diminué en Europe et en Amérique du Nord. La poursuite de la croissance des rasoirs trois et quatre-lames a tiré la croissance. Par ailleurs, BIC a bénéficié de son positionnement de "qualité au meilleur prix". Le lancement des rasoirs BIC® Soleil Bella™ non rechargeable quatre-lames aux États-Unis et BIC® Easy trois-lames en Europe sont conformes à nos attentes. Sur le marché, le BIC® Easy est le premier rasoir "tout en un" incluant un manche et six recharges.

L'Amérique latine est restée la région la plus performante, avec la poursuite de la croissance de notre activité de rasoirs trois-lames non rechargeables.

La marge d'exploitation normalisée 2009 des Rasoirs s'est élevée à 12,5 % contre 4,1 % en 2008. Cette amélioration est due à l'augmentation des ventes, à l'impact favorable des fluctuations des taux de change ainsi qu'à des dépenses publicitaires inférieures à celles de l'année dernière.

➔ AUTRES PRODUITS

La vente des autres produits inclut diverses activités, stratégiques et tactiques :

- **les Produits Publicitaires et Promotionnels de BIC (APP) (hors Papeterie)** ont été fortement affectés par le contexte économique difficile et la réduction des dépenses publicitaires et promotionnelles des sociétés. Le chiffre d'affaires à base comparable a diminué de 19,9 % en 2009 ;

- Atchison Products Inc. (sacs publicitaires imprimés, acquis en 2007) : en 2009, la performance d'Atchison a globalement reflété les tendances du secteur des Produits Publicitaires et Promotionnels. En 2009, l'activité a été complètement intégrée à BIC APP, de la fabrication (avec la fermeture de l'usine d'Atchison au Kansas) aux fonctions support,

- en mars 2009, BIC a finalisé l'acquisition d'Antalis Promotional Products, un distributeur européen offrant une large gamme de produits promotionnels (stylos, montres, tee-shirts, agendas, gadgets et cadeaux d'entreprise originaux). En 2009, la performance d'Antalis Promotional Products a été faible sur l'ensemble des catégories de produits, excepté les clés USB. Antalis Promotional Products est consolidé dans les comptes du Groupe depuis le 1^{er} avril 2009,

- en juillet 2009, BIC a finalisé l'acquisition de Norwood Promotional Products, un fournisseur américain leader dans les calendriers, les sacs, les trophées, les nécessaires à boire et les autres produits promotionnels. Consolidé dans les comptes du Groupe BIC depuis le 1^{er} juillet 2009, Norwood Promotional Products a suivi la performance du secteur aux États-Unis.

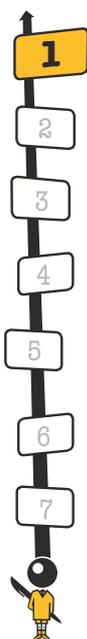
À partir de 2010, les données sur les Produits Publicitaires & Promotionnels de BIC (papeterie ou autres produits) seront publiées dans une catégorie indépendante.

- **BIC Sport** : en 2009, le chiffre d'affaires de BIC Sport (planches de surf, planches à voile, kayaks et dériveurs) s'est élevé à 15 millions d'euros, en baisse de - 8,5 % en publié par rapport à 2008. En dépit de la concurrence féroce des produits sous-traités en Asie et de l'impact de l'environnement économique sur les dépenses des consommateurs, BIC Sport a continué de pénétrer de nouveaux marchés dans le monde, notamment au travers de produits innovants tels que le kayak gonflable YakkAir™ ;

- **deux divisions de PIMACO**, BIC Label Technologies (étiquettes adhésives pour l'emballage des produits de consommation) et Gumtac (matières premières d'adhésifs papier destinés à l'industrie de consommation) ;

- les ventes de **DAPE 74 Distribution** auprès des débitants de tabac en France (dont des cartes téléphoniques) et **un éventail de produits, de la marque BIC® ou non**, comme les ventes de collants en Grèce, en Autriche et en Irlande, les piles, une ligne de préparation au rasage, tous destinés à accroître la présence de la marque BIC® sur les principaux marchés et dans les secteurs de consommation émergents.

La croissance du chiffre d'affaires des autres produits s'est élevée à + 149,8 % à taux de change constants et à + 6,3 % à base comparable en 2009.



Performances du Groupe par zone géographique

➔ EUROPE

La zone Europe comprend l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. En 2009, la performance de l'Europe s'est améliorée par rapport à 2008. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 503,6 millions d'euros, en hausse de + 6,4 % en publié, de + 8,7 % à taux de changes constants et en baisse de - 1,9 % à base comparable. Dans l'activité Papeterie, nous avons gagné des parts de marché mais la baisse générale du marché a entraîné une baisse des ventes. L'activité Briquets a atteint de solides résultats. Enfin dans l'activité Rasoirs, les ventes sont restées globalement stables.

Le marché de la Papeterie (vente aux consommateurs) a diminué d'environ 5 % en Europe, très affecté par le recul du réseau des fournisseurs de bureau et par les politiques de réduction de stocks chez nos principaux clients. Dans cet environnement difficile, BIC a gagné des parts de marché, à la fois dans la Grande distribution et chez les fournisseurs de bureau. BIC a atteint ces bons résultats, notamment dans les segments du stylo à bille et du coloriage, en dépit de la forte pression des marques de distributeurs et de l'augmentation des promotions de la part des concurrents.

Malgré la crise économique, notre performance 2009 a été tirée par des investissements publicitaires efficaces dans la correction au premier semestre et de bonnes commandes de rentrée scolaire, fruits de programmes à succès auprès de nos clients, de présentoirs massifs et d'animations sur les points de vente. Notre expertise sur les segments clés de la Papeterie (stylos à bille, porte-mines, correction et coloriage) et l'amélioration de nos produits phares, comme l'édition limitée du stylo BIC® 4-couleurs™ Fashion, ont contribué à notre performance.

Dans les Briquets, le marché est globalement resté stable. BIC a complètement intégré la réglementation "sécurité enfants" mise en place par la Commission Européenne et a initié un large programme de communication sur la qualité et la sécurité. Nous avons également communiqué envers les grossistes et les distributeurs via le magazine bi-annuel *BICareful*, qui met en valeur la qualité et la sécurité des briquets BIC®. Ces programmes de communication ont continué d'avoir un impact positif sur les commandes de nos clients.

Dans les Rasoirs, le marché est également resté globalement stable, avec une forte pression des produits de marques de distributeurs, sur l'ensemble des segments du marché. Le segment du rasoir trois-lames a continué de tirer la croissance du marché. Le lancement réussi du rasoir BIC® Easy a eu un impact positif sur nos résultats. Ce concept de "tout en un" répond à la fois à des critères de qualité au meilleur prix et de développement durable. Dans la catégorie des rasoirs féminins, les ventes de BIC® Pure 3™ Lady ont significativement progressé.

La restructuration d'Antalis Promotional Products a commencé en décembre 2009 et est en bonne voie avec la réorganisation des entrepôts et de la force de vente d'une part, ainsi que l'intégration des lignes d'impression d'autre part.

➔ AMERIQUE DU NORD & OCÉANIE

La région Amérique du Nord et Océanie comprend les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Le chiffre d'affaires 2009 s'est élevé à 682,6 millions d'euros, en hausse de + 16,6 % en publié, en hausse de + 13,1 % à taux de change constants et en baisse de - 4,5 % à base comparable. En dépit des conditions économiques extrêmement difficiles et de leurs conséquences sur l'environnement de la vente de détail dans l'ensemble des catégories, nous avons été à même de maintenir l'activité et de surpasser le marché.

Sur un marché de la Papeterie concurrentiel et en déclin, BIC a fait progresser ses parts de marché en tirant profit de ses programmes de rentrée scolaire et en renforçant ses relations avec ses clients clés. L'environnement économique dans son ensemble a continué d'affecter la croissance du chiffre d'affaires de la Papeterie, en particulier sur le réseau des fournisseurs de bureau. Les niveaux de vente au détail ont diminué, atteignant des plus bas, et ce dans tous les types de distribution. Dans cet environnement difficile, nous avons continué de nous différencier avec le succès des rollers (notamment avec le lancement réussi des séries de rollers BIC® Triumph™), des marqueurs et des produits de correction.

Dans les Briquets, le recul général du marché américain s'est poursuivi, en raison de la baisse des ventes de cigarettes et du durcissement de la réglementation anti-tabac. Cependant, les ventes de BIC aux États-Unis ont crû et notre part de marché a augmenté grâce à notre stratégie orientée sur l'amélioration de la visibilité de nos produits en magasin (décors de briquets et présentoirs en magasins innovants) et la mise à profit de notre excellent programme de qualité et de sécurité. Des éditions spéciales de décors (particulièrement ceux liés au thème NASCAR) ont été des éléments majeurs ayant tiré l'activité en 2009.

Sur un marché essentiellement stable sur l'année, BIC® est la seule marque de rasoirs à avoir gagné des parts de marché sur le segment du non rechargeable. Ceci est d'autant plus une bonne performance que l'activité promotionnelle des concurrents de marque s'est fortement accentuée en 2009. Les ventes ont principalement été tirées par la force du positionnement de "qualité au meilleur prix" de la marque BIC®. Les lancements en 2009 des rasoirs BIC® Soleil Bella™, BIC® Soleil® quatre-lames rechargeable et BIC® 3 ont contribué à cette réussite. Cependant, cette performance n'a pas totalement compensé les pressions agressives de la concurrence, dont les produits de marques de distributeurs qui intéressent de plus en plus les clients et consommateurs.

Norwood Promotional Products est consolidé dans les comptes du Groupe BIC depuis le 1^{er} juillet 2009.



➔ AMERIQUE LATINE

La région Amérique latine comprend le Mexique, l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud.

En 2009, le chiffre d'affaires a augmenté de + 4,5 % en publié pour atteindre 294,9 millions d'euros et de + 9,3 % à taux de change constants.

L'économie a affecté de différentes manières notre activité dans cette région, la faiblesse du Mexique et de l'Amérique Centrale étant compensée par de bonnes performances au Brésil, en Équateur, en Colombie et en Argentine. L'activité Papeterie a affiché des gains de distribution et de parts de marché sur l'ensemble de la région. La part de marché de BIC a progressé dans l'activité Briquets, en dépit de la concurrence des produits asiatiques, notamment au Mexique. Le Groupe a également atteint une performance particulièrement forte dans l'activité Rasoirs, grâce au succès continu de la ligne de produits Comfort Twin® et des produits trois-lames, y compris le BIC® Comfort 3®.

➔ MOYEN-ORIENT, AFRIQUE & ASIE

Le chiffre d'affaires 2009 de BIC dans la région Moyen-Orient, Afrique et Asie s'est élevé à 81,6 millions d'euros, en hausse de + 1,9 % en publié et en baisse de - 0,4 % à taux de change constants par rapport à 2008.

La performance de l'année 2009 au Moyen-Orient et en Afrique a été tirée par deux régions en particulier : l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud. Dans ces pays, nous avons à la fois élargi notre

réseau de distributeurs et amélioré la visibilité de nos produits sur les points de vente grâce à du merchandising. En dépit du chaos économique au Moyen-Orient qui a affecté les dépenses des consommateurs, nous avons fait en sorte de stabiliser notre activité dans la plupart des pays de cette région.

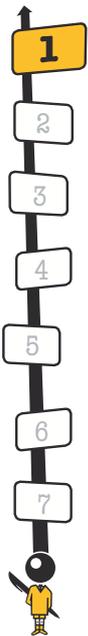
Dans les pays africains à faible pouvoir d'achat et dans lesquels les commerces traditionnels sont dominants, nous avons maintenu notre part de marché en dépit de la concurrence forte des produits asiatiques à bas prix et des contrefaçons.

Dans l'activité Papeterie, sur une région où le stylo à bille BIC® Cristal® dispose d'une position historiquement forte, nous avons continué nos efforts pour nous développer sur tous les segments. En raison de l'environnement économique défavorable, les consommateurs se sont retournés vers des produits à "bon rapport qualité prix", ce qui explique la bonne performance des stylos à bille BIC® Cristal®, des crayons à papier et des marqueurs.

Dans les Briquets, en dépit de la concurrence des produits asiatiques à bas prix, les ventes ont augmenté grâce à notre concentration forte sur la distribution et l'amélioration de la communication sur l'engagement de BIC pour la qualité et la sécurité.

Dans les Rasoirs, nous avons continué de renforcer la tendance de montée en gamme des consommateurs avec le lancement réussi du rasoir BIC® Easy.

En dépit de la crise économique et de l'environnement concurrentiel féroce en Asie, nous avons continué de poser les bases d'une croissance plus solide pour le futur, grâce à des gains de distribution sur le réseau de la Grande distribution à travers tout le continent.



Gestion des risques de change et de taux d'intérêt

➔ GESTION DES RISQUES DE CHANGE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

BIC est présent dans plus de 160 pays et, par conséquent, est sujet aux variations économiques de marché. Notre politique de gestion est de couvrir le risque de transactions sur les opérations libellées en devises par l'utilisation de couvertures à terme et optionnelles. Le Groupe ne couvre pas les risques d'écart de conversion sur la consolidation des filiales étrangères, à l'exception des dividendes payés intra-groupe. Les investissements, directs ou indirects, sont généralement effectués en devise locale.

Le Groupe n'a pas vocation à réaliser des opérations spéculatives. BIC a mis en place une gestion du risque de change uniquement dans le but de protéger ses performances en terme(s) de rentabilité, de liquidité et de sécurité. Le Département Trésorerie n'est pas un centre de profit. Il communique mensuellement à la Direction Générale l'état des couvertures de change, en distinguant les opérations échues des opérations non échues, ainsi que le résultat de change rattaché.

Depuis 2000, le Groupe poursuit une politique de couverture de change annuelle qui permet aux filiales de ramener leur exposition à un niveau proche de zéro et de centraliser le risque au niveau de la maison mère, à l'exception des devises non convertibles.

Un processus de reporting régulier et commun à toutes les filiales identifie la génération de positions de change pour chaque devise et leur évolution prévisionnelle au cours de l'année. SOCIÉTÉ BIC consolide le risque de change des filiales et couvre, sur les marchés, le risque résiduel.

Le risque de change euro contre dollar reste la principale exposition.

En 2009, l'exposition annuelle de BIC a été couverte en moyenne au cours de 1 euro = 1,3561 dollar US, alors que la moyenne des cours quotidiens est ressortie à 1,3927, soit mieux de presque 4 cents. La volatilité record des marchés financiers tout au long de l'année, avec plus de 26 cents d'écart entre le cours le plus haut (1,5139) et le plus bas (1,2537) a rendu l'exercice de couverture très délicat. En ce qui concerne les besoins 2010, au 31 décembre 2009, 100 % de l'exposition avait fait l'objet d'une couverture ferme. Le cours moyen obtenu pour 2010 est de 1 euro = 1,3648 dollar US.

Les autres expositions significatives par ordre d'importance sont le dollar canadien, la livre sterling et le dollar australien. Ces besoins sont au moins couverts au-delà de 95 % pour l'ensemble de l'année 2010.

Dès qu'une transaction est réalisée sur les marchés financiers, la Trésorerie Groupe qualifie l'exercice de rattachement et la nature du flux couvert, flux commercial ou flux financier. L'ensemble des produits de couverture utilisés est parfaitement en ligne avec la qualification de *cash-flow hedge* telle que définie par la norme comptable IAS 39. En conséquence, la Trésorerie Groupe n'utilise aucun produit à effet de levier ou à effet désactivant contraire au sens de couverture naturel du Groupe. Cette discipline stricte dans un cadre de marché à volatilité exacerbée est un point fondamental pour la sécurité financière du Groupe.

Le portefeuille d'instruments financiers fait l'objet d'un suivi particulier en temps réel par la Trésorerie Groupe, qui fournit également une évaluation *mark-to-market* mensuelle de chaque position conforme à la norme IAS 39.

Tous les instruments financiers sont mis en place avec des établissements bancaires majeurs, et par conséquent le risque de contrepartie est très faible. Dans le contexte de crise financière mondiale, les ratings de nos contreparties ont pu être affectés négativement, néanmoins la quasi-totalité de nos transactions sont effectuées avec les banques historiques du Groupe BIC qui sont toutes des banques de profil "banque universelle" avec un équilibre de leur portefeuille d'activités qui les rend moins vulnérables aux risques de marché. À ce jour le rating minimal S&P de nos principales contreparties bancaires est de A+ sur le long terme, le rating moyen étant AA-.

Dans les pays pour lesquels il n'existe pas la possibilité de centraliser le risque de change de façon efficiente, l'exposition est gérée localement avec un suivi continu de la Trésorerie Groupe auprès de la filiale locale. Cette exposition se concentre essentiellement sur le Brésil et l'Afrique du Sud. Les filiales produisent localement la plupart des produits qui seront vendus sur leur marché, mais doivent aussi importer certains composants auprès d'autres filiales du Groupe. Les couvertures sont mises en place localement après approbation de la Trésorerie Groupe.

➔ GESTION DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

SOCIÉTÉ BIC finance l'acquisition de Cello Pens pour l'équivalent en INR (roupies indiennes) de 156 millions de dollars américains. La dette à taux variable (Libor USD 3 mois + marge) a été couverte le 27 février 2009, par swap de taux (2 x 78 millions de dollars américains) à dessein de figer les échéances à taux fixe annuel de 3,1950 % (marge incluse), maturité 5 ans (nominal amortissable de façon linéaire).

SOCIÉTÉ BIC finance l'acquisition de Norwood Promotional Products pour 125 millions de dollars américains. La dette à taux variable (Libor USD 3 mois + marge) a été couverte en deux fois, les 8 et 9 juillet 2009, par swap de taux (2 x 62,5 millions de dollars américains) à dessein de figer les échéances à un taux fixe moyen annuel de 3,7350 % (marges incluses), maturité 5 ans (nominal amortissable de façon linéaire).

À part ces opérations ponctuelles liées aux acquisitions réalisées en 2009, l'exposition aux taux d'intérêt est très limitée.

Tous les besoins de financement locaux sont directement indexés sur une base de taux variable. La survenance de positions emprunteuses est non significative et trop ponctuelle pour générer un besoin de couverture pertinent.



Relations avec les investisseurs

Le service des Relations Investisseurs a pour vocation de répondre à toutes les demandes, qu'elles proviennent des actionnaires individuels ou des investisseurs institutionnels. Les informations concernant les actionnaires, ainsi que les informations générales à caractère économique ou financier sur SOCIÉTÉ BIC sont disponibles sur le site web de la Société : <http://www.bicworld.com/> ou en adressant un courrier électronique à investors.info@bicworld.com ou actionnaires@bicworld.com ou encore en envoyant un courrier écrit à Groupe BIC – Relations Investisseurs – 14, rue Jeanne d'Asnières, 92611 Clichy Cedex, France.

Tout au long de l'année, BIC organise des réunions avec des analystes et des investisseurs institutionnels lors de *road shows* sur les principales places financières telles que New York, Londres, Paris, Zurich et Genève.

Pour ce qui est des investisseurs individuels, BIC a poursuivi sa politique de communication en publiant une lettre d'information aux actionnaires deux fois par an. BIC organise régulièrement des réunions dans différentes villes de France. En 2009, le service des Relations Investisseurs a rencontré les actionnaires individuels à Nantes. Deux réunions à Rouen et Montpellier sont d'ores et déjà programmées pour 2010.

Un service d'information téléphonique gratuit est également à la disposition des actionnaires individuels au 0 800 10 12 14 (numéro vert).

SOCIÉTÉ BIC est cotée à "Euronext Paris" (cotation continue), fait partie des indices boursiers SBF 120 et CAC Mid 100, et des indices ISR FTSE4Good Europe, ASPI Eurozone, Ethibel Excellence Europe et Carbon Disclosure French Leadership index 2009 (CDLI). Son code ISIN est : FR0000120966 et son mnémonique : BB.

Prévisions pour 2010 et stratégie

En 2010, suite aux acquisitions d'Antalis Promotional Products et de Norwood Promotional Products, BIC publiera les données relatives à une quatrième catégorie appelée "Produits Publicitaires et Promotionnels" (BIC APP). Cette catégorie comprendra notre activité de marquage publicitaire sur les instruments d'écriture (précédemment dans la catégorie Papeterie), Atchison Products, Inc., Antalis Promotional Products (acquis en mars 2009) et Norwood Promotional Products (acquis en juillet 2009). Cette nouvelle catégorie représentera environ 25 % du chiffre d'affaires total du Groupe.

Après une crise économique sans précédent en 2009, nous anticipons un environnement plus positif en 2010.

• Grand Public en 2010 :

- Dans la Papeterie, la performance du réseau des fournisseurs de bureau devrait commencer à s'améliorer légèrement en 2010 et la Grande distribution se stabiliser sur les marchés matures. Alors que les habitudes de nos consommateurs ont évolué vers le choix de produits au meilleur rapport qualité/prix, BIC continuera de s'appuyer sur la notoriété de sa marque et sur son offre de produits de qualité au meilleur prix. Les marchés émergents devraient continuer de croître.
- Dans les Briquets, nous anticipons une légère baisse des marchés matures due à la poursuite de la baisse de la consommation de cigarettes et au durcissement de la réglementation anti-tabac. Nous nous appuyerons sur notre large gamme de produits à forte valeur ajoutée alliant "la

meilleure qualité et la sécurité" afin de continuer à faire progresser nos parts de marché.

- Dans les Rasoirs, les marchés matures devraient rester stables, les rasoirs non rechargeables affichant de meilleures performances que les rasoirs rechargeables. Nous anticipons une nouvelle accélération des lancements de produits ainsi qu'une augmentation de la part des produits "value" (de bon rapport qualité/prix) et la poursuite de la pression sur les produits d'entrée de gamme. Dans ce contexte, nous continuerons de tirer parti de notre offre de produits au meilleur rapport qualité/prix à travers une gamme complète, allant des rasoirs classiques une-lame aux rasoirs trois et quatre-lames, non rechargeables et rechargeables.
- **Produits Publicitaires et Promotionnels en 2010 :**
 - La performance de l'industrie des Produits Publicitaires et Promotionnels devrait rester étroitement liée aux tendances économiques. Le 1^{er} semestre 2010 devrait rester faible et nous anticipons une stabilisation éventuelle ou une légère croissance sur la deuxième partie de l'année. Dans cet environnement, BIC APP se concentrera sur l'intégration de Norwood Promotional Products en tirant parti de sa nouvelle stratégie de marque.

Tout comme nous l'avons fait en 2009, nous nous appuyerons sur notre organisation internationale solide, notre forte équipe de direction et l'ensemble de nos employés dans le monde pour continuer de gérer efficacement notre activité, de gagner des parts de marché et de générer de la trésorerie.

➔ RISQUES ET OPPORTUNITÉS

Voici, en résumé, les principaux défis que nous prévoyons pour 2010 :

- la faiblesse de l'environnement économique particulièrement en Europe où le taux de chômage est très élevé ;
- les variations des taux de change ;
- l'environnement géopolitique général.

Bien que la plupart de ces risques soient hors de notre contrôle, nous allons faire de notre mieux pour les minimiser dans chacune de nos actions.

Nous croyons que notre principale opportunité de croissance reste la force de la marque BIC®, alliée à la diversité de notre main-d'œuvre multinationale qui opère dans plus de 160 pays. Nos équipes lancent des produits et des programmes, y compris en matière de soutien publicitaire et promotionnel, qui parlent directement au consommateur d'aujourd'hui sur son marché local et répondent à ses besoins spécifiques.

➔ RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les fonctions Recherche & Développement sont organisées par activité. En 2009, elles employaient environ 138 personnes, basées en Europe et en Amérique du Nord. Chaque année, BIC investit en moyenne 1,5 % de son chiffre d'affaires dans la recherche et le développement de nouveaux produits, qui sont les principaux moteurs de la croissance. En 2009, les nouveaux produits et les extensions de gamme ont représenté 27 % des ventes du Groupe BIC.

➔ OBJECTIFS DE PERFORMANCE

Croissance du chiffre d'affaires, gains de parts de marché, marges, liquidités et solidité de notre bilan constituent les principaux indicateurs de la performance du Groupe.

Tout comme en 2009, l'objectif de BIC en 2010 sera de continuer à nous appuyer sur notre organisation internationale solide, notre forte équipe de Direction et l'ensemble de nos employés dans le monde, afin de gérer efficacement notre activité, de gagner des parts de marché et de protéger notre génération de trésorerie.

Capital social

Au 31 décembre 2009, le capital social enregistré de SOCIÉTÉ BIC s'élevait à 185 120 298,02 euros composé de 48 460 811 actions d'un montant nominal de 3,82 euros. Les actions émises sont entièrement libérées. En tenant compte des options de souscription levées en 2009 mais n'ayant pas encore été actées par le Conseil d'Administration, le capital social s'élevait à 185 559 277,14 euros divisé en 48 575 727 actions (contre 48 556 031 actions au 1^{er} janvier 2009).

Les délégations en cours de validité au 31 décembre 2009 accordées par l'Assemblée Générale et permettant au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social, ainsi que leur utilisation au cours de l'exercice 2009, sont présentées en Annexe au rapport de gestion.

➔ ACTIONS PROPRES DE SOCIÉTÉ BIC

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2009

AFFECTATION PAR OBJECTIFS	NOMBRE D' ACTIONS	COURS MOYEN D'ACQUISITION (en euros)	% DU CAPITAL	VALEUR NOMINALE (en euros)
Contrat de liquidité - Art. L. 225-209 C. com ^(*)	7 464	48,46	0,02	28 512,48
Annulation - Art L. 225-209 C. com ^(*)	48 821	37,93	0,10	186 496,22
Mise en œuvre de plans d'options d'achat d'actions ou attribution d'actions gratuites ^(a) - Art L. 225-208 et L. 225-209 C. com ^(*)	241 590	35,43	0,49	922 873,80
TOTAL^{(b) (c)}	297 875	36,17	0,61	1 137 882,50

(a) Dont 54 734 actions relatives à des options qui ne sont plus exerçables (caducité des options accordées dans le cadre des plans expirés de 1998 et de 1999 ou départs de bénéficiaires).

(b) BIC CORPORATION détenait en plus, au 31 décembre 2009, 50 060 actions SOCIÉTÉ BIC soit 0,10 % du capital.

(c) Au 31 décembre 2009, la valeur comptable des actions BIC détenues au titre des articles L. 225-208 et suivants du Code de commerce, par SOCIÉTÉ BIC et par BIC CORPORATION, s'élève à 14 090 495,36 euros, pour une valeur nominale totale de 1 329 111,70 euros. La valeur de marché de ces actions était de 16 805 260,50 (sur la base du cours de clôture à cette date, soit 48,30 euros).

(*) Code de commerce.



➔ **RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL**

À la connaissance de la Société, au 31 décembre 2009, les actionnaires détenant plus de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33,33 %, 50 %, 66,66 %, 90 % et de 95 % du capital et/ou des droits de vote de la Société sont énumérés dans le tableau ci-dessous.

La Société n'a connaissance d'aucun autre actionnaire détenant plus de 5 % du capital ou des droits de vote. Ce tableau donne également des informations sur les actions autodétenues par SOCIÉTÉ BIC.

NOM	31 DÉC. 2007			31 DÉC. 2008			31 DÉC. 2009		
	Nombre d'actions	% en actions ^(f) (environ)	% en droits de vote ^(c) ^(f) (environ)	Nombre d'actions	% en actions ^(f) (environ)	% en droits de vote ^(b) ^(f) (environ)	Nombre d'actions	% en actions ^(f) (environ)	% en droits de vote ^(a) ^(f) (environ)
Concert familial Bich, dont ^(d) :	21 460 961	43,46	54,54	21 455 316	44,19	54,27	21 158 982	43,56	55,23
SOCIÉTÉ M.B.D.	12 386 000	25,08	31,57	12 402 000	25,54	32,65	12 416 000	25,56	33,83
Famille Bich (hors M.B.D.)	9 074 961	18,38	22,97	9 053 316	18,65	21,62	8 742 982	18,00	21,40
Mme Édouard Buffard ^(g)	2 227 111	4,51	5,77	2 227 111	4,59	5,91	-	-	-
Silchester International Investors	6 353 341	12,87	12,83	7 166 468	14,76	14,59	5 827 715	12,00	13,18
First Eagle Investment Management, LLC (ex-Arnhold and S. Bleichroeder Advisers, LLC)	2 560 844	5,19	5,27	3 290 595	6,78	6,32	3 250 927	6,69	6,49
Autodétention	521 485	1,05	0,68 ^(e)	375 778	0,77	0,50 ^(e)	297 875	0,61	0,41 ^(e)

(a) Au 31 décembre 2009, le nombre de droits de vote s'élève à 73 309 349 (y compris droits de vote des actions autodétenues).

(b) Au 31 décembre 2008, le nombre de droits de vote s'élève à 75 403 044 (y compris droits de vote des actions autodétenues).

(c) Au 31 décembre 2007, le nombre de droits de vote s'élève à 77 235 358 (y compris droits de vote des actions autodétenues).

(d) Le concert familial Bich est composé de SOCIÉTÉ M.B.D. (société en commandite par actions) et des membres de la famille Bich détenant une participation directe dans SOCIÉTÉ BIC. La plupart des membres de la famille Bich détiennent à la fois une participation directe dans SOCIÉTÉ BIC et une participation indirecte au travers de SOCIÉTÉ M.B.D.

(e) Actions autodétenues privées temporairement du droit de vote.

(f) L'écart entre le nombre d'actions et le nombre de droits de vote est lié à l'existence de droits de vote double (cf. Note 21.2.3 des Informations Générales)

(g) Mme Édouard Buffard est décédée le 18 août 2009 et les actions qu'elle détenait ont perdu le droit de vote double.

Au cours de l'exercice 2009, aucun franchissement de seuil légal n'a été déclaré auprès de l'AMF. Entre le 31 décembre 2009 et la date d'émission du document de référence, SOCIÉTÉ BIC a été informée du franchissement à la baisse du seuil légal de 5 % du capital social par First Eagle Investment Management, LLC. Au 17 Mars 2010, ce dernier détenait 4,95 % du capital social représentant 5,33 % des droits de vote.

À la connaissance de la Société, il n'y a pas de pactes d'actionnaires prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions BIC, ni d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle.

Il est précisé que SOCIÉTÉ M.B.D., holding de la famille Bich, a conclu divers engagements de conservation de titres portant sur 12 millions d'actions de SOCIÉTÉ BIC. Ces engagements ont été conclus avec divers membres de la famille Bich afin de permettre à ces derniers, le cas échéant, de bénéficier des dispositions des articles 885 I bis et 787 B du Code Général des Impôts.

Hormis l'attribution d'un droit de vote double aux actions pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis plus de 2 ans, aucun droit de vote particulier n'est conféré aux principaux actionnaires.

La Société étant contrôlée comme décrit dans le tableau ci-dessus, la prévention d'un éventuel exercice abusif du contrôle

par un actionnaire est assurée par les réunions régulières du Conseil d'Administration et par la présence de 4 administrateurs indépendants majoritaires au sein des Comités (Comité d'Audit et Comité des Nominations et des Rémunérations).

➔ **ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE OU DE RETARDER OU D'EMPÊCHER UN CHANGEMENT DE CONTRÔLE (ARTICLE L. 225-100-3 DU CODE DE COMMERCE)**

À la connaissance de la Société, aucun élément autre que ceux tenant aux éléments visés ci-dessous n'est susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique, ou ne peut avoir pour effet de retarder ou d'empêcher un changement de contrôle :

- SOCIÉTÉ M.B.D., holding familial de SOCIÉTÉ BIC, est une société en commandite par actions ;
- les statuts prévoient l'attribution d'un droit de vote double aux actions pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative



depuis deux ans au moins (cf. Note 21.2.3 des Informations Générales) ;

- autorisations données par l'Assemblée Générale d'augmenter le capital (cf. Annexe au Rapport de gestion) ;
- obligation prévue par les statuts de déclarer à la Société toute détention de capital ou de droits de vote devenue égale ou supérieure à 2 % et, à compter de ce seuil, à tout multiple entier de 1 % (cf. Note 21.2.7 des Informations générales).

➔ PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS – ANNULATION D' ACTIONS

Au cours de l'exercice 2009, SOCIÉTÉ BIC a :

- acheté un total de 48 821 actions au cours moyen de 37,93 euros, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale du 14 mai 2009 ;

- acquis, dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Natixis, 465 441 actions pour une valeur globale de 19 644 619,42 euros et cédé 469 591 actions pour une valeur globale de 19 858 111,88 euros.

- cédé 16 850 actions, au cours moyen de 40,83 euros, aux bénéficiaires d'options d'achat d'actions ;

Les frais de négociation afférents à toutes les opérations d'achat et de vente susvisées se sont élevés à 27 332,17 euros.

De plus, le Conseil d'Administration du 10 février 2009, autorisé par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008, a procédé à l'annulation de 100 000 actions. Sur les 24 derniers mois, SOCIÉTÉ BIC a procédé à l'annulation de 950 272 actions, soit 1,96 % du capital social constaté au 31 décembre 2009.

Par ailleurs, en 2009, SOCIÉTÉ BIC a :

- remis 5 724 actions gratuites sous conditions de performance ;
- attribué 60 413 actions gratuites sous conditions de performance.

Rémunération des dirigeants

➔ 1. POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

a. Politique de détermination des rémunérations

Les rémunérations sont déterminées par le Conseil d'Administration sur recommandation du Comité des Rémunérations et des Nominations qui :

- analyse et compare les évolutions des rémunérations des individus et des postes similaires sur le marché ;
- analyse les performances individuelles et les performances de l'entreprise ;

- traduit les politiques et priorités du Groupe dans les programmes de rémunération variable à court et long terme.

b. Règles d'attribution 2009 de la part variable annuelle (bonus)

- Le Président, Monsieur Bruno Bich, n'a pas perçu de rémunération variable au titre de 2009 ;
- Le bonus du Directeur Général, Monsieur Mario Guevara, a été calculé sur la base de cinq critères proposés par le Comité des Rémunérations et des Nominations et fixés par le Conseil d'Administration au début de l'exercice :

CRITÈRES	BONUS 2009 CIBLE EN % DU SALAIRE DE BASE	BONUS RÉEL 2009 VERSÉ EN % DU SALAIRE DE BASE
Chiffre d'affaires du Groupe	20 %	24 %
Résultat net	25 %	28 %
Flux nets de trésorerie liés à l'activité d'exploitation	15 %	22 %
Inventaires	10 %	12 %
Objectifs individuels	40 %	40 %
TOTAL	110 %	126 %

Au titre de 2009, le bonus perçu représente 115 % du bonus cible.



c) Le bonus des Directeurs Généraux Délégués, Monsieur François Bich et Madame Marie-Aimée Bich-Dufour, est calculé sur la base de quatre critères :

BONUS DE FRANÇOIS BICH

CRITÈRES	BONUS 2009 CIBLE EN % DU SALAIRE DE BASE	BONUS RÉEL 2009 VERSÉ EN % DU SALAIRE DE BASE
Chiffre d'affaires	11,0 %	12,7 %
Résultat d'exploitation	16,5 %	24,7 %
Montant des stocks	11,0 %	14,3 %
Objectifs individuels et appréciation générale	16,5 %	19,8 %
TOTAL	55,0 %	71,5 %

Le bonus perçu par Monsieur François Bich au titre de l'année 2009 représente 130 % du bonus cible.

BONUS DE MARIE-AIMÉE BICH-DUFOUR

CRITÈRES	BONUS 2009 CIBLE EN % DU SALAIRE DE BASE	BONUS RÉEL 2009 VERSÉ EN % DU SALAIRE DE BASE
Chiffre d'affaires	9,0 %	9,0 %
Résultat d'exploitation	13,0 %	18,9 %
Montant des stocks	9,0 %	11,7 %
Objectifs individuels et appréciation générale	14,0 %	11,4 %
TOTAL	45,0 %	51,0 %

Le bonus perçu par Madame Marie-Aimée Bich-Dufour au titre de l'année 2009 représente 113 % du bonus cible.

➔ **2. RÉMUNÉRATIONS INDIVIDUELLES**

Le montant global des rémunérations fixes et variables, versées aux quatre mandataires sociaux au titre de l'exercice 2009, s'élève à 1 344 212 euros en fixe (base) et 1 065 977 euros en variable (bonus). Au titre de l'exercice 2008, ces montants s'élevaient à 1 309 145 euros en fixe (base) et 731 920 euros en variable (bonus) ⁽¹⁾.

Le montant des rémunérations attribuées aux membres de l'équipe de Direction (équipe du "Leadership", constituée de dix personnes, dont le Directeur Général et les 2 Directeurs Généraux Délégués) au titre de l'exercice 2009 s'est élevé à 3 458 296 euros en fixe

(base) et 2 337 135 euros en variable (bonus). Au titre de l'exercice 2008, l'équipe était constituée de huit personnes et ces montants s'élevaient à 2 537 407 euros en fixe (base) et 1 364 387 euros en variable (bonus) ⁽¹⁾.

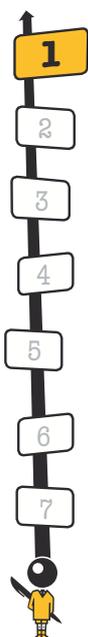
Le montant des rémunérations et avantages en nature suivant a été versé ou était dû au titre des exercices 2008 et 2009, aux membres des organes d'administration et de Direction de SOCIÉTÉ BIC en raison de leurs fonctions dans le Groupe, tant par SOCIÉTÉ BIC que par des sociétés contrôlées par elle au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce :

TABLEAUX 1 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES

BRUNO BICH PRÉSIDENT	EXERCICE 2008 (en euros)	EXERCICE 2009 (en euros)
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	150 000	150 000
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-	-
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	-	-
TOTAL	150 000	150 000

Monsieur Bruno Bich est Président non exécutif depuis mars 2006 et perçoit à ce titre une rémunération fixe (sans variable) versée par SOCIÉTÉ BIC.

(1) Tous les montants en dollars américains ont été convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice 2008 (1 euro = 1,4707 USD) et de l'exercice 2009 (1 euro = 1,3927 USD).



MARIO GUEVARA DIRECTEUR GÉNÉRAL	EXERCICE 2008 (en USD) ^(a)	EXERCICE 2009 (en USD) ^(b)
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	1 411 476 (959 730 EUR)	1 638 000 (1 176 133 EUR)
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-	-
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	-	863 350 (619 911 EUR)
TOTAL	1 411 476 (959 730 EUR)	2 501 350 (1 796 044 EUR)

(a) Les montants en dollars américains ont été convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice 2008 (1 € = 1,4707 USD).

(b) Les montants en dollars américains ont été convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice 2009 (1 € = 1,3927 USD). (Voir Note 1.10 de l'annexe aux comptes consolidés).

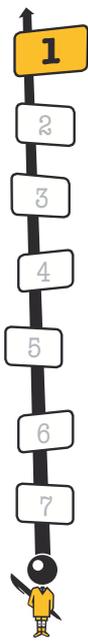
FRANÇOIS BICH DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ	EXERCICE 2008 (en euros)	EXERCICE 2009 (en euros)
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	628 906	748 331
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-	-
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	-	-
TOTAL	628 906	748 331

MARIE-AIMÉE BICH-DUFOUR DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ	EXERCICE 2008 (en euros)	EXERCICE 2009 (en euros)
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	361 239	406 384
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-	-
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	-	126 350
TOTAL	361 239	532 734

TABLEAUX 2 - RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS

BRUNO BICH PRÉSIDENT	MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2008 (en euros)		MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2009 (en euros)	
	Dus	Versés	Dus	Versés
• Rémunération fixe	150 000	150 000	150 000	150 000
• Rémunération variable	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
• Avantages en nature	-	-	-	-
TOTAL	150 000	150 000	150 000	150 000





MARIO GUEVARA DIRECTEUR GÉNÉRAL	MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2008 (en USD) ^(b)		MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2009 (en USD) ^(b)	
	Dus	Versés	Dus	Versés
• Rémunération fixe	676 000 (459 645 EUR)	676 000 (459 645 EUR)	682 760 (490 242 EUR)	682 760 (490 242 EUR)
• Rémunération variable	653 440 (444 305 EUR)	552 500 (375 671 EUR)	860 000 (617 506 EUR)	653 440 (469 189 EUR)
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
• Avantages en nature	1) Allocation Voiture : 19 600 (13 327 EUR)	1) Allocation Voiture : 19 600 (13 327 EUR)	1) Allocation Voiture : 19 200 (13 786 EUR)	1) Allocation Voiture : 19 200 (13 786 EUR)
	2) Abondement aux plans épargne entreprise US :	2) Abondement aux plans épargne entreprise US :	2) Abondement aux plans épargne entreprise US :	2) Abondement aux plans épargne entreprise US :
	a) 401 K : 6 900 (4 692 EUR)	a) 401 K : 6 900 (4 692 EUR)	a) 401 K : 7 350 (5 278 EUR)	a) 401 K : 7 350 (5 278 EUR)
	b) Exec Comp Plan : 27 040 (18 385 EUR)	b) Exec Comp Plan : 27 040 (18 385 EUR)	b) Exec Comp Plan : 27 310 (19 609 EUR)	b) Exec Comp Plan : 27 310 (19 609 EUR)
	3) Autres : 28 496 (19 376 EUR)	3) Autres : 28 496 (19 376 EUR)	3) Autres : 41 380 (29 712 EUR)	3) Autres : 41 380 (29 712 EUR)
TOTAL	1 411 476 (959 730 EUR)	1 310 536 (891 096 EUR)	1 638 000 (1 176 133 EUR)	1 431 440 (1 027 816 EUR)

(a) Les montants en dollars américains ont été convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice 2008 (1 euro = 1,4707 USD).

(b) Les montants en dollars américains ont été convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice 2009 (1 euro = 1,3927 USD). (Voir Note 1.10 de l'annexe aux comptes consolidés).

Monsieur Mario Guevara a bénéficié au 1^{er} janvier 2009 d'une augmentation de sa rémunération libellée en dollar américain.

FRANÇOIS BICH DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ	MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2008 (en euros)		MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2009 (en euros)	
	Dus	Versés	Dus	Versés
• Rémunération fixe	432 000	432 000	436 320	436 320
• Rémunération variable	196 906	229 715	311 969	196 906
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
• Avantages en nature	-	-	42	42
TOTAL	628 906	661 715	748 331	633 268

MARIE-AIMÉE BICH-DUFOUR DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ	MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2008 (en euros)		MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2009 (en euros)	
	Dus	Versés	Dus	Versés
• Rémunération fixe	267 500	267 500	267 650	267 650
• Rémunération variable	90 709	110 081	136 502	90 709
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
• Avantages en nature	Voiture (avantage valorisé) : 3 060	Voiture (avantage valorisé) : 3 060	Voiture (avantage valorisé) : 2 232	Voiture (avantage valorisé) : 2 232
TOTAL	361 269	380 641	406 384	360 591

➔ 3. JETONS DE PRÉSENCE

Messieurs Bruno Bich, Mario Guevara et François Bich et Madame Marie-Aimée Bich-Dufour ne perçoivent pas de jetons de présence à raison des mandats qu'ils exercent dans les sociétés du Groupe.

De même, aucun des autres membres de l'équipe de Direction ne perçoit de jetons de présence au titre de mandats sociaux détenus dans les sociétés du Groupe.

Les montants des jetons de présence versés à Mesdames Chandon-Moët et Poinot, à Messieurs Glen, Pélisson, Poupart-Lafarge, Rostand, Treuille et Vareille ainsi qu'à SOCIÉTÉ M.B.D. sont déterminés en fonction de leurs participations respectives au Comité d'Audit et au Comité des Rémunérations et des Nominations du Conseil d'Administration.

Ces administrateurs ne perçoivent pas d'autres rémunérations.

TABLEAU 3 - RÉCAPITULATIF SUR LES JETONS DE PRÉSENCE

MEMBRES DU CONSEIL	JETONS DE PRÉSENCE VERSÉS AU TITRE DE L'EXERCICE 2008 (en euros)	JETONS DE PRÉSENCE VERSÉS AU TITRE DE L'EXERCICE 2009 (en euros)
Marie-Pauline Chandon-Moët	26 000	27 000
John Glen	4 000	36 000
Gilles Pélisson	35 000	36 000
Marie-Henriette Poinot	35 000	36 000
Olivier Poupart-Lafarge	16 000	-
Frédéric Rostand	44 000	45 000
Antoine Treuille	35 000	-
SOCIÉTÉ M.B.D.	35 000	36 000
Pierre Vareille	-	27 000
TOTAL	230 000	243 000

➔ 4. ATTRIBUTIONS DE STOCK-OPTIONS

Usant de la faculté offerte lors des Assemblées Générales du 12 mai 1998, du 28 mai 2003, du 24 mai 2006 puis du 21 mai 2008, le Conseil d'Administration a décidé de consentir des stock-options dans le cadre d'une politique recommandée et agréée par le Comité des Rémunérations et des Nominations :

- l'attribution est annuelle. Depuis 2000, sont attribuées des options de souscription ;
- aucune décote n'est consentie sur le prix d'exercice (depuis 1998) ;
- le nombre de bénéficiaires représente plus de 7 % des salariés du Groupe. Chaque année, quelque 500 dirigeants et cadres sont déclarés éligibles en fonction de leur position hiérarchique et de leur performance. Mais également tous les salariés, cadres

ou non cadres, ont la possibilité d'en bénéficier s'ils sont sélectionnés par la Direction ;

- les attributions individuelles sont déterminées en fonction de la performance individuelle de l'année. Les contributions exceptionnelles de l'année sont récompensées par des attributions également exceptionnelles. Ainsi en 2009, 40 contributeurs clés du Groupe ont été récompensés ;
- en 2009, aucun dirigeant mandataire social n'a reçu de stock-options.

L'impact des attributions d'options de souscription en termes de dilution sur le résultat est mentionné en Note 8 des comptes consolidés. Un tableau récapitulatif général des plans d'options en vigueur est inséré dans la Note 18 des comptes consolidés.



TABLEAUX 4 - OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE 2009 À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

OPTIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NATURE DES OPTIONS (ACHAT OU SOUSCRIPTION)	VALORISATION DES OPTIONS SELON LA MÉTHODE RETENUE POUR LES COMPTES CONSOLIDÉS (en euros)	NOMBRE D'OPTIONS ATTRIBUÉES PENDANT L'EXERCICE	PRIX D'EXERCICE (en euros)	PÉRIODE D'EXERCICE
N/A	-	-	-	-	-	-

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE 2008 À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

OPTIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NATURE DES OPTIONS (ACHAT OU SOUSCRIPTION)	VALORISATION DES OPTIONS SELON LA MÉTHODE RETENUE POUR LES COMPTES CONSOLIDÉS (en euros)	NOMBRE D'OPTIONS ATTRIBUÉES PENDANT L'EXERCICE	PRIX D'EXERCICE (en euros)	PÉRIODE D'EXERCICE
N/A	-	-	-	-	-	-

TABLEAUX 5 - OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE 2009 PAR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

OPTIONS LEVÉES PAR LES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'OPTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE	PRIX D'EXERCICE (en euros)	ANNÉE D'ATTRIBUTION
Marie-Aimée Bich-Dufour	2 (16 déc. 1999)	6 500	40,83	1999

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE 2008 PAR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

OPTIONS LEVÉES PAR LES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'OPTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE	PRIX D'EXERCICE (en euros)	ANNÉE D'ATTRIBUTION
N/A	-	-	-	-

➔ 5. ATTRIBUTIONS GRATUITES D' ACTIONS SOUS CONDITIONS DE PERFORMANCE

Depuis 2005, usant de la faculté offerte lors de l'Assemblée Générale du 19 mai 2005 puis du 23 mai 2007, le Conseil d'Administration a décidé, sur recommandation du Comité des Rémunérations et des Nominations, de mettre en place une politique d'attribution gratuite d'actions sous conditions de performance à 3 ans.

Pour les cinq premiers plans, la performance est calculée sur la base de la réalisation de deux objectifs : objectif d'augmentation du chiffre d'affaires et objectif de flux nets de trésorerie liés à l'exploitation, hors investissements, en pourcentage du chiffre d'affaires.

Après cette période de 3 ans pour accomplir la performance demandée, les actions qui seront définitivement transférées seront ensuite incessibles pendant trois années supplémentaires. D'autre part, en application des dispositions de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006, les Mandataires sociaux auront l'obligation de conserver 20 % des actions gratuites acquises, jusqu'à l'expiration de leur mandat. Ces 20 % seront réduits à 10 % lorsque le Directeur Général détiendra des actions pour une valeur de 5 années de

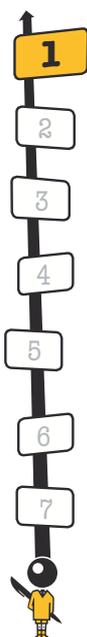
saire de base et lorsque les Directeurs Généraux Délégués détiendront des actions pour une valeur de 3 années de salaire de base.

En 2009, 60 150 actions ont été attribuées à 17 bénéficiaires.

Monsieur François Bich ayant renoncé à son attribution, il a souhaité que celle-ci soit répartie entre les autres bénéficiaires sous forme d'une attribution secondaire qui est soumise à des conditions de sept ans de présence dans l'entreprise et de conservation des titres transférés dans le cadre de l'attribution principale. Pour cette attribution secondaire, les actions, qui seront définitivement transférées après sept ans, seront ensuite incessibles pendant deux années.

En 2008, aucune action sous condition de performance n'avait été attribuée.

Le nombre global d'actions attribuées est indiqué dans la Note 18 des comptes consolidés.



TABLEAUX 6 - ACTIONS DE PERFORMANCE ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL DURANT L'EXERCICE 2009

ACTIONS DE PERFORMANCES ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE	VALORISATION DES ACTIONS SELON LA MÉTHODE RETENUE POUR LES COMPTES CONSOLIDÉS (en euros)	DATE D'ACQUISITION	DATE DE DISPONIBILITÉ	CONDITIONS DE PERFORMANCE
	5 (10 fév. 2009)					
Mario Guevara	5 (10 fév. 2009)	16 450 806	593 845 26 066	10 mars 2012 10 mars 2016	10 mars 2015 11 mars 2018	1) Objectif d'augmentation du chiffre d'affaires 2) Objectif de flux nets de trésorerie liés à l'exploitation, hors investissements, en pourcentage du chiffre d'affaires
Marie-Aimée Bich-Dufour	5 (10 fév. 2009)	3 500	126 350	10 mars 2012	10 mars 2015	

ACTIONS DE PERFORMANCE ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL DURANT L'EXERCICE 2008

ACTIONS DE PERFORMANCES ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE	VALORISATION DES ACTIONS SELON LA MÉTHODE RETENUE POUR LES COMPTES CONSOLIDÉS (en euros)	DATE D'ACQUISITION	DATE DE DISPONIBILITÉ	CONDITIONS DE PERFORMANCE
N/A ^(*)	-	-	-	-	-	-

(*) L'attribution du plan 5, au titre de 2008, a été consentie par le Conseil d'Administration du 10 février 2009.

TABLEAUX 7 - ACTIONS DE PERFORMANCE DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE 2009 POUR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

ACTIONS DE PERFORMANCE DEVENUES DISPONIBLES POUR LES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'ACTIONS DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE	CONDITIONS D'ACQUISITION	ANNÉE D'ATTRIBUTION
N/A	-	-	-	-

ACTIONS DE PERFORMANCE DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE 2008 POUR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

ACTIONS DE PERFORMANCE DEVENUES DISPONIBLES POUR LES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'ACTIONS DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE	CONDITIONS D'ACQUISITION	ANNÉE D'ATTRIBUTION
N/A	-	-	-	-



➔ **6. SYSTÈMES DE RETRAITES**

- a) Depuis avril 2006, le Président, Monsieur Bruno Bich, perçoit une pension versée par le régime complémentaire de retraite des cadres de Direction de la Société BIC CORPORATION (*Supplementary Executive Retirement Plan*), plan auquel il a participé pendant plus de 30 ans. En 2009, Monsieur Bruno Bich a perçu 555 360 dollars américains ;
- b) Monsieur Mario Guevara participe au régime complémentaire de retraite des cadres de Direction de la Société BIC CORPORATION (*Supplementary Executive Retirement Plan*) : ce plan propose une retraite égale à 2,5 % de la rémunération moyenne des trois dernières années travaillées par année d'ancienneté, avec un maximum de 50 % (soit 20 années). Les engagements liés à ce plan sont comptabilisés par BIC CORPORATION conformément à la norme IAS 19. Au 31 décembre 2009, les engagements retraite pour Mario Guevara s'élevaient à 4 118 000 dollars américains (3 723 000 dollars américains au titre du *Supplementary Executive Retirement Plan* et 395 000 dollars américains au titre du *US Qualified Pension Plan*) ;
- c) Monsieur François Bich et Madame Marie-Aimée Bich-Dufour participent au régime complémentaire de retraite des cadres de Direction de BIC en France. Ce plan, de type additif, propose une retraite supplémentaire aux régimes obligatoires égale à 1,25 % de la rémunération moyenne des trois dernières années travaillées par année de participation au plan, avec un maximum de 25 % (soit 20 années). Les engagements liés à ce plan sont provisionnés par SOCIÉTÉ BIC conformément à la norme IAS 19. Au 31 décembre 2009, l'engagement au titre de ce plan s'élevait à 2 564 202 euros pour François Bich et 361 735 euros pour Marie-Aimée Bich-Dufour.

➔ **7. RÉMUNÉRATIONS EXCEPTIONNELLES (VERSÉES À L'ENTRÉE OU À L'ISSUE D'UN MANDAT)**

Aucun engagement de rémunération exceptionnelle à verser à l'issue de leur mandat n'a été pris avec les Mandataires sociaux.

TABLEAU 8

DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX	CONTRAT DE TRAVAIL		RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE		INDEMNITÉS ET AVANTAGES DUS OU SUSCEPTIBLES D'ÊTRE DUS À RAISON DE LA CESSATION OU DU CHANGEMENT DES FONCTIONS		INDEMNITÉS RELATIVES À UNE CLAUSE DE NON-CONCURRENCE	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Bruno Bich Président 1 ^{re} nomination : 2 juin 1986 Date fin de mandat : AG statuant en 2010 sur les comptes de 2009		X	X			X		X
Mario Guevara Directeur Général Début du mandat : 1 ^{er} mars 2006		X ⁽¹⁾	X (Voir § 6)			X		X
François Bich Directeur Général Délégué Début du mandat : 15 décembre 1988		X	X (Voir § 6)			X		X
Marie-Aimée Bich-Dufour Directeur Général Délégué Début du mandat : 22 mars 1995		X	X (Voir § 6)			X		X

(1) Mario Guevara n'est titulaire d'aucun contrat de travail au sein de SOCIÉTÉ BIC. Il est par ailleurs Chief Executive Officer des sociétés de droit américain BIC CORPORATION et BIC INTERNATIONAL. Il n'est pas prévu d'indemnités de rupture pour ces fonctions, auxquelles il peut être mis fin à tout moment.



Mandats et fonctions des administrateurs et de la Direction Générale au 31 décembre 2009

Président du Conseil d'Administration

BRUNO BICH	
Âge	63
Nationalité	Française/Américaine
Administrateur indépendant	Non
Date de 1 ^{re} nomination	AG du 2 juin 1986
Échéance	AG statuant en 2010 sur les comptes de l'exercice 2009
Membre d'un comité	Non
Nombre d'actions BIC détenues	Détient des actions BIC directement et indirectement au travers de la holding familiale, SOCIÉTÉ M.B.D. À la date du 31 décembre 2009, cette holding détenait 25,56 % du capital de SOCIÉTÉ BIC, représentant 33,83 % des droits de vote.
Adresse professionnelle	SOCIÉTÉ BIC 14 rue Jeanne d'Asnières 92110 Clichy – France

Principale activité :

- Bruno Bich a été Président et Directeur Général de SOCIÉTÉ BIC du 27 mai 1993 au 28 février 2006. Depuis le 1^{er} mars 2006, il est Président du Conseil d'Administration.

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Management Institute of Paris	NC	France	Membre du Conseil de Surveillance

NC = non coté.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Altadis	NC	Espagne	Administrateur

NC = non coté.

Directeur Général et Administrateur

MARIO GUEVARA	
Âge	50
Nationalité	Mexicaine
Administrateur indépendant	Non
Date de 1 ^{re} nomination	Administrateur : AG du 22 mai 2001 Directeur Général : 1 ^{er} mars 2006
Échéance	AG statuant en 2010 sur les comptes de l'exercice 2009
Membre d'un comité	Non
Nombre d'actions BIC détenues	5 870
Adresse professionnelle	BIC INTERNATIONAL 1 BIC Way, Suite 1 Shelton, CT États-Unis



Avant d'être Directeur Général de SOCIÉTÉ BIC, Mario Guevara a été Responsable des Amériques du Nord, centrale et du Sud de 2001 au 10 mars 2004, puis Directeur Général Délégué en charge des opérations de SOCIÉTÉ BIC jusqu'au 28 février 2006.

Principale activité :

- Directeur Général de SOCIÉTÉ BIC depuis le 1^{er} mars 2006.

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION	PAYS	MANDAT/FONCTION
BIC CORPORATION	GB/NC États-Unis	Chairman Chief Executive Officer Director of the Board
BIC INTERNATIONAL Co.	GB/NC États-Unis	Chief Executive Officer Director of the Board
BIC Chile SA	GB/NC Chili	Chairman of the Board
BIC Japan KK	GB/NC Japon	Director of the Board

GB = Groupe BIC.

NC = non coté.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

- Sans objet.

Directeur Général Délégué et Administrateur

FRANÇOIS BICH

Âge	60
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Non
Date de 1 ^{re} nomination	CA du 30 septembre 1977 ratifié par l'AG du 29 mai 1978
Échéance	AG statuant en 2011 sur les comptes de l'exercice 2010
Membre d'un comité	Non
Nombre d'actions BIC détenues	Détient des actions BIC directement et indirectement au travers de la holding familiale, SOCIÉTÉ M.B.D. À la date du 31 décembre 2009, cette holding détenait 25,56 % du capital de SOCIÉTÉ BIC, représentant 33,83 % des droits de vote.
Adresse professionnelle	SOCIÉTÉ BIC 14 rue Jeanne d'Asnières 92110 Clichy – France

Principales activités :

- Directeur Général Délégué de SOCIÉTÉ BIC depuis le 15 décembre 1988 ;
- Responsable de l'activité Briquets du Groupe BIC.

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION	PAYS	MANDAT/FONCTION
Société du Briquet Jetable 75 ("BJ 75")	GB/NC France	Président
SOCIÉTÉ M.B.D.	NC France	Président du Conseil de Surveillance

GB = Groupe BIC.

NC = non coté.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

- Sans objet.



Administrateurs

MARIE-PAULINE CHANDON-MOËT NÉE BICH

Âge	42
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Non
Date de 1 ^{re} nomination	AG du 28 mai 2003
Échéance	AG statuant en 2011 sur les comptes de l'exercice 2010
Membre d'un comité	Non
Nombre d'actions BIC détenues	Détient des actions BIC directement et indirectement au travers de la holding familiale, SOCIÉTÉ M.B.D. À la date du 31 décembre 2009, cette holding détenait 25,56 % du capital de SOCIÉTÉ BIC, représentant 33,83 % des droits de vote.
Adresse professionnelle	SOCIÉTÉ BIC 14 rue Jeanne d'Asnières 92110 Clichy - France

Principales activités :

- Responsable de projets immobiliers européens du Groupe BIC ;
- Président de Ferrand SAS (anciennement Ferrand SASU) (France – société non cotée).

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
SOCIÉTÉ M.B.D.	NC	France	Membre du Conseil de Surveillance

NC = non coté.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

- Sans objet.

JOHN GLEN

Âge	50
Nationalité	Britannique
Administrateur indépendant	Oui
Date de 1 ^{re} nomination	CA du 10 décembre 2008 ratifié par l'AG du 14 mai 2009
Échéance	AG statuant en 2012 sur les comptes de l'exercice 2011
Membre d'un comité	Président du Comité d'Audit
Nombre d'actions BIC détenues	500
Adresse professionnelle	THE BUCCLEUCH GROUP 27 Silvermills Court Henderson Place Lane Edinburgh EH3 5DG Royaume-Uni

Principale activité :

- Directeur Général du Groupe Buccleuch (Royaume-Uni – non coté).

Autres mandats et fonctions en cours :

- Sans objet.



Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Groupe Air Liquide	C	France	Directeur Finance et Administration Membre du Comité exécutif
European Financial Reporting Group (EFRAG)	NC	Belgique	Vice-Président du Conseil de Surveillance

C = société cotée.

NC = non coté.

GILLES PÉLISSON

Âge			52
Nationalité			Française
Administrateur indépendant			Oui
Date de 1 ^{re} nomination			AG du 22 mai 2001
Échéance			AG statuant en 2010 sur les comptes de l'exercice 2009
Membre d'un comité			Président du Comité des Rémunérations et des Nominations
Nombre d'actions BIC détenues			500
Adresse professionnelle			ACCOR 110 avenue de France 75013 Paris - France

Principale activité :

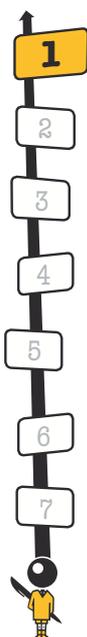
- Président-Directeur Général de Accor (France – société cotée).

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Groupe Lucien Barrière SAS	NC	France	Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance
Lenôtre	NC	France	Représentant permanent de Accor au Conseil de Surveillance
Fondation Accor	NC	France	Président
ASM	NC	France	Représentant Permanent de Accor au Conseil d'Administration
TF1	C	France	Administrateur
Accor Services Italia SRL	NC	Italie	Administrateur
Sofitel Italia SRL (anciennement Sagar SRL)	NC	Italie	Administrateur
Accor Partecipazioni Italia SRL (anciennement Accor Hospitality Italia)	NC	Italie	Administrateur
Global Business Coalition on HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria, Inc.	NC	USA	Administrateur

C = société cotée.

NC = non coté.



Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Accor	C	France	Administrateur Directeur Général
ESSEC	NC	France	Président du Conseil de Surveillance
Bouygues Telecom	NC	France	Président-Directeur Général
TPS	NC	France	Administrateur
RCBT (Réseau Club Bouygues Telecom)	NC	France	Administrateur
Club Méditerranée	C	France	Administrateur
Scapa Italia SRL	NC	Italie	Administrateur

C = société cotée.

NC = non coté.

MARIE-HENRIETTE POINSOT NÉE BICH

Âge			48
Nationalité			Française
Administrateur indépendant			Non
Date de 1 ^{re} nomination			AG du 21 mai 1997
Échéance			AG statuant en 2012 sur les comptes de l'exercice 2011
Membre d'un comité			Comité des Rémunérations et des Nominations
Nombre d'actions BIC détenues	Détient des actions BIC directement et indirectement au travers de la holding familiale, SOCIÉTÉ M.B.D. À la date du 31 décembre 2009, cette holding 25,56 % du capital de SOCIÉTÉ BIC, représentant 33,83 % des droits de vote.		
Adresse professionnelle			OPTIONS 1 chemin du bois des remises 78130 Les Mureaux - France

Principale activité :

- Directeur Stratégies du Groupe Options (France).

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Options SAS	NC	France	Membre du Comité stratégique

NC = non coté.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Tosniop SA	NC	France	Administrateur
Options SA (aujourd'hui Options SAS)	NC	France	Membre du Conseil de Surveillance
Ferrand SA (aujourd'hui Ferrand SAS)	NC	France	Administrateur

NC = non coté.



FRÉDÉRIC ROSTAND

Âge	47
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Oui
Date de 1^{re} nomination	AG du 28 mai 2003
Échéance	AG statuant en 2011 sur les comptes de l'exercice 2010
Membre d'un comité	Comité d'Audit Comité des Rémunérations et des Nominations
Nombre d'actions BIC détenues	1 000
Adresse professionnelle	Générale de Santé SA 96 avenue d'Iéna 75116 Paris - France

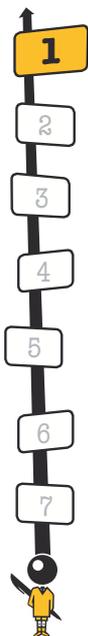
Principale activité :

- Président du Directoire de la Générale de Santé SA (France – société cotée).

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Compagnie Générale de Santé SAS	NC	France	Président
Générale de Santé Cliniques	NC	France	Président-Directeur Général
Louis DELHAIZE SA	NC	Belgique	Administrateur
GIE Générale de Santé	NC	France	Administrateur
GIE Générale de Santé Hospitalisation	NC	France	Administrateur
Conectis Santé	NC	France	Représentant permanent de Compagnie Générale de Santé au Conseil d'Administration
Hôpital Privé Beauregard (anciennement Provence Santé)	NC	France	Représentant permanent de Compagnie Générale de Santé au Conseil d'Administration
Sam Bio	NC	France	Représentant permanent de Compagnie Générale de Santé au Conseil d'Administration
École Européenne de Chirurgie	NC	France	Représentant permanent de Compagnie Générale de Santé au Conseil d'Administration
Cofindex	NC	France	Représentant permanent de la société Sogur au Conseil d'Administration
Fondation d'entreprise Générale de Santé	NC	France	Administrateur

NC = non coté.



Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Financière la Providence	NC	France	Représentant permanent de Compagnie Générale de Santé au Conseil d'Administration
Générale de Santé Domicile	NC	France	Représentant permanent de Générale de Santé Cliniques au Conseil d'Administration
Immobilière de Santé	NC	France	Représentant permanent de Générale de Santé Cliniques au Conseil d'Administration
Pass	NC	France	Représentant permanent de Générale de Santé Cliniques au Conseil d'Administration
Saint Louis Sucre SA	NC	France	Président du Directoire
Südzucker AG	C	Allemagne	Membre du Directoire
SFOP	NC	France	Représentant de Saint Louis Sucre SA, Président
Saint Louis Sucre International	NC	France	Représentant de Saint Louis Sucre SA, Président
COFA	NC	France	Président du Conseil de Surveillance
Sucreries de Bourgogne	NC	France	Représentant permanent de Saint Louis Sucre, Administrateur
1829 Victor Fauconnier (anciennement Distilleries Ryssen)	NC	France	Administrateur
Eastern Sugar BV	NC	Pays-Bas	Administrateur
Raffinerie Tirlemontoise	NC	Belgique	Administrateur
Ebro Puleva	C	Espagne	Administrateur
Slaska Spolka Cukrowa SA	NC	Pologne	Vice-Président du Conseil de Surveillance

C = société cotée.

NC = non coté.



SOCIÉTÉ M.B.D.

Forme sociale	Société en commandite par actions
Immatriculation	389 818 832 RCS Nanterre (France)
Administrateur indépendant	Non
Date de 1 ^{re} nomination	AG du 24 mai 2006
Échéance	AG statuant en 2012 sur les comptes de l'exercice 2011
Membre d'un comité	Comité d'Audit
Nombre d'actions BIC détenues	25,56 % du capital, représentant 33,83 % des droits de vote (au 31 décembre 2009)
Siège social	1 Place Paul Verlaine 92100 Boulogne-Billancourt - France
Représentant permanent	Édouard Bich 45 ans Nationalité française Principale activité : gérance de SOCIÉTÉ M.B.D. Édouard Bich n'exerce et n'a exercé, au cours des 5 dernières années, aucun autre mandat. Adresse professionnelle : 7 route du village – 1195 Dully - Suisse. Détient des actions BIC directement et indirectement (par le biais de la détention d'actions de SOCIÉTÉ M.B.D.).

SOCIÉTÉ M.B.D. n'exerce aucun autre mandat.

PIERRE VAREILLE

Âge	51
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Oui
Date de 1 ^{re} nomination	AG du 14 mai 2009
Échéance	AG statuant en 2012 sur les comptes de l'exercice 2011
Membre d'un comité	Non
Nombre d'actions BIC détenues	500
Adresse professionnelle	FCI 145 Rue Yves Le Coz 78000 Versailles - France

Principale activité :

- Président-Directeur Général de FCI (France – société non cotée).

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
FCI Holding	NC	France	Président
FCI	NC	France	Président
FCI EXPANSION 1	NC	France	Représentant permanent de FCI, Président
FCI Asia Pte. Ltd.	NC	Singapour	Administrateur
FCI USA, Inc.	NC	USA	Président-Directeur Général
Fidji Luxembourg (BC) SARL	NC	Luxembourg	Gérant

NC = non coté.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Wagon PLC	C	Royaume-Uni	Directeur-Général

C = société cotée.

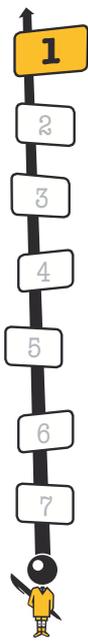
Directeur Général Délégué

MARIE-AIMÉE BICH-DUFOUR

Âge	51
Nationalité	Française
Date de nomination	22 mars 1995
Nombre d'actions BIC détenues	Détient des actions BIC directement et indirectement au travers de la holding familiale, SOCIÉTÉ M.B.D. À la date du 31 décembre 2009, cette holding détenait 25,56 % du capital de SOCIÉTÉ BIC, représentant 33,83 % des droits de vote.
Adresse professionnelle	SOCIÉTÉ BIC 14 rue Jeanne d'Asnières 92110 Clichy - France

Principales activités :

- Directeur Général Délégué de SOCIÉTÉ BIC ;
- Directeur Juridique du Groupe BIC.



Autres mandats en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
BIC Portugal SA	GB/NC	Portugal	Administrateur
BIC Iberia SA	GB/NC	Espagne	Administrateur
BIC Viorex SA	GB/NC	Grèce	Administrateur
BIC Holdings Southern Africa (Pty.) Ltd.	GB/NC	Afrique du Sud	Administrateur
Sheaffer (Hong Kong) Co. Ltd.	GB/NC	Hong Kong	Administrateur
BIC India Pvt. Ltd.	GB/NC	Inde	Administrateur
BIC Products Pte. Ltd.	GB/NC	Inde	Administrateur
BWI Manufacturing India Pvt. Ltd.	GB/NC	Inde	Administrateur
BIC Malaysia Sdn. Bhd.	GB/NC	Malaisie	Administrateur
Mondial Sdn. Bhd.	GB/NC	Malaisie	Administrateur
BIC GmbH	GB/NC	Allemagne	Gérant
A. Hauser GmbH & Co. KG (absorbée par BIC GmbH le 31 décembre 2009)	GB/NC	Allemagne	Gérant
A. Hauser Verwaltungsgesellschaft mbH	GB/NC	Allemagne	Gérant
BIC Australia Pty. Ltd.	GB/NC	Australie	Administrateur
BIC (NZ) Ltd.	GB/NC	Nouvelle-Zélande	Administrateur
Association Nationale des Sociétés par Actions (ANSA)	NC	France	Administrateur

GB = Groupe BIC.

NC = non coté.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

- Sans objet.

Mandat d'administrateur non renouvelé en 2009

ANTOINE TREUILLE

Antoine Treuille n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat lors de l'Assemblée Générale tenue en 2009. Les informations ci-dessous présentent la situation de Monsieur Antoine Treuille au 1^{er} janvier 2009.

Âge	60
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Oui
Date de 1 ^{re} nomination	AG du 21 mai 1997
Échéance	AG statuant en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008
Membre d'un comité	Président du Comité d'Audit
Nombre d'actions BIC détenues	602
Adresse professionnelle	French-American Foundation 28 West 44 th Street, Suite 1420 New York NY10036 États-Unis

Principale activité :

- Président de la French-American Foundation (États-Unis).



Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Eramet	C	France	Administrateur
Altamont Capital Partners	NC	États-Unis	Directeur Général Délégué
Mercantile Capital Partners	NC	États-Unis	Directeur Général Délégué
Charter Pacific Corporation	NC	États-Unis	Président
Partex Corporation	NC	États-Unis	Administrateur
Harris Interactive, Inc.	C	États-Unis	Administrateur
Harlen Furniture, LLC	NC	États-Unis	Administrateur
Imperial Headwear, Inc.	NC	États-Unis	Administrateur

C = société cotée.

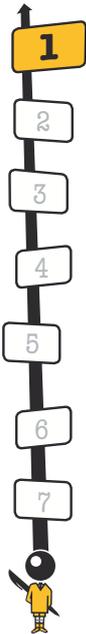
NC = non coté.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Skip's Clothing, Inc.	NC	États-Unis	Administrateur
Eye Care Centers of America	NC	États-Unis	Administrateur
Chicken Out Corporation	NC	États-Unis	Administrateur
Special Metal Corporation	C*	États-Unis	Administrateur
Dry Ice Corporation	NC	États-Unis	Administrateur

C* = société cotée lors de l'exercice du mandat. Cette société n'est plus cotée à ce jour.

NC = non coté.



Informations sociales

➔ EFFECTIF

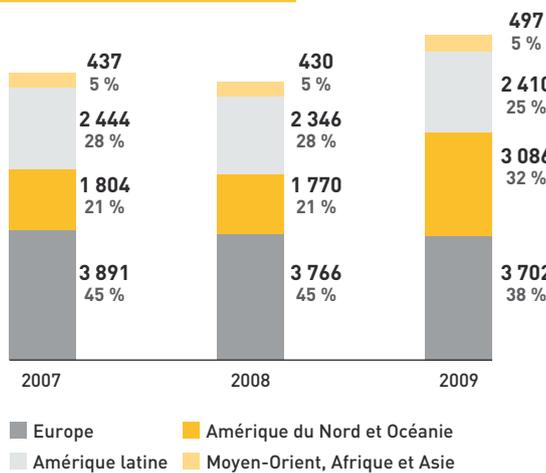
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, BIC comptait au total 9 695 salariés permanents et 754 temporaires à travers 48 pays dans le monde. Les variations du nombre d'employés par zone géographique se présentent comme suit :

EFFECTIF 2007 à 2009 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

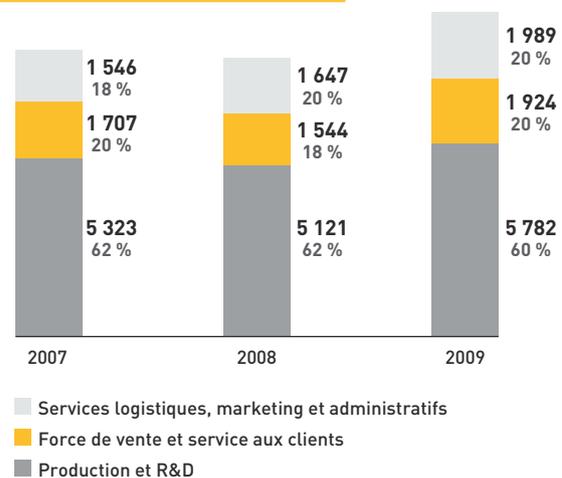
EFFECTIF PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE GROUPE BIC	DÉCEMBRE 2007	DÉCEMBRE 2008	DÉCEMBRE 2009	VARIATION 2009/2008
Europe	3 891	3 766	3 702	(64)
Amérique du Nord et Océanie	1 804	1 770	3 086	1 316
Amérique latine	2 444	2 346	2 410	64
Moyen-Orient, Afrique et Asie	437	430	497	67
TOTAL EFFECTIFS PERMANENTS EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN	8 576	8 312	9 695	1 383
Temporaires	855	662	754	92
TOTAL EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN	9 431	8 974	10 449	1 475

En 2009, les effectifs permanents sont en augmentation de 1 383. Cette augmentation s'explique principalement par l'acquisition de deux sociétés : Antalis Promotional Products et Norwood Promotional Products. D'autre part, comme cela avait été annoncé par BIC, un plan de restructuration a été mené pendant l'année et a entraîné une réduction du nombre des effectifs permanents de 700.

EFFECTIFS PERMANENTS PAR CONTINENT



EFFECTIFS PERMANENTS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ



L'effectif permanent (en contrat à durée indéterminée) représente 93 % de l'effectif du Groupe. L'effectif temporaire représente 7 % de l'effectif, réparti entre personnel intérimaire, contrats à durée déterminée et stagiaires d'école ou d'université. Les travailleurs temporaires se trouvent principalement aux États-Unis et en France. Ils sont employés en production (77 % des effectifs temporaires), en support à la vente (6 %) et dans la distribution (7 %), essentiellement en raison de la forte saisonnalité des activités de BIC.

La répartition des effectifs par pôle d'activité est constante depuis trois ans, ce qui traduit la stabilité du mode d'organisation.

Les indicateurs qui suivent sont calculés sur un périmètre d'effectif BIC hors acquisition d'Antalis Promotional Products et Norwood Promotional Products:

Les **femmes** représentent 41 % des effectifs permanents du Groupe hors acquisitions, soit 1 % de plus qu'en 2008. Elles représentent 36 % des effectifs en Europe – Moyen-Orient – Afrique, 47 % en Amérique du Nord - Océanie, 43 % en Amérique latine et 55 % en Asie.



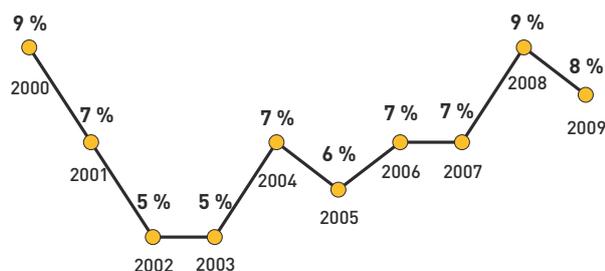
Les **managers** représentent en 2009 environ **25 %** des effectifs permanents du Groupe, hors acquisitions, soit 1 % de plus qu'en 2008. Selon la définition du Groupe BIC, la caractéristique principale d'un manager est qu'il coordonne un ensemble de moyens qui lui sont confiés, avec le degré d'autonomie et de responsabilité nécessaire à la réalisation d'objectifs au moins annuels. Le management peut porter sur une équipe, sur des projets, sur un processus, une technique ou sur un portefeuille de clients ou de fournisseurs.

En 2009, 33 % de ces managers sont des femmes, parmi lesquelles 22 % des Directeurs et cadres supérieurs et 14 % du Comité de Direction sont des femmes.

En 2009, les **managers** de BIC ont en moyenne **42 ans** (43 ans pour les hommes et 39 ans pour les femmes) et une ancienneté moyenne de **10 ans** (11 ans pour les hommes et 9 ans pour les femmes).

Le **taux de départ volontaire** du Groupe, hors acquisitions, est de 8 % en 2009, alors qu'il était de 9 % en 2008.

En 2009, le ralentissement du taux de départ volontaire s'est ressenti principalement en Amérique du Nord.



Pour ses **recrutements**, le Groupe a développé depuis plusieurs années une politique de mobilité et de promotion interne active, qui s'appuie sur des outils de gestion de carrière (Plan de Développement Individuel, Plan de Succession, accélérateurs de talents, etc.) qui sont utilisés efficacement.

En 2009, pour les quatre premiers niveaux de managers du Groupe hors acquisitions, **le taux de promotion interne a été de 70 %**, un taux qui reste élevé après trois années avec un taux supérieur à 80 %.

D'autre part, le Groupe (hors acquisitions) a réalisé quelque 170 recrutements externes de cadres intermédiaires ou débutants et près de 580 recrutements d'ouvriers et employés.

Le Groupe ne connaît pas de difficulté de recrutement externe, grâce à la mise en œuvre d'outils innovants et qualitatifs (adresse internet : humanresources@bicworld.com) qui valorisent la notoriété de l'entreprise sur le marché de l'emploi international, et grâce à la collaboration avec des cabinets de recrutement spécialisés de renommée internationale. En interne, le Groupe a renforcé, depuis plusieurs années, les compétences de ses managers aux techniques de recrutement et a développé une nouvelle procédure de sélection et de traçabilité plus performante.

➔ ORGANISATION DU TRAVAIL

Les modes d'organisation et d'aménagement du temps du travail sont déterminés sur la base des prévisions des besoins de production de chaque site et du service à délivrer aux clients. BIC travaille continuellement à l'amélioration de ses modes d'organisation. Le niveau d'heures supplémentaires réalisées est strictement mesuré et encadré dans les établissements où cette pratique est utilisée.

Le taux d'absentéisme (hors accidents du travail et maternité) reste faible et décroît légèrement en 2009, soit en moyenne 1,5 % dans le Groupe contre 1,6 % en 2008, 1,8 % en 2007, 1,9 % en 2006, 1,7 % en 2005 et 1,9 % en 2004. Le taux d'absentéisme incluant les absences pour accidents de travail et maternité reste également faible et stable à 2,3 %.

Depuis plusieurs années, la Direction des Ressources Humaines sensibilise les Directions des établissements en publiant régulièrement au niveau du Groupe une analyse comparative des résultats détaillés de chacun d'entre eux, et en menant des plans d'action spécifiques.

➔ TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

En 2009, le nombre de travailleurs handicapés, recensés dans les sites les plus importants du Groupe (hors Norwood Promotional Products et Antalis Promotional Products) est de 77 (hors emplois indirects liés à la sous-traitance) : 39 sont employés en Europe, 34 sont en Amérique du Sud, et 4 en Amérique du Nord.

➔ RÉMUNÉRATIONS

Dans le Groupe, le coût moyen annuel par employé (charges sociales incluses) est de 46 530 euros en 2009, en augmentation de + 3,6 % par rapport à 2008 à taux réel.

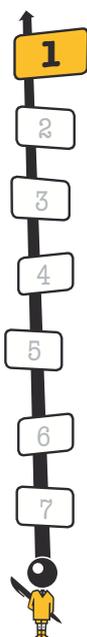
L'analyse à taux de change constants montre une augmentation de + 3,9 % par rapport à 2008. Globalement, cette augmentation est due à :

- l'augmentation de la rémunération fixe moyenne (+ 5,3 %) ;
- la stagnation des rémunérations variables (+ 0,1 %) ;
- l'augmentation de + 2,1 % des charges sur salaire et autres avantages.

La reconnaissance de la performance individuelle et de la performance des équipes de travail est un élément essentiel de la politique de rémunération du Groupe BIC. Ainsi, pour les managers, les augmentations de salaire sont fondées sur le mérite individuel (excepté dans certains pays ayant des obligations légales en matière d'augmentations générales). Les rémunérations variables liées à la performance représentent en moyenne 15 % des salaires de base bruts des cadres du Groupe.

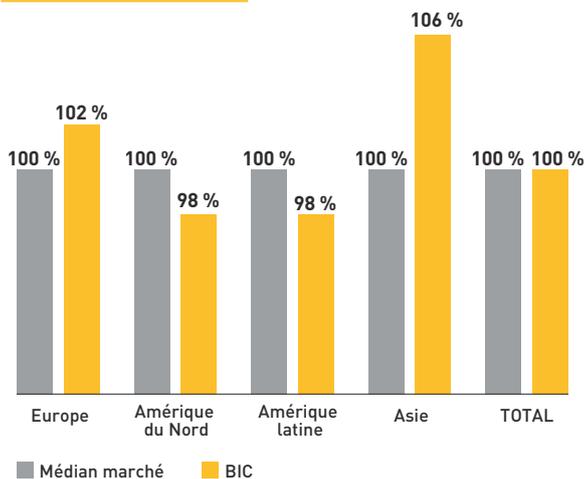
Les différences de rémunération entre les employés sont justifiables ; elles reflètent les responsabilités confiées, l'expérience, la performance, le potentiel et tiennent compte des spécificités des marchés locaux.

En 2009, comme chaque année, une analyse complète de la compétitivité externe des salaires de base des managers (hors



acquisitions) a été menée. Pour les quelque 48 pays où BIC est présent, les données médianes du marché par level BIC ont été fournies par HayGroup. Les résultats ont montré qu'en moyenne, les managers de BIC sont positionnés à la médiane de leur marché local.

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE 2009



Le Groupe BIC s'enrichit des différences et proscribit formellement tout élément discriminatoire tel que la race, la religion, le sexe ou l'âge.

RELATIONS PROFESSIONNELLES ET BILAN DES ACCORDS COLLECTIFS

En France, une série d'accords d'entreprise a été négociée et signée avec les représentants du personnel sur les différents sites. Ils ont pour vocation de sécuriser le parcours professionnel de l'ensemble des salariés et notamment pour les plus âgés, les moins formés ou ceux souffrant d'un handicap physique.

Différentes mesures seront mises en œuvre dès 2010 pour développer l'accès à la formation tout au long de la carrière, faire reconnaître les acquis de l'expérience professionnelle, faciliter la mobilité fonctionnelle ou géographique, et permettre le transfert des savoirs faire entre les générations.

Un programme d'aide à l'emploi des handicapés va être mis en place dans chaque site et sera coordonné par un réseau de correspondants plus particulièrement chargé de ces sujets.

Enfin, lorsque le Groupe a dû procéder à des adaptations structurelles, celles-ci se sont faites à l'issue de concertations avec les représentants du personnel et la recherche de solutions adaptées aux règles et nécessités locales.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET FORMATION

Les valeurs de responsabilité et d'éthique mises en avant par BIC vont de pair avec une préoccupation constante pour l'épanouissement professionnel des collaborateurs du Groupe. Celle-ci se traduit par la mise en œuvre de programmes de formation et de développement destinés à renforcer les compétences et l'employabilité des salariés.

Identifier et préparer les futurs dirigeants

Dans des marchés où les ressources humaines de qualité sont de plus en plus recherchées et parfois même en pénurie, il est fondamental de concentrer ses efforts sur l'identification et le développement des ressources clés.

Les "talents", dont le rôle est crucial pour le développement de l'entreprise, font l'objet d'une attention particulière et de plans de développement sur mesure. En 2009, comme chaque année, en s'appuyant sur une analyse détaillée de notre organisation et de nos ressources, un plan de succession a été validé par le Président et le Directeur Général.

Par ailleurs, de nouveaux processus de *People review* ont été mis en place avec pour objectif de partager les résultats au sein des équipes de management des différentes entités du Groupe. Cela permet à BIC de continuer à privilégier la promotion interne dans les nominations à des postes de Direction. Ainsi, en 2009, le taux de promotion interne du Groupe est de 70 %.

La formation, un enjeu déterminant pour le Groupe

BIC University constitue le principal outil pour développer les compétences de nos collaborateurs.

Créé en 1998, BIC University est un centre de formation de l'entreprise dont le but est de développer de fortes compétences de management au sein du Groupe afin de faciliter le partage de la culture et le travail en équipe à travers les géographies et les fonctions. Son programme propose des formations locales et globales sur quatre continents. En 2009, plus de 15 800 jours de formation ont été dispensés.

Parmi les programmes innovants mis en place par BIC University depuis 2008, on peut notamment retenir : le Mini-MBA, le Master BIC University ou un programme orienté *Consumer Marketing*.

Le Mini-MBA est un véritable programme qualifiant créé en collaboration avec le MIP (*Management Institute of Paris*) et dont l'objectif est de donner aux jeunes managers le niveau de connaissance le plus actuel dans les différentes fonctions clés de l'entreprise (stratégie, finance, vente, marketing, RH, chaîne logistique, production). Plus de 100 managers ont d'ores et déjà participé à ce programme.

Le Master BIC University (MBU) est un programme de développement des capacités de leadership qui se déroule sur 3 ans. Il est animé par plusieurs consultants-coachs qui accompagnent de manière personnalisée les participants avec de nombreuses mises en situation.

En 2009, BIC University a poursuivi ses efforts notamment auprès des équipes marketing. Un nouveau programme autour du concept de *Blue Ocean Strategy* des professeurs de l'INSEAD Kim et Mauborgne a vu le jour. Les équipes marketing des différents continents en ont bénéficié. Depuis plusieurs années, BIC U a innové en introduisant les mises en situation ou les *business games* dans ces programmes. Ces approches pédagogiques innovantes seront intensifiées à l'avenir tout en mettant en place de véritables groupes de co-développement à l'issue des principaux programmes de formation.

Les œuvres sociales

Pour l'année 2009, BIC a consacré 1,376 million d'euros aux œuvres sociales de ses filiales en France, définies à l'article R. 432-2 du Code du travail.



➔ **SOUS-TRAITANCE ET MANIÈRE DONT LA SOCIÉTÉ PROMeut AUPRÈS DE SES SOUS-TRAITANTS ET S'ASSURE DU RESPECT PAR SES FILIALES DES DISPOSITIONS DES CONVENTIONS FONDAMENTALES DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL**

Plus de 87 % des ventes de BIC proviennent des produits fabriqués dans ses propres usines.

En tant que société leader dans la fabrication de produits de consommation, BIC s'est engagée à avoir un comportement socialement responsable dans le cadre de ses activités professionnelles, de la fabrication à la vente, en passant par le marketing. Le Code de Conduite du Groupe BIC est constitué d'un ensemble de principes professionnels et sociaux que l'on retrouve dans notre engagement à travailler avec des fabricants sous contrat également respectueux de ces principes.

Les principaux sites BIC sont implantés en Afrique du Sud, au Brésil, en Espagne, aux États-Unis, en France, en Grèce et au Mexique. Tous les sites BIC gèrent leurs activités dans le respect des principes professionnels et sociaux énoncés dans le Code de Conduite du Groupe BIC. Leur engagement est contrôlé dans le cadre d'une procédure d'auto-évaluation appliquée dans nos usines.

BIC attend de ses fabricants sous contrat qu'ils respectent le même Code de Conduite. Bien que 13 % seulement des ventes de BIC concernent des produits sous-traités, en papeterie essentiellement, BIC a mis en place un programme spécifique de contrôle du respect de son Code de Conduite par les fabricants sous contrat.

Depuis 2000, BIC applique un programme de Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) qui fait partie intégrante du processus de qualification des nouveaux produits fabriqués sous contrat. La participation au programme de responsabilité sociale de BIC – qui implique le respect du Code de Conduite du Groupe BIC par les fabricants sous contrat et un audit de leurs usines par un organisme de contrôle externe indépendant – est obligatoire pour tous les fabricants sous contrat de BIC. En 2005, le programme RSE du Groupe BIC a été étendu aux fabricants sous contrats locaux et régionaux qui fabriquent des produits BIC® seulement pour les marchés locaux.

BIC conçoit la responsabilité sociale comme un partenariat, au service de valeurs communes, conclu avec ses fabricants sous contrat. Nous avons mis ce partenariat en place en définissant des objectifs et en recherchant l'engagement en faveur de l'amélioration plutôt que l'interruption de la relation. BIC souhaite travailler avec ceux, parmi les fabricants sous contrat, qui manifestent leur engagement en réagissant rapidement et en fournissant un programme d'amélioration détaillé et honnête.

Les principes du Code de Conduite du Groupe BIC :

- un environnement de travail sûr et sain ;
- des salaires équitables et une durée de travail raisonnable ;
- l'interdiction du travail des enfants ;
- l'interdiction du travail obligatoire ou forcé ;
- l'interdiction des discriminations ;
- la liberté d'association ;
- la conformité légale ;

- l'interdiction des tests sur les animaux ;
- la responsabilité environnementale ;
- l'affichage du Code.

➔ **PRISE EN COMPTE PAR LES FILIALES DE L'ENTREPRISE, DE L'IMPACT DE LEUR ACTIVITÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LES POPULATIONS LOCALES**

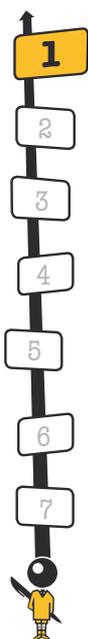
Nos Communautés

Le Groupe BIC répond à des enjeux sociétaux lorsqu'il agit pour les communautés. Les actions, pilotées localement par les filiales, peuvent être à l'initiative de la filiale, des employés ou des parties prenantes ayant identifié des besoins. En 2009, 221 opérations représentant plus de 0,5 % du résultat avant impôt ont été conduites dans le monde. Ces opérations prennent la forme de dons de produits, de dons financiers ou de volontariat des employés et répondent à des enjeux locaux mais aussi globaux.

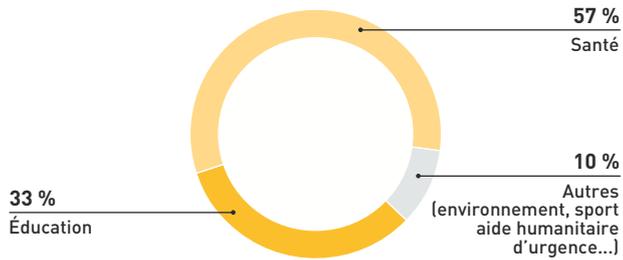
En cohérence avec les métiers du Groupe, BIC intervient principalement dans les domaines de l'éducation et de la santé. Ces deux types d'opérations représentent 79 % des actions auprès des communautés et 90 % de leur valeur financière. Il s'agit par exemple du don de 20 000 stylos à des écoles éthiopiennes par BIC Canada, ou encore du programme de BIC Nouvelle-Zélande qui soutient une association de lutte contre le cancer, *The New Zealand Breast Cancer Fundation* par du bénévolat, par le don de produits BIC® et par un don financier de 30 000 euros.

BIC s'engage aussi, en fonction des besoins, pour l'environnement, dans l'aide humanitaire d'urgence et le sport. Par exemple, des employés de BIC Nicaragua participent à un programme de protection de la ponte des tortues.

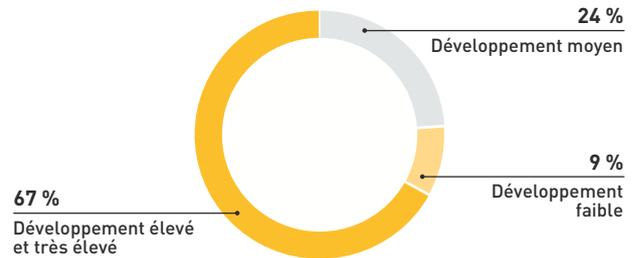
RÉPARTITION EN NOMBRE D' ACTIONS



RÉPARTITION DE LA VALEUR FINANCIÈRE DES ACTIONS (ESTIMATION INTERNE)



RÉPARTITION DES ACTIONS PAR PAYS SELON L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH) DES PAYS



BIC est implanté et réalise 94,77 % de son chiffre d'affaires dans les pays développés, à haut et très haut Indice de Développement Humain (IDH) et le Groupe réalise dans ces zones 67 % de ses opérations, souvent en faveur de ses communautés locales. Moins présent dans les pays à faible et moyen IDH, BIC n'en a pas moins mis en place 33 % de ses opérations.

EXEMPLES D'OPÉRATIONS AU SEIN DES FILIALES DU GROUPE BIC

TYPES DE PROGRAMME	NOMBRE D'OPÉRATIONS	EXEMPLES D'OPÉRATIONS AU SEIN DES FILIALES DU GROUPE BIC
Dons de produits	171	<p>Italie : Don de rasoirs et de produits d'écriture aux victimes d'un séisme à Milan en avril 2009.</p> <p>Roumanie : Don de kits de coloriage BIC® Kids à l'association <i>SOS Village Children</i> de Bucarest.</p> <p>Canada : Don de 20 000 stylos aux écoles éthiopiennes via l'association <i>Global Reach Children's Fund</i>.</p> <p>Espagne : 56 dons de produits d'écriture à des associations du monde entier.</p> <p>France : Dons réguliers de produits à l'association Dons Solidaires, pionnier du mécénat de produits non alimentaires en France.</p> <p>Guatemala : Organisation d'une soirée au théâtre et don de produits de coloriage en faveur de personnes défavorisées.</p>
Dons financiers	56	<p>France : Don à l'AFEV, une association dédiée à la lutte contre l'échec scolaire.</p> <p>USA : Don aux <i>Pinellas Education Foundation</i>, une organisation regroupant des entrepreneurs et des membres de la société civile qui cherchent à améliorer l'enseignement public.</p> <p>USA : BIC a abondé les dons des salariés à destination d'<i>United Way</i>, un programme destiné à aider les personnes les plus démunies.</p>
Travail bénévole des salariés	46	<p>USA : Organisation d'événements pour lever des fonds lors de <i>Thanksgiving</i>, en vue de fournir des repas aux plus défavorisés.</p> <p>USA : 129 salariés se sont mobilisés pour procurer de la nourriture de qualité à des enfants défavorisés, en collaboration avec la Banque Alimentaire du Connecticut.</p> <p>Honduras : 14 salariés ont passé Noël avec des personnes handicapées.</p> <p>Afrique du Sud : Des salariés se sont engagés au profit du <i>Personal Concept Project</i>, une association venant en aide chaque année à 50 jeunes des quartiers défavorisés de Soweto qui se mobilisent tous les week-ends dans des projets en faveur de la communauté.</p>



Données environnementales

➔ L'ENVIRONNEMENT CHEZ BIC

Un comportement éthique envers nos salariés, consommateurs, clients, fournisseurs et actionnaires est un principe de travail fondamental et prioritaire pour le Groupe BIC. Similairement, le Groupe BIC poursuit son engagement à protéger l'environnement et à assurer la santé et le bien-être de ses salariés, ses voisins et ses consommateurs.

Nous reconnaissons que chaque aspect d'une activité industrielle, de la production à la distribution jusqu'à la fin de vie du produit et de son emballage, génère un impact potentiel au niveau de la santé humaine, de la sécurité ou de l'environnement.

Il est de notre responsabilité de minimiser ces impacts. Notre approche est de collaborer avec nos salariés, fournisseurs, clients et consommateurs pour identifier, mesurer et minimiser les impacts sur la santé, la sécurité et l'environnement qui proviennent de nos activités de production, de nos produits et de nos emballages.

Pour la sixième année, BIC publie un Rapport de Développement Durable.

➔ PÉRIMÈTRE ET CHOIX DES INDICATEURS

La SOCIÉTÉ BIC a fait le choix d'appliquer un périmètre plus large que le strict périmètre de l'article 116 de la Loi sur les Nouvelles Régulations Économiques qui précise que les informations sur les données environnementales ne s'imposent qu'aux seules sociétés cotées.

Ainsi, afin de fournir des informations pertinentes et adaptées à l'esprit de la loi, BIC fournit les données consolidées dès lors que celles-ci sont disponibles et pertinentes.

Les indicateurs ont été choisis pour permettre une meilleure lisibilité d'ensemble des données. Seuls les indicateurs représentatifs de l'activité du Groupe et de l'impact de ses activités industrielles sur l'environnement ont été sélectionnés. Les données présentées proviennent de la consolidation des informations de l'ensemble des usines des filiales françaises et étrangères, sauf si seules les données locales sont disponibles ou si elles sont plus pertinentes que les informations consolidées. Ne sont pas visées les usines des produits publicitaires et promotionnels acquises en 2009 et en phase d'intégration dans le Groupe. Sont visées ici toutes les autres usines du Groupe BIC fabriquant des produits finis ou semi-finis à destination de la vente au public, ainsi que les sociétés d'ingénierie et les opérations d'emballages.

Pour assurer une meilleure fiabilité des données publiées, les données des années précédentes concernant l'énergie ont été affinées.

➔ EXISTENCE AU SEIN DE L'ACTIVITÉ DE STRUCTURES INTERNES DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT. MOYENS CONSACRÉS À LA RÉDUCTION DES RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT

L'approche générale du Groupe BIC en matière de protection de l'environnement est précisée dans le document "Politique santé, sécurité, environnement du Groupe BIC" signé par le Président et Directeur Général en avril 2005.

Parmi d'autres engagements, cette politique oblige chacune des usines BIC à mettre en place un Système de Management Environnemental (SME). Le Groupe BIC a préparé un ensemble de règles à suivre pour déployer un Système de Management qui réponde à la fois aux besoins spécifiques de nos usines et à notre objectif d'amélioration continue de nos performances environnementales. Le Groupe a également préparé un Guide de mise en place des Systèmes de Management pour les sites nouvellement acquis.

La mise en place de Systèmes de Management est effectuée à 92 % pour l'Environnement et à 89 % pour la Santé-Sécurité.

Les usines récemment acquises doivent définir et mettre en place leurs Systèmes de Management et intégrer la démarche environnementale de BIC.

Outre la mise en place des SME, les sites de production BIC continuent de définir, mettre en place et documenter les résultats des nombreux projets destinés à améliorer leur performance environnementale.

➔ DÉMARCHES D'ÉVALUATION OU DE CERTIFICATION ENTREPRISES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Le Groupe BIC a demandé aux usines BIC de mettre en place un Système de Management Environnemental conforme aux règles internes du Groupe. Le cas échéant, chaque site a la liberté d'aller au-delà de ces exigences Groupe. L'objectif est d'avoir une amélioration continue des performances environnementales.

La certification ISO 14001 n'est pas mise en place dans l'ensemble du Groupe, mais seulement pour les usines qui ont choisi cette voie pour progresser.



➔ MESURES PRISES, LE CAS ÉCHÉANT, POUR ASSURER LA CONFORMITÉ DE L'ACTIVITÉ AUX DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES EN CETTE MATIÈRE

Les sites planifient et réalisent des contrôles quotidiens et périodiques, afin de répondre aux dispositions réglementaires locales. Selon le besoin, ces contrôles sont réalisés en interne ou avec l'assistance de prestataires extérieurs. Si une non-conformité est mise en évidence lors du contrôle, un plan d'action est mis en place pour y remédier.

La mise en place du Système de Management Environnemental du Groupe permet aux sites d'améliorer l'organisation de leurs contrôles.

Conformément à la réglementation REACH, le Groupe BIC a, au cours de l'année 2008, pré-enregistré les substances chimiques concernées.

➔ ORGANISATION MISE EN PLACE POUR FAIRE FACE AUX ACCIDENTS DE POLLUTION AYANT DES CONSÉQUENCES AU-DELÀ DES ÉTABLISSEMENTS

Dans le cas où des risques d'accidents pourraient avoir des conséquences à l'extérieur de nos usines, des plans d'organisation ont été mis en œuvre.

En particulier, nos deux sites SEVESO disposent d'un Plan d'Opération Interne. Hors de France, certains de nos sites possèdent des plans de gestion des accidents ayant de possibles impacts au-delà des sites. À titre d'exemple, tous nos sites des États-Unis et notre site de Nouvelle-Zélande ont un *Emergency Response Plan* qui comprend des actions de prévention et de gestion des conséquences hors site d'éventuels accidents.

Dans le cas de nos deux sites SEVESO seuil haut, nous avons défini une politique de prévention des risques majeurs et mis en place un système de gestion de la sécurité pour la prévention des accidents majeurs, conformément à l'arrêté ministériel du 10 mai 2000, transposition en droit français de la directive européenne 96/82/CE.

➔ FORMATION ET INFORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SÉCURITÉ

BIC a lancé en 2005 une campagne de sensibilisation des salariés du Groupe au développement durable, par des présentations faites aux managers dans les sites et aussi par des brochures de sensibilisation rédigées dans la langue du pays. Depuis 2007, un module de formation par intranet consacré au développement durable et au Programme BIC de Développement Durable a été mis au point par BIC University.

La politique santé, sécurité et environnement du Groupe BIC est communiquée à toutes les usines.

Le Groupe BIC ne procède pas à une mesure indépendante des jours de formation dédiés à la Santé, Sécurité et Environnement

sur les sites. Les formations Santé, Sécurité et Environnement sont incluses dans les 86 491 heures de formations techniques dispensées en 2009 par le Groupe BIC.

➔ DÉPENSES ENGAGÉES POUR PRÉVENIR LES CONSÉQUENCES DE L'ACTIVITÉ SUR L'ENVIRONNEMENT

Les budgets d'investissements liés à l'environnement font partie intégrante des budgets des usines.

Tous les ans, les usines BIC planifient des programmes d'amélioration à court et long terme, destinés à prévenir ou minimiser les conséquences sur l'environnement. Un montant de 1,1 million d'euros a été engagé pour ces programmes au cours de l'année 2009.

➔ MONTANT DES PROVISIONS ET GARANTIES POUR RISQUES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

La Société est assurée pour la responsabilité civile, au titre de ses installations. La Société est assurée au titre de sa responsabilité environnementale et de sa responsabilité civile, pour les préjudices causés aux tiers. En outre, la Société a souscrit les assurances obligatoires couvrant ses salariés, ainsi que des assurances couvrant les dommages aux biens et l'interruption d'activité pour ses biens immobiliers et mobiliers.

➔ MONTANT DES INDEMNITÉS VERSÉES AU COURS DE L'EXERCICE EN EXÉCUTION D'UNE DÉCISION JUDICIAIRE

Aucun.

➔ ACTIONS MENÉES EN RÉPARATION DES DOMMAGES CAUSÉS À L'ENVIRONNEMENT

Aucune action significative n'a été nécessaire en 2009.

➔ CONSOMMATION DE RESSOURCES EN EAU

La consommation d'eau rapportée à la tonne de produits, a diminué de plus de 8 % entre 2008 et 2009. Cette amélioration de l'efficacité d'utilisation de l'eau du Groupe BIC s'inscrit dans la continuité de celles engagées depuis plusieurs années.

Au global, en 2009, 50 % des sites ont réduit leur consommation d'eau conduisant ainsi à une diminution brute de plus de 11 % de l'eau consommée par le Groupe. BIC Rasoirs (France), qui représente 49 % de la consommation d'eau du Groupe, continue à bénéficier des récentes améliorations des procédés et a enregistré

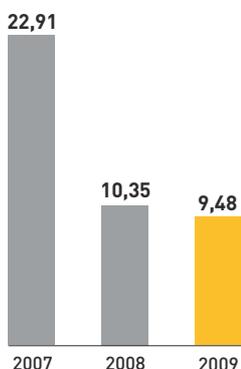


une diminution de 18 % de sa consommation d'eau sur la dernière année.

De plus, 3 sites ont diminué leur ratio de consommation d'eau tout en augmentant leur production ; c'est le cas de BIC Violex (Grèce) qui voit sa consommation d'eau diminuer de 9 % alors que sa production a augmenté de 0,8 %. D'autres sites ont amélioré leur ratio de consommation d'eau rapportée à leur production comme par exemple BIC CORPORATION Milford (États-Unis). Ce site a réduit son ratio de 33 % grâce à l'installation de compteurs pour les différentes utilisations d'eau qui ont permis une meilleure gestion des demandes.

Les usines du Groupe ont reporté 12 projets spécifiquement dédiés à la réduction de la consommation d'eau.

1
CONSUMMATION ANNUELLE D'EAU RAPPORTÉE À LA PRODUCTION - GROUPE BIC (Mètres cubes par tonne)



➔ CONSUMMATION DE RESSOURCES EN ÉNERGIE

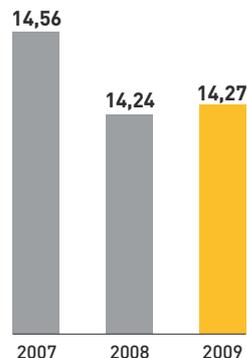
L'énergie consommée par tonne de production est quasiment stable comparée à 2008 (0,03 point). Bien que 21 sites sur 30 aient réduit leur consommation d'énergie, permettant une réduction globale de 3,3 %, ces réductions n'ont pas toujours été liées à des variations de production. En effet, la consommation d'énergie n'est pas toujours linéairement corrélée à la production mais dépend d'autres facteurs comme les conditions climatiques. Certains sites comme BIC Ecuador (Équateur) et BIC Amazonia (Brésil) ont réduit leur consommation d'énergie tout en augmentant leur production.

Quelques améliorations significatives en termes d'efficacité énergétique par tonne de production concernent les sites de BIC Ecuador (Équateur), BIC Écriture 2000 (France) et BJ 75 (France) avec des réductions respectives de 27 %, 12 % et 8 %.

Le site de BIC Écriture 2000 (France) a réduit significativement sa consommation grâce à la mise en place d'un compresseur à vitesse variable pour répondre plus finement à la demande ainsi qu'à la régulation de la température des circuits de refroidissement en fonction de la température extérieure. Le site de BJ 75 (France) a réduit sa consommation grâce à différentes actions, comme entre autres, l'installation de systèmes permettant la régulation de chauffage et de l'air conditionné.

Dans le cadre de la mise en œuvre de Systèmes de Management Environnementaux, au moins 31 programmes concernant la réduction de la consommation d'énergie ont été finalisés ou mis en place en 2009.

CONSUMMATION ANNUELLE D'ÉNERGIE RAPPORTÉE À LA PRODUCTION - GROUPE BIC (Giga joules par tonne)



➔ CONSUMMATION DES RESSOURCES EN MATIÈRES PREMIÈRES

BIC s'attache à optimiser la quantité de matières premières nécessaires à la fabrication de ses produits et à leur distribution.

Nous avons initié une démarche d'éco-conception pour les produits d'écriture et les rasoirs. Il s'agit d'une approche préventive qui permet d'intégrer les questions environnementales dès la conception du produit. En 2009, BIC s'est équipé du logiciel d'éco-conception expert, SimaPro, pour permettre aux équipes de conception de mesurer et si possible de réduire l'impact environnemental des produits avant l'étape de fabrication.

Des matériaux recyclés sont utilisés dans la gamme de papeterie BIC® Ecolutions™ lancée en 2008. Les travaux de recherche et développement menés depuis plusieurs années ont permis fin 2008, de lancer le premier rasoir BIC® en bioplastique : le rasoir BIC® Ecolutions™. L'utilisation de cette matière issue de l'agriculture permet de limiter l'utilisation de ressources naturelles non renouvelables.

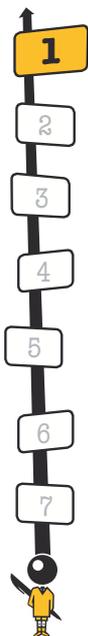
En 2009, dans le cadre de la mise en œuvre de Systèmes de Management Environnementaux, 5 programmes concernant la réduction de consommation de matières premières et 5 en matière de packaging ont été élaborés.

➔ DÉCHETS

Déchets industriels dangereux

Le Groupe BIC a réalisé une réduction de 0,8 % de la quantité de déchets dangereux par tonne de production par rapport à 2008.

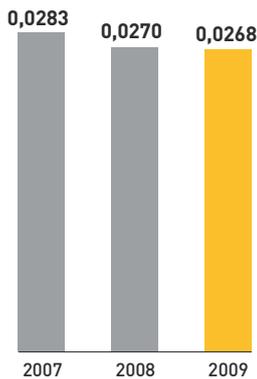
Les améliorations les plus significatives concernent les sites de BIC Mexico (Mexique) avec une diminution très importante de 54 %, BIC Ecuador (Équateur) avec 40 % et BIC Boulogne (France) avec 24 %.



Par exemple, BIC Écriture 2000 (France) a réduit sa production de déchets dangereux de 10 %, entre autres grâce à la réutilisation des contenants de certaines matières premières. BIC Boulogne (France), grâce au recyclage des solvants utilisés dans la fabrication des encres, a réduit de 14 tonnes sa production de déchets dangereux entre 2008 et 2009.

Les usines du Groupe BIC travaillent sur 24 programmes axés sur l'amélioration de la gestion des déchets.

PRODUCTION ANNUELLE DES DÉCHETS INDUSTRIELS DANGEREUX RAPPORTÉE À LA PRODUCTION - GROUPE BIC (Tonne par tonne)

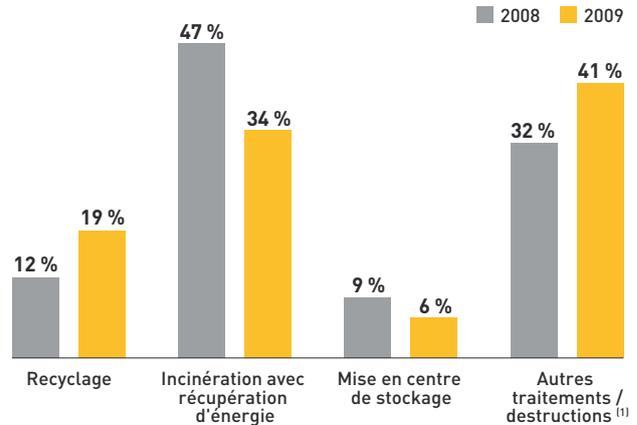


TRAITEMENT DES DÉCHETS INDUSTRIELS DANGEREUX EN 2009 - GROUPE BIC (% du total exprimé en tonne)



(1) La catégorie "Autres traitements/destructions" regroupe les autres techniques de traitement des déchets, comme l'incinération sans récupération d'énergie.

RÉPARTITION DES DÉCHETS INDUSTRIELS DANGEREUX EN 2008 ET 2009 (% du total exprimé en tonne)



(1) La catégorie "Autres traitements/destructions" regroupe les autres techniques de traitement des déchets, comme l'incinération sans récupération d'énergie.

Déchets industriels non dangereux

En 2009, le Groupe enregistre une diminution de 3 % de la production de déchets industriels non dangereux rapportée à la tonne de produit. La valeur brute de déchets industriels produits a diminué de 6 %.

15 usines ont réduit leur ratio de production de déchets ramenée à la tonne de production. Ainsi, BIC CORPORATION Milford (États-Unis), BIC APP St. Petersburg (États-Unis) ont diminué respectivement leur ratio de 35 % et 22 % et BIC Amazonia (Brésil) et BIMA (France) ont enregistré une amélioration de 21 % et 19 %.

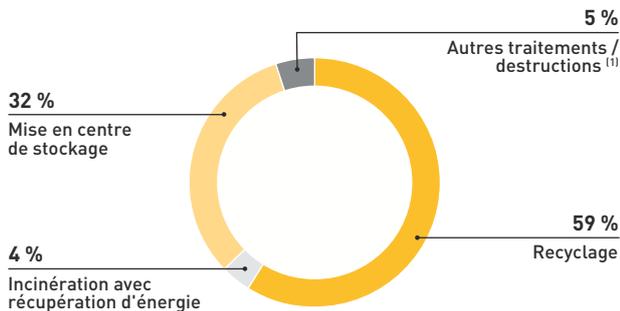
BIC Rasoirs (France) a réduit sa quantité de déchets en instaurant le recyclage en production du plastique issu de ses déchets de fabrication.

À travers l'ensemble du Groupe BIC, les usines ont élaboré 24 programmes de réduction de la production de déchets.

PRODUCTION ANNUELLE DES DÉCHETS INDUSTRIELS NON DANGEREUX RAPPORTÉE À LA PRODUCTION - GROUPE BIC (Tonne par tonne)

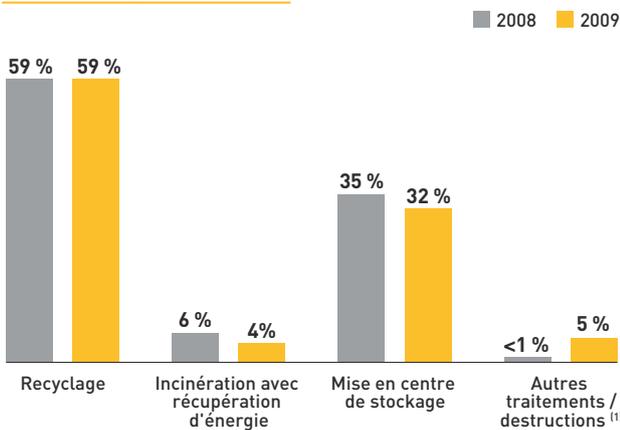


TRAITEMENT DES DÉCHETS INDUSTRIELS NON DANGEREUX EN 2009 - GROUPE BIC (% du total exprimé en tonne)



(1) La catégorie "Autres traitements/destructions" regroupe les autres techniques de traitement des déchets, comme l'incinération sans récupération d'énergie.

RÉPARTITION DES DÉCHETS INDUSTRIELS NON DANGEREUX EN 2008 ET 2009 (% du total exprimé en tonne)



(1) La catégorie "Autres traitements/destructions" regroupe les autres techniques de traitement des déchets, comme l'incinération sans récupération d'énergie.

➔ **CONDITIONS D'UTILISATION DES SOLS**

En Europe et aux États-Unis, dans le cadre de la restructuration industrielle entraînant des fermetures d'usines, BIC a veillé à ce que la remise en état des sites soit réalisée en accord avec les lois locales et les meilleures pratiques environnementales. Entre 1999 et 2006, BIC a réalisé des études de sols et sous-sols, alors même que la plupart des sites n'étaient soumis à aucune obligation de diagnostic. Les études pollution effectuées sur des sites européens longtemps exploités montrent que notre activité n'a pas généré un impact notable sur les sols et sous-sols.

Pour les sites français assujettis à des exigences réglementaires spécifiques, la politique de prévention des risques de pollution des sols est intégrée dans la démarche.

➔ **REJETS DANS L'AIR, L'EAU, LE SOL AFFECTANT GRAVEMENT L'ENVIRONNEMENT. LES MESURES PRISES POUR LIMITER LES ATTEINTES À L'ÉQUILIBRE BIOLOGIQUE, AUX MILIEUX NATURELS, AUX ESPÈCES ANIMALES ET VÉGÉTALES PROTÉGÉES**

La nature de nos activités industrielles, principalement le moulage et l'assemblage de matières plastiques, a un impact environnemental local relativement faible, comparé à d'autres secteurs industriels. Néanmoins, notre Programme de Développement Durable demande que chaque site mesure, évalue et réduise ses impacts environnementaux significatifs.

Le Groupe BIC a quantifié les émissions directes de gaz à effet de serre de ses sites de production pour l'année 2009. Il s'agit des émissions de CO₂ provenant de la combustion des ressources fossiles – majoritairement le gaz naturel et le fuel – principalement utilisées pour chauffer les bâtiments. La quantité totale d'émissions directes de gaz à effet de serre est estimée à 10 930 tonnes équivalent CO₂, soit à une réduction de 374 tonnes équivalent CO₂ par rapport aux émissions de 2008.

➔ **NUISANCES OLFACTIVES ET SONORES**

Les nuisances olfactives ne sont pas considérées comme significatives dans notre activité.

Concernant les nuisances sonores, des mesures sont faites en limite de propriété dans le cadre de l'instruction des dossiers administratifs compte tenu de la réglementation locale.

Dans l'hypothèse où des nuisances seraient portées à notre connaissance, nous effectuerions des études et mettrions en place des actions correctives adaptées.



Annexe au rapport de gestion du Conseil d'Administration

➔ AUTORISATIONS D'AUGMENTATION DE CAPITAL À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE 2009

SOCIÉTÉ BIC dispose, au 31 décembre 2009, des autorisations suivantes qui lui ont été accordées par l'Assemblée Générale des Actionnaires :

I. AUTORISATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION

Montant maximum (en millions d'euros)	Actions : 50 Valeurs mobilières composées : 650
Date	21 mai 2008
Durée	26 mois
Date limite de validité	20 juillet 2010
Utilisation	Non
Prix d'émission	Le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles et/ou des valeurs mobilières composées (et des actions auxquelles elles donneront droit) est fixé par le CA, avec ou sans prime, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

II. AUTORISATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL SANS DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION

Montant maximum (en millions d'euros)	Actions : 50 Valeurs mobilières composées : 650
Date	21 mai 2008
Durée	26 mois
Date limite de validité	20 juillet 2010
Utilisation	Non
Prix d'émission	Le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles et/ou des valeurs mobilières composées (et des actions auxquelles elles donneront droit) est fixé par le CA, avec ou sans prime, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (moyenne pondérée des 3 dernières séances de bourse précédant la fixation du prix, éventuellement diminué d'une décote maximale de 5 %).

III. AUTORISATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL PAR INCORPORATION DE RÉSERVES, BÉNÉFICES, PRIMES OU AUTRES

Montant maximum	Montant global maximum des réserves, bénéfices et/ou primes ou autres sommes susceptibles d'être incorporées au capital social et qui existeront lors de la décision d'augmentation du capital, déduction faite du montant éventuellement nécessaire pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières déjà émises donnant accès à des actions de la Société.
Date	21 mai 2008
Durée	26 mois
Date limite de validité	20 juillet 2010
Utilisation	Non

IV. AUTORISATIONS D'AUGMENTATION DE CAPITAL EN FAVEUR DES SALARIÉS ET MANDATAIRES SOCIAUX

	ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS À ÉMETTRE	ACTIONS RÉSERVÉES AUX SALARIÉS ADHÉRENTS D'UN PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE	OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS
Montant maximum	2 % du capital social	3 % du capital social	4 % du capital social sur les 24 mois et 10 % du capital à tout moment.
Date	23 mai 2007	21 mai 2008	21 mai 2008
Durée	38 mois	26 mois	24 mois
Date limite de validité	22 juillet 2010	20 juillet 2010	20 mai 2010
Utilisation en 2009	Non	Non	360 000 options attribuées Prix de souscription : 47,99 euros
Prix d'émission		Déterminé par le CA conformément à l'article L. 3332-19 du Code du travail.	Ne peut être inférieur à la moyenne des cours cotés de l'action à la Bourse de Paris sur le marché à règlement mensuel, lors des 20 séances de bourse précédant le jour où les options sont consenties.







2

➔ Document d'information annuel

(Article 222-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF))

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois liées à la cotation des actions sur Euronext Paris **48**

- | | | | |
|--|----|---|----|
| 1. Communiqués de presse disponibles sur le site www.info-financiere.fr et sur le site de la Société : www.bicworld.com | 48 | 3. Informations publiées au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) disponibles sur le site internet : www.journal-officiel.gouv.fr | 50 |
| 2. Autres informations permanentes ou occasionnelles disponibles sur le site www.info-financiere.fr et/ou sur le site de la Société : www.bicworld.com | 49 | 4. Informations déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre | 50 |
| | | 5. Autres publications | 50 |

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois liées à la cotation des actions sur Euronext Paris

➔ **1. COMMUNIQUÉS DE PRESSE DISPONIBLES SUR LE SITE www.info-financiere.fr ET SUR LE SITE DE LA SOCIÉTÉ : www.bicworld.com**

DATE	INTITULÉ
22 janvier 2009	Partenariat Stratégique : BIC investit en Inde en acquérant 40 % de Cello Pens
11 février 2009	Résultats annuels 2008
5 mars 2009	Information relative à la finalisation de l'acquisition par BIC de 40% de Cello Pens
11 mars 2009	Finalisation de l'acquisition d'Antalis Promotional Products
22 avril 2009	Résultats du 1 ^{er} trimestre 2009
14 mai 2009	Compte rendu de l'Assemblée Générale Mixte du 14 mai 2009
14 mai 2009	Pierre Vareille nommé administrateur indépendant au Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC
19 juin 2009	Le Groupe BIC annonce l'acquisition des activités de Norwood Promotional Products
6 juillet 2009	Finalisation de l'acquisition par BIC de Norwood Promotional Products
5 août 2009	Résultats du 2 ^e trimestre et du 1 ^{er} semestre 2009
20 août 2009	Décès de Madame Edouard Buffard
21 octobre 2009	Résultats du 3 ^e trimestre et des 9 premiers mois 2009
06 janvier 2010	Information relative à la finalisation de l'acquisition par BIC de 40% de Cello Pens
17 février 2010	Résultats annuels 2009



➔ **2. AUTRES INFORMATIONS PERMANENTES OU OCCASIONNELLES DISPONIBLES SUR LE SITE www.info-financiere.fr ET/OU SUR LE SITE DE LA SOCIÉTÉ : www.bicworld.com**

DATE	INTITULÉ
5 janvier 2009	Bilan semestriel du contrat de liquidité BIC contracté avec la société Natixis Securities
7 janvier 2009	Déclaration des transactions sur actions propres de décembre 2008
7 janvier 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 décembre 2008
5 février 2009	Déclaration des transactions sur actions propres de janvier 2009
5 février 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 janvier 2009
6 mars 2009	Déclaration des transactions sur actions propres de février 2009
6 mars 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 28 février 2009
2 avril 2009	Modalités de mise à disposition du document de référence 2008
3 avril 2009	Déclaration des transactions sur actions propres de mars 2009
3 avril 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 mars 2009
9 avril 2009	Modalités de mise à disposition des documents préparatoires à l'Assemblée Générale du 14 mai 2009
10 avril 2009	Rémunération des dirigeants mandataires sociaux
6 mai 2009	Déclaration des transactions sur actions propres d'avril 2009
6 mai 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 30 avril 2009
26 mai 2009	Déclaration des transactions sur actions propres du 18 au 24 mai 2009
3 juin 2009	Déclaration des transactions sur actions propres du 25 mai au 31 mai 2009
3 juin 2009	Déclaration des transactions sur actions propres de mai 2009
9 juin 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 mai 2009
10 juin 2009	Descriptif du programme de rachat d'actions
29 juin 2009	Déclaration des transactions sur actions propres du 22 au 28 juin 2009
2 juillet 2009	Bilan semestriel du contrat de liquidité BIC contracté avec la société Natixis Securities
3 juillet 2009	Déclaration des transactions sur actions propres de juin 2009
3 juillet 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 30 juin 2009
3 août 2009	Déclaration des transactions sur actions propres de juillet 2009
5 août 2009	Mise à disposition du Rapport Financier Semestriel 2009
25 août 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 juillet 2009
7 septembre 2009	Déclaration des transactions sur actions propres d'août 2009
7 septembre 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 août 2009
6 octobre 2009	Déclaration des transactions sur actions propres de septembre 2009
9 octobre 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 6 octobre 2009
5 novembre 2009	Déclaration des transactions sur actions propres d'octobre 2009
5 novembre 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 octobre 2009
7 décembre 2009	Déclaration des transactions sur actions propres de novembre 2009
7 décembre 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 30 novembre 2009
8 janvier 2010	Déclaration des transactions sur actions propres de décembre 2009
8 janvier 2010	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 décembre 2009
11 janvier 2010	Bilan semestriel du contrat de liquidité BIC contracté avec la société Natixis Securities
3 février 2010	Déclaration des transactions sur actions propres de janvier 2010
3 février 2010	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 janvier 2010



➔ Document d'information annuel

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois liées à la cotation des actions sur Euronext Paris

➔ 3. INFORMATIONS PUBLIÉES AU BULLETIN DES ANNONCES LÉGALES OBLIGATOIRES (BALO) DISPONIBLES SUR LE SITE INTERNET : www.journal-officiel.gouv.fr

DATE	NATURE DE L'INFORMATION
6 avril 2009	Avis de réunion valant avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires du 14 mai 2009
5 juin 2009	Comptes annuels 2008 et projet d'affectation de résultat approuvés

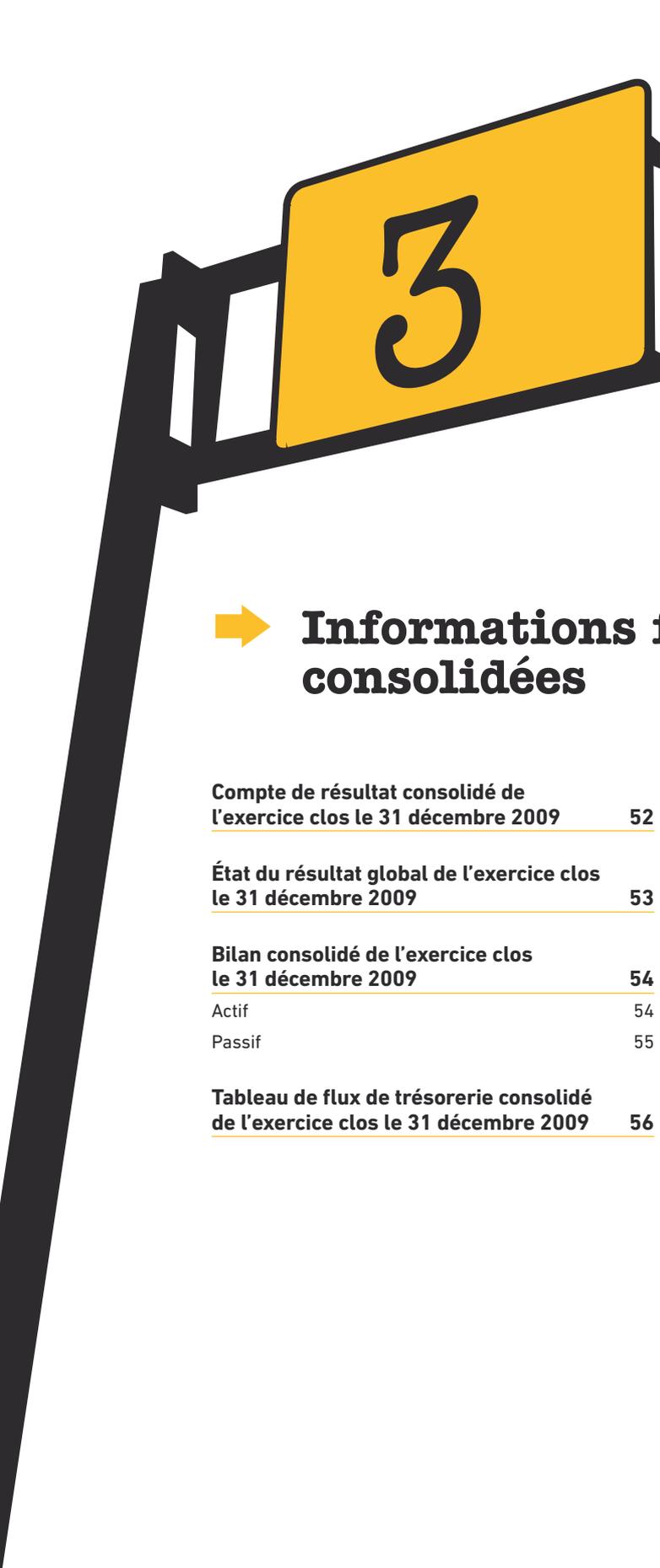
➔ 4. INFORMATIONS DÉPOSÉES AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE

DATE	NATURE DE L'INFORMATION
9 mars 2009	Augmentation et réduction du capital social Publication au Quotidien Juridique du 23 février 2009
27 mai 2009	Dépôt des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2008
3 juin 2009	Modification des statuts
5 juin 2009	Nomination de Pierre Vareille en qualité d'administrateur en remplacement d'Antoine Treuille Publication au Quotidien Juridique du 1 ^{er} -2 juin 2009

➔ 5. AUTRES PUBLICATIONS

DATE	NATURE DE L'INFORMATION	SUPPORT
22 avril 2009	Convocation – Assemblée Générale Annuelle du 14 mai 2009	Le Quotidien Juridique





3

➔ Informations financières consolidées

Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2009 52

État du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2009 53

Bilan consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2009 54

Actif 54

Passif 55

Tableau de flux de trésorerie consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2009 56

Tableau de variation des capitaux propres consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 58

Notes aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 59

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 108

Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2009

(en milliers d'euros)	Notes	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Chiffre d'affaires	3	1 456 088	1 420 909	1 562 696
Coût des ventes	4	(741 063)	(750 973)	(842 952)
Marge brute d'exploitation		715 025	669 936	719 744
Coûts de distribution	4	(234 574)	(237 679)	(258 436)
Frais généraux	4	(142 100)	(143 102)	(159 457)
Autres charges d'exploitation	4	(94 749)	(84 992)	(76 857)
Autres produits et charges opérationnels	5	12 204	5 396	(8 987)
Résultat d'exploitation		255 806	209 559	216 007
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	6	11 249	10 011	11 271
Coût de l'endettement financier	6	(5 859)	(3 248)	(8 531)
Résultat brut avant impôt		261 196	216 322	218 747
Impôt sur les bénéfices	7	(87 762)	(71 386)	(70 843)
Résultat net des entreprises intégrées		173 434	144 936	147 904
Quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence	13	-	-	3 820
Résultat net des activités continues		173 434	144 936	151 724
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-	-
Résultat de l'ensemble consolidé		173 434	144 936	151 724
Intérêts minoritaires		(557)	-	-
Résultat net part du Groupe		172 877	144 936	151 724
Résultat net par action (en euros)	8	3,51	3,00	3,15
Résultat dilué par action (en euros) (*)	8	3,50	3,00	3,14
Nombre moyen d'actions en circulation net des actions propres sur la période	8	49 244 579	48 357 724	48 151 691

(*) Les éléments dilutifs pris en compte sont les options de souscription d'actions et les actions gratuites.



État du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2009

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Résultat net de la période		173 434	144 936	151 724
Autres éléments du résultat global				
Gain/(Perte) sur instruments de couverture de flux de trésorerie	23	(15 916)	17 736	60
Différence de change résultant de la conversion des opérations à l'étranger ^(a)		(25 586)	(30 829)	38 156
Écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi	21-1, 21-4	17 699	(70 221)	(139)
Investissements disponibles à la vente		-	(8)	1
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées		-	-	-
Impôts différés et impôts courants reconnus sur les autres éléments du résultat global	7-2	725	21 154	(1 772)
Autres éléments du résultat global - nets de taxes		(23 078)	(62 168)	36 306
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL		150 356	82 768	188 030
Attribuable :				
• au Groupe BIC		149 870	82 768	188 030
• aux minoritaires		486	-	-
TOTAL		150 356	82 768	188 030

(a) Les principaux éléments de variation des écarts de conversion par devise, pour la période, sont les suivants : dollar américain - 6,7 millions d'euros, real brésilien + 36,6 millions d'euros, dollar australien - 3,6 millions d'euros.



Bilan consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2009

➔ ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Immobilisations corporelles nettes	10-1, 10-2	344 716	348 029	372 511
Immeubles de placement	10-3	14 984	7 693	2 547
Goodwills nets	11	193 673	195 264	215 047
Immobilisations incorporelles nettes	12	39 312	36 763	40 155
Participation dans les entreprises associées	13	78	27	67 101
Autres actifs non courants	14	19 518	20 057	12 567
Impôts différés	22	91 558	108 762	110 664
Instruments dérivés financiers	16-f, 23	120	2 064	1
Actifs non courants		703 959	718 659	820 593
Stocks et en-cours	15-1	333 341	304 322	300 973
Créance d'impôt exigible		11 283	21 712	8 373
Clients et autres créances	15-2, 16-e	345 984	315 108	361 172
Autres actifs courants		11 556	11 343	8 863
Instruments dérivés financiers courants	16-f, 23	473	16 472	5 906
Autres instruments dérivés	16-f, 23	-	-	1 896
Autres actifs financiers courants		22 789	18 476	40 113
Trésorerie et équivalents de trésorerie		200 547	224 992	480 343
Actifs immobilisés destinés à être cédés	10-4	1 125	1 322	890
Actifs courants		927 098	913 747	1 208 529
TOTAL DE L'ACTIF		1 631 057	1 632 406	2 029 122



➔ **PASSIF**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Capital	17	186 439	183 858	184 231
Réserves/résultat consolidés		1 001 990	1 021 385	1 113 245
Écarts de conversion		(12 407)	(43 236)	(5 080)
Couverture des flux de trésorerie		(1 758)	9 887	11 669
Capitaux propres part du Groupe		1 174 264	1 171 894	1 304 065
Intérêts minoritaires		219	219	219
Capitaux propres		1 174 483	1 172 113	1 304 284
Emprunts et dettes financières non courants	19	23 321	11 078	161 466
Autres dettes non courantes		-	125	118
Provision pour retraites	21-2	104 099	150 562	153 649
Provisions	20	27 969	28 741	36 676
Impôts différés	22	18 311	23 957	19 390
Contrats de couverture non courants	16-f, 23	315	147	672
Passifs non courants		174 015	214 610	371 971
Fournisseurs et comptes rattachés	15-2	92 352	92 134	120 430
Emprunts et dettes financières courants	19	29 097	21 806	53 695
Dettes d'impôt exigible		29 352	7 528	20 735
Autres dettes courantes		129 955	119 273	149 777
Autres instruments dérivés	16-f, 23	11	2 134	-
Contrats de couverture courants	16-f, 23	1 792	2 808	8 230
Passifs courants		282 559	245 683	352 867
TOTAL DU PASSIF		1 631 057	1 632 406	2 029 122



Tableau de flux de trésorerie consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2009

(en milliers d'euros)	Notes	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Activité d'exploitation				
Résultat net	CR	172 877	144 936	151 724
<i>Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :</i>				
Intérêts minoritaires	CR	557	-	-
Amortissements des immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	4, 10, 11, 12	79 191	74 522	75 024
Perte de valeur	4, 5, 10-2	1 454	397	5 095
Écart d'acquisition négatif - Antalis Promotional Products	5,11-2	-	-	(10 250)
Provisions pour retraite	21-3	12 739	13 166	26 832
Autres provisions à l'exception des provisions sur actifs courants		(3 965)	2 363	3 964
Couverture des flux de trésorerie et instruments dérivés	23	(3 574)	2 845	250
Charge liée aux primes d'options		2 301	517	305
Reconnaissance des paiements fondés sur des actions	18, CP	5 731	5 365	5 705
Variation des impôts différés	7, 22	(3 033)	8 737	(6 611)
Quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence	13	-	-	(3 820)
(Plus-values)/Moins-values de cession d'actifs	5, 10, 12	(2 865)	(1 603)	(555)
Marge brute d'autofinancement		261 413	251 245	247 663
(Augmentation)/Diminution des besoins d'exploitation	15-2	(54 160)	41 756	92 005
Versement au titre des avantages du personnel	21	(16 939)	(34 073)	(25 264)
Charges/(Produits) financiers	6	(2 625)	(3 276)	(2 227)
Intérêts (payés)/perçus		2 599	1 931	4 298
Charges d'impôt sur les bénéfices	7	90 913	59 497	77 464
Impôts payés sur les sociétés		(83 425)	(91 976)	(50 799)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		197 776	225 104	343 140
Activités d'investissement				
Cessions d'immobilisations	5, (a)	8 272	4 045	7 115
Acquisitions d'immobilisations	10	(69 321)	(75 528)	(47 639)
Acquisitions de brevets et licences	12	(7 294)	(7 876)	(5 429)
Acquisition de titres mis en équivalence	13, (b)	-	-	(63 271)
(Augmentation)/Diminution des autres investissements	(h)	(528)	(746)	11 161
Acquisitions de filiales	11, (c)	(13 051)	(1 487)	(118 848)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(81 922)	(81 592)	(216 911)



(en milliers d'euros)	Notes	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Activités de financement				
Dividendes payés	CP ^(d)	(64 190)	(65 428)	(65 001)
Rachat d'intérêts minoritaires		(3 657)	-	-
Emprunts/(Remboursements)	19, ⁽ⁱ⁾	2 822	(14 180)	190 347
Paiements liés aux contrats de location-financement	26	(512)	(172)	1 033
Achat d'instruments financiers	^(e)	(423)	(587)	(127)
(Achats)/Ventes d'autres actifs financiers courants	^(f)	4 207	3 971	(19 416)
Acquisitions d'actions d'autocontrôle et exercices de stock-options	17, ^(g)	(27 422)	(25 245)	3 175
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(89 175)	(101 641)	110 011
Flux nets de trésorerie		26 679	41 871	236 240
Liquidités/(Découverts) d'ouverture	Bilan	166 507	198 513	222 471
Différence de change		5 327	(17 913)	20 174
LIQUIDITÉS/(DÉCOUVERTS) DE CLÔTURE	BILAN	198 513	222 471	478 885

CR : cf. Compte de résultat consolidé.

CP : cf. Tableau de variation des capitaux propres consolidés.

Les liquidités/(découverts) de clôture comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour 480 343 milliers d'euros et les découverts bancaires pour 1 458 milliers d'euros.

(a) Les cessions d'immobilisations sur l'exercice 2009 correspondent principalement à la cession de l'immeuble de Liederbach en Allemagne pour 5,5 millions d'euros (cf. Note 10-3). En décembre 2008, il s'agissait principalement de la vente d'un immeuble aux Pays-Bas pour 1,7 million d'euros.

(b) En 2009, le Groupe BIC a décaissé 63,3 millions d'euros pour l'acquisition de 40 % de six entités du groupe Cello, dans le cadre de la première phase d'acquisition de 40 % de l'activité d'instruments d'écriture de Cello (cf. Note 13).

(c) En 2009, BIC a acquis :

- Norwood Promotional Products, impact net sur la trésorerie de - 86 millions d'euros (cf. Note 11-3),
- l'activité Produits Promotionnels d'Antalis, impact net sur la trésorerie de - 32,7 millions d'euros (cf. Note 11-2),
- et BIC Hungaria, impact net sur la trésorerie de - 0,1 million d'euros.

En 2008, l'acquisition de filiales correspondait à 1,5 million d'euros supplémentaires décaissés par le Groupe pour le rachat d'Atchison, comme convenu lors de l'acquisition en 2007.

(d) Les dividendes payés représentent les dividendes payés par SOCIÉTÉ BIC à ses actionnaires (cf. Note 9).

(e) SOCIÉTÉ BIC a payé 0,1 million d'euros de prime d'options en 2009, contre 0,6 million d'euros en 2008.

(f) Au cours de l'exercice 2009, la trésorerie générée par le Groupe BIC a été allouée sur plusieurs strates dont un socle de trésorerie structurelle. En raison de l'évolution des marchés financiers, l'allocation a été faite sur des supports d'OPCVM dont la sensibilité est supérieure à 0,5 et sur des placements monétaires (TCN > 3 mois). Au 31 décembre 2009, le solde de 40,1 millions d'euros est divisé en 7 lignes de placement, de 2,5 à 9,2 millions d'euros chacune. 85 % du portefeuille est liquide en moins d'une semaine, 100 % à moins de 6 mois.

Au cours de l'exercice 2008, l'évolution des marchés financiers avait conduit à une réduction du portefeuille d'OPCVM monétaires dynamiques en euros ayant une sensibilité supérieure à 0,5. Au 31 décembre 2008, le solde de 18,5 millions d'euros était divisé en 4 lignes d'OPCVM, de 2,5 à 5,2 millions d'euros chacune, toutes ayant une volatilité supérieure à 1 %. 100 % du portefeuille était liquide en moins d'une semaine.

(g) Sur l'exercice 2009, SOCIÉTÉ BIC a racheté 514 262 actions pour un total de 21,5 millions d'euros et vendu 469 591 actions pour 19,9 millions d'euros. Par ailleurs, 136 546 options ont été exercées sur l'exercice 2009 pour 5,1 millions d'euros.

En 2008, SOCIÉTÉ BIC avait racheté 1 267 853 actions pour un total de 47,1 millions d'euros et vendu 555 868 actions pour 21,1 millions d'euros. Par ailleurs, 28 904 options avaient été exercées en 2008 et SOCIÉTÉ BIC avait reçu à ce titre 0,8 million d'euros.

(h) Certains investissements long terme ont été remplacés par des placements court terme en trésorerie et équivalents de trésorerie.

(i) De nouveaux emprunts ont été souscrits en France pour l'acquisition de Cello Pens (156 millions de dollars américains) et Norwood Promotional Products LLC (125 millions de dollars américains) (cf. Note 19).



Tableau de variation des capitaux propres consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009

(en milliers d'euros)	Notes	CAPITAL	RÉSERVES	ÉCARTS DE CONVERSION	COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE	CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	INTÉRÊTS MINORITAIRES	CAPITAUX PROPRES
Au 1^{er} janvier 2008		186 439	1 001 990	(12 407)	(1 758)	1 174 264	219	1 174 483
1 Dividendes distribués	9	-	(65 428)	-	-	(65 428)	-	(65 428)
2 Réduction de capital		(3 248)	(33 422)	-	-	(36 670)	-	(36 670)
3 Augmentation de capital		110	934	-	-	1 044	-	1 044
4 Titres d'autocontrôle		557	10 025	-	-	10 582	-	10 582
5 Reconnaissance des paiements fondés sur des actions		-	5 365	-	-	5 365	-	5 365
6 Autres		-	(31)	-	-	(31)	-	(31)
7 Résultat global total		-	101 952	(30 829)	11 645	82 768	-	82 768
Au 1^{er} janvier 2009		183 858	1 021 385	(43 236)	9 887	1 171 894	219	1 172 113
1 Dividendes distribués	9	-	(65 001)	-	-	(65 001)	-	(65 001)
2 Réduction de capital ^(a)		(382)	(2 766)	-	-	(3 148)	-	(3 148)
3 Augmentation de capital ^(b)		457	3 931	-	-	4 388	-	4 388
4 Titres d'autocontrôle		298	1 899	-	-	2 197	-	2 197
5 Reconnaissance des paiements fondés sur des actions		-	5 705	-	-	5 705	-	5 705
6 Résultat global total		-	148 092	38 156	1 782	188 030	-	188 030
Au 31 décembre 2009		184 231	1 113 245	(5 080)	11 669	1 304 065	219	1 304 284

(a) Le 10 février 2009, le Conseil d'Administration, autorisé par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008, a procédé à l'annulation de 100 000 actions.

(b) À la suite de levées d'options de souscription d'actions, le capital a été augmenté de 119 696 actions.



Notes aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009

➔ SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1. Présentation des comptes consolidés	60	NOTE 18. Paiements fondés sur des actions	87
NOTE 2. Segments opérationnels	67	NOTE 19. Emprunts	89
NOTE 3. Produits des activités ordinaires	70	NOTE 20. Provisions	91
NOTE 4. Charges d'exploitation	70	NOTE 21. Retraites et autres avantages du personnel	92
NOTE 5. Autres produits et charges opérationnels	70	NOTE 22. Impôts différés	97
NOTE 6. Résultat financier	71	NOTE 23. Instruments financiers	97
NOTE 7. Impôts sur les bénéfices	71	NOTE 24. Relations avec les apparentés	100
NOTE 8. Résultat par action	72	NOTE 25. Engagements hors bilan : avals, cautions et garanties	101
NOTE 9. Dividendes	73	NOTE 26. Obligations au titre des contrats de location-financement	102
NOTE 10. Actif immobilisé	73	NOTE 27. Passifs éventuels	103
NOTE 11. Goodwill	77	NOTE 28. Contrats de location-exploitation	103
NOTE 12. Immobilisations incorporelles	80	NOTE 29. Informations sur le plan 2009 de réduction des coûts	103
NOTE 13. Titres mis en équivalence	81	NOTE 30. Filiales consolidées	104
NOTE 14. Autres actifs non courants	81	NOTE 31. Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux	107
NOTE 15. Actifs et passifs courants	82		
NOTE 16. Exposition aux risques du marché	82		
NOTE 17. Capital	85		



NOTE 1. PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Approbation des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe BIC pour l'exercice 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 16 février 2010 et sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 12 mai 2010.

L'exercice 2009 a été marqué par la poursuite de la crise économique et financière dont l'ampleur et la durée au-delà du 31 décembre 2009 ne peuvent être anticipées avec précision. Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis par référence à cet environnement immédiat, notamment pour la valorisation des investissements, placements et instruments financiers, l'appréciation des écoulements probables de stocks ou la recouvrabilité des créances commerciales. Les actifs dont la valeur s'apprécie par référence à des perspectives à plus long terme, en particulier les actifs incorporels, ont été évalués dans le cadre d'hypothèses prenant en compte la crise économique et financière, en particulier dans ses effets sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs résultant de l'activité, les paramètres financiers utilisés pour ces valorisations étant ceux prévalant sur le marché à la fin de l'exercice.

1 - Principes comptables

1-1 Principes généraux

Conformément au règlement européen CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés du Groupe BIC sont établis selon les principes définis par l'IASB (*International Accounting Standards Board*). Le référentiel international inclut les IFRS (*International Financial Reporting Standards*) et les IAS (*International Accounting Standards*), ainsi que leurs interprétations.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 sont préparés sur la base des règles de reconnaissance et d'évaluation des transactions découlant du référentiel IAS/IFRS tel que connu à cette date.

Les états financiers sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de l'évaluation de certains instruments financiers. Les principes comptables appliqués restent inchangés par rapport à ceux de l'exercice précédent, à l'exception de l'adoption des normes suivantes, effectives depuis le 1^{er} janvier 2009.

1-2 Adoption des nouvelles normes internationales et interprétations

Normes d'application obligatoire en 2009

Les normes suivantes sont effectives depuis le 1^{er} janvier 2009 et ont été appliquées aux comptes consolidés établis au 31 décembre 2009 :

- Améliorations annuelles 2008 (et en particulier la norme IAS 38 Amendée - Activités de publicité et de promotion) ;
- IAS 23 Révisée - Coûts d'emprunt ;
- IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions - Conditions d'acquisition des droits et annulation ;

- IFRS 7 Amendée - Informations sur la juste valeur et le risque de liquidité ;
- IFRS 8 - Segments opérationnels. Cette norme remplace la norme IAS 14 et impose que l'information soit basée sur les données internes du management ;
- IFRIC 11 - Actions propres et transactions intra-groupe ;
- IFRIC 13 - Programmes de fidélisation des clients ;
- IFRIC 14 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction.

L'adoption de ces normes n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

- IAS 1 Révisée - Présentation des états financiers. Cette norme révisée a également été appliquée au 31 décembre 2009. Elle requiert que l'entité présente un état du résultat global, soit dans le compte de résultat, soit dans un état séparé. Le Groupe BIC a choisi de présenter deux états séparés.

Normes d'application optionnelle en 2009 adoptées par l'Union Européenne

En 2009, le Groupe n'a décidé l'application anticipée d'aucune norme ou interprétation, notamment en ce qui concerne les normes, amendements et interprétations suivantes :

- IAS 39 Amendée - Éléments éligibles à une opération de couverture ;
- IFRS 3 Révisée et IAS 27 Révisée - Regroupements d'entreprises ;
- IFRIC 16 - Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application sur les comptes. Il n'anticipe pas, à aujourd'hui, d'impact significatif sur les états financiers.

Normes publiées non encore adoptées par l'Union Européenne

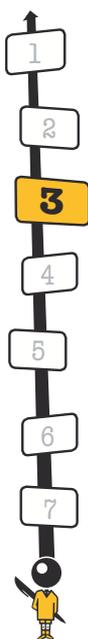
Le Groupe a décidé d'anticiper en 2009 l'application de la norme IFRS 8 amendée telle que publiée par l'IASB dans les améliorations annuelles 2009 (cf. Note 2).

1-3 Consolidation des filiales

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère, SOCIÉTÉ BIC, ainsi que ceux des entités contrôlées par la mère ("les filiales"). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans le compte de résultat consolidé respectivement depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Lorsque cela est nécessaire, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que les méthodes comptables appliquées soient uniformes dans toutes les entités du Groupe.



Les transactions, les soldes, les produits et les charges intra-groupe sont éliminés lors de la consolidation.

Les intérêts minoritaires dans l'actif net des filiales consolidées sont identifiés séparément des capitaux propres du Groupe. Les intérêts minoritaires comprennent le montant de ces intérêts minoritaires à la date du regroupement d'entreprise d'origine (voir ci-dessous) et la part des minoritaires dans les variations des capitaux propres depuis la date du regroupement. Les pertes revenant aux minoritaires, qui excèdent les intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la filiale, sont imputées aux intérêts majoritaires, sauf si les minoritaires ont une obligation irrévocable de compenser les pertes par un investissement complémentaire et ont la capacité de le faire.

1-4 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût de l'acquisition est évalué comme le total des justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur en échange du contrôle de l'entreprise acquise, plus les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises. Les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants (ou des groupes destinés à être cédés) classés comme détenus en vue de la vente selon IFRS 5 "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", qui doivent être comptabilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif, et évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Si, après réévaluation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

L'intérêt minoritaire dans l'entreprise acquise est initialement évalué sur la base de la quote-part des intérêts minoritaires dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels.

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer rétrospectivement la norme IFRS 3.

1-5 Participations dans les entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle le Groupe exerce une influence notable ou un contrôle conjoint et qui n'est ni une filiale ni une participation dans une coentreprise. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions financières et opérationnelles de l'entreprise détenue sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une activité économique en vertu d'un accord contractuel. Il n'existe que lorsque les décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondant à l'activité imposent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Les résultats ainsi que les actifs et passifs des entreprises associées sont inclus dans les états financiers selon la méthode

de la mise en équivalence, sauf lorsque la participation est classée en "détenue en vue de la vente" selon IFRS 5 "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées". Selon la méthode de la mise en équivalence, les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées au coût ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entreprise détenue, moins d'éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entreprise associée qui excèdent la participation du Groupe dans cette entreprise associée (qui inclut toute part d'intérêt à long terme qui, en substance, constitue une part de la participation nette de l'investisseur dans l'entreprise associée) ne sont pas comptabilisées.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill. Le goodwill est inclus dans la valeur comptable de la participation et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée sur le coût d'acquisition, après réévaluation, est immédiatement comptabilisé en résultat.

Lorsqu'une entreprise du Groupe enregistre des transactions avec une entreprise associée du Groupe, les profits et pertes sont éliminés à hauteur des intérêts du Groupe dans l'entreprise associée.

1-6 Goodwill

Le goodwill provenant de l'acquisition d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de la filiale ou de l'entité contrôlée conjointement à la date de l'acquisition. Le goodwill est évalué dans la devise de l'entreprise acquise. Le goodwill est initialement comptabilisé au coût en tant qu'actif et est ensuite évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Les unités génératrices de trésorerie auxquelles un goodwill a été affecté sont soumises à un test de dépréciation tous les ans, ainsi que toutes les fois où il y a une indication que l'unité peut s'être dépréciée. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à la valeur comptable de l'unité, la perte de valeur est affectée tout d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie et ensuite aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise lors d'une période ultérieure.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Les méthodes comptables du Groupe concernant un goodwill provenant de l'acquisition d'une participation dans une entreprise associée sont décrites ci-dessus dans la partie "Participations dans les entreprises associées".



1-7 Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés sont classés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Cette condition est considérée comme remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La Direction doit s'être engagée dans la vente, dont on s'attend à ce qu'elle se qualifie pour la comptabilisation en tant que vente conclue dans le délai d'un an à compter de la date de sa classification.

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes destinés à être cédés sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de sortie.

1-8 Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais et des taxes relatives aux ventes. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés comme suit :

- les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison des biens et du transfert du titre de propriété ;
- les produits d'intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé en tenant compte du rendement effectif de l'actif qui est le taux d'intérêt requis pour actualiser les flux futurs de trésorerie attendus sur la durée de vie de l'actif et le rendre égal à la valeur initiale de l'actif ;
- les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Compte tenu de la nature de l'activité du Groupe BIC, les produits d'intérêts et les dividendes reçus sont présentés en résultat financier dans le compte de résultat consolidé.

1-9 Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Tous les autres contrats de location sont classés en location simple.

Le Groupe en tant que bailleur

Les revenus locatifs provenant des contrats de location simple sont comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location. Les coûts directs initiaux encourus lors de la négociation et de la rédaction d'un contrat de location simple sont ajoutés à la valeur comptable de l'actif loué et comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Le Groupe n'intervient en tant que bailleur que dans des contrats de location simple relative à des terrains ou bâtiments présentés dans le bilan dans la rubrique immeubles de placement.

Le Groupe en tant que preneur

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur

actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur, déterminées au commencement du contrat de location. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue des contrats de location-financement. Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont comptabilisées dans le résultat.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location. Les profits reçus ou à recevoir en tant qu'avantage pour le locataire afin de conclure un contrat de location, sont aussi étalés sur la durée du contrat.

1-10 Monnaies étrangères

Les états financiers individuels de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité (sa monnaie fonctionnelle). Pour les besoins des états financiers consolidés, le résultat et la situation financière de chaque entité sont exprimés dans une monnaie commune, l'Euro, qui est la monnaie fonctionnelle de SOCIÉTÉ BIC et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Lors de la préparation des états financiers de chaque entité individuelle, les transactions en monnaie étrangère, c'est-à-dire dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité, sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque date de clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours de clôture. Les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction. Les éléments non monétaires qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant les cours de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Les écarts de change résultant du règlement d'éléments monétaires et de la conversion d'éléments monétaires sont comptabilisés en produits et charges de la période.

Dans le but de couvrir son exposition au risque de variation des cours de monnaies étrangères, le Groupe a des contrats à terme de gré à gré et des contrats d'options (voir les méthodes comptables appliquées par le Groupe pour la comptabilisation des instruments dérivés dans la Note 1-20).

Lors de la préparation des états financiers consolidés, les actifs et passifs des activités à l'étranger du Groupe sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice, à moins que les cours de change n'aient subi des fluctuations importantes, auquel cas le cours de change utilisé est celui en vigueur aux dates de transaction. Les éventuelles différences de change sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres au poste écarts de conversion. Ces différences de conversion sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice durant lequel ces activités sont cédées.

Les taux de change ci-après ont été retenus pour la conversion des comptes des principales filiales étrangères, hors zone euro.



Le tableau présente les équivalents en euros d'une unité de devise étrangère (exemple : 0,72 euro = 1 dollar américain au taux moyen de décembre 2009).

MONNAIES ÉTRANGÈRES	MOYENNE 2008	MOYENNE 2009	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
	Euro	Euro	Euro	Euro
Dollar américain - USD	0,68	0,72	0,72	0,69
Dollar australien - AUD	0,57	0,56	0,49	0,62
Dollar canadien - CAD	0,64	0,63	0,59	0,66
Franc suisse - CHF	0,63	0,66	0,67	0,67
Renminbi chinois - CNY	0,10	0,11	0,10	0,10
Livre sterling - GBP	1,26	1,12	1,05	1,13
Dollar hong kong - HKD	0,09	0,09	0,09	0,09
Roupie indienne - INR	0,02	0,01	0,01	0,01
Yen japonais - JPY	0,01	0,01	0,01	0,01
Won coréen - KRW	0,00	0,00	0,00	0,00
Ringgit malaisien - MYR	0,20	0,20	0,21	0,20
Dollar néo-zélandais - NZD	0,48	0,45	0,41	0,50
Peso philippin - PHP	0,02	0,02	0,02	0,02
Zloty polonais - PLN	0,28	0,23	0,24	0,24
Couronne suédoise - SEK	0,10	0,09	0,09	0,10
Dollar singapourien - SGD	0,48	0,49	0,50	0,50
Rand sud-africain - ZAR	0,08	0,09	0,08	0,09
Peso argentin - ARS	0,22	0,19	0,21	0,18
Real brésilien - BRL	0,37	0,36	0,31	0,40
Peso mexicain - MXN	0,06	0,05	0,05	0,05

Les goodwill et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

1-11 Coûts d'emprunt

Tous les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

1-12 Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées dans le compte de résultat, sur une base systématique sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser et sont présentées en déduction des charges correspondantes.

1-13 Coûts des prestations de retraite et autres avantages au personnel

Les paiements aux régimes de prestations de retraite à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont dus. Les cotisations aux régimes de retraite gérés par l'État sont considérées comme des versements à des régimes à cotisations définies dès lors que les obligations du Groupe au titre de ces régimes sont équivalentes à celles qui résultent de régime de retraite à cotisations définies.

Le coût des engagements résultant de régimes de retraite à prestations définies est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, selon des évaluations actuarielles qui ont

lieu à chaque date de clôture. Depuis le 1^{er} janvier 2006, le Groupe BIC applique l'amendement SoRIE à la norme IAS 19. En conséquence, les écarts actuariels sont désormais enregistrés en capitaux propres en totalité sur la période durant laquelle ils ont été constatés. Le coût des services passés est comptabilisé en charges, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Dans la mesure où les droits à prestations sont déjà acquis lors de l'adoption du régime à prestations définies ou de sa modification, le coût des services passés est comptabilisé immédiatement en charges.

Le montant comptabilisé au titre des prestations de retraite représente la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies ajustée des coûts des services passés non comptabilisés et diminuée de la juste valeur des actifs de régime. L'éventuel actif résultant de ce calcul est limité au coût des services passés non comptabilisé et de la valeur actualisée des remboursements ou réductions des cotisations futures au régime disponibles.

1-14 Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt est égale au montant total de l'impôt exigible et de l'impôt différé inclus dans la détermination du résultat de la période.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de l'exercice. Il est calculé sur la base des résultats de l'exercice ajustés pour tenir compte des



éléments non imposables ou non déductibles et sur la base des taux d'imposition promulgués ou votés à la date du bilan.

Les impôts différés sont calculés sur les différences temporelles existant entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales selon la méthode du report variable en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Des passifs d'impôts différés sont reconnus généralement au titre de différences temporelles imposables.

Un actif d'impôt différé est reconnu dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Aucun impôt différé n'est constaté si les différences temporelles sont générées par un goodwill ou par la comptabilisation (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises) d'autres actifs ou passifs relatifs à une transaction n'affectant ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises associées, coentreprises et investissements dans les succursales sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Les conditions de comptabilisation des actifs d'impôts différés sont revues à chaque date de clôture.

L'impôt différé est évalué au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat de la période sauf s'il est généré par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de les régler sur la base de leur montant net.

BIC Sport, Bima 83, BIC Écriture 2000, BIC Services, Conté, Société Immobilière BIC Clichy, Société Immobilière Valiton Gesnoux, BIC Rasoirs, Société du Briquet Jetable 75, BIC Graphic France, BIC Assemblage, BIC Technologies, Compagnie de Moulages, DAPE 74 Distribution, Stypen et BIC Clichy sont fiscalement intégrés dans SOCIÉTÉ BIC.

1-15 Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions détenus par le Groupe et destinés à être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives sont inscrits au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Certaines immobilisations ont fait l'objet d'une réévaluation lors de la première adoption des normes IFRS.

L'amortissement est comptabilisé en charges. Les immobilisations corporelles en cours de construction pour la production, la location ou les besoins administratifs ou pour des besoins non encore déterminés, sont comptabilisées au coût, diminué de toute perte de valeur identifiée. L'amortissement de ces actifs, sur le même mode que les autres immobilisations corporelles, commence lorsque les actifs sont prêts à être utilisés.

Les installations industrielles et autres équipements sont inscrits au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs (sauf pour les terrains et immobilisations en cours) sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire.

Les contrats de location transférant les risques et avantages liés à la propriété (location-financement) sont comptabilisés dans les immobilisations en contrepartie d'une dette financière. Ces actifs sont amortis sur leur durée d'utilité attendue sur la même base que les actifs détenus ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif.

L'amortissement est linéaire selon les bases suivantes :

Constructions	25 ans
Agencements, matériel et outillage	5 à 8 ans
Véhicules	3 à 5 ans

1-16 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers (terrains ou bâtiments) détenus pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur pratiquées.

L'amortissement des immeubles de placement suit la règle des immobilisations corporelles.

1-17 Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles générées en interne – dépenses de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Une immobilisation incorporelle générée en interne résultant d'un développement ou de la phase de développement d'un projet interne est comptabilisée au bilan si, et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

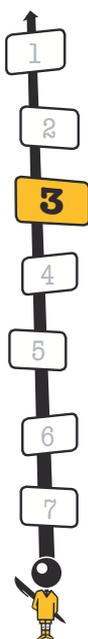
- l'actif créé est identifiable ;
- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront au Groupe ;
- les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement peuvent être évaluées de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Brevets, licences et logiciels

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. L'amortissement est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire.



1-18 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles (hors goodwill)

À chaque date de clôture, le Groupe passe en revue les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les estimations de flux de trésorerie futurs sont actualisées en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat, ou traitées comme une diminution de réévaluation pour les actifs comptabilisés à leur montant réévalué.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (ou l'unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement au compte de résultat ou traitée comme une diminution de réévaluation pour les actifs comptabilisés à leur montant réévalué.

1-19 Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières premières et le cas échéant, les coûts directs de main-d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables, encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. En général, le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais de marketing, commerciaux et de distribution).

1-20 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

a/ Créances clients

Les créances clients sont évaluées à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat lorsqu'il y a un indice que l'actif a perdu de sa valeur. Le montant de la perte de valeur comptabilisée est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux

de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale de l'actif.

b/ Titres de placement

Les titres de placement sont comptabilisés et décomptabilisés selon le principe de comptabilisation à la date de transaction lorsqu'il s'agit d'achat ou de vente "normalisés". Les contrats normalisés sont des contrats imposant la livraison dans un délai prescrit par la réglementation ou une pratique de marché. Ils sont comptabilisés initialement à la juste valeur augmentée des transactions directement attribuables.

Ultérieurement, les titres de placement que le Groupe a l'intention explicite et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance (titres détenus jusqu'à leur échéance) sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des éventuelles pertes de valeur comptabilisées pour refléter les montants irrécouvrables. Une perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif et le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus déterminée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier. La perte de valeur est reprise au cours d'un exercice ultérieur s'il existe une indication objective de la diminution de la perte de valeur de l'actif financier, dans la mesure où la reprise ne doit pas aboutir à une valeur comptable de l'actif financier supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu à la date de reprise de la dépréciation de l'actif financier, si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée. Le montant de la reprise est inclus dans le résultat net de l'exercice.

Les titres de placement autres que les titres détenus jusqu'à l'échéance sont classés soit en actifs de transaction (valeurs mobilières de placement), soit en actifs disponibles à la vente (participation dans les entreprises associées) et sont évalués à la juste valeur. Lorsque les titres de placement sont détenus à des fins de transaction, les profits et pertes liés à la variation de juste valeur sont inclus dans le résultat de la période. Pour les titres disponibles à la vente, les profits et pertes sur la variation de la juste valeur sont directement comptabilisés en capitaux propres, sauf en cas de vente ou en cas de dépréciation, le gain ou la perte cumulé(e) reconnu(e) directement en capitaux propres est transféré(e) en résultat net de l'exercice. Les pertes de valeur comptabilisées en résultat sur les titres de capitaux propres (actions) disponibles à la vente ne peuvent être reprises ultérieurement en compte de résultat. Les pertes de valeur comptabilisées en résultat, sur les titres d'emprunt (obligation) sont reprises en résultat s'il existe une indication objective d'une augmentation de la juste valeur de l'instrument.

c/ Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements, d'échéance inférieure à trois mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La mise en place de la norme comptable IAS 7 conduit à exclusion du champ d'éligibilité des "équivalents de trésorerie" les OPCVM de trésorerie dont la volatilité historique au cours des douze derniers mois est supérieure à 0,50 %. Ceux-ci sont désormais classés en "Autres actifs financiers courants".



d/ Passifs financiers et capitaux propres

Les passifs financiers et instruments de capitaux propres émis par le Groupe sont classés selon la substance de l'accord contractuel et selon les définitions d'un passif financier et d'un instrument de capitaux propres. Un instrument de capitaux propres est un contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs du Groupe après déduction de tous ses passifs. Les méthodes comptables applicables aux passifs financiers et instruments de capitaux propres sont présentées ci-après.

e/ Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires et les découverts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus (nets des coûts directs d'émission) et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amortis en résultat sur la durée de l'emprunt selon cette méthode.

f/ Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs sont évaluées lors de leur comptabilisation initiale à la juste valeur puis comptabilisées au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif.

g/ Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres émis par la société mère sont comptabilisés au montant reçu, net des frais directs d'émission.

h/ Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Les activités du Groupe l'exposent à des risques financiers de change sur les cours des monnaies étrangères et sur les taux d'intérêt.

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés (contrats de change à terme et options de change) pour couvrir ses risques liés aux fluctuations des monnaies étrangères sur certains engagements fermes et transactions prévues. Le Groupe désigne cela comme couverture de flux de trésorerie.

L'utilisation d'instruments dérivés est conditionnée par les politiques du Groupe approuvées par le Conseil d'Administration, qui donnent des méthodes écrites sur l'utilisation des dérivés en conformité avec les stratégies de gestion du risque. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins de spéculation.

ÉVALUATION ET PRÉSENTATION

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement au coût (juste valeur de la contrepartie reçue) à la date du contrat et sont réévalués à leur juste valeur aux dates de clôture ultérieures. Ils sont présentés au bilan en actif courant pour la part à moins d'un an et en actif non courant pour la part à plus d'un an.

La juste valeur des contrats de change à terme et la juste valeur des swaps de devises sont déterminées par actualisation des flux financiers, en utilisant les taux (change et intérêt) du marché à la date de clôture.

La juste valeur des options de change est déterminée de la même manière, en utilisant les courbes des taux d'intérêts, les taux de change, ainsi que les volatilités de chacune des devises concernées.

COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Lorsque les dérivés sont désignés comme éléments de couverture, leur traitement varie selon qu'ils sont désignés :

- de couverture de flux de trésorerie ;
- de couverture d'un investissement net réalisé à l'étranger.

Le Groupe identifie clairement l'élément de couverture et l'élément couvert dès la mise en place de la couverture et documente formellement cette relation de couverture en identifiant la stratégie de couverture, le risque couvert et la méthode d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture. Par la suite, cette documentation est actualisée, permettant ainsi de démontrer l'efficacité de la couverture désignée.

La comptabilité de couverture se traduit par des méthodes spécifiques d'évaluation et de comptabilisation selon la catégorie de couverture concernée :

- **couverture de flux de trésorerie** : l'élément couvert ne fait l'objet d'aucune revalorisation et seul l'instrument de couverture est réévalué à sa juste valeur. En contrepartie de cette réévaluation, la part efficace de variation de juste valeur attribuable au risque couvert est comptabilisée nette d'impôt dans les capitaux propres alors que la part inefficace est comptabilisée en résultat. Les montants accumulés en capitaux propres sont recyclés au compte de résultat lorsque l'élément couvert impacte ce dernier.

Si la couverture de flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue débouche sur la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, alors au moment où l'actif ou le passif est reconnu, le profit ou la perte associé au dérivé qui avait été précédemment comptabilisé en capitaux propres, est inclus dans la valeur comptable initiale de l'actif ou du passif.

Pour les couvertures ne débouchant pas sur la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, les montants transférés en capitaux propres sont alors comptabilisés en résultat de la période au cours de laquelle l'élément couvert affecte le résultat.

Le Groupe cesse de pratiquer la comptabilité de couverture lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou lorsque la couverture ne satisfait plus aux critères permettant d'appliquer une comptabilité de couverture. Dans ce cas, le profit ou la perte cumulé dégagé sur l'instrument de couverture qui avait été initialement comptabilisé directement en capitaux propres alors que la couverture était efficace doit être maintenu séparément en capitaux propres tant que la transaction prévue ne s'est pas produite.

Le Groupe cesse également de pratiquer la comptabilité de couverture lorsque l'engagement ou la transaction prévu n'est plus susceptible de se produire. Dans ce cas, tout résultat net cumulé correspondant, qui avait été comptabilisé directement en capitaux propres, est comptabilisé dans le résultat de l'exercice.

- **couverture d'investissement net réalisé à l'étranger** : l'instrument de couverture est réévalué à sa juste valeur. En contrepartie de cette réévaluation, la variation de juste valeur attribuable au risque de change couvert est comptabilisée net d'impôt dans les capitaux propres. Les montants accumulés en capitaux propres sont repris au compte de résultat à la date de liquidation ou de cession de l'investissement net.

Les instruments dérivés incorporés relatifs à d'autres instruments financiers ou des contrats hôtes autres que financiers sont traités comme des dérivés séparés lorsque les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé



ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte et que l'instrument hybride (composé) n'est pas évalué à la juste valeur avec enregistrement des variations de la juste valeur en résultat net. Aucun contrat de ce type n'a été réalisé par le Groupe BIC en 2007, 2008 et 2009.

i/ Niveau de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés en trois niveaux de juste valeur (norme IFRS 7 amendée, d'application obligatoire au 31 décembre 2009) :

- niveau 1 : instrument coté sur un marché actif ;
- niveau 2 : instrument dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant, de manière directe ou indirecte, sur des données de marché observables qui ne sont pas des cotations de type niveau 1 ;
- niveau 3 : instrument dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données non observables.

1-21 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

1-22 Paiements fondés sur des actions

Le Groupe attribue à certains membres du personnel des actions, des options de souscription d'actions et des options d'achat d'actions en contrepartie des services rendus par ces salariés. Ces transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instrument de capitaux propres sont évaluées à la juste valeur (excluant les effets des conditions d'acquisition autres que les conditions de marché) à la date d'attribution. La juste valeur déterminée à la date d'acquisition est comptabilisée en charges selon le mode linéaire sur la période d'acquisition des droits, sur la base du nombre d'actions que le Groupe s'attend à devoir émettre, ajusté des effets des conditions d'acquisition des droits autres que les conditions de marché.

La juste valeur est évaluée en utilisant la méthode détaillée dans la Note 18. La durée de vie attendue utilisée dans le modèle a été ajustée, sur la base des estimations de la Direction, des effets de non-transférabilité, des restrictions de conditions d'exercice et d'informations sur le comportement d'exercice des membres du personnel.

1-23 Estimations et jugements

Pour établir ses comptes consolidés, le Groupe BIC doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les états financiers et les informations figurant dans certaines notes aux états financiers. Le Groupe BIC revoit ses estimations et hypothèses de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et l'évolution de l'environnement économique. En fonction des résultats de cette revue, les montants figurant dans les comptes consolidés publiés dans le futur pourraient différer des estimations actuelles.

2 - Variations de périmètre

Le 16 février 2009, le Groupe BIC a procédé à l'acquisition du distributeur Hongrois Contact World Kft., renommé BIC Hungaria Kft.

Le 11 mars 2009, le Groupe BIC a finalisé l'acquisition de l'activité Produits Promotionnels d'Antalis, pour 18,9 millions d'euros.

Par ailleurs, le Groupe acquiert 40 % de l'activité d'instruments d'écriture de Cello pour un montant de 7,9 milliards de roupies indiennes (cf. Note 13). L'acquisition est effectuée en deux temps :

- 5 mars 2009 : acquisition à hauteur de 3,8 milliards de roupies indiennes de 40 % de six entités avec consolidation par mise en équivalence à partir du 1^{er} avril 2009 ;
- en raison de difficultés d'exécution concernant notamment les procédures administratives et le délai pour isoler la dernière entité, l'acquisition du solde (40 % d'une entité) ne s'est pas faite en 2009.

De plus, BIC dispose d'une option d'achat lui permettant d'augmenter en 2013 sa participation à hauteur de 55 %. Le prix sera notamment déterminé sur la base des résultats futurs.

Le 3 juillet 2009, le Groupe BIC a finalisé l'acquisition de Norwood Promotional Products pour 125 millions de dollars américains.



NOTE 2. SEGMENTS OPÉRATIONNELS

Note 2-1. Informations générales

Les segments opérationnels du Groupe BIC ont été déterminés sur la base des rapports fournis régulièrement à l'équipe de Direction et utilisés pour les prises de décisions stratégiques.

Le Groupe BIC analyse ses résultats sur la base d'informations regroupées par catégorie de produits : articles de papeterie, briquets, rasoirs et autres produits, sachant que chaque catégorie peut être revue par zone géographique le cas échéant.

Les produits des activités ordinaires sont issus majoritairement de la production et de la distribution de chaque catégorie de produits (à l'exception des autres produits qui ne sont plus fabriqués par le Groupe BIC).

Le transport refacturé aux clients, les royalties perçues, et les intérêts financiers participent également aux produits des activités ordinaires mais sont peu significatifs par rapport au chiffre d'affaires. N'étant pas analysés par les Directeurs Opérationnels par catégorie de produits, ils ne sont donc pas détaillés dans la note ci-après.

Note 2-2. Informations sur le compte de résultat et l'actif par activité

Tous les indicateurs sont déterminés selon les normes IFRS conformément à la Note 1, à l'exception :

- du résultat d'exploitation normalisé qui correspond au résultat d'exploitation retraité des éléments exceptionnels (plus-values

immobilières, écart d'acquisition négatif d'Antalis Promotional Products et coûts de restructuration) ;

- des investissements qui regroupent les achats d'actifs corporels et incorporels de la période.

31 DÉC. 2007

	Articles de papeterie	Briquets	Rasoirs	Autres	Total
COMPTE DE RÉSULTAT (en millions d'euros)					
• Chiffre d'affaires	715	390	267	84	1 456
• Amortissements et dépréciations des actifs alloués	(29)	(11)	(21)	(18)	(79)
• Perte de valeur	-	(1)	-	-	(1)
• Résultat d'exploitation	108	125	22	1	256
• Résultat d'exploitation normalisé (*)	-	-	-	-	-
• Quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-

(*) Le résultat d'exploitation normalisé n'inclut pas les plus-values immobilières, l'écart d'acquisition négatif d'Antalis Promotional Products et les coûts de restructuration.

Au 31 décembre 2009, le Groupe BIC n'a identifié aucun client principal avec lequel il a réalisé plus de 10 % de son chiffre d'affaires sur l'exercice.

En ce qui concerne les éléments du bilan, les investissements (tels que définis ci-dessus) et les stocks nets sont les deux indicateurs fournis régulièrement à l'équipe de Direction du Groupe BIC. Dans ses états financiers 2009, le Groupe BIC a opté pour l'adoption

anticipée de l'amendement IFRS 8, normalement applicable de manière obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2010. Cet amendement précise qu'une présentation des actifs par activité ne doit être donnée que si elle est régulièrement diffusée aux Directeurs des Opérations. Par conséquent, seuls les investissements et les stocks sont détaillés par activité.

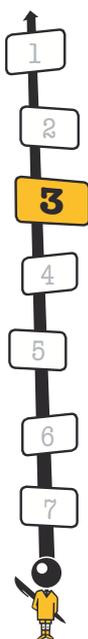
31 DÉC. 2007

	Articles de papeterie	Briquets	Rasoirs	Autres	Total
INVESTISSEMENTS (en milliers d'euros)	23 755	15 926	13 775	23 159	76 615
STOCKS (en milliers d'euros)	187 452	63 693	60 775	21 421	333 341

Note 2-3. Informations par zone géographique

31 DÉC. 2007

	Europe	Amérique du Nord et Océanie	Amérique latine	Moyen-Orient, Afrique et Asie	Total
Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	460	641	270	85	1 456



31 DÉC. 2008					31 DÉC. 2009				
Articles de papeterie	Briquets	Rasoirs	Autres	Total	Articles de papeterie	Briquets	Rasoirs	Autres	Total
673	377	264	107	1 421	634	399	269	261	1 563
(25)	(10)	(20)	(20)	(75)	(21)	(9)	(18)	(27)	(75)
-	-	-	-	-	-	(1)	(2)	-	(3)
91	110	11	(2)	210	59	128	30	(1)	216
-	-	-	-	-	70	136	34	-	240
-	-	-	-	-	4	-	-	-	4

31 DÉC. 2008					31 DÉC. 2009				
Articles de papeterie	Briquets	Rasoirs	Autres	Total	Articles de papeterie	Briquets	Rasoirs	Autres	Total
21 119	22 209	19 758	20 316	83 402	16 308	12 202	10 083	14 424	53 017
175 948	56 625	49 845	21 904	304 322	138 591	52 258	50 356	59 768	300 973

31 DÉC. 2008					31 DÉC. 2009				
Europe	Amérique du Nord et Océanie	Amérique latine	Moyen-Orient, Afrique et Asie	Total	Europe	Amérique du Nord et Océanie	Amérique latine	Moyen-Orient, Afrique et Asie	Total
474	585	282	80	1 421	504	682	295	82	1 563



NOTE 3. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Activités courantes hors activités arrêtées ou en cours de cession :			
Chiffre d'affaires	1 456 088	1 420 909	1 562 696
<i>Autres produits du résultat d'exploitation</i>			
Transport refacturé aux clients	9 048	8 574	15 842
Loyers des immeubles de placement	1 044	1 024	933
Royalties perçues	161	145	74
<i>Produits financiers</i>			
Intérêts financiers	11 249	10 011	11 271
TOTAL	1 477 590	1 440 663	1 590 816

NOTE 4. CHARGES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Matières premières, consommables utilisés et variation des stocks	374 481	401 316	486 063
Coûts de main-d'œuvre	397 887	388 296	417 242
Charges d'amortissement	79 191	74 519	75 024
Perte de valeur	1 307	-	2 794
Autres charges d'exploitation	360 553	353 901	358 739
(Gain)/Perte de change opérationnel(le)	(933)	(1 286)	(2 160)
TOTAL	1 212 486	1 216 746	1 337 702

Les autres produits et charges opérationnels ne sont pas compris dans le total et sont détaillés en Note 5. Les frais de recherche et développement comptabilisés en charge d'exploitation sur l'exercice 2009 sont de 21,8 millions d'euros contre 23,8 millions d'euros sur l'exercice 2008.

NOTE 5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Net des royalties reçues/(versées)	91	68	62
Transport refacturé aux clients	9 408	8 574	15 842
Autres	(13)	1 229	(572)
Autres produits et charges opérationnels récurrents	9 486	9 871	15 332
Gain sur la vente d'immobilisations	2 865	1 603	555
Perte de valeur des actifs	(147)	(397)	(685)
Écart d'acquisition négatif Antalis Promotional Products	-	-	10 250
Plan 2009 de réduction des coûts	-	-	(34 411)
Fermeture du site de Stypen à Joigny (France)	-	(4 394)	(28)
Fermeture de Fountain Inn aux États-Unis	-	(1 287)	-
Autres produits et charges opérationnels non récurrents	2 718	(4 475)	(24 319)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	12 204	5 396	(8 987)



Les autres produits et charges opérationnels non récurrents pour l'exercice 2009 correspondent principalement :

- au plan 2009 de réduction des coûts, cf. Note 29 ;
- à l'écart d'acquisition négatif constaté à l'occasion de l'acquisition d'Antalis Promotional Products, cf. Note 11-2 ;
- à la plus-value de cession d'un immeuble en Allemagne pour 0,6 million d'euros.

Les autres produits et charges opérationnels non récurrents pour l'exercice 2008 comprenaient principalement :

- les coûts de fermeture du site Stypen en France en 2008 ;
- les coûts de la fermeture, en 2010, de l'usine Fountain Inn aux États-Unis ;
- la plus-value de cession d'un immeuble aux Pays-Bas pour 1 million d'euros.

NOTE 6. RÉSULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	8 219	4 428	6 189
Intérêts sur dépôts bancaires	3 030	5 583	5 082
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	11 249	10 011	11 271
Frais financiers	(8 691)	(6 735)	(9 043)
Revalorisation des instruments de couverture	3 574	(712)	493
Résultat de change sur éléments financiers	(742)	4 199	19
Coût de l'endettement financier	(5 859)	(3 248)	(8 531)
RÉSULTAT FINANCIER	5 390	6 763	2 740

Sur l'exercice 2009, le résultat financier hors résultat de change est impacté par la diminution des taux de rendement, mais bénéficie de volumes de placements plus importants. Il inclut par ailleurs les charges financières liées aux emprunts contractés pour les acquisitions de Cello Pens et Norwood Promotional Products.

En ce qui concerne le résultat de change sur éléments financiers, l'évolution favorable des dollars américain et canadien et de la livre sterling est compensée par la variation défavorable du peso mexicain et du real brésilien.

Sur l'exercice 2008, l'évolution favorable du résultat financier hors résultat de change provenait principalement d'une baisse de la charge d'intérêt liée à l'emprunt finançant l'acquisition de la filiale PIMACO en octobre 2006 en partie compensée par une position moyenne de placements moins élevée qu'en 2007 couplée à un taux de rendement également inférieur. Le résultat de change sur éléments financiers incluait notamment l'impact favorable de la variation du peso mexicain et de la couronne slovaque, ainsi qu'une charge de 0,5 million d'euros de prime d'option.



NOTE 7. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Note 7-1. Charge d'impôts sur les bénéfices

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Impôt courant :			
<i>France</i>	35 116	13 978	24 155
<i>Étranger</i>	55 797	45 519	53 309
	90 913	59 497	77 464
Impôts différés (cf. Note 22)	(3 151)	11 889	(6 621)
Impôts sur les bénéfices	87 762	71 386	70 843

Le taux normal d'imposition en France est de 34,43 % (contribution sociale de 3,3 % incluse) pour l'année fiscale 2009, inchangé par rapport à 2008.

L'impôt sur les bénéfices réalisés à l'étranger est calculé au taux en vigueur dans chacun des pays.

Réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective :

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Résultat avant impôts	261 196	216 322	218 747
Taux d'imposition	34,43 %	34,43 %	34,43 %
Charge d'impôt théorique	89 930	74 480	75 315
Incidences des :			
• différences de taux d'imposition	(2 928)	(2 561)	(2 092)
• résultats taxés à taux réduit	(3 703)	(3 059)	(3 552)
• différences permanentes	10 543	8 365	652
• éliminations des provisions intra-groupe	(1 357)	(1 034)	2 577
• actifs d'impôt non constatés sur déficits	837	2 014	7 814
• actifs d'impôt constatés sur exercices antérieurs	(613)	(847)	(200)
• crédits d'impôt	(4 719)	(5 100)	(9 737)
• différences de change	(228)	(872)	66
Impôts sur les bénéficies	87 762	71 386	70 843
Taux d'impôt effectif	33,60 %	33,00 %	32,39 %

Le Groupe BIC a en plus, au 31 décembre 2009, 14,3 millions d'euros d'impôts différés actifs non reconnus au titre de déficits fiscaux non utilisés, contre 10 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Les différences permanentes tiennent compte de l'effet positif pour 3,5 millions d'euros de l'écart d'acquisition négatif sur Norwood Europe (ex Antalis Promotional Products).

Note 7-2. Nature des impôts différés et courants reconnus sur les autres éléments du résultat global

Les impôts différés et courants reconnus sur les autres éléments du résultat global résultent des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Instruments de couverture de flux de trésorerie	(6 091)	1 722
Écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi	27 020	(1 045)
Paiements fondés sur des actions	(54)	-
Différence de change résultant de la couverture des dividendes	(61)	(2 371)
Opérations sur actions propres	355	(79)
Autres éléments	(15)	1
TOTAL	21 154	(1 772)

NOTE 8. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action et le résultat dilué par action sont calculés en divisant la part du résultat net revenant au Groupe par le nombre d'actions adéquat.

Le nombre d'actions retenu pour le résultat net par action est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier prenant en compte la totalité des actions propres détenues par SOCIÉTÉ BIC classées en moins des capitaux propres et les 50 060 actions détenues par BIC CORPORATION.

Le nombre d'actions retenu pour le résultat net dilué par action est le nombre moyen pondéré d'actions potentiellement en circulation au cours de la période. Il prend en compte le nombre d'actions retenu pour le résultat net par action, ajusté de l'effet dilutif des stock-options et des actions gratuites.

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Résultat net			
Résultat net part du Groupe	172 877	144 936	151 724
Nombre d'actions utilisé pour le calcul du résultat par action			
Nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du résultat net par action	49 244 579	48 357 724	48 151 691
Effet dilutif des stock-options et actions gratuites	193 177	19 806	161 782
Nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	49 437 756	48 377 530	48 313 473

NOTE 9. DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2008, un dividende de 1,35 euro par action a été versé aux actionnaires le 25 mai 2009.

Au titre de l'exercice 2007, un dividende de 1,35 euro par action a été versé aux actionnaires le 2 juin 2008.

NOTE 10. ACTIF IMMOBILISÉ
Note 10-1. Immobilisations corporelles - Valeurs brutes

(en milliers d'euros)	TERRAINS & CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS INDUSTRIELLES	IMMOBILISATIONS EN COURS	AUTRES IMMOBILISATIONS	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2008	275 659	866 769	42 628	23 107	1 208 163
Acquisitions	937	17 203	56 622	766	75 528
Cessions/Sorties	(1 844)	(34 309)	(625)	(2 153)	(38 931)
Transferts vers les actifs destinés à être cédés (cf. Note 10-4)	(2 717)	-	-	-	(2 717)
Transferts depuis les immeubles de placement (cf. Note 10-3)	6 973	-	-	-	6 973
Autres transferts	9 280	36 372	(46 750)	868	(230)
Écarts de conversion	(2 746)	(18 962)	830	(688)	(21 566)
Au 1^{er} janvier 2009	285 542	867 073	52 705	21 900	1 227 220
Acquisitions	1 775	7 566	34 655	3 592	47 588
Acquisitions de filiales	14 399	22 957	835	8 191	46 382
Cessions/Sorties	(890)	(15 748)	-	(1 768)	(18 406)
Transferts vers les actifs destinés à être cédés (cf. Note 10-4)	(419)	-	-	-	(419)
Autres transferts	16 477	29 086	(46 495)	813	(119)
Écarts de conversion	4 205	19 104	955	(31)	24 233
Au 31 décembre 2009	321 089	930 038	42 655	32 697	1 326 479

La valeur brute des immobilisations corporelles inclut 2,6 millions d'euros d'immobilisations en location financement au 31 décembre 2009 (1,4 million d'euros au 31 décembre 2008).



Note 10-2. Immobilisations corporelles - Amortissements et pertes de valeur

<i>(en milliers d'euros)</i>	TERRAINS & CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS INDUSTRIELLES	IMMOBILISATIONS EN COURS	AUTRES IMMOBILISATIONS	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2008	153 667	692 399	553	16 828	863 447
Amortissements de la période	11 070	52 807	-	2 103	65 980
Perte de valeur	-	104	93	-	197
Cessions/Sorties	(1 497)	(30 600)	-	(2 035)	(34 131)
Transferts vers les actifs destinés à être cédés (cf. Note 10-4)	(2 094)	-	-	-	(2 094)
Transferts depuis les immeubles de placement (cf. Note 10-3)	501	-	-	-	501
Autres transferts	(73)	(2 968)	2 966	75	-
Écarts de conversion	(1 289)	(13 072)	142	(490)	(14 709)
Au 1^{er} janvier 2009	160 285	698 670	3 754	16 482	879 191
Acquisitions de filiales	135	5 081	-	1 271	6 487
Amortissements de la période	10 024	50 841	-	3 819	64 684
Perte de valeur	528	3 404	1 163	-	5 095
Cessions/Sorties	(760)	(15 342)	-	(1 370)	(17 472)
Transferts vers les actifs destinés à être cédés (cf. Note 10-4)	(153)	-	-	-	(153)
Autres transferts	(1)	54	-	-	53
Écarts de conversion	1 921	14 078	-	84	16 083
Au 31 décembre 2009	171 979	756 786	4 917	20 286	953 968
VALEUR NETTE					
Au 31 décembre 2009	149 110	173 252	37 738	12 411	372 511
Au 31 décembre 2008	125 257	168 403	48 951	5 418	348 029

La valeur nette des immobilisations corporelles inclut 2,0 millions d'euros d'immobilisations en location financement au 31 décembre 2009 (0,4 million d'euros au 31 décembre 2008).



Note 10-3. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)

TERRAINS & CONSTRUCTIONS

VALEUR BRUTE	
Au 1^{er} janvier 2008	24 229
Transferts vers les immobilisations corporelles (cf. Note 10-1)	(6 973)
Écarts de conversion	(224)
Au 1^{er} janvier 2009	17 032
Cessions	(13 343)
Transferts depuis les actifs immobilisés destinés à être cédés (cf. Note 10-4)	36
Écarts de conversion	(103)
Au 31 décembre 2009	3 622
AMORTISSEMENTS ET PERTE DE VALEUR	
Au 1^{er} janvier 2008	9 245
Amortissements de la période	394
Perte de valeur	200
Transferts vers les immobilisations corporelles (cf. Note 10-2)	(501)
Écarts de conversion	1
Au 1^{er} janvier 2009	9 339
Amortissements de la période	212
Cessions	(8 438)
Écarts de conversion	(38)
Au 31 décembre 2009	1 075
VALEUR NETTE	
Au 31 décembre 2009	2 547
Au 31 décembre 2008	7 693

Après le transfert de Shelton (États-Unis) en immobilisations corporelles en 2008 (6,5 millions d'euros) et la cession des immeubles de Liederbach (Allemagne) en août 2009 (4,9 millions d'euros), les principaux immeubles de placement restants au 31 décembre 2009 sont situés aux États-Unis (1,9 million d'euros).

La juste valeur des immeubles de placement du Groupe est déterminée à partir d'évaluations internes basées sur les surfaces valorisées avec des transactions similaires du marché immobilier ou sur la base du prix de marché. La juste valeur de chaque immeuble de placement est supérieure à sa valeur nette comptable. Elle s'élève en global à 3,7 millions d'euros.

Aucun des immeubles de placement détenu par le Groupe ne fait l'objet d'un engagement hors bilan (garantie, hypothèque...).

Les loyers reçus par le Groupe au titre des immeubles de placement, sur l'exercice 2009, s'élèvent à 0,9 million d'euros (1,0 million d'euros sur l'exercice 2008). Les loyers attendus sur les exercices ultérieurs se répartissent ainsi :

- 0,6 million d'euros à moins d'un an ;
- 2,4 millions d'euros entre 2 et 5 ans ;
- 0,9 million d'euros au-delà de 5 ans.

Les principales charges d'exploitation directement liées à ces immeubles à l'exception des charges d'amortissements correspondent à des frais de maintenance, assurance et gardiennage et s'élèvent à 0,7 million d'euros sur la période (stable par rapport à l'exercice 2008).



Note 10-4. Actifs immobilisés destinés à être cédés et abandons d'activités

(en milliers d'euros)

VALEUR BRUTE

Au 1^{er} janvier 2008	2 225
Transferts depuis les immobilisations corporelles (cf. Note 10-1)	2 717
Cessions	(994)
Écarts de conversion	27

Au 1^{er} janvier 2009	3 975
Transferts depuis les immobilisations corporelles (cf. Note 10-1)	419
Transferts vers les immeubles de placement (cf. Note 10-3)	(36)
Cessions	(1 250)
Écarts de conversion	22

Au 31 décembre 2009	3 130
----------------------------	--------------

AMORTISSEMENTS ET PERTE DE VALEUR

Au 1^{er} janvier 2008	1 100
Transferts depuis les immobilisations corporelles (cf. Note 10-2)	2 094
Cessions	(553)
Écarts de conversion	12

Au 1^{er} janvier 2009	2 653
Transferts depuis les immobilisations corporelles (cf. Note 10-2)	153
Cessions	(576)
Écarts de conversion	10

Au 31 décembre 2009	2 240
----------------------------	--------------

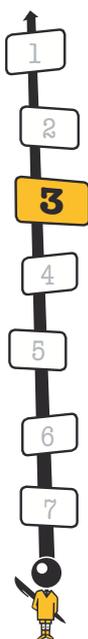
VALEUR NETTE

Au 31 décembre 2009	890
----------------------------	------------

Au 31 décembre 2008	1 322
----------------------------	--------------

Au 31 décembre 2009, les actifs destinés à être cédés comprennent le terrain et les bâtiments de Stypen à Joigny pour 0,6 million d'euros ainsi que le terrain et les bâtiments en Australie pour 0,3 million d'euros.

Au 31 décembre 2008, les actifs destinés à être cédés comprenaient, en plus, deux bâtiments en Malaisie (0,7 million d'euros) qui ont été cédés en mars 2009.



NOTE 11. GOODWILL

Note 11-1. Variation des goodwills

(en milliers d'euros)

VALEUR BRUTE	
Au 1^{er} janvier 2008	198 184
Écarts de conversion	1 502
Au 1^{er} janvier 2009	199 686
Acquisition de filiales	19 435
Écarts de conversion	471
Au 31 décembre 2009	219 592
PERTE DE VALEUR	
Au 1^{er} janvier 2008	4 511
Écarts de conversion	(89)
Au 1^{er} janvier 2009	4 422
Écarts de conversion	123
Au 31 décembre 2009	4 545
VALEUR NETTE	
Au 31 décembre 2009	215 047
Au 31 décembre 2008	195 264

Les variations ci-dessus correspondent aux nouveaux goodwills générés suite à l'acquisition de BIC Hungaria pour 3,5 millions d'euros et de Norwood Promotional Products pour 15,7 millions d'euros. Au 31 décembre 2009, le solde inclut les principaux goodwills nets suivants :

(en millions d'euros)	BIC CORPORATION		BIC VIOLEX	
	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Goodwill	97,7	95,0	57,9	57,9
Taux d'actualisation avant impôt	10,60 %	11,3 %	13,08 %	12,3 %

Chacun des goodwills a été affecté à une unité génératrice de trésorerie dépendant notamment de l'activité de la filiale acquise. Ces unités génératrices de trésorerie sont largement indépendantes du Groupe consolidé et sont conformes aux segments opérationnels tels que définis par la norme IFRS 8 "Segments opérationnels".

Ainsi, le goodwill généré sur BIC CORPORATION est majoritairement affecté aux unités génératrices de trésorerie liées à la distribution des articles de papeterie et des briquets par BIC CORPORATION.

Le goodwill généré sur BIC Violex est quant à lui majoritairement affecté à l'unité génératrice de trésorerie liée aux rasoirs développés et/ou produits par BIC Violex vendus dans le monde entier.

La méthodologie retenue pour les tests de perte de valeur des goodwills consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des unités génératrices de trésorerie, à la valeur nette comptable des actifs correspondants (y compris goodwills).

Ces valeurs recouvrables sont déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs sur une durée de 3 ans et d'une valeur terminale selon la méthode de la rente perpétuelle. Le taux d'actualisation avant impôt retenu pour ces calculs est le coût moyen pondéré du capital.



Les tests de perte de valeur réalisés intègrent notamment les éléments suivants :

- les hypothèses retenues pour déterminer les flux des principales unités génératrices de trésorerie tiennent compte des impacts éventuels de la crise financière. Les hypothèses retenues en terme de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des unités génératrices de trésorerie ;
- une attention particulière a été portée à l'analyse des principaux paramètres de marché utilisés pour le calcul des taux d'actualisation. Il a ainsi été rajouté un risque pays dans les pays les plus impactés ;

- le Groupe a mené des analyses de sensibilité aux variations des hypothèses de taux d'actualisation et de croissance à l'infini. Ces analyses ne révèlent pas de risque particulier, les taux menant à une marge nulle n'étant pas raisonnables par rapport à ceux utilisés dans les tests. Une augmentation de 1 point du taux d'actualisation ne conduirait pas à constater une perte de valeur.

Des tests de perte de valeur complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle. Les tests effectués n'ont pas révélé de perte de valeur en 2009.



Note 11-2. Acquisition d'Antalis Promotional Products

Le 11 mars 2009, le Groupe BIC a acquis 100 % de l'activité Produits Promotionnels d'Antalis, distributeur européen offrant une large gamme de produits promotionnels (stylos, montres, t-shirts, agendas, gadgets et cadeaux d'entreprises originaux). Cette activité (six filiales) est consolidée depuis le 1^{er} avril 2009.

Conformément à la norme IFRS 3, et sans adoption anticipée de la norme IFRS 3 révisée, le Groupe BIC a procédé à une évaluation à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis.

L'actif net acquis au 1^{er} avril 2009 et l'écart d'acquisition négatif provisoire sont détaillés ci-dessous (les éléments en devise étrangère étant convertis au taux moyen du mois d'acquisition) :

<i>(en milliers d'euros)</i>	
Montant versé en numéraire ^(*)	18 936
TOTAL DU PRIX D'ACQUISITION	18 936

() Compte tenu du chiffre d'affaires réalisé en 2009 par les sociétés acquises d'Antalis Promotional Products, la clause de complément de prix prévue au contrat n'aura aucun effet en 2010.*

<i>(en milliers d'euros)</i>	
Valeurs acquises	
• Stocks et en-cours	27 485
• Créances clients et autres créances	21 409
• Autres actifs courants	973
• Trésorerie et équivalents de trésorerie	(13 727)
• Immobilisations incorporelles	447
• Immobilisations corporelles	4 613
• Impôts différés actifs	792
• Autres actifs non courants	270
• Dettes fournisseurs	(8 105)
• Autres dettes courantes	(3 825)
• Provisions pour autres passifs	(423)
• Provisions pour retraites	(723)
Juste valeur de l'actif net acquis	29 186
ÉCART D'ACQUISITION NÉGATIF PROVISOIRE	(10 250)

Cet écart d'acquisition négatif a été comptabilisé en autres produits et charges opérationnels non récurrents (cf. Note 5).

S'appuyant sur un vaste réseau de fournisseurs géré par un bureau basé à Hong-Kong, l'activité Produits Promotionnels d'Antalis vend à plus de 15 000 distributeurs dans 40 pays en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. Ces atouts complètent le modèle économique de BIC Graphic qui repose sur une position de leader historique dans les produits de papeterie et les briquets promotionnels en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine ainsi que sur l'excellence de son service client et de ses outils de production et d'impression.

Le chiffre d'affaires de l'activité Produits Promotionnels d'Antalis s'est élevé à 92 millions d'euros sur l'exercice 2008. Depuis son intégration dans le Groupe BIC, le chiffre d'affaires s'est élevé à 50,3 millions d'euros et le résultat net à - 1,1 million d'euros (incluant 10,3 millions d'euros d'écart d'acquisition négatif et - 10,0 millions d'euros de coûts de restructuration).

(en milliers d'euros)

Sortie nette de trésorerie liée à l'acquisition

Montant versé en numéraire	(18 936)
Moins trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(13 727)
SORTIE NETTE DE TRÉSORERIE	(32 663)

Note 11-3. Acquisition de Norwood Promotional Products

Le 3 juillet 2009, le Groupe BIC a finalisé l'acquisition de Norwood Promotional Products, l'un des leaders, aux États-Unis, dans les calendriers, les sacs, les trophées, les nécessaires à boire et les

autres produits promotionnels. L'entité nouvellement créée à cet effet, Norwood Promotional Products LLC, est consolidée depuis juillet 2009.

Les montants ci-dessous sont convertis au taux moyen du mois d'acquisition.

(en milliers d'euros)

Montant versé en numéraire	88 647
Total du prix d'acquisition	88 647
Valeurs historiques acquises	56 268
Revalorisation :	
• des immobilisations incorporelles	5 253
• des immobilisations corporelles	8 662
• des autres actifs non courants	441
• des stocks	2 482
• des autres actifs courants	(1 212)
• des autres dettes	744
Juste valeur de l'actif net acquis	72 639
GOODWILL PROVISOIRE	16 008

Norwood Promotional Products bénéficie, aux États-Unis, d'un large taux de pénétration dans le réseau de distribution des produits promotionnels. Son chiffre d'affaires s'est élevé à plus de 300 millions de dollars américains en 2008.

Depuis son intégration dans le Groupe BIC, le chiffre d'affaires de Norwood Promotional Products s'est élevé à 142,6 millions de dollars américains (97,7 millions d'euros) et le résultat net à 11,5 millions de dollars américains (7,8 millions d'euros).

(en milliers d'euros)

Sortie nette de trésorerie liée à l'acquisition

Montant versé en numéraire	(88 647)
Moins trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	2 646
SORTIE NETTE DE TRÉSORERIE	(86 001)



NOTE 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	LOGICIELS	MARQUES & BREVETS	RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT	IMMOBILISATIONS EN COURS	AUTRES	TOTAL
VALEUR BRUTE						
Au 1^{er} janvier 2008	51 510	41 227	3 826	6 356	775	103 694
Acquisitions	848	1 076	3	1 536	152	3 615
Générées en interne	-	-	-	4 261	-	4 261
Cessions/Sorties	(89)	(34)	-	(661)	(111)	(895)
Transferts	4 342	127	(127)	(4 239)	127	230
Écarts de conversion	143	(566)	110	100	21	(192)
Au 1^{er} janvier 2009	56 754	41 830	3 812	7 353	964	110 713
Acquisitions	510	915	11	1 585	-	3 021
Acquisition de filiales	1 851	-	-	159	5 518	7 528
Générées en interne	-	-	-	2 408	-	2 408
Cessions/Sorties	(510)	(2)	(19)	(127)	(138)	(796)
Transferts	8 941	205	(207)	(8 709)	(16)	214
Écarts de conversion	(371)	1 801	(68)	180	(124)	1 418
Au 31 décembre 2009	67 175	44 749	3 529	2 849	6 204	124 506
AMORTISSEMENTS ET PERTE DE VALEUR						
Au 1^{er} janvier 2008	35 051	26 235	2 621	-	475	64 382
Amortissements de la période	6 121	1 362	568	-	97	8 148
Cessions/Sorties	(89)	(19)	-	-	(111)	(219)
Écarts de conversion	157	1 359	110	-	13	1 639
Au 1^{er} janvier 2009	41 240	28 937	3 299	-	474	73 950
Acquisition de filiales	1 694	-	-	-	132	1 826
Amortissements de la période	7 658	1 195	215	-	1 060	10 128
Perte de valeur	-	-	-	-	-	-
Cessions/Sorties	(507)	-	(19)	-	(10)	(536)
Transferts	41	-	-	-	-	41
Écarts de conversion	(149)	(860)	(68)	-	19	(1 058)
Au 31 décembre 2009	49 977	29 272	3 427	-	1 675	84 351
VALEUR NETTE						
Au 31 décembre 2009	17 198	15 477	102	2 849	4 529	40 155
Au 31 décembre 2008	15 514	12 893	513	7 353	490	36 763



Logiciels :

Les logiciels générés en interne concernent essentiellement des investissements liés à des améliorations des systèmes d'information.

Marques et brevets :

La principale marque enregistrée au bilan est la marque Pimaco® pour 12,1 millions d'euros, acquise en 2006.

NOTE 13. TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE**Note 13-1. Variations de la valeur des titres mis en équivalence**

(en milliers d'euros)	VALEUR DES TITRES AU 31 DÉC. 2008	PART DU GROUPE DANS LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE	DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	VARIATION DE PÉRIMÈTRE	PERTES DE VALEUR	AUTRES VARIATIONS	VALEUR DES TITRES AU 31 DÉC. 2009
Cello Pens	-	3 820	-	63 271	-	1	67 092
Autres	27	-	-	-	-	(18)	9
TOTAL	27	3 820	-	63 271	-	(17)	67 101

Le 22 janvier 2009, les Groupes BIC et Cello ont annoncé la signature d'un accord définitif aux termes duquel le Groupe BIC acquiert 40 % de l'activité d'instruments d'écriture du groupe Cello pour un montant de 7,9 milliards de roupies indiennes.

Pour tenir compte de la structure juridique de Cello Pens, l'acquisition prend effet en deux temps :

- 5 mars 2009 : acquisition à hauteur de 3,8 milliards de roupies indiennes de 40 % de six entités avec consolidation par mise en équivalence à partir du 1^{er} avril 2009 ;
- en raison de difficultés d'exécution concernant notamment les procédures administratives et le délai pour isoler la dernière entité, l'acquisition du solde (40 % d'une entité) ne s'est pas faite en 2009.

Dans le cadre de cet accord, le Groupe BIC dispose d'une option d'achat lui permettant d'augmenter en 2013 sa participation à hauteur de 55 %. Le prix sera notamment déterminé sur la base des résultats futurs.

Au 31 décembre 2009, le Groupe BIC maintient son intention de procéder à l'acquisition du solde et considère que la relation de couverture de flux de trésorerie (couvrant le risque de conversion des EUR en INR) est toujours effective. La revalorisation des instruments de couverture (swap EUR/USD et *Non Deliverable Forward* USD/INR) ainsi que les gains nets déjà réalisés sur ces instruments liés à la deuxième tranche d'acquisition sont donc comptabilisés en situation nette (cf. Note 23) pour un montant total de + 4 383 milliers d'euros répartis comme suit :

- revalorisation des *Non Deliverable Forwards* USD/INR : + 174 milliers d'euros ;

- gain net réalisé sur les *Non Deliverable Forwards* USD/INR arrivés à échéance : + 5 071 milliers d'euros ;
- revalorisation swap EUR/USD : - 7 703 milliers d'euros ;
- revalorisation de l'emprunt en dollars américains au taux fin de mois : + 6 934 milliers d'euros ;
- revalorisation du swap de taux d'intérêts : - 93 milliers d'euros.

Le 4 janvier 2010, Cello a proposé au Groupe BIC de mettre fin "selon des conditions à définir d'un commun accord" à l'accord définitif signé le 21 janvier 2009. Le Groupe BIC confirme son intention de faire appliquer cet accord. Le traitement comptable sera réexaminé en 2010 à la lumière de l'évolution de cette situation.

Note 13-2. Informations financières relatives aux titres mis en équivalence

Le Groupe BIC exerçant un contrôle conjoint dans les six premières entités a opté pour leur consolidation par mise en équivalence.

Les frais d'acquisition relatifs à la première phase de l'acquisition ont été immobilisés. Ceux relatifs à la seconde phase sont comptabilisés en compte de résultat au 31 décembre 2009.

Les informations suivantes sont relatives aux neuf mois écoulés depuis le 1^{er} avril 2009, date de mise en équivalence.

Au 31 décembre 2009, le chiffre d'affaires total de Cello Pens, pour les six entités déjà acquises, s'élève à 47,5 millions d'euros. Le résultat d'exploitation est de 12,6 millions d'euros et le résultat net de 9,6 millions d'euros.

Les informations financières relatives au bilan ne sont pas disponibles en date de publication du document de référence.

NOTE 14. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en milliers d'euros)	Notes	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Autres titres immobilisés		79	79	78
Dépôts de garantie		11 046	12 329	2 613
Actifs de régimes de retraite	21-2	1 866	753	1 870
Autres actifs non courants		6 527	6 896	8 006
TOTAL		19 518	20 057	12 567

Aux 31 décembre 2007 et 2008, les dépôts de garantie correspondaient principalement à des investissements long terme qui ont été remplacés par des placements court terme en trésorerie et équivalents de trésorerie sur 2009.



NOTE 15. ACTIFS ET PASSIFS COURANTS

Note 15-1. Stocks et en-cours

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Matières premières	65 785	55 164	74 172
En-cours de production de biens	56 868	50 663	49 727
Produits finis	226 495	209 579	201 717
VALEUR BRUTE	349 148	315 406	325 616
Matières premières	4 258	2 721	5 580
En-cours de production de biens	1 909	1 098	3 151
Produits finis	9 640	7 265	15 912
DÉPRÉCIATION	15 807	11 084	24 643
VALEUR NETTE	333 341	304 322	300 973

Note 15-2. Variation des besoins d'exploitation

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2008	FLUX DE TRÉSORERIE	VARIATION DE PÉRIMÈTRE	CHANGE ET AUTRES	31 DÉC. 2009
Stocks et en-cours	304 322	(71 021)	61 563	6 109	300 973
Clients et autres créances	315 108	575	37 072	8 417	361 172
Fournisseurs et comptes rattachés	(92 134)	(8 356)	(20 008)	68	(120 430)
Autres créances et autres dettes	(100 676)	(13 203)	(9 530)	(4 753)	(128 162)
BESOINS D'EXPLOITATION NETS	TFT 426 620	(92 005)	69 097	9 841	413 553

TFT : cf. Tableau de flux de trésorerie consolidés.

NOTE 16. EXPOSITION AUX RISQUES DU MARCHÉ

a. Risque de contrepartie

Tous les instruments financiers sont mis en place avec des banques bénéficiant de notations de premier ordre d'agences internationales, et par conséquent le risque de contrepartie est très faible. Le rating minimal S&P des principales contreparties bancaires est de A+ sur le long terme, le rating moyen étant AA-.

Les décisions d'investissement des excédents de trésorerie font l'objet d'une étude de risque de contrepartie (des dépositaires et des conservateurs) rigoureuse. La majorité des titres en portefeuille au 31 décembre 2009 sont sur des supports notés "investment grade". Le risque de contrepartie est jugé non significatif au 31 décembre 2009.

b. Risque de change

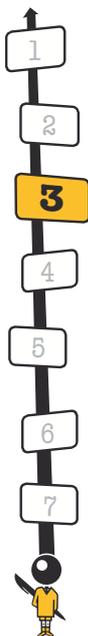
Cf. Note 23.

c. Risque de taux

Cf. Note 23.

d. Risque de liquidité

Le Groupe BIC gère ses capitaux propres de manière à conserver une situation de trésorerie positive et disponible, afin de mener à bien sa stratégie de développement et/ou de croissance externe. Les excédents et besoins de trésorerie du Groupe sont directement



gérés par le département Trésorerie, en suivant une politique prudente, qui vise à éviter tout risque de perte sur le capital, et à conserver une situation de liquidité satisfaisante. Les excédents de trésorerie sont principalement investis sur des OPCVM monétaires, des TCN et équivalents de trésorerie dont la volatilité est inférieure à 0,5 avec une durée de placement recommandée inférieure à trois mois. La part plus structurelle de la trésorerie peut être investie sur des fonds qualifiés de "monétaires dynamiques" dont l'horizon de placement des valeurs en portefeuille peut être supérieur à 6 mois. L'ensemble des lignes de placement fait l'objet d'un suivi

mark-to-market deux fois par mois par le département Trésorerie et vise à maintenir une performance annuelle moyenne supérieure au taux Eonia capitalisé.

Aucun fonds détenu au 31 décembre 2009 ne repose sur une mono-stratégie crédit. Le fonds le plus important en portefeuille représente 8 % du total des placements gérés par le département Trésorerie. La structure du portefeuille est composée, au 31 décembre 2009, de 78 % de produits de type "monétaires réguliers" à liquidité quotidienne.

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Équivalents de trésorerie : valeurs mobilières de placement	101 119	131 909	329 526
Disponibilités	99 428	93 083	150 817
Trésorerie et équivalents de trésorerie, hors découverts bancaires	200 547	224 992	480 343

e. Risque de crédit

Le risque de crédit auquel le Groupe est exposé provient essentiellement de ses clients et autres créances. Les montants présentés dans le bilan sont nets des pertes de valeur comptabilisées sur les créances douteuses. La concentration du risque de crédit du Groupe n'est pas significative, le risque étant réparti sur un grand nombre de clients.

Les clients et autres créances comprennent :

- des montants bruts à recevoir sur la vente de produits ainsi que d'autres créances, correspondant principalement à des crédits de TVA. Ces clients et autres créances sont des actifs court terme, ayant une échéance à moins de douze mois ;

L'exposition maximale au risque de crédit est représentée par la valeur nette comptable des actifs financiers au bilan, incluant les dérivés ayant des valeurs de marché positives (cf. tableau ci-dessous) :

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Créances clients brutes			
• Non échues ou échues depuis moins de 60 jours	313 289	282 914	338 331
• Échues depuis 60 à 90 jours	7 668	6 415	5 167
• Échues depuis 90 à 120 jours	6 280	3 690	4 564
• Échues depuis plus de 120 jours	11 327	10 634	7 420
Total créances clients brutes	338 564	303 653	355 482
Créances douteuses	8 497	8 849	9 176
TOTAL AVANT DÉPRÉCIATION	347 061	312 502	364 658
Dépréciation des créances	(17 783)	(17 334)	(20 318)
Autres créances	16 706	19 940	16 832
CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES - NET	345 984	315 108	361 172

- des pertes de valeur pour les montants estimés irrécouvrables sur la vente de produits. Ces pertes de valeur ont été déterminées par référence à l'historique des défaillances et selon l'environnement économique actuel. Elles sont comptabilisées dans un compte distinct.

Le Groupe estime que la valeur d'inventaire des clients et autres créances est proche de leur juste valeur. Les créances échues non dépréciées ne sont pas significatives au niveau du Groupe au 31 décembre 2009.



f. Juste valeur des actifs et passifs financiers

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Actifs financiers			
À la juste valeur par le biais du compte de résultat			
• Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾ - Niveau 1	123 908	150 385	369 639
• Désignés comme tels lors de leur comptabilisation initiale	-	-	-
Instruments dérivés - comptabilité de couverture - Niveau 2	593	20 071	7 803
• Dont contrats de change à terme	366	17 978	7 765
• Dont options de change	227	2 093	38
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-
Prêts et créances (dont trésorerie)	445 412	406 656	511 989
Disponibles à la vente	79	79	78
Passifs financiers			
À la juste valeur par le biais du compte de résultat			
• Détenus à des fins de transaction	-	-	-
• Désignés comme tels lors de leur comptabilisation initiale	-	-	-
Instruments dérivés - comptabilité de couverture - Niveau 2	2 107	5 089	8 902
Au coût amorti	144 770	125 018	335 591

(1) Il s'agit des OPCVM monétaires et des autres actifs financiers courants.

Le Groupe estime que la valeur d'inventaire des actifs et passifs financiers est proche de leur juste valeur.

Les instruments financiers ci-dessus évalués à la juste valeur sont classés en niveaux de juste valeur de la manière suivante :

- Niveau 1 (instrument coté sur un marché actif) : OPCVM monétaires et autres actifs financiers courants ;

- Niveau 2 (évaluation faisant appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables) : instruments dérivés - comptabilité de couverture ;
- Niveau 3 (évaluation faisant appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données non observables) : aucun instrument ne correspond à ce niveau au 31 décembre 2009.

g. Charges et produits nets par catégorie

Les charges et produits nets suivants relatifs aux actifs et passifs financiers ont été reconnus dans le compte de résultat au cours de l'exercice 2009 :

(en milliers d'euros)	INTÉRÊTS			RÉÉVALUATION		(CHARGES)/PRODUITS NETS		
		Juste valeur ⁽¹⁾	Conversion	Dépréciation	31 DÉC. 2009	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2007	
Actifs et passifs financiers								
À la juste valeur par le biais du compte de résultat	6 189	-	-	-	6 189	4 428	8 219	
Instruments dérivés - comptabilité de couverture	-	194	-	-	194	331	(64)	
Prêts et créances (dont trésorerie)	5 082	-	6 184	(2 985)	8 281	4 767	8 973	
Au coût amorti	(9 043)	-	1 781	-	(7 262)	(4 317)	(9 104)	
TOTAL	2 228	194	7 965	(2 985)	7 402	5 209	8 024	

(1) Dont 1 021 milliers d'euros recyclés des capitaux propres en résultat opérationnel



NOTE 17. CAPITAL

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Capital social autorisé, émis et entièrement libéré	188 622	185 484	185 559
Rachat d'actions de la Société	(2 183)	(1 626)	(1 328)
CAPITAL	186 439	183 858	184 231

Au 31 décembre 2009, le capital social de SOCIÉTÉ BIC est de 185 559 277,14 euros et est composé de 48 575 727 actions de 3,82 euros chacune. Les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans bénéficient d'un droit de vote double.

Par ailleurs, SOCIÉTÉ BIC détenait 297 875 de ses actions, acquises au prix moyen de 36,17 euros sur le fondement des articles L.225-208 et L.225-209 du Code de commerce et représentant 0,61 % des actions émises.

Actions propres de SOCIÉTÉ BIC et programme de rachat d'actions au 31 décembre 2009

FONDEMENT DE L'ACQUISITION	NOMBRE D' ACTIONS	COURS MOYEN D'ACQUISITION (en euros)	% DU CAPITAL
Contrat de liquidité - Art. L.225-209 C. com ^(*)	7 464	48,46	0,02 %
Annulation - Art. L.225-209 C. com ^(*)	48 821	37,93	0,10 %
Mise en œuvre de plans d'options d'achat d'actions ou attribution d'actions gratuites ^(a) - Art. L.225-208 et L. 225-209 C. com ^(*)	241 590	35,43	0,49 %
TOTAL ^(b)	297 875	36,17	0,61 %

(a) Dont 54 734 actions relatives à des options qui ne sont plus exerçables (caducité des options accordées dans le cadre des plans de 1998 et 1999 ou départs de salariés du Groupe).

(b) BIC CORPORATION détenait en plus, au 31 décembre 2009, 50 060 actions SOCIÉTÉ BIC, soit 0,10 % du capital.

(*) Code de commerce.

SOCIÉTÉ BIC a été autorisée par l'Assemblée Générale du 14 mai 2009, à renouveler son programme de rachat d'actions :

ACTIONS RACHETÉES EN 2009 ⁽¹⁾

• au titre du programme autorisé par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008	-
• au titre du programme autorisé par l'Assemblée Générale du 14 mai 2009	48 821
Cours moyen de rachat des actions sur l'exercice 2009 (en euros)	37,93

(1) Hors actions rachetées dans le cadre du contrat de liquidité.

NOMBRE D' ACTIONS ANNULÉES EN 2009

CA DU 10 FÉVRIER 2009

• au titre du programme autorisé par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008	100 000
TOTAL	100 000

Sur les 24 derniers mois, SOCIÉTÉ BIC a procédé à l'annulation de 950 272 actions, soit 1,96 % du capital social au 31 décembre 2009.



➔ Informations financières consolidées

Notes aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009

À la connaissance de la Société, en 2009, les actionnaires détenant plus des 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33,33 %, 50 %, 66,66 %, 90 % ou 95 % du capital et/ou des droits de vote de la Société sont les suivants :

31 DÉC. 2009		
	% en actions (environ)	% en droits de vote (environ)
SOCIÉTÉ M.B.D.	25,56 %	33,83 %
Famille Bich	18,00 %	21,40 %
Silchester International Investors	12,00 %	13,18 %
First Eagle Investment Management, LLC (ex Arnhold and S. Bleichroeder Advisers, LLC)	6,69 %	6,49 %



NOTE 18 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS**Attribution d'options d'achat et d'options de souscription d'actions**

Tous les plans attribués sont des plans se dénouant en actions.

Programme de stock-options du Groupe

Usant de la faculté offerte lors de l'Assemblée Générale du 21 mai 2008, le Conseil d'Administration, au cours de sa séance du 15 décembre 2009, a consenti des options de souscription portant

sur 360 000 actions, au bénéfice de 602 dirigeants et salariés de SOCIÉTÉ BIC ou de ses filiales, au prix de 47,99 euros. Ces options ne pourront être exercées qu'au terme de la troisième année suivant leur attribution.

	PLAN N° 3	PLAN N° 4	PLAN N° 5	PLAN N° 6	PLAN N° 7	PLAN N° 8	PLAN N° 9	PLAN N° 10	PLAN N° 11	PLAN N° 12
Date de l'Assemblée Générale	12 mai 1998	12 mai 1998	12 mai 1998	28 mai 2003	28 mai 2003	28 mai 2003	24 mai 2006	24 mai 2006	21 mai 2008	21 mai 2008
Date du Conseil d'Administration	18 déc. 2000	13 déc. 2001	10 déc. 2002	17 déc. 2003	15 déc. 2004	14 déc. 2005	13 déc. 2006	11 déc. 2007	10 déc. 2008	15 déc. 2009
Nombre de bénéficiaires	539	551	564	555	563	575	567	633	613	602
Nombre d'options de souscription	376 150	367 700	375 000	377 550	370 450	427 850	398 500	440 500	371 400	360 000
Dont nombre pouvant être Souscrites pou achetées par :	19 mai 2008	19 mai 2012	14 mars 2009	14 mars 2013	13 mars 2010	13 mars 2014	11 mars 2011	11 mars 2015		
<ul style="list-style-type: none"> • les membres du Comité de Direction dans sa composition au 31 décembre 2009 (cf. Gouvernement d'entreprise, § 2.3) 	38 100	36 600	41 100	52 500	42 000	44 000	32 000	32 500	-	-
<ul style="list-style-type: none"> • les mandataires sociaux 	18 500	13 200	12 000	20 500	17 000	20 000	5 000	5 000	-	-
<ul style="list-style-type: none"> • Mario Guevara 	12 000	13 200	12 000	14 000	12 000	15 000	-	-	-	-
<ul style="list-style-type: none"> • Marie-Aimée Bich-Dufour 	6 500	-	-	6 500	5 000	5 000	5 000	5 000	-	-
<ul style="list-style-type: none"> • les dix premiers salariés non mandataires sociaux 	60 000	53 800	61 100	61 500	48 500	47 500	49 500	51 500	34 050	33 800
Première date d'exercice de l'option	19 déc. 2003	14 déc. 2004	11 déc. 2005	18 déc. 2006	16 déc. 2007	15 déc. 2008	14 déc. 2009	12 déc. 2010	11 déc. 2011	16 déc. 2012
Date d'expiration de l'option	17 déc. 2010	12 déc. 2011	9 déc. 2012	16 déc. 2013	14 déc. 2014	13 déc. 2015	12 déc. 2014	10 déc. 2015	9 déc. 2016	14 déc. 2017
Prix d'exercice (en euros) ^(*)	41,03	36,57	30,93	36,96	36,76	50,01	52,35	49,62	40,18	47,99
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2009	207 819	244 375	256 860	201 072	113 203	-	-	-	-	-
Options de souscription ou d'achat d'actions annulées au 31 décembre 2009	119 480	83 650	66 260	62 750	69 150	66 500	41 250	18 750	8 450	-
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes au 31 décembre 2009	48 851	39 675	51 880	113 728	188 097	361 350	357 250	421 750	362 950	360 000

(**) Aucun rabais n'a été consenti sur le prix.

Le plan n° 1 (options d'achat) a expiré le 16 décembre 2008. Sur un total de 173 800 options attribuées, 60 076 options ont été exercées à un prix de 51,13 euros, 65 450 options sont devenues caduques suite au départ de bénéficiaires et 48 274 options sont devenues caduques suite à l'arrivée à échéance du plan.

Le plan n° 2 (options d'achat) a expiré le 16 décembre 2009. Sur un total de 180 350 options attribuées, 114 390 options ont été exercées à un prix de 40,83 euros, 63 150 options sont devenues caduques suite au départ de salariés et 2 810 options sont devenues caduques suite à l'arrivée à échéance du plan.



Détermination de la juste valeur des instruments attribués et impact sur le compte de résultat au 31 décembre 2009 :

ANNÉE D'ATTRIBUTION DU PLAN	JUSTE VALEUR DES PLANS - MODÈLE BINOMIAL	CHARGE PASSÉE EN COMPTE DE RÉSULTAT		
		31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
2004	3 082	1 019	-	-
2005	5 193	1 737	1 716	-
2006	4 575	1 456	1 476	1 575
2007	4 621	81	1 515	1 571
2008	3 854	-	73	1 285
2009	3 562	-	-	52
TOTAL	24 887	4 293	4 780	4 483

Hypothèses retenues pour l'évaluation de la juste valeur des plans d'option de souscription d'actions selon le modèle binomial :

	PLAN N° 7	PLAN N° 8	PLAN N° 9	PLAN N° 10	PLAN N° 11	PLAN N° 12
Volatilité attendue	35,00 %	36,00 %	30,00 %	25,00 %	29,00 %	30,00 %
Taux sans risque	3,05 %	3,14 %	3,78 %	4,16 %	3,56 %	2,95 %
Taux de dividende attendu	1,60 %	1,60 %	2,00 %	2,50 %	2,50 %	2,75 %
Durée de vie théorique en années (*)	5,85 & 5,43	5,81 & 5,37	5,18 & 4,79	6,29 & 5,89	6,18 & 5,70	6,36 & 5,94

(*) Le premier chiffre concerne la durée pour un résident fiscal Français, le second concerne la durée pour un résident fiscal d'un autre pays.

Attribution d'actions gratuites

Préalablement autorisé par l'Assemblée Générale du 23 mai 2007, le Conseil d'Administration a approuvé l'attribution de 60 143 actions gratuites le 10 février 2009. Ces attributions sont soumises à des conditions de performance interne.

	PLAN N° 1		PLAN N° 2		PLAN N° 3		PLAN N° 4		PLAN N° 5	
Date de l'Assemblée Générale	19 mai 2005		19 mai 2005		19 mai 2005		23 mai 2007		23 mai 2007	
Date du Conseil d'Administration	19 mai 2005		14 décembre 2005		13 décembre 2006		11 décembre 2007		10 février 2009	
Attribution	Principale	Secondaire	Principale	Secondaire	Principale	Secondaire	Principale	Secondaire	Principale	Secondaire
Nombre de bénéficiaires	12	11	12	11	9	8	11	10	17	16
Nombre d'actions gratuites attribuées	31 800	2 618	31 800	2 618	33 450	2 352	37 550	2 644	57 500	2 643
Date de transfert	19 mai 2008	19 mai 2012	14 mars 2009	14 mars 2013	13 mars 2010	13 mars 2014	11 mars 2011	11 mars 2015	10 mars 2012	10 mars 2016
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2009 (**)	20 405	-	15 741	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'attribution d'actions gratuites caduques au 31 décembre 2009 (***)	11 395	1 290	16 059	1 594	-	588	-	604	-	-
Nombre d'actions restant à attribuer au 31 décembre 2009	-	1 328	-	1 024	33 450	1 764	37 550	2 040	57 500	2 643

(**) Les actions attribuées par SOCIÉTÉ BIC ont été physiquement transférées aux bénéficiaires en mai 2008 (7 420 actions) et mars 2009 (5 724 actions). En raison de la fiscalité américaine, les actions attribuées par BIC CORPORATION ne seront remises qu'en 2011 (12 985 actions) et 2012 (10 017 actions). En compensation des dividendes non reçus entre la date d'acquisition définitive des droits et la date de remise effective de ces actions, 1 022 et 350 actions supplémentaires seront aussi transférées à ces dates respectives.

(***) Ces attributions d'actions gratuites sont devenues caduques suite au départ du bénéficiaire ou à la non-réalisation d'une partie des conditions de performances.



Estimation de la juste valeur des actions attribuées et impact sur le compte de résultat au 31 décembre 2009 :

PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS	JUSTE VALEUR DES PLANS - MODÈLE BINOMIAL	CHARGE/(PRODUIT) PASSÉ EN COMPTE DE RÉSULTAT		
		31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
19 mai 2005	883	347	(207)	8
14 décembre 2005	1 079	458	31	10
13 décembre 2006	1 315	602	221	427
11 décembre 2007	1 330	32	540	308
10 février 2009	1 599	-	-	459
Dividendes équivalents (****)	46	-	-	12
TOTAL	6 252	1 439	585	1 224

(****) Les dividendes équivalents correspondent à la charge liée aux actions supplémentaires qui seront remises en 2011 et 2012 par BIC CORPORATION.

NOTE 19. EMPRUNTS

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Découverts bancaires	2 034	2 521	1 458
Emprunts bancaires (voir détail ci-dessous)	49 733	29 934	211 708
Engagements de location financement	651	429	1 995
Emprunts et découverts bancaires	52 418	32 884	215 161

Les découverts bancaires sont exigibles à moins d'un an. La part long terme des engagements de location financement est non significative.

Les emprunts bancaires ont les maturités suivantes :

ÉCHÉANCES DES REMBOURSEMENTS	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Exigibles ou à moins d'un an	26 783	19 076	51 449
Dans la 2 ^e année	18 947	8 057	43 225
Dans la 3 ^e année	3 420	2 801	39 012
Dans la 4 ^e année	583	-	39 011
Dans la 5 ^e année	-	-	39 011
Après 5 ans	-	-	-
TOTAL	49 733	29 934	211 708

Les principaux emprunts bancaires/lignes de crédits sont les suivants :

Pays emprunteur	Devise	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
		Contre-valeur EUR	
• France	USD	-	195 089
• Brésil	BRL	19 274	8 894
• Malaisie	MYR	2 591	2 154
• Russie	USD	2 335	1 735
• Roumanie	EUR	1 753	1 566
• Chili	USD	1 145	-
• Autres	Divers	2 836	2 270
TOTAL		29 934	211 708



Les emprunts principaux ont été contractés en France pour les acquisitions de :

- Cello Pens : deux emprunts pour un total de 156 millions de dollars américains ;
- Norwood Promotional Products : deux emprunts pour un total de 125 millions de dollars américains.

Ces emprunts ont été contractés sur une référence de taux variable LIBOR USD 3 mois, plus marge, et font l'objet d'une couverture de swap de taux contre taux fixe :

- à 3,1950 %, marge incluse, pour les deux emprunts Cello ;

- à une moyenne de 3,7350 %, marges incluses, pour les deux emprunts Norwood.

Ces emprunts ont une maturité de 5 ans et font l'objet d'un amortissement linéaire annuel.

Au 31 décembre 2009, le montant des intérêts courus s'élève à 4,3 millions de dollars américains pour Cello et à 2,3 millions de dollars américains pour Norwood. Les flux d'intérêts entre les banques et SOCIÉTÉ BIC sur la base des taux variables se font tous les trois mois, les intérêts payés sur la base des taux fixes étant payables annuellement en même temps que l'amortissement du capital.

Échéances des intérêts sur les emprunts Cello et Norwood

(en milliers de dollars américains)

Exigibles ou à moins d'un an	9 718
Dans la 2 ^e année	7 784
Dans la 3 ^e année	5 835
Dans la 4 ^e année	3 884
Dans la 5 ^e année	1 944
Après 5 ans	-
TOTAL	29 165

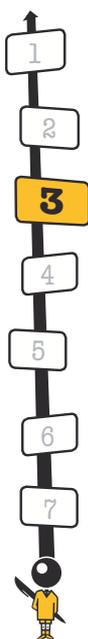
L'emprunt au Brésil contracté pour l'acquisition de PIMACO a été intégralement remboursé au 30 juin 2009. La part d'emprunt restant est relative à des acquisitions d'actifs.

Information sur les taux d'intérêt

En dehors des emprunts Cello et Norwood, les autres emprunts présentés individuellement ci-dessus ont été contractés à taux variables allant de 2,80 % à 11,50 % au 31 décembre 2009. Les expositions relatives jugées non significatives n'ont pas été couvertes (cf. Note 23).

Information sur les clauses de covenant

Aucun des emprunts ne contient de clause de covenant pouvant déclencher l'exigibilité anticipée de la dette. En ce qui concerne les emprunts Cello et Norwood, les contrats prévoient de maintenir le ratio EBIDTA/dette nette dans une certaine fourchette. À défaut, la marge bancaire serait susceptible d'être révisée. Au 31 décembre 2009, le Groupe n'anticipe pas de dégradation de la marge bancaire.



NOTE 20. PROVISIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	LITIGES	AUTRES RISQUES ET CHARGES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2008	5 886	22 083	27 969
Dotations aux provisions	2 328	7 295	9 623
Reprises de provisions utilisées	(671)	(2 779)	(3 450)
Reprises de provisions non utilisées	(954)	(2 866)	(3 820)
Différences de change	(2 395)	111	(2 284)
Transferts et reclassement en passifs courants	3 619	(2 926)	693
Discount	-	10	10
Au 1^{er} janvier 2009	7 813	20 928	28 741
Acquisition de filiale	-	1 341	1 341
Dotations aux provisions	1 755	7 692	9 447
Reprises de provisions utilisées	(273)	(3 125)	(3 398)
Reprises de provisions non utilisées	(87)	(2 025)	(2 112)
Différences de change	2 095	1 358	3 452
Transferts et reclassement en passifs courants	(4 945)	4 150	(795)
Au 31 décembre 2009	6 358	30 319	36 676

Au 31 décembre 2009, la provision pour litiges concerne principalement les risques distributeurs et contrats d'agents pour 3,3 millions d'euros (2,6 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Les autres provisions correspondent principalement à des risques fiscaux et des risques de nature sociale (accidents du travail aux États-Unis) ainsi qu'aux litiges produits aux États-Unis pour 1,9 million d'euros.



NOTE 21. RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

Note 21-1. Variation des engagements nets des plans à prestations définies

<i>(en milliers d'euros)</i>		RETRAITE	AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL	TOTAL AVANTAGES DU PERSONNEL
VALEUR ACTUELLE DES OBLIGATIONS				
Au 1^{er} janvier 2009		281 378	52 100	333 478
Reclassement		(302)	302	-
Acquisition de filiales		9 817	-	9 817
Coûts de la période :		29 440	8 496	37 936
<i>Coûts des services rendus</i>		6 940	1 825	8 765
<i>Frais financiers</i>		17 084	3 219	20 303
<i>Réduction et liquidation</i>		5 416	3 041	8 457
<i>Coûts des prestations passées</i>		-	411	411
Prestations versées		(18 023)	(2 503)	(20 526)
Écarts actuariels sur engagement brut		23 367	6 909	30 276
Services passés		605	261	866
Écarts de conversion		(2 510)	(1 564)	(4 074)
Au 31 décembre 2009	A	323 772	64 001	387 773
JUSTE VALEUR DES ACTIFS DE COUVERTURE				
Au 1^{er} janvier 2009		181 951	-	181 951
Acquisition de filiales		7 998	-	7 998
Coûts de la période :		11 457	-	11 457
<i>Rendement des actifs</i>		12 536	-	12 536
<i>Réduction et liquidation</i>		(1 079)	-	(1 079)
Prestations versées		(10 628)	-	(10 628)
Cotisations versées		15 366	-	15 366
Écarts actuariels sur actifs de couverture		30 136	-	30 137
Écarts de conversion		(2 551)	-	(2 552)
Au 31 décembre 2009	B	233 729	-	233 729
SERVICES PASSÉS NON RECONNUS				
Au 1^{er} janvier 2009		3 431	(1 713)	1 718
Coûts de la période :		(545)	192	(353)
<i>Réduction et liquidation</i>		-	-	-
<i>Coût des prestations passées</i>		(545)	192	(353)
Coût des services passés non reconnus		605	261	866
Écarts de conversion		(26)	60	34
Au 31 décembre 2009	C	3 465	(1 200)	2 265
OBLIGATION : MONTANT NET AU BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009	D = A-B-C	86 578	65 201	151 779
OBLIGATION : MONTANT NET AU BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008		95 996	53 813	149 809



Note 21-2. Obligations financées/non financées

(en milliers d'euros)	RETRAITE	AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL	TOTAL
Au 31 décembre 2009			
Juste valeur des obligations financées	291 508	-	291 508
Juste valeur des actifs de couverture	233 729	-	233 729
Excédent des obligations sur les actifs	57 779	-	57 779
Juste valeur des obligations non financées	32 264	64 001	96 265
Services passés non reconnus	(3 465)	1 200	(2 265)
Valeur nette au bilan	86 578	65 201	151 779
- Actif			1 870
- Passif			153 649

(en milliers d'euros)	RETRAITE	AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL	TOTAL
Au 31 décembre 2008			
Juste valeur des obligations financées	249 587	-	249 587
Juste valeur des actifs de couverture	181 951	-	181 951
Excédent des obligations sur les actifs	67 636	-	67 636
Juste valeur des obligations non financées	31 791	52 100	83 891
Services passés non reconnus	(3 431)	1 713	(1 718)
Valeur nette au bilan	95 996	53 813	149 809
- Actif			753
- Passif			150 562

Évolution sur cinq ans :

	2005	2006	2007	2008	2009
Juste valeur des obligations financées	311 903	297 045	262 847	249 587	291 508
Juste valeur des actifs de couverture	219 843	218 105	210 523	181 951	233 729
Excédent des obligations sur les actifs	92 060	78 940	52 324	67 636	57 779
Juste valeur des obligations non financées	59 498	56 940	51 380	83 891	96 265
Services passés non reconnus	(114)	(1 423)	(1 471)	(1 718)	(2 265)
Valeur nette au bilan	151 444	134 457	102 233	149 809	151 779
- Actif	797	1 108	1 866	753	1 870
- Passif	152 241	135 565	104 099	150 562	153 649



Note 21-3. Coûts de la période

<i>(en milliers d'euros)</i>	ENGAGEMENTS DE RETRAITE		ACTIFS DE RÉGIME		COÛT DES PRESTATIONS PASSÉES				TOTAL AVANTAGES DU PERSONNEL	
	Autres avantages du personnel		Autres avantages du personnel		Autres avantages du personnel		Autres avantages du personnel		31 DÉC. 2009	31 DÉC. 2008
	Retraite	personnel	Retraite	personnel	Retraite	personnel	Retraite	personnel		
Coûts des services rendus	6 940	1 825	-	-	-	-	6 940	1 825	8 766	9 453
Frais financiers	17 084	3 219	-	-	-	-	17 084	3 219	20 303	17 998
Rendement des actifs	-	-	(12 536)	-	-	-	(12 536)	-	(12 536)	(14 482)
Réduction et liquidation	5 416	3 041	1 079	-	-	-	6 495	3 041	9 536	(62)
Coûts des prestations passées	-	411	-	-	(545)	192	545	219	764	259
TOTAL COÛTS DE LA PÉRIODE	29 440	8 496	(11 457)	-	(545)	192	18 528	8 304	26 832	13 166

La ligne "réduction et liquidation" résulte principalement du Programme de Retraite Volontaire proposé aux salariés de BIC CORPORATION et BIC Graphic aux États-Unis. Ce programme fait parti du plan 2009 de réduction des coûts et a été offert aux

salariés de plus de 55 ans, leur permettant d'obtenir de meilleures indemnités de retraite dans le cas d'un départ volontaire. Les coûts relatifs à ce plan ont été comptabilisés en "autres produits et charges non récurrents".



Note 21-4. Informations complémentaires

1/ Suivi par nature des écarts actuariels immédiatement reconnus en capitaux propres :

(en milliers d'euros)	ÉCARTS ACTUARIELS SUR OBLIGATION - RETRAITE	ÉCARTS ACTUARIELS SUR OBLIGATION - AUTRES AVANTAGES	ÉCARTS ACTUARIELS SUR ACTIFS - RETRAITE	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2009				
Taux d'actualisation	(11 873)	(951)	33	(12 791)
Expérience	6 309	(1 330)	58 212	63 191
Autres hypothèses	16 368	(738)	(530)	15 100
TOTAL	10 804	(3 019)	57 715	65 500
Variation de la période (hors impact des écarts de change)				
Taux d'actualisation	9 682	1 860	(34)	11 508
Expérience	1 944	(456)	(30 102)	(28 614)
Autres hypothèses	11 741	5 504	-	17 245
TOTAL	23 367	6 908	(30 136)	139
Impact des écarts de change				
Taux d'actualisation	1 040	270	-	1 310
Expérience	(586)	42	(1 521)	(2 065)
Autres hypothèses	(266)	113	(66)	(219)
TOTAL	188	425	(1 587)	(974)
Au 31 décembre 2009				
Taux d'actualisation	(1 151)	1 179	(1)	27
Expérience	7 667	(1 744)	26 589	32 512
Autres hypothèses	27 843	4 879	(596)	32 126
TOTAL	34 359	4 314	25 992	64 665



2/ Actifs de couverture par nature :

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2009		31 DÉC. 2008	
Actions	144 356	62 %	79 456	44 %
Obligations et autres rendements à taux fixe	82 915	35 %	74 226	41 %
Monétaires	3 431	2 %	26 147	14 %
Autres	3 027	1 %	2 122	1 %
TOTAL	233 729	100 %	181 951	100 %

Note 21-5. Hypothèses actuarielles des principaux pays

Les hypothèses actuarielles retenues dépendent des conditions en vigueur dans chacun des pays concernés. Elles ont été ajustées en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et des statistiques de mortalité. Sont présentées ci-dessous les hypothèses des plans constituant nos principaux engagements.

AU 31 DÉCEMBRE 2009	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	FRANCE
Taux d'actualisation	6,03 %	5,50 %	5,25 %
Taux de rendement des actifs	8,00 %	5,94 %	3,75 %
Taux de croissance des salaires	4,00 %	4,10 %	3,00 %

AU 31 DÉCEMBRE 2008	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	FRANCE
Taux d'actualisation	6,15 %	5,80 %	5,75 %
Taux de rendement des actifs	8,50 %	5,69 %	4,25 %
Taux de croissance des salaires	4,00 %	3,40 %	3,00 %

Les taux d'actualisation pour les régimes de retraite aux États-Unis et au Royaume-Uni ont été déterminés sur la base de la "Mercer Pension Discount Yield Curve" qui est construite selon les rendements des obligations d'entreprises de première catégorie de notation financière AA. Pour les autres plans à l'international, les taux d'actualisation ont été déterminés selon les différents marchés des obligations d'entreprises de première catégorie de notation financière AA ou supérieure.

Le taux mentionné pour les États-Unis est celui du plan principal, chaque plan américain étant évalué avec un taux d'actualisation spécifique (de 3,77 % à 6,26 %).

Sensibilité de l'obligation à un changement du taux d'actualisation

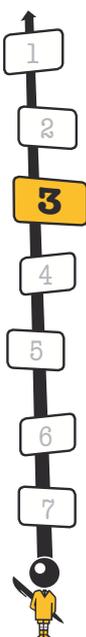
Selon les estimations établies par le Groupe, une variation de +/- 1 % du taux d'actualisation pour ces trois pays entraînerait une variation des engagements de, respectivement, - 11,2 % et + 13,5 %. Ce changement n'impacterait cependant pas en totalité la dette nette du Groupe relative aux avantages du personnel, la variation des actifs de couvertures pouvant compenser partiellement ce changement.

Note 21-6. Information par zone géographique

AU 31 DÉCEMBRE 2009	OBLIGATION	ACTIFS DE COUVERTURE	OBLIGATION NETTE
Europe	82 764	21,3 %	36 280
Amérique du Nord et Océanie	301 749	77,8 %	112 253
Amérique Latine	2 476	0,7 %	2 462
Moyen-Orient, Afrique et Asie	784	0,2 %	784
TOTAL	387 773	100 %	151 779

AU 31 DÉCEMBRE 2008	OBLIGATION	ACTIFS DE COUVERTURE	OBLIGATION NETTE
Europe	66 917	20,1 %	27 811
Amérique du Nord et Océanie	263 867	79,1 %	119 320
Amérique Latine	2 133	0,6 %	2 118
Moyen-Orient, Afrique et Asie	560	0,2 %	560
TOTAL	333 477	100 %	149 809

Pour les plans situés en Amérique du Nord et en Europe (essentiellement au Royaume-Uni), le niveau des actifs de couverture au 31 décembre 2009 est conforme aux engagements minimum de couverture, légalement ou contractuellement définis.



NOTE 22. IMPÔTS DIFFÉRÉS

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Impôts différés passifs	(18 311)	(23 957)	(19 390)
Impôts différés actifs	91 558	108 762	110 664
Position nette	73 247	84 805	91 274

L'évolution sur l'année de la situation du Groupe en matière d'impôts différés se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2009
À l'ouverture de l'exercice	84 805
Produit/(Charge) d'imposition différée de la période (cf. Note 7)	6 621
Comptabilisation en situation nette	(1 772)
Acquisition de filiales	1 215
Autres mouvements	(27)
Écarts de conversion	432
À la clôture de l'exercice	91 274

Origine des impôts différés actifs :

(en milliers d'euros)	
Impôts différés actifs liés à des différences temporaires	109 913
Impôts différés actifs liés à des reports déficitaires	751
Impôts différés actifs	110 664

NOTE 23. INSTRUMENTS FINANCIERS

Dérivés et comptabilité de couverture

La gestion des risques financiers est principalement concentrée au niveau de SOCIÉTÉ BIC, et gérée et/ou coordonnée par la Trésorerie Groupe.

Ce département n'est pas constitué en centre de profit.

La Trésorerie Groupe est en contact permanent avec les filiales et collecte tout au long de l'année les informations qui permettent d'identifier, de suivre et de piloter la gestion des risques.

En matière de change, la politique de couverture est de couvrir l'exposition nette par devise sur une base annuelle. Les positions acheteuses et vendeuses sont agrégées, et le nominal net déterminé fait l'objet de couvertures sur le marché.

En fonction de l'évolution du marché des changes, la Trésorerie Groupe peut accélérer le rythme de couverture afin de profiter de tendances favorables ou au contraire ralentir pour ne pas figer trop tôt un taux de change et rester flexible.

L'ensemble des positions est suivi en permanence et en temps réel par l'équipe Trésorerie Groupe qui dispose des systèmes d'information et de calcul nécessaires.

Une mise à jour de toutes les positions est communiquée au management chaque mois, détaillée par devise, par produit (contrats à terme, options...) et par objet (couverture de flux commerciaux ou d'investissements nets).

En présence de contraintes locales qui ne permettent pas une complète centralisation aux meilleures conditions pour le Groupe BIC, les couvertures sont réalisées localement sous le strict contrôle de la Trésorerie Groupe.

Risque de change

Pour gérer son risque de change, le Groupe utilise des contrats de change à terme, des swaps de devises et des produits optionnels. Les contrats de change à terme sont comptabilisés comme des couvertures dans la mesure où ils sont identifiés comme tels. Ces couvertures peuvent concerner l'investissement net du Groupe dans certaines entités étrangères (la plupart des flux de dividendes en monnaie étrangère sont couverts et, conformément aux règles IFRS, les couvertures sont logées au niveau de la société receveuse de dividendes), des créances ou des dettes en devises ou des engagements fermes en devises.



Compte tenu de la centralisation de trésorerie mise en place depuis 2002, SOCIÉTÉ BIC dispose de comptes courants avec ses principales filiales. Les soldes créditeurs en devises sont swappés contre euro à très court terme et l'euro est investi en OPCVM monétaires et autres produits de placements court terme.

Chaque jour la Trésorerie Groupe ajuste la position de liquidité des comptes courants grâce aux swaps de devises réalisés sur le marché. Cette gestion spécifique, si elle utilise des produits de change, ne peut pas être considérée comme une gestion de risque de change à part entière au même titre qu'une couverture classique, car il n'y a jamais conversion définitive des soldes bancaires. Il ne s'agit que d'une gestion de liquidité en devises par laquelle SOCIÉTÉ BIC optimise son financement.

Risque de taux

L'endettement brut long terme correspond principalement aux emprunts en dollars américains contractés en France pour financer les acquisitions de Cello Pens et Norwood Promotional Products LLC (cf. Note 19). Les taux variables de ces emprunts font l'objet de swaps de taux d'intérêts contre taux fixe, sur la durée de l'emprunt.

L'exposition aux taux d'intérêt sur les autres emprunts est très limitée. Tous les besoins de financement locaux sont directement indexés sur une base de taux variables. La survenance de ces positions emprunteuses est non significative et trop ponctuelle pour générer un besoin de couverture pertinent.

Impact des couvertures des risques de change et de taux dans les comptes consolidés au 31 décembre 2009

Les montants suivants ont été comptabilisés à la juste valeur des instruments dérivés au 31 décembre 2009 (en milliers d'euros) :

INSTRUMENTS DÉRIVÉS ET RÉÉVALUATION	QUALIFICATION DE LA COUVERTURE/RISQUE COUVERT	COMPTABILISATION AU RÉSULTAT FINANCIER - IMPACT AVANT IMPÔT - NOTE 6 (***)	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES - AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL AVANT IMPÔTS (***)	ACTIFS COU-RANTS	ACTIFS NON COU-RANTS	PASSIFS COURANTS	PASSIFS NON COU-RANTS
Impact de la réévaluation des instruments de couverture - hors opération de financement de l'acquisition de Cello Pens							
Flux commerciaux	Flux de trésorerie/ Risque de change	493	(10 723)	5 906	1	(701)	(46)
Norwood- Swap de taux d'intérêts	Flux de trésorerie/ Risque de taux	-	(440)	-	-	-	(440)
Sous-total (1)		493	(11 163)	5 906	1	(701)	(486)
Impact de l'opération de financement de l'acquisition de Cello Pens							
Cello - Réévaluation des swaps EUR/USD et NDF USD/INR	Flux de trésorerie/ Risque de change	-	(7 529)	-	-	(7 529)	-
Cello - Réévaluation des swaps de taux d'intérêts	Flux de trésorerie/ Risque de taux	-	(186)	-	-	-	(186)
Cello - Gains nets réalisés sur les NDF débouclés (*)	Flux de trésorerie/ Risque de change	-	5 071	-	-	-	-
Cello - Revalorisation de l'emprunt au taux de clôture (**)	Investissement net/ Risque de change	-	13 867	-	-	-	-
Sous-total (2)		-	11 223	-	-	(7 529)	(186)
Impact 2009 de la réévaluation des swaps de devises adossés aux positions de trésorerie en devises - Sous-total (3)	À la juste valeur par le compte de résultat/ Risque de change	4 030	-	1 896	-	-	-
TOTAL		4 523	60	7 802	1	(8 230)	(672)

(*) La deuxième phase d'acquisition de Cello Pens ayant été retardée, le NDF initialement contracté pour couvrir la conversion des USD en INR est arrivé à échéance et de nouveaux NDF ont été successivement mis en place. Le gain net réalisé sur ces NDF arrivés à échéance est comptabilisé en situation nette et viendra diminuer le prix d'acquisition de la seconde tranche. Le point sur la seconde tranche d'acquisition de cello pens est présenté en Note 13.

(**) Une partie des dividendes reçus en dollars américains de BIC CORPORATION seront utilisés pour rembourser l'emprunt et les intérêts relatifs à l'acquisition de Cello Pens. Selon les normes IAS 32/39, l'impact de la réévaluation en euros de cet emprunt doit dès lors être comptabilisé en situation nette (13,9 millions d'euros au 31 décembre 2009) en tant que couverture de l'investissement net de BIC CORPORATION.

(***) Il s'agit du mark to market des instruments de couverture en portefeuille au 31 décembre 2009 retraité de l'extourne du mark to market des instruments de couverture en portefeuille au 31 décembre 2008.



En outre, les filiales du Groupe BIC ayant des taux garantis ont réévalué leurs créances et dettes au taux garanti à fin décembre 2009, impactant le résultat d'exploitation pour 1 021 milliers d'euros.

Les montants suivants avaient été comptabilisés à la juste valeur des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2008 (en milliers d'euros) :

ÉLÉMENTS COUVERTS	COMPTABILISATION AU RÉSULTAT FINANCIER – NOTE 6	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES - AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
		ACTIFS COURANTS ⁽¹⁾	ACTIFS NON COURANTS	PASSIFS COURANTS ⁽²⁾	PASSIFS NON COURANTS	
Flux commerciaux	(712)	17 736	18 007	2 064	(4 942)	(147)
Investissement net	-	-	-	-	-	-
Impôts différés	239	(6 091)	-	-	-	-
TOTAL	(473)	11 645	18 007	2 064	(4 942)	(147)

(1) Dont 1 535 milliers d'euros figurant en créances clients.

(2) Dont 2 808 milliers d'euros figurant en contrats de couverture courants et 2 134 milliers d'euros en autres instruments dérivés.

Portefeuille des couvertures des risques de change et de taux au 31 décembre 2009

1/ Risque de change

Pour couvrir ses flux de trésorerie futurs, le Groupe BIC a les positions de couverture suivantes au 31 décembre 2009 :

MATURITÉ	DEVISE COUVERTE	TERMES	OPTIONS	NDF
2010	EUR/USD	205 000 000 USD		
	USD/CAD	31 000 000 USD	3 000 000 USD	
	USD/AUD	4 600 000 USD		
	EUR/GBP	15 600 000 GBP	2 000 000 GBP	
	EUR/AUD	29 500 000 AUD		
	EUR/SEK	5 000 000 SEK		
	EUR/CHF	6 500 000 CHF		
	EUR/JPY	1 245 632 000 JPY		
	EUR/CAD	8 800 000 CAD		
	EUR/NZD	5 500 000 NZD		
	EUR/PLN	28 300 000 PLN		
	EUR/HUF	500 000 HUF		
	EUR/ZAR	2 300 000 EUR		
	USD/ARS	8 100 000 USD		
	USD/INR			4 100 000 000 INR
2011	USD/CAD	1 000 000 USD	1 500 000 USD	

Au bilan au 31 décembre 2009, la seule position de change présentant une exposition significative porte sur le couple EUR/USD pour 205 millions de dollars américains. Cette exposition est couverte à hauteur de 100 % au 31 décembre 2009 et les flux de trésorerie correspondant seront réalisés au cours de l'exercice 2010.

La sensibilité du résultat et des capitaux propres à une variation de +/- 1 % de l'EUR/USD sur les éléments présents au bilan au

31 décembre 2009, telle que définie par IFRS 7, n'est pas jugée significative par le Groupe.

Au bilan au 31 décembre 2008, la seule position de change présentant une exposition significative portait sur le couple EUR/USD pour 230 millions de dollars américains. Cette exposition était couverte à hauteur de 74 % au 31 décembre 2008 et les flux de trésorerie correspondant ont été réalisés au cours de l'exercice 2009.



2/ Risque de taux

Le Groupe a aussi négocié des couvertures liées au risque de taux d'intérêts par lesquelles SOCIÉTÉ BIC échange les taux variables de ses emprunts contre des taux fixes (cf. Note 19).

Ces emprunts concernent les deux acquisitions suivantes :

- Cello Pens : emprunt de 156 millions de dollars américains - taux variable (LIBOR USD 3 mois + marge) couvert par un swap contre taux fixe de 3,1950 % (marge incluse) sur 5 ans et amorti linéairement ;

- Norwood Promotional Products : emprunt de 125 millions de dollars américains - taux variable (LIBOR USD 3 mois + marge) couvert par un swap contre taux moyen fixe de 3,7350 % (marge incluse) sur 5 ans et amorti linéairement.

Les swaps de taux d'intérêts portent sur un nominal de 281 millions de dollars américains et les couvertures de flux de trésorerie ont un *mark to market* de - 626 milliers d'euros au 31 décembre 2009. La dette étant swappée contre taux fixe, la sensibilité aux variations de taux est sans impact sur le compte de résultat.

Principaux éléments du bilan remontés en devises étrangères

En ce qui concerne les éléments du bilan, le poids des différentes devises est le suivant au 31 décembre 2009 (pour les principaux agrégats non courants) :

(en milliers d'euros)	TOTAL	EN EUR	USD CONVERTIS EN EUR	BRL CONVERTIS EN EUR	MXN CONVERTIS EN EUR	AUTRES CONVERTIS EN EUR
Immobilisations corporelles nettes	372 511	216 648	85 920	42 676	16 098	11 169
Goodwills nets	215 047	86 219	102 539	15 813	-	10 476
Trésorerie et équivalents de trésorerie (hors découverts bancaires)	480 343	363 903	25 772	51 393	11 188	28 087
Provision pour retraite	(153 649)	(17 741)	(111 448)	-	(2 107)	(22 353)

NOTE 24. RELATIONS AVEC LES APPARENTÉS

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 24, le Groupe a considéré les parties liées ci-dessous :

- l'ensemble des sociétés consolidées en intégration globale ou en mises en équivalence (cf. Note 30) ;
- l'ensemble des membres du Conseil d'Administration (cf. Rapport de gestion), du Comité de Direction (cf. Gouvernement d'entreprise, § 2.3) ainsi que leur famille proche ;
- l'ensemble des sociétés dans lesquelles un membre du Conseil d'Administration ou du Comité de Direction détient un droit de vote significatif.

Sociétés consolidées en intégration globale ou en mise en équivalence

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions entre la société mère et les entreprises associées ne sont pas significatives sur l'exercice.

Membres du Conseil d'Administration et du Comité de Direction

L'ensemble des transactions conclues avec les membres du Conseil d'Administration et les membres du Comité de Direction dans sa composition au 31 décembre 2009 sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2009	
	Charges	Montant au Bilan
Avantages à court terme	6 834	222
Avantages postérieurs à l'emploi	1 629	16 768
Autres avantages à long terme	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Paiements fondés sur des actions	1 364	-
TOTAL DES TRANSACTIONS	9 827	16 990

Les jetons de présence perçus par les administrateurs ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus et sont présentés dans le Rapport de gestion.

Sociétés dans lesquelles un membre du Comité de Direction ou du Conseil d'Administration y détient un droit de vote significatif

Nous n'avons pas identifié de telles parties liées au 31 décembre 2009.

NOTE 25. ENGAGEMENTS HORS BILAN : AVALS, CAUTIONS ET GARANTIES

L'état suivant des avals, cautions et garanties représente les engagements du Groupe.

Tous les engagements significatifs figurent dans ce tableau.

Il n'existe pas de nantissement d'actif ou d'actions inscrites au nominatif pur.

Garanties données

Néant

Garanties reçues

GARANT	SOCIÉTÉ GARANTIE	BÉNÉFICIAIRE	DATE ÉMISSION/RENOUVELLEMENT	DATE ÉCHÉANCE	OBJET DE LA GARANTIE	DEVISE	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Société Générale	SOCIÉTÉ BIC	Les douanes de Paris Ouest	-	-	Caution de crédit d'enlèvement	EUR	45 735	45 735
Natexis Banques Populaires	BJ75	Préfecture d'Ille et Vilaine	29 août 2006	28 août 2011	Garantie financière environnement	EUR	160 000	160 000
Société Générale	Conté	Les Douanes de Dunkerque	1 ^{er} juin 1997	Renouvelable tacitement	Caution permettant à Conté d'acheter de l'alcool éthylique	EUR	60 980	60 980
Banca Intesa	BIC Italia SPA	Ministère des Finances	De 2001 à 2009	Sous réception de la déclaration du Ministère des finances	Garanties commerciales	EUR	558 132	747 824
San Paulo IMI	BIC Italia SPA	REPE Italia 1 SRL	13 juillet 2005	Renouvelable annuellement jusqu'à expiration du contrat de location	Loyers	EUR	225 360	225 360
Société Générale	BIC CIS	Société Générale Vostok	22 octobre 2009	31 octobre 2010	Garantie d'une ligne de crédit	USD	5 000 000	5 000 000
BNP Paribas	BIC Pazarlama Ltd. Sti.	Turk Ekonomi Bankasi	26 août 2009	31 août 2010	Garantie d'une ligne de crédit	TRY	2 000 000	2 000 000
Société Générale	BIMA 83	Communauté de Communes de Cernay et Environs	23 février 2009	1 ^{er} mai 2013	Caution pour investissements et travaux de la station d'épuration de Cernay et ouvrages annexes	EUR	-	210 828
Société Générale	SOCIÉTÉ BIC	Les douanes de Paris Ouest	-	-	Caution de crédit d'enlèvement et paiement des droits de port	EUR	-	29 000
BNP Paribas	BIC Product (Korea) PTE Ltd.	Shihan Korea Bank	14 décembre 2009	-	Garantie d'une ligne de crédit	KRW	-	1 500 000 000



Informations financières consolidées

Notes aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009

GARANT	SOCIÉTÉ GARANTIE	BÉNÉFICIAIRE	DATE ÉMISSION/RENOUVELLEMENT	DATE ÉCHÉANCE	OBJET DE LA GARANTIE	DEVISE	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Banco Sabadell	All Promotional Products SL (Espagne)	Agencia Tributaria (Autorités fiscales espagnoles)	19 octobre 2000	-	Garantie de paiement de droits et de TVA pour les importations	EUR	-	180 304
Banco Santander	All Promotional Products SL (Espagne)	Agencia Tributaria (Autorités fiscales espagnoles)	10 novembre 2000	-	Garantie de paiement de droits et de TVA pour les importations	EUR	-	180 304
Banco Santander	All Promotional Products SL (Espagne)	Agencia Tributaria (Autorités fiscales espagnoles)	18 décembre 2000	-	Garantie de paiement de droits et de TVA pour les importations	EUR	-	120 202
Banco Sabadell	All Promotional Products SL (Espagne)	Agencia Tributaria (Autorités fiscales espagnoles)	3 mai 2004	-	Garantie de paiement de droits et de TVA pour les importations	EUR	-	90 000
Banco Sabadell	All Promotional Products SL (Espagne)	Metropolis Inmobiliarias y Restauraciones SL	7 octobre 2008	31 décembre 2010	Loyers	EUR	-	527 681
Nordea Bank AB	Ansvarighet till Pensionsgaranti	BIC Nordic AB	-	-	Garantie d'une ligne de crédit	SEK	-	3 000 000
PRI Pensionstjänst AB	Ansvarighet till Pensionsgaranti	BIC Nordic AB	-	-	Retraites	SEK	-	359 857

Au 31 décembre 2009, les engagements reçus par le Groupe BIC s'élevaient donc à un total de 8,2 millions d'euros.

Autres engagements

Suite à la rupture d'un contrat de distribution avec Kamalpoor en décembre 2002, SOCIÉTÉ BIC s'est engagée à verser à cette société,

durant 15 ans, 8 % de son chiffre d'affaires d'articles de papeterie réalisé sur la zone des Émirats arabes unis avec un minimum annuel de 60 milliers de dollars américains et un maximum annuel de 120 milliers de dollars américains.

Parallèlement, le nouveau distributeur de SOCIÉTÉ BIC sur cette zone prend en charge la moitié de ces coûts.

NOTE 26. OBLIGATIONS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les contrats de location-financement représentent une part non significative des immobilisations corporelles du Groupe (moins de 1 %).

La juste valeur des obligations du Groupe au titre des contrats de location-financement est proche de leur valeur d'inventaire.

Les obligations du Groupe au titre des contrats de location-financement sont garanties par un privilège du bailleur sur les actifs donnés en bail.

NOTE 27. PASSIFS ÉVENTUELS**BIC CORPORATION U.S.A.**

BIC CORPORATION a des passifs éventuels liés à des litiges, des réclamations et des contestations en instance constatés dans l'exercice normal de ses activités.

Bien que l'on ne puisse préjuger des passifs finaux liés à ces litiges, la Direction considère, après consultation de ses conseils, que les éventuelles obligations qui en résulteront n'auront pas d'incidence défavorable significative sur la situation financière et les résultats consolidés de la Société.

Autres sociétés du Groupe BIC

Au 31 décembre 2009, SOCIÉTÉ BIC et ses filiales ne sont impliquées dans aucun litige, aucune réclamation ou contestation qui, de l'avis de la Direction et après consultation de ses conseils, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les comptes consolidés du Groupe.

NOTE 28. CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION**Le Groupe BIC en tant que preneur**

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Loyers de location-exploitation reconnus en charge sur l'exercice	6 570	4 993	7 249

À la date du bilan, les engagements non réglés du Groupe au titre de contrats de location-exploitation non résiliables arrivaient à échéance comme suit :

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
À moins d'un an	5 821	5 496	6 839
Entre la deuxième et la cinquième année incluse	10 352	7 049	8 750
À plus de cinq ans	1 050	636	1 976
TOTAL	17 223	13 181	17 565

Les loyers des contrats de location-exploitation correspondent essentiellement à des locaux à usage de bureaux.

Le Groupe BIC en tant que bailleur

Cf. Note 10-3 relative aux immeubles de placement.

NOTE 29. INFORMATIONS SUR LE PLAN 2009 DE RÉDUCTION DES COÛTS

Dans un contexte économique sans précédent, le Groupe BIC a mis en place, au cours du premier trimestre 2009, un plan de réduction des coûts à l'échelle mondiale afin de s'adapter au ralentissement de ses marchés. Le coût de ce programme, qui affecte le résultat d'exploitation du Groupe, est de 34,4 millions d'euros pour l'exercice 2009. Les économies attendues sont d'environ 30 millions d'euros sur une base annuelle. Leur impact est attendu dès 2010 avec un effet plein à partir de 2011.

Ces 34,4 millions d'euros ont été reconnus dans les "autres produits et autres charges opérationnels" (cf. Note 5) et concernent principalement l'Europe (23,1 millions d'euros) et les États-Unis (11,3 millions d'euros). Au 31 décembre 2009, la provision pour restructuration correspondante s'élève à 11,7 millions d'euros et est présentée dans les "autres dettes courantes".



NOTE 30. FILIALES CONSOLIDÉES

Au 31 décembre 2009, les principales sociétés opérationnelles sont les suivantes :

DÉNOMINATION DE LA FILIALE	LIEU DE CONSTITUTION (OU D'IMMATRICULATION) ET D'IMPLANTATION	% DE PARTICIPATION (DIRECTE OU INDIRECTE)	ACTIVITÉ PRINCIPALE
FRANCE			
BIC Clichy SAS	Clichy	100,0 %	Société holding
BIC Services SASU	Clichy	100,0 %	Production de services
Bima 83 SASU	Clichy/Cernay	100,0 %	Production de biens de consommation
Société du Briquet Jetable 75 SASU	Clichy/Redon	100,0 %	Production de biens de consommation
DAPE 74 Distribution SASU	Clichy	100,0 %	Distribution de biens de consommation
Électro Centre SAS	Velars-sur-Ouche	92,7 %	Production de biens de consommation
BIC Technologies SA	Clichy	99,9 %	Production de biens de consommation
BIC Rasoirs SASU	Verberie	100,0 %	Production de biens de consommation
BIC Sport SASU	Vannes	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Conté SASU	Boulogne-sur-Mer	100,0 %	Production de biens de consommation
BIC Graphic France SASU	Clichy	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Écriture 2000 SASU	Clichy/Montevrain	100,0 %	Production de biens de consommation
Voiles Gateff SAS	La Garde	90,0 %	Production et distribution de biens de consommation
SI Valiton Gesnouin SASU	Clichy	100,0 %	Immobilier
SI BIC Clichy SASU	Clichy	100,0 %	Immobilier
Stypen SASU	Joigny/Montevrain	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Norwood Promotional Products France SASU	Clichy/Paris	100,0 %	Distribution de biens de consommation
EUROPE			
BIC Deutschland GmbH & Co. OHG	Allemagne	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Erzeugnisse GmbH	Allemagne	100,0 %	Société holding
BIC Verwaltungs GmbH	Allemagne	100,0 %	Société holding
BIC GmbH	Allemagne	100,0 %	Société holding
A. Hauser GmbH & Co., KG	Allemagne	100,0 %	Distribution de biens de consommation
A. Hauser Verwaltungsgesellschaft mbH	Allemagne	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC (Austria) Vertriebsgesellschaft mbH	Autriche	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Belgium SPRL	Belgique	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Iberia SA	Espagne	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC Graphic Europe SA	Espagne	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC Violex SA	Grèce	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC Hungaria Kft.	Hongrie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC (Ireland) Ltd.	Irlande	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Italia Spa	Italie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Netherlands BV	Pays-Bas	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Polska SP ZOO	Pologne	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Portugal SA	Portugal	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC (Romania) Marketing & Distribution SRL	Roumanie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC UK Ltd.	Royaume-Uni	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Slovakia SRO	Slovaquie	100,0 %	Distribution de biens de consommation



DÉNOMINATION DE LA FILIALE	LIEU DE CONSTITUTION (OU D'IMMATRICULATION) ET D'IMPLANTATION	% DE PARTICIPATION (DIRECTE OU INDIRECTE)	ACTIVITÉ PRINCIPALE
Sheaffer Slovakia SRO	Slovaquie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC CIS	Russie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Nordic AB	Suède	100,0 %	Distribution de biens de consommation
Société BIC (Suisse) SA	Suisse	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Pazarlama Ltd. Sti.	Turquie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Ukraine	Ukraine	100,0 %	Distribution de biens de consommation
APP All Promotional Products GmbH	Allemagne	100,0 %	Distribution de biens de consommation
Antalis Promotion Italia SPA	Italie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
Norwood Promotional Products Nederland BV	Pays-Bas	100,0 %	Distribution de biens de consommation
All Promotional Products SL	Espagne	100,0 %	Distribution de biens de consommation
AMÉRIQUE DU NORD			
BIC Inc.	Canada	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC CORPORATION	États-Unis	100,0 %	Société holding
BIC USA Inc.	États-Unis	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Consumer Products Manufacturing Co. Inc.	États-Unis	100,0 %	Production de biens de consommation
BIC Graphic USA Manufacturing Co. Inc. ^(*)	États-Unis	100,0 %	Production de biens de consommation
Norwood Promotional Products LLC	États-Unis	100,0 %	Distribution de biens de consommation
Sheaffer Manufacturing LLC	États-Unis	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC Sport North America Inc.	États-Unis	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Wite out Products Inc.	États-Unis	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Furtuna Holding Co. Ltd.	Îles Vierges Britanniques	100,0 %	Société holding
Xenia Insurance Co. Ltd.	Bermudes	100,0 %	Société d'assurance
OCÉANIE			
BIC Australia Pty. Ltd.	Australie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC (NZ) Ltd.	Nouvelle Zélande	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
AMÉRIQUE LATINE			
BIC Argentina SA	Argentine	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Brasil SA	Brésil	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Graphic Brasil Ltda.	Brésil	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Amazonia SA	Brésil	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
PIMACO Autoadesivos Ltda.	Brésil	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC Chile SA	Chili	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Colombia SA	Colombie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Ecuador SA	Équateur	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC de Guatemala SA	Guatemala	100,0 %	Distribution de biens de consommation
No Sabe Fallar SA de CV	Mexique	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Industrial de Cuautitlan SA de CV	Mexique	100,0 %	Immobilier
BIC Uruguay SA	Uruguay	100,0 %	Distribution de biens de consommation
SA Nelgor	Uruguay	100,0 %	Société holding
BIC de Venezuela CA	Venezuela	100,0 %	Distribution de biens de consommation

(*) Atchison Products, Inc. a été fusionné dans BIC Graphic USA Manufacturing Co. Inc. le 31 décembre 2008.



DÉNOMINATION DE LA FILIALE	LIEU DE CONSTITUTION (OU D'IMMATRICULATION) ET D'IMPLANTATION	% DE PARTICIPATION (DIRECTE OU INDIRECTE)	ACTIVITÉ PRINCIPALE
ASIE			
BIC Stationery (Shanghai) Co. Ltd.	Chine	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC (Shanghai) Stationery Manufacturing Co. Ltd.	Chine	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC Product (Korea) Ltd.	Corée du sud	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC India Pvt. Ltd.	Inde	100,0 %	Distribution de biens de consommation
PT Buana Inti Cakrawala ("BIC")	Indonésie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Japan KK	Japon	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC GBA Sdn. Bhd.	Malaisie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Product (Singapore) Pte. Ltd.	Singapour	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Product (Asia) Pte. Ltd.	Singapour	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Product (Thailand) Ltd.	Thaïlande	100,0 %	Distribution de biens de consommation
Antalis Promotional Products (Asia) Ltd.	Hong-Kong	100,0 %	Distribution de biens de consommation
AFRIQUE			
BIC (South Africa) Pty. Ltd.	Afrique du Sud	100,0 %	Production de biens de consommation
BIC Holdings Southern Africa (Pty.) Ltd.	Afrique du Sud	100,0 %	Société holding
BIC Malawi Pty. Ltd.	Malawi	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Mozambique Ltd.	Mozambique	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Zambia Ltd.	Zambie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
INDE			
Cello Writing Instruments and Containers private Limited	Inde	40,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Cello Stationery Products private Limited	Inde	40,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Pentek Pen and Stationery private Limited	Inde	40,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Cello Plastic Products private Limited	Inde	40,0 %	Production de biens de consommation
Cello Tips and Pens private Limited	Inde	40,0 %	Production de biens de consommation
Cello Pens private Limited	Inde	40,0 %	Production et distribution de biens de consommation



NOTE 31. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RÉSEAUX

Les honoraires des Commissaires aux Comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe sont les suivants :

(en milliers d'euros)	DELOITTE & ASSOCIÉS				GRANT THORNTON			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
• Émetteur	482	482	28 %	26 %	72	75	14 %	12 %
• Filiales intégrées globalement	933	997	55 %	53 %	428	530	81 %	88 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes								
• Émetteur	249	135	15 %	7 %	-	-	-	-
• Filiales intégrées globalement	26	120	1 %	6 %	-	-	-	-
Sous-total	1 690	1 734	99 %	92 %	500	605	95 %	100 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
• Juridique, fiscal, social ^(a)	20	150	1 %	8 %	28	-	5 %	-
Sous-total	20	150	1 %	8 %	28	-	5 %	-
TOTAL	1 710	1 884	100 %	100 %	528	605	100 %	100 %

(a) Les missions de revues fiscales ont été réalisées intégralement dans les filiales étrangères.



Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

➔ EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de SOCIÉTÉ BIC, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de poursuite des difficultés à appréhender les perspectives économiques. Ces conditions sont décrites dans la Note 1 de l'annexe aux Comptes Consolidés.

C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Les Notes 1-6 et 1-13 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives, d'une part, à la valeur d'inventaire des goodwill et, d'autre part, aux coûts de prestations de retraite et autres avantages au personnel. Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié des méthodes comptables utilisées, des données et hypothèses retenues, de la documentation fournie ainsi que des évaluations qui en résultent. Nous nous sommes par ailleurs assurés que les Notes 11 et 21 donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 26 février 2010

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International
Gilles HENGOAT

Deloitte & Associés
Jean-François VIAT
Dominique JUMAUCOURT





4

➔ Comptes sociaux (normes françaises)

Compte de résultat	111	Informations supplémentaires concernant les comptes sociaux	128
Bilan au 31 décembre 2009	112	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	129
Actif	112		
Passif	113		
Tableau de flux de trésorerie	114	Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	130
Annexe	115		
Notes sur le bilan	116		
Notes sur le compte de résultat	120		
Informations relatives au hors bilan	123		
Informations diverses	124		



Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Chiffre d'affaires	11	545 318	492 374	485 078
Production stockée		(239)	50	-
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		6 512	3 439	1 595
Autres produits	12	51 892	45 341	46 186
Total des produits d'exploitation		603 483	541 204	532 859
Achats de marchandises et variations de stocks		(323 891)	(309 712)	(307 361)
Achats de matières premières, autres approvisionnements et variations de stock		(18 661)	(14 162)	(15 929)
Autres achats et charges externes		(147 571)	(154 388)	(135 962)
Impôts, taxes et versements assimilés		(2 837)	(2 144)	(2 345)
Charges de personnel	13	(1 985)	(1 627)	(1 607)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(11 714)	(9 664)	(10 870)
Autres charges		(699)	(412)	(197)
Total des charges d'exploitation		(507 358)	(492 109)	(474 271)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		96 125	49 095	58 588
RÉSULTAT FINANCIER	14	6 582	24 273	27 951
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	15	1 616	(179)	4 169
Impôts sur les bénéfices	16 à 18	(32 483)	(11 995)	(24 379)
RÉSULTAT NET		71 840	61 194	66 329



Bilan au 31 décembre 2009

➔ ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>		Notes	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009		
			Valeurs nettes	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements ou provisions	Valeurs nettes
			843	303	3 823	(3 732)	91
			17 265	17 208	58 795	(39 761)	19 034
			5 171	5 073	2 110	-	2 110
			23 279	22 584	64 728	(43 493)	21 235
			1 680	1 680	1 680	-	1 680
			1 293	1 128	13 184	(12 262)	922
			2 461	2 456	9 136	(7 298)	1 838
			3 401	3 240	10 120	(7 089)	3 031
			1 150	1 017	3 723	(2 554)	1 169
			-	-	-	-	-
			9 985	9 521	37 843	(29 203)	8 640
		23	661 024	659 722	879 201	(40 004)	839 197
		5-6	757	831	87 598	-	87 598
		3	22 474	11 509	10 154	-	10 154
			684 255	672 062	976 953	(40 004)	936 949
			717 519	704 167	1 079 524	(112 700)	966 824
			415	695	655	-	655
			-	50	796	(646)	150
			30 417	27 809	24 712	(1 312)	23 400
			30 832	28 554	26 163	(1 958)	24 205
			302	482	391	-	391
		5-6	113 926	99 405	77 837	(2 729)	75 108
		5-6	102 442	104 152	90 806	(11 370)	79 436
		7	125 043	152 151	368 396	-	368 396
			6 982	3 682	2 086	-	2 086
			1 894	2 142	1 849	-	1 849
		8	1 890	1 780	3 589	-	3 589
			383 311	392 348	571 117	(16 057)	555 060
			1 100 830	1 096 515	1 650 641	(128 757)	1 521 884



→ PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	AVANT RÉPARTITION		
		31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Capital social		188 622	185 484	185 559
Primes émission, fusion, apport		29 912	30 847	34 777
Réserve légale		22 410	22 410	22 410
Réserve générale		180 379	180 379	180 379
Report à nouveau		373 254	346 854	340 214
Résultat de l'exercice		71 840	61 194	66 329
Capitaux propres	9	866 417	827 168	829 668
Provisions pour risques et charges	10	9 388	9 322	10 328
Provisions pour risques et charges		9 388	9 322	10 328
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5	1 608	1 462	200 192
Emprunts et dettes financières divers	5	134 148	160 473	370 748
Dettes financières		135 756	161 935	570 940
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5-6	48 153	71 692	69 179
Dettes fiscales et sociales	5	21 831	10 365	15 483
Autres dettes	5	14 117	7 638	5 785
Produits constatés d'avance	5	5 136	7 531	3 684
Dettes d'exploitation		89 237	97 226	94 131
Comptes de régularisation				
Écart de conversion passif		32	864	16 817
Dettes		225 025	260 025	681 888
TOTAL DU PASSIF		1 100 830	1 096 515	1 521 884



Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	Notes	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Activités d'exploitation				
Résultat net		71 840	61 194	66 329
Retraitement dividendes encaissés		(91)	(26 389)	(23 453)
Amortissements et provisions à l'exception des provisions sur actifs circulants		9 675	9 142	9 667
(Plus-values)/Moins-values de cession d'actifs		(4 124)	(4 438)	(6 060)
Marge brute d'autofinancement		77 300	39 509	46 483
(Augmentation)/Diminution des besoins d'exploitation		(9 705)	18 829	64 274
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		67 595	58 338	110 757
Activités d'investissement				
Dividendes encaissés	14	91	26 389	23 453
Cessions d'immobilisations		1 561	819	977
Acquisitions d'immobilisations		(821)	(1 546)	(919)
Acquisitions de brevets et licences		(3 802)	(4 092)	(3 095)
Variation des actions propres		(27 422)	(25 216)	3 661
Autres dépenses d'investissement		59	(248)	(313)
Acquisitions de filiales	23-2	149	(707)	(1 431)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(30 185)	(4 601)	22 333
Activités de financement				
Dividendes payés		(64 239)	(65 495)	(65 068)
Emprunts		(52)	(54)	195 042
Prêts intra-groupe		35 072	(75)	2
Variation des comptes courants		(22 687)	36 174	(47 137)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(51 906)	(29 450)	82 839
Flux nets de trésorerie		(14 496)	24 287	215 929
Liquidités/(Découverts) d'ouverture		141 713	127 217	151 504
LIQUIDITÉS/(DÉCOUVERTS) DE CLÔTURE		127 217	151 504	367 433



Annexe

1. FAITS CARACTÉRISTIQUES

Néant.

2. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément à la réglementation comptable française en vigueur.

Les hypothèses de base suivantes ont été retenues :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

Les divers éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode des coûts historiques, sous réserve de l'exception mentionnée en d) ci-après.

Les principales règles et méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Les frais de recherche et développement sont capitalisés lorsque les projets significatifs (au-dessus du seuil de 500 000 euros) de recherche appliquée et de développement en cours sont identifiables et évaluables de manière fiable, nettement individualisés et ont de sérieuses chances de rentabilité commerciale. À compter de la mise en production, les frais de recherche et développement capitalisés sont amortis linéairement sur une durée de 3 à 5 ans.

Les frais de recherche et développement ne satisfaisant pas à ces critères sont directement portés en charges de l'exercice. Les brevets et droits similaires sont amortis sur leur durée de protection ou d'utilisation.

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 3 à 5 ans.

b) Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'achat ou à leur coût de production. L'amortissement pour dépréciation a été calculé sur le mode linéaire en fonction de la nature des éléments :

Constructions	25 ans
Agencements	8 à 10 ans
Matériel de transport	3 ans
Matériel, outillage et agencements industriels	2 à 8 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 à 8 ans

c) Évaluation des actifs immobilisés

Lors de la clôture des comptes, SOCIÉTÉ BIC s'assure qu'il n'existe pas d'indicateur externe ou interne susceptible de remettre en

cause la valeur d'un actif immobilisé. Lorsque la valeur vénale ou la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable de l'immobilisation considérée, une provision est comptabilisée pour la différence entre ces valeurs.

d) Immobilisations financières

Elles sont enregistrées à leur valeur d'entrée dans le patrimoine. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'usage d'un titre devient inférieure à sa valeur d'acquisition. La valeur d'usage est établie par référence aux capitaux propres des participations considérées, celle-ci étant le cas échéant ajustée pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés pour le Groupe ainsi que de leurs perspectives de développement et de résultat. Par ailleurs, les actions BIC rachetées sur le fondement de l'article L. 225-209 du Code de commerce qui ne sont pas exclusivement destinées aux plans de stock-options ont été classées en immobilisations financières. Ces actions sont valorisées à leur coût d'acquisition. Si leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice (sur la base du cours coté moyen du dernier mois de la période) devient inférieure au prix d'acquisition, une provision est constatée. Les prêts en devises étrangères sont convertis au taux de clôture.

e) Stocks

Les marchandises sont valorisées au coût d'achat, incluant les frais accessoires selon la méthode du "prix unitaire moyen pondéré". Des provisions pour dépréciation sont comptabilisées, si nécessaire, pour ramener la valeur des stocks au prix du marché.

f) Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées, le cas échéant, par voie de provision pour tenir compte des risques de recouvrement auxquels elles donnent lieu. Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées sur la base du cours de change officiel à la clôture.

Les gains de change latents sont comptabilisés en écart de conversion passif tandis que les pertes de change latentes sont comptabilisées en écart de conversion actif et font l'objet d'une provision pour risques et charges.

Les gains et pertes de change correspondant aux comptes courants sont dorénavant directement constatés en compte de résultat et ne font donc plus l'objet d'un écart de conversion.



g) Placements financiers

Les placements financiers sont composés de valeurs mobilières de placement et des actions de SOCIÉTÉ BIC rachetées dans le cadre des plans de stock-options ou de régularisation des cours sur le fondement des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce. Ces actions sont valorisées à leur coût d'acquisition. Si leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice (sur la base du cours coté moyen du dernier mois de la période ou de la valeur d'exercice des options auxquelles elles sont destinées) devient inférieure au prix d'acquisition, une provision est constatée.

h) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Elles sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

i) Emprunts

Les emprunts en devises étrangères sont convertis aux taux de clôture.



➔ **NOTES SUR LE BILAN**

3. ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	VALEURS BRUTES AU 31 DÉC. 2008	AUGMENTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS DE L'EXERCICE	VALEURS BRUTES AU 31 DÉC. 2009
Frais de recherche et développement	3 823	-	-	3 823
Autres postes d'immobilisations incorporelles	57 811	9 691	(6 597)	60 905
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	61 634	9 691	(6 597)	64 728
Terrains	1 680	-	-	1 680
Constructions	13 140	44	-	13 184
Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 613	523	-	9 136
Autres immobilisations corporelles	9 978	180	(38)	10 120
Immobilisations corporelles en cours	3 571	152	-	3 723
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 982	899	(38)	37 843
Titres de participation ⁽¹⁾	697 746	182 431	(976)	879 201
Créances rattachées à des participations ⁽²⁾	831	86 767	-	87 598
Actions propres ⁽³⁾	10 803	315	(1 983)	9 135
Prêts et autres immobilisations financières	706	313	-	1 019
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	710 086	269 826	(2 959)	976 953

(1) Les titres de participation ainsi que les principaux mouvements de l'exercice sont détaillés en Note 23.

(2) Inclus le prêt consenti à BIC CORPORATION aux États-Unis d'un montant de 125 millions de dollars américains pour l'acquisition de Norwood Promotional Products.

(3) Il s'agit de 46 516 actions propres au titre de la couverture des plans d'attribution d'actions gratuites et de 196 625 actions dans le cadre des programmes de rachats d'actions autorisés par les Assemblées Générales.

4. ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

(en milliers d'euros)	AMORTISSEMENTS AU 31 DÉC. 2008	AUGMENTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS AU 31 DÉC. 2009
Frais de recherche et développement	3 520	212	-	3 732
Brevets et droits similaires	32 984	4 232	-	37 216
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	36 504	4 444	-	40 948
Constructions	12 012	250	-	12 262
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 157	1 141	-	7 298
Autres immobilisations corporelles	6 738	389	(38)	7 089
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	24 907	1 780	(38)	26 649

5. ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES**Créances**

(en milliers d'euros)	MONTANTS BRUTS	1 AN AU PLUS	À PLUS DE 1 AN	DONT EFFETS À RECEVOIR	DONT ENTREPRISES LIÉES
Créances rattachées à des participations	87 598	18 183	69 415	-	87 598
Autres immobilisations financières	10 154	10 154	-	-	-
Clients et comptes rattachés	77 837	77 837	-	5 468	42 981
Autres créances	90 806	90 806	-	-	79 510
Charges constatées d'avance	1 849	1 849	-	-	-
TOTAL	268 244	198 829	69 415	5 468	210 089

Dettes

(en milliers d'euros)	MONTANT TOTAL	1 AN AU PLUS	À PLUS DE 1 AN	DONT EFFETS À PAYER	DONT ENTREPRISES LIÉES
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	200 192	44 146	156 046	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	370 748	370 732	16	-	370 716
Fournisseurs et comptes rattachés	69 179	69 179	-	-	36 009
Dettes fiscales et sociales	15 483	15 483	-	-	-
Autres dettes	5 785	5 785	-	-	571
Produits constatés d'avance	3 684	3 684	-	-	3 666
TOTAL	665 071	509 009	156 062	-	410 962

(1) Emprunts souscrits en 2009 pour l'acquisition de (cf. Note 19) :

- Cello Pens : 156 millions de dollars américains sur 5 ans à taux fixe ;

- Norwood Promotional Products : 125 millions de dollars américains sur 5 ans à taux fixe.



En 2009, SOCIÉTÉ BIC a appliqué la disposition de la nouvelle Loi de Modernisation de l'Économie (LME) relative aux délais de paiements fournisseurs. Elle a opté pour le paiement des factures fournisseurs à échéance 60 jours date de facture.

	Total	Courant	ÉCHÉANCE DÉPASSÉE DE		
			30 jours	60 jours	+ 60 jours
Dettes fournisseurs	36 183	34 874	365	128	816

6. INFORMATION SUR LES ENTREPRISES LIÉES

(en milliers d'euros)

VALEURS NETTES

Actif

Participations	879 201
Créances rattachées à des participations	87 598
Clients et comptes rattachés	42 981
Autres créances	79 510

Passif

Emprunts et dettes financières diverses	370 716
Fournisseurs et comptes rattachés	36 009
Autres dettes	571
Produits constatés d'avance	3 666

7. PLACEMENTS FINANCIERS

(en milliers d'euros)

VALEURS BRUTES

Placement

Actions BIC	2 446
Valeurs mobilières de placement ⁽¹⁾	365 950

TOTAL

368 396

(1) Il s'agit d'OPCVM ou de certificats de dépôts court terme à orientation exclusivement monétaire.

8. ÉCART DE CONVERSION - ACTIF

La perte de change potentielle sur l'écart de conversion actif a fait l'objet d'une provision pour risques et charges (3 589 milliers d'euros).



9. CAPITAUX PROPRES**9.1 Capital social**

Le capital social est de 185 559 277,14 euros, divisé en 48 575 727 actions d'un montant de 3,82 euros de nominal. Les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans bénéficient d'un droit de vote double. À la connaissance de la Société, au

31 décembre 2009, les actionnaires détenant plus des 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33,33 %, 50 %, 66,66 %, 90 % ou 95 % du capital et/ou des droits de vote de la Société étaient les suivants :

	% EN ACTIONS (ENVIRON)	% EN DROITS DE VOTE (ENVIRON)
SOCIÉTÉ M.B.D.	25,56 %	33,83 %
Famille Bich	18,00 %	21,40 %
Silchester International Investors	12,00 %	13,18 %
First Eagle Investment Management, LLC (ex Arnhold and S. Bleichroeder Advisers, LLC)	6,69 %	6,49 %

Au 31 décembre 2009, SOCIÉTÉ BIC possédait 297 875 actions BIC classées comme suit :

- en immobilisations financières : 46 516 actions au titre de la couverture des plans d'attribution d'actions gratuites et 196 625 actions dans le cadre des programmes de rachats d'actions autorisés par les Assemblées Générales ;
- en valeurs mobilières de placement : 54 734 actions pour la couverture des plans de stock-options.

9.2 Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)

Capitaux propres à la clôture de l'exercice précédent (avant répartition)	827 168
Dividendes distribués au titre de l'exercice 2008	65 068
Capitaux propres à la clôture de l'exercice précédent (après répartition)	762 100
Augmentation de capital ⁽¹⁾	457
Réduction de capital ⁽²⁾	(382)
Prime d'émission ⁽¹⁾	3 930
Report à nouveau ^{(1) & (2)}	(2 766)
Résultat de l'exercice	66 329
Capitaux propres à la clôture de l'exercice (avant répartition)	829 668

(1) L'augmentation de capital correspond aux 119 696 options de souscription levées sur l'exercice 2009.

(2) Au cours de l'exercice 2009, SOCIÉTÉ BIC a procédé à l'annulation de 100 000 actions.

Suite à ces opérations sur le capital, le capital social de SOCIÉTÉ BIC est composé de 48 575 727 actions d'un nominal de 3,82 euros.



10. ÉTAT DES PROVISIONS

(en milliers d'euros)	MONTANTS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATIONS DE L'EXERCICE	REPRISES DE L'EXERCICE (UTILISÉES)	REPRISES DE L'EXERCICE (NON UTILISÉES)	MONTANTS EN FIN D'EXERCICE
Risque Iran	1 128	-	-	-	1 128
Risque filiales	2 500	-	-	(2 206)	294
Perte de change	3 913	3 589	(3 913)	-	3 589
Sheaffer (Hong Kong) Co. Ltd.	894	-	-	(66)	828
Plan d'attribution d'actions	678	705	(513)	(165)	705
Autres provisions pour risques	209	3 664	(82)	(7)	3 784
Provisions pour risques et charges	9 322	7 958	(4 508)	(2 444)	10 328

(en milliers d'euros)	MONTANTS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATIONS DE L'EXERCICE	REPRISES DE L'EXERCICE	MONTANTS EN FIN D'EXERCICE
Immobilisations	5 100	-	-	5 100
Participations	38 024	3 584	(1 604)	40 004
Stocks d'en-cours de production de biens	646	-	-	646
Stocks de marchandises	1 619	-	(307)	1 312
Comptes clients	2 506	1 422	(1 199)	2 729
Provisions sur autres créances	15 764	1 589	(5 983)	11 370
Provisions pour dépréciation	63 659	6 595	(9 093)	61 161

➔ NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

11. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de SOCIÉTÉ BIC s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2007			2008			2009		
	France	Hors France	Total	France	Hors France	Total	France	Hors France	Total
Articles de papeterie	97 381	205 070	302 451	100 562	168 956	269 518	93 775	166 320	260 095
Briquets	14 721	126 366	141 087	18 056	105 131	123 187	16 427	120 884	137 311
Rasoirs	28 282	59 875	88 157	29 298	56 015	85 313	21 115	55 614	76 729
Autres produits	909	12 714	13 623	1 290	13 066	14 356	356	10 587	10 943
TOTAL	141 293	404 025	545 318	149 206	343 168	492 374	131 673	353 405	485 078

12. AUTRES PRODUITS

Les autres produits sont principalement composés des royalties (16 945 milliers d'euros) et des *management fees* (28 560 milliers d'euros) facturés aux sociétés du Groupe.

13. RÉMUNÉRATION DES ORGANES DE DIRECTION

RÉMUNÉRATIONS VERSÉES (en milliers d'euros)

	2008	2009
Organes d'administration	245	230
Organes de Direction	1 187	1 144

SOCIÉTÉ BIC ne possède pas de personnel salarié au 31 décembre 2009.

Deux des membres des organes de Direction bénéficient du même régime complémentaire de retraite (régime à prestations définies) que les cadres de Direction des filiales du Groupe BIC en France.

14. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'élève à 27 951 milliers d'euros et se compose des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	2007	2008	2009
Dividendes encaissés	91	27 096	23 453
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	3 521	3 918	2 682
Reprises sur provisions nettes de dotations	(2 131)	(5 858)	2 247
Différences nettes de change	8 097	2 737	3 243
Autres	(2 996)	(3 620)	(3 674)
RÉSULTAT FINANCIER	6 582	24 273	27 951

15. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel est principalement composé de :

(en milliers d'euros)	2007	2008	2009
Plus/(Moins) -value sur cession d'immobilisations	-	233	39
Plus-value sur cession de titres de participation	4 124	4 205	6 056
Provision pour risques (nette de reprise)	(2 546)	244	2 272
Subventions accordées	-	(1 245)	(3 000)
Abandon de créances	(117)	(1 049)	(552)
Régularisations d'impôt	368	(1 889)	776
Indemnités de rupture de contrats de distribution nette de provisions	-	(341)	-
Autres	(213)	(337)	(1 422)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1 616	(179)	4 169



16. VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

(en milliers d'euros)	RÉSULTAT AVANT IMPÔT	IMPÔT	RÉSULTAT APRÈS IMPÔT
Résultat courant	86 539	(26 380)	60 159
Résultat exceptionnel	4 169	2 001	6 170
TOTAL	90 708	(24 379)	66 329

17. INTÉGRATION FISCALE

SOCIÉTÉ BIC est la société mère du Groupe intégré fiscalement qui est composé, au 31 décembre 2009, des sociétés suivantes : BIC Sport, Bima 83, BIC Écriture 2000, BIC Services, Conté, Société Immobilière BIC Clichy, Société Immobilière Valiton Gesnoux, BIC Rasoirs, Société du Briquet Jetable 75, BIC Graphic France, BIC

Assemblage, BIC Technologies, Compagnie de Moulages, DAPE 74 Distribution, Stypen et BIC Clichy.

SOCIÉTÉ BIC, en tant que mère, constate dans ses comptes le gain ou la perte lié(e) aux effets de l'intégration fiscale. À ce titre, SOCIÉTÉ BIC a supporté en 2009 un gain de 506 313 euros.

18. PRINCIPAUX ACCROISSEMENTS ET ALLÈGEMENTS DE L'ASSIETTE DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS

(en milliers d'euros)	MONTANTS EN FIN D'EXERCICE
Organic	885
Provisions sur comptes courants	(2 200)
Provisions pour risques	859
Provisions sur créances clients	342
Provisions sur stocks	1 312
Change	12 956
Autres	4 693
TOTAL	18 847
Allègement de la charge fiscale future	(6 483)



➔ INFORMATIONS RELATIVES AU HORS BILAN

19. INSTRUMENTS FINANCIERS HORS BILAN

Les principaux instruments financiers hors bilan de SOCIÉTÉ BIC sont les suivants :

Instruments dérivés de change

Les nominaux de couvertures en devises sont convertis en euros au taux de clôture du mois de décembre 2009. La valorisation des couvertures est conforme aux pratiques de marché aussi bien en termes de données (courbes de taux, spots, courbes de volatilité) que de modèles de valorisation utilisés.

DÉTAIL DU PORTEFEUILLE D'OPÉRATIONS À TERME

COUVERTURES	NOMINAL (euros)	VALEUR DE MARCHÉ (euros)	MATURITÉ	TYPE DE COUVERTURE
Flux commerciaux 2010	240 240 247	6 128 305	2010	Terme
Flux commerciaux 2011	697 982	(1 000)	2011	Terme
Prêts/emprunts	135 314 943	(1 896 373)	2010	Swap de devises
Flux de couvertures sur l'acquisition Cello Pens	128 392 307	(7 528 450)	2010	Terme, NDF et Swap de devises
TOTAL	504 645 479	(3 297 518)		

DÉTAIL DU PORTEFEUILLE D'OPTIONS

COUVERTURES	NOMINAL (euros)	VALEUR DE MARCHÉ (euros)	MATURITÉ	TYPE DE COUVERTURE
Flux commerciaux 2010	10 363 134	(44 937)	2010	Option
Flux commerciaux 2011	2 186 343	(43 527)	2010	Option
TOTAL	12 549 477	(88 464)		

À la clôture de décembre 2009, SOCIÉTÉ BIC avait contracté :

- des contrats de dérivés (options de change et couvertures à terme), arrivant à échéance au cours des exercices 2010 et 2011, d'une contre-valeur de 252,8 millions d'euros de nominal. Ces opérations protègent une part significative du risque de change transactionnel du Groupe sur la base des prévisions de flux, et concernent les risques sur le dollar américain, la livre sterling, le yen, le dollar canadien, le dollar australien, le dollar néo-zélandais, le franc suisse et le zloty polonais. La valeur de marché de ces opérations est positive de 6 millions d'euros ;
- des swaps de change d'une contre-valeur de 135,3 millions d'euros. Ces swaps permettent la liquidité du Groupe en devises et protègent les positions de prêts/emprunts intragroupe en devises. La valeur de marché de ces opérations est négative de 1,9 million d'euros ;
- des swaps de change en devises et des NDF (*Non Deliverable Forwards*) en USD/INR pour 128,4 millions d'euros. Ces opérations sont relatives au règlement de la seconde portion de l'acquisition de Cello Pens en Inde. La valeur de marché de ces opérations est négative de 7,5 millions d'euros.

Pour l'année 2010, l'exposition au risque de change transactionnel du Groupe est couverte à plus de 95 %.

Dérivés de taux d'intérêt

SOCIÉTÉ BIC finance l'acquisition de Cello Pens pour l'équivalent en INR (roupies indiennes) de 156 millions de dollars américains. La dette à taux variable (Libor USD 3 mois + marge) a été couverte le 27 février 2009, par un swap de taux à dessein de figer les échéances à taux fixe annuel de 3,1950 % (marge incluse), maturité 5 ans (nominal amortissable de façon linéaire). SOCIÉTÉ BIC finance l'acquisition de Norwood Promotional Products pour 125 millions de dollars américains. La dette à taux variable (Libor USD 3 mois + marge) a été couverte en deux fois les 8 et 9 juillet 2009, par swap de taux à dessein de figer les échéances à un taux moyen fixe annuel de 3,7350 % (marge incluse), maturité 5 ans (nominal amortissable de façon linéaire).

À part ces opérations ponctuelles liées aux acquisitions réalisées en 2009, l'exposition aux taux d'intérêt est très limitée.

Tous les besoins de financement locaux sont directement indexés sur une base de taux variable. La survenance de positions emprunteuses est non significative et trop ponctuelle pour générer un besoin de couverture pertinent.



20. ENGAGEMENTS HORS BILAN

20.1 Garanties

GARANTIES DONNÉES

GARANT	SOCIÉTÉS GARANTIES	BÉNÉFICIAIRE	DATE D'ÉMISSION/ DE RENOUVELLEMENT	DATE D'ÉCHÉANCE	DEVISE	MONTANT	OBJET DE LA GARANTIE
SOCIÉTÉ BIC	BIC CORPORATION	Salariés de BIC CORPORATION	19 janvier 2000	Préavis de 2 mois avant annulation de la garantie	USD	450 000	Paiement des charges salariales
SOCIÉTÉ BIC	BIC CORPORATION	680 fifth avenue associates LP	3 mars 2000	31 août 2010	USD	780 000	Loyer du New York Office
SOCIÉTÉ BIC	BIC Nordic AB	FGP	7 mars 2006	Renouvelable tacitement	SEK	17 992 836	Paiement des retraites
SOCIÉTÉ BIC	BIC UK Ltd.	DalriadaTrustees Ltd. et Don Hartridge	29 juin 2007	Extinction de la dette de retraite	GBP	10 686 000	Paiement des retraites
SOCIÉTÉ BIC	Widetech Manufacturing SDN	Le Joint Français	1 février 2008	31 janvier 2010 ou à tout moment avec un préavis de 2 mois	EUR	10 000	Créance commerciale

GARANTIES REÇUES

CAUTION	SOCIÉTÉS GARANTIES	BÉNÉFICIAIRE	DATE D'ÉMISSION/ DE RENOUVELLEMENT	DATE D'ÉCHÉANCE	DEVISE	MONTANT	OBJET DE LA GARANTIE
Société Générale	SOCIÉTÉ BIC	Les douanes de Paris Ouest	-	-	EUR	45 735	Caution de crédit d'enlèvement
Société Générale	SOCIÉTÉ BIC	Les douanes de Paris Ouest	-	-	EUR	29 000	Caution de crédit d'enlèvement et droits de port

Par ailleurs, aucun actif de SOCIÉTÉ BIC n'a fait l'objet d'un nantissement.

société, durant 15 ans, 8 % de son chiffre d'affaires d'articles de papeterie réalisé sur la zone des Émirats arabes unis avec un minimum annuel de 60 milliers de dollars et un maximum annuel de 120 milliers de dollars.

20.2 Autres engagements

Suite à la rupture d'un contrat de distribution avec Kamalpoor en décembre 2002, SOCIÉTÉ BIC s'est engagée à verser à cette

Parallèlement, le nouveau distributeur de SOCIÉTÉ BIC sur cette zone prend en charge la moitié de ces coûts.

➔ **INFORMATIONS DIVERSES**

21. COURS DE BOURSE

(en euros)	31 DÉC. 2008	31 DÉC. 2009
Action BIC	41,17	48,30



22. PLANS DE STOCK-OPTIONS

Usant de la faculté offerte lors de l'Assemblée Générale du 21 mai 2008, le Conseil d'Administration, au cours de sa séance du 15 décembre 2009, a consenti des options de souscription portant sur 360 000 actions, au bénéfice de 602 dirigeants et salariés

de SOCIÉTÉ BIC ou de ses filiales, au prix de 47,99 euros. Ces options ne pourront être exercées qu'au terme de la troisième année suivant leur attribution.

	PLAN 3	PLAN 4	PLAN 5	PLAN 6	PLAN 7
Date de l'Assemblée Générale	12 mai 1998	12 mai 1998	12 mai 1998	28 mai 2003	28 mai 2003
Date du Conseil d'Administration	18 décembre 2000	13 décembre 2001	10 décembre 2002	17 décembre 2003	15 décembre 2004
Date d'attribution	18 décembre 2000	13 décembre 2001	10 décembre 2002	17 décembre 2003	15 décembre 2004
Nombre de bénéficiaires	539	551	564	555	563
Nombre d'options d'achat					
Nombre d'options de souscription	376 150	367 700	375 000	377 550	370 450
- dont nombre pouvant être souscrites ou achetées par les membres du Comité de Direction dans sa composition au 31 décembre 2009	38 100	36 600	41 100	52 500	42 000
1 ^{re} date d'exercice de l'option	19 décembre 2003	14 décembre 2004	11 décembre 2005	18 décembre 2006	16 décembre 2007
Date d'expiration de l'option	17 décembre 2010	12 décembre 2011	9 décembre 2012	16 décembre 2013	14 décembre 2014
Prix d'exercice (en euros)	41,03	36,57	30,93	36,96	36,76
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2009	207 819	244 375	256 860	201 072	113 203
Options de souscription ou d'achat d'actions annulées au 31 décembre 2009	119 480	83 650	66 260	62 750	69 150
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes	48 851	39 675	51 880	113 728	188 097

	PLAN 8	PLAN 9	PLAN 10	PLAN 11	PLAN 12
Date de l'Assemblée Générale	28 mai 2003	24 mai 2006	24 mai 2006	21 mai 2008	21 mai 2008
Date du Conseil d'Administration	14 décembre 2005	13 décembre 2006	11 décembre 2007	10 décembre 2008	15 décembre 2009
Date d'attribution	14 décembre 2005	13 décembre 2006	11 décembre 2007	10 décembre 2008	15 décembre 2009
Nombre de bénéficiaires	575	567	633	613	602
Nombre d'options d'achat					
Nombre d'options de souscription	427 850	398 500	440 500	371 400	360 000
- dont nombre pouvant être souscrites ou achetées par les membres du Comité de Direction dans sa composition au 31 décembre 2009	44 000	32 000	32 500	-	-
1 ^{re} date d'exercice de l'option	15 décembre 2008	14 décembre 2009	12 décembre 2010	11 décembre 2011	16 décembre 2012
Date d'expiration de l'option	13 décembre 2015	12 décembre 2014	10 décembre 2015	9 décembre 2016	14 décembre 2017
Prix d'exercice (en euros)	50,01	52,35	49,62	40,18	47,99
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2009	-	-	-	-	-
Options de souscription ou d'achat d'actions annulées au 31 décembre 2009	66 500	41 250	18 750	8 450	-
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes	361 350	357 250	421 750	362 950	360 000

Messieurs Bruno et François Bich ne se sont vu attribuer aucune option dans aucun des plans susvisés. Au 31 décembre 2009, les membres du Comité de Direction (dans sa composition actuelle) bénéficiaient d'options d'achat ou de souscription d'actions ouvrant globalement droit à 318 800 actions.



23. TITRES DE PARTICIPATION

23.1 Tableau des filiales et participations

	NOMBRE DE TITRES		% DE	VALEUR	PRÊTS	CAPITAL	DEVISE
	A : ACTIONS	P : PARTS	PARTICIPATION	D'INVENTAIRE NETTE	NETS	SOCIAL	
I - Filiales françaises							
BIC Assemblage SARL	1 000	P	100	15 245	-	15 240	EUR
BIC Clichy SAS	52 059 469	P	99	795 468 690	-	795 469 068	EUR
DAPE 74 Distribution SASU	70 000	A	100	-	-	1 070 000	EUR
Sous - total I				795 483 935	-		
II - Filiales étrangères							
BIC Erzeugnisse GmbH - Allemagne	2	P	100	-	-	664 700	EUR
BIC Verwaltungs GmbH - Allemagne	2	P	100	4	-	50 000	EUR
BIC GmbH - Allemagne	1	P	100	35	-	25 600	EUR
BIC Portugal SA - Portugal	464 675	A	100	4 124 586	-	2 323 575	EUR
BIC Italia SPA - Italie	1 000 000	A	20	813 076	-	5 150 000	EUR
BIC Slovakia SRO - Slovaquie	1	P	100	12 600 000	-	15 574 255	EUR
BIC International Co. - États-Unis	100	A	100	1	-	1	USD
BIC Brasil SA - Brésil	300 661 465	A	100	13 617 043	-	183 403 495	BRL
Sheaffer (Hong-Kong) Co. Ltd. - Chine	7 800 000	P	100	-	828 653	7 800 000	HKD
BIC Stationery (Shanghai) Co. Ltd. - Chine	-	A	100	514 730	-	2 408 000	USD
BIC Stationery (Shanghai) Manufacturing Co. Ltd. - Chine	-	A	100	2 411 898	-	3 300 000	USD
BIC Product (Singapore) Pte. Ltd. - Singapour	297 000	A	99	-	-	300 000	SGD
BIC Product (Asia) Pte. Ltd. - Singapour	5 627 602	A	100	898 122	-	5 627 602	SGD
BIC India Pvt. Ltd. - Inde	8 087 395	A	100	-	-	80 873 960	RPS
Ball Point Manufacturing Co. - Iran	90	A	45	-	-	16 000 000	IRR
BIC Product (Korea) Ltd. - Corée du Sud	345 320	A	100	142 247	-	1 726 600 000	KRW
BIC Product (Thailand) Ltd. - Thaïlande	1 713 993	A	100	1 191 435	-	171 400 000	BHT
PT Buana Inti Cakrawala - Indonésie	289 999	A	100	-	-	29 000 000 000	IDR
Mondial Sdn. Bhd. - Malaisie	1 140 000	A	30	339 901	-	3 800 000	MYR
BIC GBA Sdn. Bhd. - Malaisie	1 257 400	A	100	138 000	-	1 260 000	MYR
Sous - total II				36 791 078	828 653		
III- Participations							
BIC Technologies SA - France	1	A	-	-	-	7 440 988	EUR
BIC Amazonia SA - Brésil	60 013 003	A	29	4 948 857	-	168 120 000	BRL
BIC Holdings South Africa Pty. Ltd. - Afrique du sud	41 860	A	5	1 522 934	-	8 372	RAN
BIC Argentina - Argentine	750	P	5	450 500	-	15 000	ARS
BIC Pazarlama Ltd., Sti - Turquie	1	P	1	80	-	2 845 500	TRY
Sous - total III				6 922 371	-		
TOTAL				839 197 384	828 653		

Le chiffre d'affaires, le résultat et les capitaux propres autres que le capital social des filiales et participations ne sont pas communiqués pour des raisons de confidentialité liée à la stratégie commerciale et industrielle.



23.2 Analyse des mouvements des titres de participation

(en milliers d'euros)

Montant net des titres de participation au 31 déc. 2008	659 722
Acquisitions, augmentations de capital, créations et cessions 2009	
Transfert de titres de sociétés étrangères à BIC Clichy SAS ⁽¹⁾	(976)
Augmentation de capital de BIC Clichy SAS	166 000
Augmentation de capital de BIC Slovakia SRO - Slovaquie	15 000
Augmentation de capital de BIC Product (Thailand) Ltd. - Thaïlande	1 432
Dotations/(Reprises) de provisions 2009	
BIC CIS - Russie	(165)
BIC Portugal SA - Portugal	(1 300)
BIC Stationery (Shanghai) Co. Ltd. - Chine	230
BIC Product (Korea) Ltd. - Corée du Sud	200
BIC GBA Sdn. Bhd. - Malaisie	(124)
BIC Product (Asia) Pte. Ltd. - Singapour	500
BIC Slovakia SRO - Slovaquie	2 400
BIC Product (Thailand) Ltd. - Thaïlande	240
Montant net des titres de participation au 31 déc. 2009	839 197

(1) Transfert des titres BIC CIS et de 20 % des titres BIC Italia.



Informations supplémentaires concernant les comptes sociaux

RÉSULTATS FINANCIERS DE SOCIÉTÉ BIC AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS (en euros)	2005	2006	2007	2008	2009
1 - Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	192 413 159	189 633 544	188 621 664	185 484 038	185 559 277
Nombre d'actions émises	50 369 937	49 642 289	49 377 399	48 556 031	48 575 727
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
2 - Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	452 480 612	481 130 694	545 317 809	492 374 171	485 077 986
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	159 603 201	188 917 223	114 201 645	85 028 025	94 686 829
Impôt sur les bénéfices	17 264 557	16 842 866	32 483 128	11 994 711	24 378 992
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	131 022 492	174 381 877	71 839 855	61 194 106	66 328 834
Montant des bénéfices distribués ⁽¹⁾	57 721 174	64 238 667	65 495 232	65 068 457	67 588 993
3 - Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	2,83	3,47	1,65	1,50	1,45
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	2,60	3,51	1,45	1,26	1,37
Dividende versé à chaque action	1,15	1,30	1,35	1,35	1,40
4 - Personnel					
Effectif non salarié	3	3	3	3	3
Montant de la masse salariale	1 286 971	1 087 521	1 169 394	1 210 153	1 148 533
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales)	526 308	632 080	816 061	416 566	458 407

(1) Appliqué au nombre d'actions émises au 31 décembre 2009 net des actions propres. Le montant définitif sera fonction du nombre d'actions prétendant au dividende le jour du paiement.



Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

➔ EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de SOCIÉTÉ BIC, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La Note 2 d) de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valeur des immobilisations financières. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables et, en tant que de besoin, la cohérence des valeurs d'usage des titres de participations avec notamment les valeurs retenues pour l'établissement des comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 26 février 2010
Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre de Grant Thornton International
Gilles HENGOAT

Deloitte & Associés
Jean-François VIAT
Dominique JUMAUCOURT



Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

➔ EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Absence d'avis de convention et d'engagement

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement conclus au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de la convention et de l'engagement suivant, approuvé au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Plan de retraite additive

Votre Conseil d'Administration du 19 mai 2005 a autorisé l'adoption d'un plan de retraite additive (qui se substitue au plan en vigueur depuis 1986). Les bénéficiaires sont les cadres supérieurs et dirigeants sociaux de BIC en France, de grade 6, membres du Comité de Direction du Groupe, qui achèveront leur carrière au sein du Groupe.

Le montant de la retraite sera égal à 1,25 % de la rémunération finale, rémunération moyenne des trois dernières années travaillées, par année de participation au plan, avec un maximum de 20 années, soit un montant maximum de retraite de 25 % de la rémunération finale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 26 février 2010

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre de Grant Thornton International

Gilles HENGOAT

Deloitte & Associés

Jean-François VIAT
Dominique JUMAUCOURT





5

➔ **Gouvernement d'entreprise**

Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société **132**

Rapport des Commissaires aux Comptes **141**

Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société

Mesdames et Messieurs, chers Actionnaires

Nous vous prions de trouver ci-après les informations prévues par les dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.



➔ 1. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

1.1. Composition des organes d'administration, de Direction et de surveillance

Cf. Rapport de gestion – Mandats et fonctions des administrateurs et de la Direction Générale au 31 décembre 2009.

1.2. Fonctionnement des organes d'administration, de Direction et de surveillance

SOCIÉTÉ BIC s'est dotée, en 2003, d'un Règlement Intérieur formalisant les missions, l'organisation et les principes déontologiques qui guident l'action du Conseil d'Administration. La Société se réfère aux règles de la bonne gouvernance telles que définies dans le Code de Gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP/MEDEF (disponible sur le site internet www.medef.fr). Elle se conforme aux Recommandations susvisées, sous réserve des trois points expliqués ci-après (cf. 1-2-e).

a) Missions

Le Conseil d'Administration a pour mission de déterminer les orientations de l'activité de la Société et de veiller à leur mise en œuvre, de se saisir de toute question intéressant la bonne marche de la Société et de régler les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'Administration est amené à se prononcer sur les sujets pouvant avoir un impact significatif sur la stratégie ou l'exploitation du Groupe.

Afin de pouvoir mener à bien sa mission, le Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC est régulièrement informé des performances de chacune des activités, ainsi que de la situation financière et de trésorerie de la Société.

À ce titre, le Règlement Intérieur prévoit les règles d'information du Conseil d'Administration sur la situation financière de la Société et l'obligation de s'informer pesant sur l'administrateur.

Des règles concernant les restrictions et/ou interdictions d'intervention des administrateurs sur les titres de la Société, à propos de laquelle ils disposeraient d'informations non encore rendues publiques, ont été formalisées par écrit à destination des administrateurs et autres personnes concernées.

b) Composition

Selon les Statuts, le Conseil d'Administration doit comporter entre 3 et 12 membres. Le Règlement Intérieur précise que "le Conseil s'efforce d'être composé pour un tiers de ses membres au moins d'administrateurs indépendants (...)". (Titre I, section 1).

Le Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC comporte, sur les dix membres qui le composent, quatre administrateurs indépendants au sens du Code de Gouvernement d'entreprise AFEP/MEDEF, c'est-à-dire n'entretenant aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa Direction, qui puisse compromettre l'exercice de leur liberté de jugement. La qualification d'administrateur indépendant a été revue par le Conseil d'Administration avant la publication du rapport annuel.

Par ailleurs, quatre nationalités différentes y sont représentées, faisant ainsi bénéficier le Groupe BIC d'une réelle vision internationale.

Les administrateurs sont élus par l'Assemblée Générale des Actionnaires. La durée de leur mandat est de trois années sauf durée inférieure afin de permettre un renouvellement plus harmonieux. Le Règlement Intérieur prévoit également que tout administrateur doit être actionnaire et posséder, au-delà de la seule exigence statutaire (1 action), 500 actions.

Lors du Conseil d'Administration du 28 février 2006, il a été décidé la dissociation des fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général. Cette dissociation est effective depuis le 1^{er} mars 2006.

c) Fonctionnement

Le Conseil d'Administration est assisté de deux Comités spécialisés, le Comité d'Audit et le Comité des Rémunérations et des Nominations. Ces Comités se réunissent plusieurs jours avant la séance du Conseil d'Administration, ce qui permet à la Direction d'apporter d'éventuelles actions correctives supplémentaires avant la séance du Conseil.

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tout moyen avec confirmation écrite en toute hypothèse.

Le Conseil d'Administration se réunit en séance ordinaire en principe au minimum six fois par an, notamment :

- en février/mars, pour arrêter les comptes de l'exercice précédent et approuver le budget annuel ;
- en avril, pour examiner les comptes du 1^{er} trimestre ;
- en mai, à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle ;

- en août, pour arrêter les comptes semestriels ;
- en octobre, pour examiner les comptes du 3^e trimestre ;
- en décembre, pour analyser l'activité et les premiers résultats estimés de l'exercice.

D'autres séances du Conseil d'Administration sont organisées chaque fois que l'activité du Groupe le requiert. Le nombre de ces réunions doit permettre de transmettre une information régulière et pertinente au Conseil et d'assurer ainsi les conditions d'un bon gouvernement d'entreprise.

Le Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués, des membres de la Direction, les Commissaires aux Comptes (à l'exception des Conseils où leur convocation est requise par la loi) ou toute autre personne ayant une compétence particulière au regard des sujets inscrits à l'ordre du jour peuvent, à la demande du Président, assister à tout ou partie d'une séance du Conseil.

En 2009, le Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC s'est réuni à 9 reprises pour des séances d'une moyenne de 3 heures 10 minutes. Le taux moyen de participation a été de 98,9 %. Le Conseil a notamment statué sur les points suivants :

- Comptes et budget
 - Établissement des comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2008 et au 30 juin 2009,
 - Revue des résultats trimestriels,
 - Budget préliminaire 2010.
- Gouvernance d'entreprise
 - Fixation de la rémunération des mandataires sociaux,
 - Attribution des options de souscription et des actions gratuites soumises à des conditions de performance.
- Stratégie
 - Examen des orientations stratégiques de l'activité Rasoirs,
 - Examen des acquisitions Antalis Promotional Products, Cello Pens et Norwood Promotional Products.
- Divers
 - État d'avancement des travaux sur la pile à combustible.

d) Évaluation

En ce qui concerne l'évaluation du Conseil d'Administration, le Règlement Intérieur prévoit notamment que, une fois par an, le Conseil d'Administration consacrerait un point de son ordre du jour à un débat sur son fonctionnement. Cette évaluation doit permettre, entre autres, de faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil pour le rendre plus efficace, et de vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues. (Titre I, section 3, article 3.3).

Au début de l'exercice 2010, une évaluation du Conseil d'Administration a été réalisée, portant sur l'exercice écoulé, sous forme d'un questionnaire adressé à chaque administrateur. Ce questionnaire portait notamment sur la composition du Conseil d'Administration, l'accès à l'information des administrateurs, à la qualité et à l'efficacité des débats au sein du Conseil d'Administration, ainsi que sur le rôle et la performance des Comités spécialisés. Cette évaluation a permis de constater qu'il n'y avait pas lieu de modifier le Règlement Intérieur ni de

formaliser davantage les règles de fonctionnement du Conseil d'Administration.

e) Principes et règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages accordés aux Mandataires sociaux

Cf. Rapport de gestion.

La Société se conforme aux recommandations sur les rémunérations des mandataires sociaux contenues dans le Code de Gouvernement d'entreprise AFEP/MEDEF du mois de décembre 2008. Trois dispositions ne peuvent cependant pas être appliquées pour les raisons suivantes :

1. M. Mario Guevara, CEO de BIC CORPORATION et de BIC INTERNATIONAL, sociétés de droit américain, pourrait bénéficier d'une retraite mise en place par BIC CORPORATION, alors même qu'il ne serait plus mandataire social de la SOCIÉTÉ BIC, de BIC CORPORATION et de BIC INTERNATIONAL.

Ce plan de retraite, mis en place par BIC CORPORATION depuis plus de 30 ans, bénéficie à tous les cadres supérieurs américains. M. Mario Guevara, dans le Groupe depuis 16 ans, est éligible à cette retraite depuis 8 ans, depuis donc une période bien antérieure à sa nomination en qualité de Directeur Général Délégué puis de Directeur Général. Ce plan s'applique à 18 personnes et n'a pas été modifié à la suite de la nomination de M. Mario Guevara.

2. Selon les recommandations, les actions de performance attribuées aux dirigeants mandataires sociaux doivent être conditionnées à l'achat d'une quantité définie d'actions, lors de la disponibilité des actions attribuées. Or, les mandataires sociaux doivent, depuis le Plan d'attribution d'actions gratuites de performance adopté le 11 décembre 2007, conserver 20 % des actions gratuites acquises jusqu'à l'expiration de leur mandat (pourcentage réduit à 10 % lorsque le Directeur Général détient des actions pour une valeur de 5 années de salaire de base et lorsque les Directeurs Généraux Délégués détiendront des actions pour une valeur de 3 années de salaire de base). Ces conditions de conservation des actions, ajoutées aux conditions de performance prévues, ont semblé suffisantes.
3. Selon les recommandations, l'acquisition d'actions gratuites doit être soumise à des conditions de performance internes à l'entreprise et externes, c'est-à-dire liées à la performance d'autres entreprises d'un secteur de référence. Or, à ce jour, deux conditions de performance internes ont été adoptées, mais les références externes n'ont pas semblé suffisamment pertinentes pour justifier leur adoption.

1.3. Comités constitués par l'organe d'administration, de Direction ou de surveillance

Le Conseil d'Administration est assisté de deux Comités spécialisés, le Comité d'Audit et le Comité des Rémunérations et des Nominations.

Comité d'Audit

John Glen – Président (Administrateur indépendant).

Frédéric Rostand (Administrateur indépendant).



Édouard Bich, représentant permanent de SOCIÉTÉ M.B.D.

Le Comité d'Audit, créé en 1997, a pour mission essentielle de s'assurer de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes consolidés et sociaux de l'entreprise et de vérifier que les procédures internes de collecte et de contrôle des informations garantissent celles-ci.

Il est appelé à donner son avis sur la nomination des Commissaires aux Comptes, sur la qualité de leurs travaux, ainsi que sur leur indépendance. Il s'assure de ce fait qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt entre les Commissaires aux Comptes et l'entreprise.

Le 14 mai 2009, l'Assemblée Générale a ratifié la nomination de John Glen en qualité d'administrateur indépendant. John Glen est également Président du Comité d'Audit depuis cette date en remplacement d'Antoine Treuille, qui n'a pas demandé le renouvellement de son mandat d'administrateur en 2009.

John Glen a été Directeur Finance et Administration du groupe Air Liquide de 2000 à juin 2008. Il est actuellement Directeur Général du groupe Buccleuch (Edimbourg, Royaume-Uni).

Au cours de l'année 2009, le Comité d'Audit s'est réuni quatre fois en présence de son Président et de tous ses membres, ainsi que des représentants des deux Commissaires aux Comptes. Certains points à l'ordre des réunions du Comité d'Audit ont été couverts en la présence de représentants de la Direction, d'autres en dehors de celle-ci.

Les travaux du Comité ont porté, entre autres, sur la prise en compte des nouveaux besoins en matière de communication sur le contrôle interne requis par la Loi de Sécurité Financière (LSF) et sur la mise en place d'un plan d'action permettant de répondre à ces besoins. Le Comité d'Audit revoit également tout changement dans les normes IFRS, dans la structure de contrôle interne et toute question relative à la présentation financière dans le document de référence.

Comité des Rémunérations et des Nominations

Gilles Pélisson – Président (Administrateur indépendant).

Marie-Henriette Poinot.

Frédéric Rostand (Administrateur indépendant).

Le Comité des Rémunérations, créé en 2001, est chargé d'examiner et de proposer au Conseil d'Administration la rémunération des Mandataires sociaux et de la Direction générale, y compris les principes de la politique salariale du Groupe, les avantages sociaux, les plans de stock-options et d'attribution d'actions gratuites.

Depuis 2007, le Conseil d'Administration a décidé d'attribuer à ce Comité, désormais dénommé Comité des Rémunérations et des Nominations, les missions supplémentaires suivantes :

- proposition au Conseil d'Administration de nomination de nouveaux administrateurs en veillant à ce que le Conseil d'Administration comprenne des personnalités indépendantes ;
- examen et proposition au Conseil d'Administration des solutions de succession des Mandataires sociaux, notamment en cas de vacance imprévisible.

Au cours de l'année 2009, le Comité des Rémunérations et des Nominations s'est réuni trois fois. Le taux moyen de participation a été de 100 %. L'activité du Comité a porté spécifiquement sur :

- les modalités et la fixation de la rémunération du Président du Conseil ;

- les modalités et la fixation de la rémunération fixe, variable annuelle et à long terme du Directeur Général et des deux Directeurs Généraux Délégués ;
- la détermination des objectifs annuels servant au calcul de leur rémunération variable ;
- les principes et les montants d'attribution de stock-options ;
- les principes et les montants d'attribution d'actions gratuites sous conditions de performance, ainsi que la détermination des objectifs à 3 ans qui conditionnent ces attributions ;
- l'examen des recommandations AFEP/MEDEF ;
- la préparation du plan de succession des administrateurs (pour laquelle la participation du Président de SOCIÉTÉ BIC a été sollicitée).

Le Comité a également donné son avis sur les rémunérations de l'équipe de Direction et sur la politique de rémunération à long terme des dirigeants.

1.4. Limitation des pouvoirs de la Direction Générale

Le Règlement Intérieur détaille les opérations qui doivent en toute hypothèse faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil d'Administration [Titre I, section 2, article 2.2.] :

- toute opération se situant hors de la stratégie annoncée de la Société ;
- toute implantation en France ou à l'étranger par création d'établissement, de filiale directe ou indirecte ou par prise de participation, ainsi que les décisions de retrait de ces implantations, dans la mesure où le montant de l'opération excède 50 millions d'euros ;
- toute opération de restructuration interne dans la mesure où le montant de l'opération excède 50 millions d'euros.

➔ 2. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIÉTÉ

2.1. Définition et objectifs du contrôle interne

2.1.1. - Adoption des principes du Cadre de Référence de contrôle interne de l'AMF

Le Groupe se conforme aux principes énoncés dans la partie II du Cadre de Référence de contrôle interne tel que défini par le Groupe de Place établi sous l'égide de l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) pour la rédaction de ce rapport. Dès lors, ceci correspond à une adoption partielle du texte qui par ailleurs inclut un *Guide d'Application Relatif au Contrôle Interne de l'Information Comptable et Financière Publiée par les Émetteurs*.

En effet, les activités de contrôle s'y référant relèvent de la responsabilité des filiales locales qui n'ont cessé de les adapter à leur situation actuelle, en prenant appui notamment sur le Manuel Groupe des principes comptables et Manuel de politiques et procédures internes. Le guide d'application n'a pas été comparé avec les procédures et processus existants. Néanmoins le Groupe n'attend pas de différences significatives compte tenu



de la similitude du guide d'application avec les deux manuels précédemment cités.

Le processus d'adoption inclut l'endossement de la définition du contrôle interne comme un dispositif de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité, qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale ou le Directoire ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

D'une façon générale pour une entreprise, il contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Le premier objectif se réfère à toutes les lois et règlements en vigueur auxquels la Société est soumise et qu'elle suit dans ses activités quotidiennes pour atteindre ses objectifs.

Le deuxième concerne les instructions données aux employés leur permettant de comprendre ce qui est attendu d'eux et de connaître l'étendue de leur liberté d'action. Ce processus de communication est basé sur les objectifs de la Société redescendus aux employés.

Le troisième objectif couvre l'ensemble des processus opérationnels, industriels, commerciaux et financiers. Par "actifs", il faut entendre actifs corporels et incorporels (savoir-faire, image ou réputation) utilisés tout au long des processus de la Société.

Le dernier objectif concerne la préparation d'états financiers fiables dont le rapport annuel, toute publication intermédiaire selon un format résumé et toute information mise à disposition extraite des états financiers, telle que les publications du chiffre d'affaires. La fiabilité de ces informations dépend de la qualité des procédures et du dispositif de contrôle interne qui doivent garantir :

- le principe de séparation des tâches, permettant une distinction claire entre les tâches d'enregistrement, les tâches opérationnelles et les tâches de conservation ;
- une description des fonctions devant permettre d'identifier les origines des informations et des documents produits ;
- la validité des moyens visant à s'assurer que les opérations ont été effectuées conformément aux instructions générales et spécifiques, et qu'elles sont comptabilisées de manière à produire une information financière conforme aux principes comptables de la Société.

2.1.2. - Périmètre du contrôle interne

Le contrôle interne tel que défini dans ce rapport concerne SOCIÉTÉ BIC en tant que société mère ainsi que toutes les entités consolidées au sein du Groupe.

Le contrôle interne en place a été conçu pour les entités afin de s'adapter à l'organisation existante, aux objectifs décidés par le Conseil d'Administration et le Comité de Direction, et à la conformité aux lois et règlements.

Les principes et le dispositif du contrôle interne ont été mis en place dans tous les domaines et dans les filiales en tenant compte des spécificités locales et réglementaires. Ces caractéristiques individuelles sont également connues et suivies au niveau des différents services centraux du Groupe.

2.1.3. - Limites du dispositif de contrôle interne

L'organisation la plus efficiente ne saurait faire disparaître les limites inhérentes au contrôle interne. En effet, un dispositif de contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue quant à l'atteinte des objectifs de la Société.

Les principales limitations qui puissent être relevées sont les incertitudes du monde extérieur, la part de jugement dans les décisions prises et la résultante d'une potentielle défaillance humaine ou d'une simple erreur.

De plus, lors de chaque mise en place d'une activité de contrôle, une évaluation du ratio coût/bénéfice est menée, conduisant à une couverture raisonnable des contrôles nécessaires.

2.2. Composantes du contrôle interne de la Société et de ses filiales

L'efficacité du dispositif de contrôle interne d'une société dépend de ses composantes mises en place pour servir les objectifs décrits précédemment.

2.2.1. - Environnement de contrôle

Organisation

Le Groupe a mis en place un dispositif structuré de contrôle interne fournissant les instructions et les responsabilités appropriées pour atteindre les objectifs fixés par le Conseil d'Administration et le Comité de Direction.

Cette organisation prend appui sur la définition des responsabilités et des objectifs fixés par le Management et partagés avec les employés.

Principaux outils

Pour soutenir cette structure et mesurer son adéquation et son efficacité, différents outils ont été mis en place. Ci-dessous sont mentionnés les principaux outils partagés par toutes les entités du Groupe :

- Charte d'Éthique et la vision et les valeurs du Groupe (cf. § 2.3.5 – *Le personnel de la Société*) ;
- Manuel Groupe des principes comptables et Manuel de politiques et procédures internes.

Ces manuels distribués à toutes les entités et consultables sur l'intranet Groupe mettent à disposition les instructions respectivement pour les activités de tenue des comptes et le reporting financier suivant les normes IFRS, et les procédures de contrôle interne pour chaque secteur de la Société (ex : Achats, Trésorerie, Fiscalité, Ventes, etc.).

- Politique de gestion des Ressources Humaines.

Détaillée dans le *Rapport de gestion – partie Informations sociales*, la gestion des Ressources Humaines participe pleinement à l'efficacité du contrôle interne.

Plus particulièrement, elle s'assure que les recrutements répondent aux attentes en matière de connaissances et de compétences. De plus, elle relaie les objectifs du Management vers chaque collaborateur en conformité avec leur rôle et responsabilités.



À titre d'illustrations, les outils suivants aident à répondre efficacement à ces objectifs :

- *Year End Personal Evaluation* (YEPE) : ce processus permet de redescendre individuellement aux employés les objectifs de la Société tout au long de l'année ;
- *Individual Development Plan* (IDP) pour la formation et le développement : cf. *Rapport de gestion – partie Informations Sociales* ;
- Systèmes d'information.

Différents systèmes d'information sont utilisés selon les processus métiers qu'ils supportent. Ils sont essentiellement organisés par continent. Cependant des procédures de consolidation en place donnent accès à un résultat consolidé qui permet à la Direction du Groupe de suivre les performances et de gérer les opérations.

La plupart des entités du Groupe utilisent des systèmes intégrés (ERP) qui aident à la gestion des activités et pour présenter les données financières par le biais d'un logiciel de consolidation et de gestion (cf. § 2.2.4 – *Procédures de contrôle interne*).

2.2.2. - Diffusion d'informations pertinentes et fiables

La Société a mis en place des procédures et un dispositif efficaces de diffusion de l'information qui permet d'apporter la communication adéquate au niveau pertinent de responsabilités et de décision.

Le format de ces outils est divers. Ils vont des solutions informatiques (dont l'intranet Groupe, le logiciel de consolidation financière, le système intégré par continent, etc.) aux procédures existantes qui incluent la gestion de l'information.

Ces outils informatifs ont pour but de constituer des appuis au contrôle interne de la Société et d'aider les processus de décision et de suivi servant à l'atteinte des objectifs de la Direction.

2.2.3. - Gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne, parmi ses objectifs, s'occupe de la gestion des risques existants pouvant avoir un impact sur la Société. Tous les risques ne peuvent être couverts. Les moyens de couverture utilisés sont soit des processus internes de réduction de l'exposition, soit des protections externes via assurances.

Ce processus particulier suit une approche en trois étapes selon les activités suivantes :

- le recensement des risques ;
- l'analyse des risques ;
- la gestion et le suivi des risques.

Le processus de recensement met en valeur les risques de sources externes comme internes. L'impact potentiel sur l'atteinte des objectifs de la Société constitue l'élément clé pour l'identification du risque, évalué selon deux critères : sa matérialité (financière, sur l'image, en terme d'opportunité) et sa probabilité d'occurrence.

Différentes procédures existent. En effet, les services centraux comme le service Juridique, Fiscalité ou Trésorerie mènent un suivi continu des risques. Ils participent à la gestion des risques présentés dans les *Informations générales - § 4. Facteurs de risque* :

- le service Trésorerie gère et contrôle quotidiennement l'exposition aux taux d'intérêt et l'exposition aux cours de change des devises étrangères ;

- les services Juridique et Fiscalité suivent de manière régulière l'évolution des lois et réglementations ainsi que les litiges en cours ;
- les principaux risques industriels et liés à l'environnement sont appréhendés par les Directions Opérationnelles des activités ou des pays ainsi qu'au niveau de la Direction du Développement Durable.

Des travaux annuels sont également réalisés, dont les suivants :

- **Assurance – processus de couverture** : cf. *Informations générales – Facteurs de risque § 4.4 Assurance – Couverture des Risques Éventuels Susceptibles d'Être Encourus par l'Émetteur* ;
- **Département Contrôle et Audit Interne (C&AI) – Processus d'évaluation des risques** :

Cette pratique annuelle, sur la base d'une autoévaluation, a pour but d'identifier et d'évaluer les risques ayant un impact sur le Groupe, tous niveaux confondus (filiale locale, vue Continent, niveau Catégorie et Groupe consolidé).

Des questionnaires sont adressés aux représentants des niveaux correspondants (Directeurs de filiale/Directeurs Financiers, Responsable/Contrôleur Catégorie, etc.). Les informations en retour permettent de dresser sur quatre années d'historique la liste des principaux risques ainsi que leur importance et leur probabilité d'occurrence.

Le Département C&AI, si besoin est, en tant que coordinateur du processus, échange avec les interlocuteurs sur les informations transmises et les plans d'actions en réponse aux risques identifiés. Il consolide les informations et pondère les impacts pour délivrer une matrice Groupe des risques. Cette cartographie, pour chaque catégorie de risque, présente une moyenne des impacts pour le Groupe et est partagée avec le Comité d'Audit et les Commissaires aux Comptes. Elle fait également l'objet d'une présentation au Président du Conseil d'Administration.

L'analyse et l'évaluation des risques identifiés sont menées pour un usage interne.

Les activités de gestion et de suivi des risques, complémentaires à celles déjà mentionnées ci-dessus, sont de la responsabilité de chaque site/service. Chaque site/service est en charge d'établir ses tableaux de bord et indicateurs clés afin de recenser les risques, de les suivre et d'évaluer les moyens pour réduire leur impact.

2.2.4. - Procédures de contrôle interne

Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et/au traitement de l'information comptable et financière publiée par la Société

L'information comptable et financière utilisée en interne à des fins de gestion ou pour le reporting externe est préparée en conformité avec les normes IFRS adoptées par l'Union Européenne.

L'information suit un processus de remontée des données des comptes sociaux aux états financiers consolidés/de gestion. Ce reporting est mené sur un logiciel de consolidation selon une fréquence mensuelle de clôture.

En pratique, les équipes financières des filiales reportent sous le contrôle de leur Directeur Financier et de leur Directeur Opérationnel les informations aux Directeurs Financiers des continents dont elles dépendent qui les retransmettent par la



suite au Groupe. Ces informations reportées sous forme de liasses sont auditées par les auditeurs locaux externes pour les entités significatives. Les travaux des Commissaires aux Comptes font l'objet de mémorandums ainsi que d'une synthèse des remarques significatives à destination du Groupe.

Des contrôleurs de gestion travaillent en étroite collaboration avec les responsables opérationnels et reportent à l'équipe de Direction locale et fonctionnellement au Directeur Financier du continent dont ils dépendent.

En 2000, le Groupe a développé un Manuel de politiques et procédures internes dans le domaine financier qui a fait l'objet d'une présentation et d'une diffusion auprès des responsables financiers des filiales. En 2007, les procédures clés ont donné lieu à une revue pour leur mise à jour. Ce travail de révision continue prend, quand nécessaire, appui sur les responsables fonctionnels qui valident les politiques et procédures revues. Quand une nouvelle procédure est créée ou qu'une mise à jour ou amélioration d'une procédure existante est faite, l'information est communiquée via un "Bulletin de Contrôle Interne" consultable sur l'intranet par les employés et également transmise par le Comité de Direction à toutes les filiales.

Les procédures de reporting au sein du Groupe sont les suivantes :

- l'outil de reporting financier permet de réaliser des consolidations statutaires et des consolidations de gestion au sein d'un même référentiel ;
- le Groupe utilise également un système de reporting détaillé des ventes qui est systématiquement réconcilié tous les mois avec les reportings financiers, tout écart significatif étant expliqué ;
- l'outil de reporting financier interne au Groupe est déployé dans toutes les filiales, ce qui permet une analyse à chaque niveau de reporting (filiales, continents, Groupe ou encore par activité) à partir des mêmes données de base et selon le même format de rapport ;
- le reporting financier interne au Groupe fait l'objet d'une analyse mensuelle avec les prévisions budgétaires au niveau de chaque filiale et le Comité de Direction revoit également mensuellement les données consolidées et les analyses afférentes ;
- de même, les prévisions sont rapprochées des budgets et des plans stratégiques et sont analysées par le Comité de Direction ;
- l'information financière consolidée est ensuite validée par le Directeur Financier du Groupe. Les problématiques significatives sont revues par le Président du Conseil d'Administration et par le Directeur Général ;
- le Comité d'Audit valide à son tour l'information et fournit si nécessaire un rapport au Conseil d'Administration ;
- les auditeurs externes sont impliqués dans la validation du processus de production de l'information financière.

Le processus d'arrêté des comptes comprend notamment :

- la détermination et la diffusion de règles comptables par la Direction Financière du Groupe au travers du Manuel des principes comptables du Groupe ;
- la préparation et la transmission par le service consolidation aux filiales d'un calendrier et d'instructions pour chaque arrêté mensuel ;
- l'existence d'une liste des tâches à réaliser par une filiale dans le cadre d'une clôture comptable.

Autres procédures de contrôle interne

Comme indiqué précédemment, le contrôle interne au sein du Groupe BIC est décentralisé. Il appartient donc à chaque organisation (filiale, service, catégorie, continent, etc.) d'établir des procédures pertinentes dans les domaines concernés afin de soutenir les objectifs et la définition du contrôle interne.

Toutefois, en tant que référence mondiale, le Manuel des politiques et procédures internes donne des instructions générales qui, après adaptation, peuvent être endossées de manière adéquate au niveau de contrôle interne correspondant.

Ci-dessous sont mentionnées quelques descriptions des procédures Groupe majeures.

PROCÉDURES D'ACHAT ET D'INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS

Ces procédures ont constamment pour objectif de mettre l'accent sur le processus d'autorisation de l'engagement d'acquisition. En effet, cette étape préalable est l'élément clé pour la suite du processus qui va de la confirmation de réception des biens achetés ou de la réalisation de la prestation de service, au paiement des fournisseurs.

Aussi le Groupe a mis en place une matrice d'autorisation qui, selon le montant engagé, renseigne le niveau requis de responsabilités. Toute autorisation doit être formalisée par le document adéquat ou via les systèmes informatiques quand applicable.

Le processus d'approbation de l'engagement d'acquisition est donc la fondation de la procédure de validation dite "three-way match" appliquée dans tout le Groupe et qui requiert que des réconciliations de la commande d'achat soient menées lors des étapes suivantes :

- avec la preuve de livraison des biens/de réalisation de la prestation de service ;
- avec la facture du fournisseur, à sa réception, pour générer le paiement.

La procédure de validation dite "three-way match" répond au principe de séparation des tâches et permet un suivi clair du processus de validation des transactions tout au long de l'opération d'achat.

En ce qui concerne les investissements en immobilisations, une étape additionnelle est demandée à la personne initiatrice de l'achat. Avant tout investissement, une documentation spécifique est préparée pour présenter toutes les informations nécessaires comme la description de l'investissement, les éléments de retour sur investissement, les approbations en accord avec les niveaux d'engagement requis et le calendrier d'audit post-acquisition.

D'un point de vue organisationnel, une attention particulière est accordée à la séparation des fonctions d'approvisionnement d'avec celles d'achat. Le but est de réduire les risques éventuels de chevauchement de responsabilités. Cela permet également de centraliser au niveau Groupe les flux d'approvisionnement sur les matières stratégiques afin de mieux contrôler les besoins et le volume financier engagé.

Enfin, la gestion des fournisseurs, dont celle de la base de données fournisseurs, prévoit également des activités de contrôle spécifiques et des règles précises tout au long de l'histoire que cette partie tierce peut avoir avec le Groupe.



PROCÉDURES DE VENTE

Les procédures de vente suivent des règles et des principes communs. Néanmoins, elles sont pour la majorité d'entre elles établies en connexion avec les marchés et les clients locaux, suivant les natures de transactions existantes.

Ces principes communs couvrent en particuliers :

- la validité des prix de vente et des conditions commerciales (processus d'établissement de listes de prix, schémas d'autorisation des politiques de prix spécifiques, etc.) ;
- l'exhaustivité et la pertinence des commandes de vente reçues suivant différents supports ;
- le respect de la période de comptabilisation avec l'accent mis sur le processus de séparation des exercices comptables et la procédure d'ajustements ;
- la juste valeur des créances clients avec les procédures de calcul des provisions sur clients douteux et d'émission des avoirs.

De façon similaire aux relations avec les fournisseurs, des procédures traitent de la gestion du fichier maître clients dont notamment ce qui concerne la création de nouveaux comptes, le processus de rapprochement des paiements reçus ou la gestion du crédit client.

PROCÉDURES DE GESTION DES STOCKS

La gestion des stocks couvre la conservation physique des biens, l'évaluation de ces derniers ainsi que le suivi des flux. Les procédures en place traitent en conséquence des deux aspects.

En ce qui concerne la conservation physique des biens, des instructions Groupe sont transmises en complément des règlements locaux et incluent :

- des objectifs de sécurité fixés pour le personnel impliqué dans la gestion des stocks ; et
- la sécurité des actifs avec des directives précises sur les conditions de stockage, le processus d'inventaire physique ou la séparation des tâches.

Pour l'évaluation des stocks, une procédure BIC de valorisation a été établie pour permettre aux contrôleurs locaux de pouvoir suivre les règles Groupe et répondre aux exigences des normes comptables et financières locales. Les règles Groupe sont rappelées dans l'Annexe aux comptes consolidés – Note 1.1 Principes comptables.

PROCÉDURES DE GESTION DE LA TRÉSORERIE

Bien que principalement centralisée auprès du Département Trésorerie Groupe, certains aspects de la gestion de trésorerie sont maintenus au niveau local. Quel que soit le niveau considéré, les procédures en place couvrent en particulier :

- la gestion des disponibilités et des moyens de paiement dont les protections physiques, l'établissement des réconciliations bancaires et la supervision de la séparation des tâches accomplies ;
- la gestion des pouvoirs bancaires et des signatures d'autorisation ;
- les activités de financement par dette à court ou long terme.

Au niveau central, le service Trésorerie Groupe suit des procédures spécifiques pour ses placements de trésorerie et pour la gestion de

l'exposition aux cours de change des devises étrangères, comme décrit dans le *Rapport de gestion*.

PROCÉDURES DE GESTION DES IMMOBILISATIONS

Comme défini dans les objectifs du contrôle interne, la sécurité des actifs est identifiée comme une préoccupation de première importance. Pour y répondre, des procédures ont été mises en place au sein du Groupe. Certaines d'entre elles sont décrites ci-dessus.

La réalité et la validité des actifs étant essentielles, instruction est donnée aux sites locaux de mener des inventaires physiques selon une fréquence déterminée à des fins de comparaison avec les systèmes financiers.

En complément du processus d'autorisation décrit précédemment, tous les mouvements d'actifs immobilisés (ex : transferts, ventes et mises au rebut) sont régulés selon des procédures dédiées.

Enfin, des règles spécifiques sont prévues pour la gestion des fichiers d'immobilisations afin de garantir la conformité avec les normes comptables locales et Groupe et pour permettre des activités de contrôle efficaces.

2.2.5. - Activités de contrôle

Chaque niveau du Groupe est impliqué dans les activités de contrôle pour s'assurer que les règles, les instructions et les procédures Groupe sont correctement appliquées.

D'autre part, le Département Contrôle et Audit Interne (C&AI) vérifie tout au long de son calendrier annuel de revue qu'aucune différence majeure n'existe dans le Groupe.

Ce contrôle se tourne aussi bien vers les environnements opérationnels que financiers et met l'accent particulièrement sur :

- la validité des opérations et des transactions, incluant les processus d'autorisation d'engagement des dépenses et investissements ;
- l'exhaustivité du reporting des transactions ;
- la correcte évaluation et comptabilisation des opérations pour garantir la mise à disposition et la présentation d'une information fiable ;
- la garantie du futur de la Société.

2.3. Acteurs du contrôle interne, structure(s) spécifique(s) en charge/rôles respectifs et interactions

Le contrôle interne mis en place par le Groupe fait partie intégrante de son organisation.

2.3.1. - Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC, représentant les actionnaires, agit en toutes circonstances dans l'intérêt de la Société. Il revoit et approuve également les objectifs stratégiques de la Société.

2.3.2. - Le Comité de Direction

Le Comité de Direction, sous la direction de Mario Guevara, Directeur Général de SOCIÉTÉ BIC est composé de 10 membres dont l'objectif principal est de mettre en place la stratégie de l'entreprise définie par le Conseil d'Administration. Il est également responsable de



la définition de la mise en œuvre et de la supervision des moyens pour atteindre les objectifs fixés.

Aux côtés de François Bich, Directeur Général Délégué et responsable briquets et Marie-Aimée Bich-Dufour, Directeur Général Délégué et Directeur Juridique, les membres ou conseillers suivants composent ou interviennent auprès du Comité de Direction :

- représentants opérationnels responsables de continents :
 - Billy Salha, Europe,
 - Chris Mills, Amérique du Nord,
 - Edgar Hernandez, Moyen-Orient, Afrique, Océanie, Amérique Latine, Asie ;
- représentants des activités :
 - Ed Dougherty, Directeur Général Groupe Papeterie et Rasoirs,
 - Benoit Marotte, Directeur Général Papeterie,
 - Nicolas Paillet, Directeur Général Produits Promotionnels ;
- représentants de fonctions transversales :
 - François Eyssette, Directeur des Ressources Humaines,
 - Jim DiPietro, Directeur Financier.

Les représentants des activités sont responsables de la production, du développement de nouveaux produits, de la recherche et du contrôle qualité. Par ailleurs, ils conçoivent et proposent le plan stratégique à long terme pour leur catégorie.

Le Comité de Direction veille aussi à la qualité du contrôle interne et s'assure de la bonne couverture des risques. Il s'assure, par l'intermédiaire du Directeur Financier du Groupe, que les indicateurs sont consolidés afin de mesurer que les performances opérationnelles sont conformes au budget. Le cas échéant, il accorde une attention toute particulière aux variations et s'assure que des mesures correctives sont mises en place.

En complément du budget, des prévisions sont préparées et révisées trois fois par an et ce, afin de contrôler l'avancement du budget en fonction des évolutions du marché. Par ailleurs, le Groupe a développé un outil de planification stratégique qui permet d'identifier les futures opportunités de croissance.

2.3.3. - Le Comité d'Audit

Le Comité d'Audit, évoqué plus avant dans le présent rapport (cf. 1.3 *Comités constitués par l'organe d'administration, de Direction ou de surveillance*), effectue une surveillance attentive et régulière du dispositif de contrôle interne entre autres missions. Il a la possibilité d'entendre le responsable de l'audit interne, de donner son avis sur l'organisation de son service et d'être informé de son travail. Il est destinataire d'une synthèse annuelle des recommandations de l'audit interne.

2.3.4. - Le Département Contrôle et Audit Interne (C&AI)

En janvier 2004, le Groupe a créé le Département Contrôle et Audit Interne, rattaché opérationnellement à la Direction Financière du Groupe et reportant sur demande au Comité de Direction.

Ce Département réalise des missions sur les domaines tant financiers qu'opérationnels où il émet une appréciation

indépendante du degré de conformité avec les politiques, règles et procédures du Groupe. Il porte son attention sur :

- les revues de cycles et de processus opérationnels (dont notamment les ventes et encaissements, les achats et décaissements, les actifs immobilisés, les stocks, la paie, la gestion de la trésorerie ou la procédure d'enregistrement des écritures comptables), tant au niveau des filiales BIC qu'au niveau du siège social ;
- la mesure de l'efficacité des contrôles mis en place par le biais de tests ;
- la coordination de l'amélioration permanente du Manuel de politiques et procédures internes avec les responsables fonctionnels ;
- la proposition de conseils et recommandations à des fins d'amélioration des processus existants, ce qui inclut le fait de partager les meilleures pratiques au sein du Groupe.

Ce Département peut aussi être amené à intervenir en assistance sur des missions ponctuelles et spécifiques, comme notamment lors d'opérations d'acquisition externe ou de réorganisation interne.

De plus, la démarche du Département Contrôle et Audit Interne intègre la dimension des systèmes d'informations par le biais notamment de revues des accès informatiques et des procédures de continuité d'exploitation.

Une fois par an, le Département C&AI présente aux auditeurs externes le plan de revues de sites et de processus, leur communique ses mises à jour ainsi que les conclusions des rapports d'audit émis après les interventions sur site. De plus, le Département C&AI s'accorde avec le Département Finance du Groupe et les auditeurs externes pour la couverture de points spécifiques pendant les audits.

Travaux réalisés en 2009

Depuis le début de l'année 2006, un plan pluriannuel d'audit suivant un principe de rotation a été mis en place afin de s'assurer que tous les sites et que tous les processus majeurs soient revus en moyenne tous les trois ans.

Le plan 2009 a conduit le Département C&AI à mener les audits de :

- 23 entités de fabrication et de distribution dont pour la plupart en combinant visites initiales et visites de suivi effectuées dans les 6 mois ;
- 9 audits d'inventaires physiques.

Ces audits ont été menés conformément à la méthodologie et aux procédures d'audit mises en place par le Département. Elles intègrent notamment :

- la transmission d'un questionnaire (près de 400 questions) au site/département faisant l'objet d'un audit permettant l'identification des risques et des activités de contrôles mises en place ;
- la réalisation de tests (de cheminement et de détail) et d'entretiens avec les intervenants sur les cycles audités selon une approche basée sur les risques identifiés ;
- la rédaction d'un rapport postérieur à l'audit dans lequel sont listés sous forme de recommandations les points d'amélioration que le site/département devra considérer par le biais d'un plan d'actions précis et positionné dans le temps. Le rapport du Département C&AI est un bon vecteur de communication et



➔ **Gouvernement d'entreprise**

Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société

joue un rôle important dans la démarche d'amélioration continue des contrôles au travers du Groupe.

Au cours de ces revues, aucune problématique majeure n'a été identifiée. Les recommandations émises dans les rapports d'audit ont mis en valeur des améliorations à apporter à certains contrôles pour en garantir une meilleure efficacité. Les Directions locales ont partagé leurs réponses à ces points d'amélioration tout en proposant des plans d'action ainsi que leurs dates de mise en œuvre et les responsables de leur exécution. Ces mises en application ont ensuite pu être vérifiées lors de visites de suivi menées par le Département C&AI. Enfin, les meilleures pratiques en termes de contrôle interne rencontrées lors de ces revues font l'objet d'une communication et d'un partage au sein du Groupe toujours dans ce souci d'amélioration.

En complément des audits, le Département C&AI a coordonné une évaluation annuelle des risques, sur la base d'une autoévaluation demandée à chaque entité du Groupe. L'objectif est en effet de mesurer régulièrement l'exposition aux principaux risques potentiels de ces entités, et par conséquent de pouvoir disposer d'une matrice de risques au niveau du Groupe. Cette obligation annuelle depuis décembre 2003 a confirmé les principaux risques identifiés et développés dans la section *Informations Générales – 4. Facteurs de risque*.

En complément de ces autoévaluations, tous les Directeurs de filiales et leurs Directeurs Financiers ont signé une lettre confirmant que les contrôles internes en place sont adéquats et fonctionnent de manière à diriger les opérations. Dans cette lettre, ils attestent aussi de la fiabilité des informations financières reportées et de la conformité avec les lois et règlements en vigueur. Cet exercice est également une exigence annuelle mise en place depuis décembre 2003.

Le cas échéant, le Directeur de la filiale fournit des informations détaillées sur les sujets présentant des faiblesses non significatives pour lesquelles des actions correctives seront prises en 2010. Ces actions doivent permettre de garantir un niveau raisonnable de confiance dans l'accomplissement des objectifs opérationnels, la fiabilité des informations financières reportées et la conformité avec les lois et règlements en vigueur. Toutes les informations pour 2009 ont été consolidées et aucun risque significatif n'a été identifié à ce jour.

Une synthèse des travaux accomplis en 2009 par le Département C&AI est présentée au Comité de Direction, au Comité d'Audit et au Conseil d'Administration. Cette présentation comprend un résumé des lettres d'attestation du contrôle interne signées par les Directeurs Généraux de chaque pays et récapitule les différentes échéances à respecter pour la mise en œuvre des améliorations. De plus, elle propose également une synthèse de l'analyse des risques, des contrôles et des plans d'action pour 2010.

Perspectives et plans d'actions pour 2010

Le Département C&AI continuera à porter son attention sur l'amélioration des processus et de leur efficacité, sur les tests de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés, ainsi que sur la mise en valeur du processus général de revue.

Le plan d'audit pour 2010 préparé par le Département C&AI et validé par le Comité d'Audit et le Comité de Direction intègre la rotation pluriannuelle des revues de sites et de processus en maintenant le même niveau d'interventions qu'en 2009, tant sur leur nombre que sur la nature des sites et processus audités.

Enfin, le Département C&AI poursuivra son rôle de coordination pour l'amélioration continue du Manuel de procédures et politiques internes, et il revisitera la cartographie des risques du Groupe selon un projet de gestion des risques.

2.3.5. - Le personnel de la Société

Chaque employé est impliqué dans le contrôle interne en cohérence avec son niveau de connaissance respectif et son accès à l'information pour établir, faire fonctionner et surveiller le dispositif de contrôle interne.

Pour renforcer l'implication du personnel dans l'organisation du contrôle interne de la Société, depuis 1998, les valeurs du Groupe sont affichées sur tous les sites du Groupe afin de les faire partager à tous les employés. En 2005, la vision et les valeurs du Groupe ont été mises à jour et présentées à tous les employés. Depuis 2005, une enquête d'opinion est réalisée tous les deux ans auprès des employés sur le respect des valeurs du Groupe (80 % d'opinions favorables en 2009).

Une Charte d'Éthique du Groupe est mise à la disposition de tous les employés. Le Comité de Direction a validé cette Charte d'Éthique ainsi que toute procédure et politique qui en découle pour ensuite les diffuser au sein du Groupe.

➔ **3. PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Cf. Note 21-2 de la partie Informations Générales.

➔ **4. ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE**

Cf. Rapport de gestion (Capital social).



Rapport des Commissaires aux Comptes

Établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration

➔ EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de SOCIÉTÉ BIC et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ; et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 26 février 2010
Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre de Grant Thornton International
Gilles HENGOAT

Deloitte & Associés
Jean-François VIAT
Dominique JUMAUCOURT







6

➔ Informations générales

1. Personne responsable	144	14. Organes d'administration, de Direction et de surveillance et Direction générale	156
2. Contrôleurs légaux des comptes	144	15. Rémunération et avantages	157
3. Informations financières sélectionnées	145	16. Fonctionnement des organes d'administration et de Direction	157
4. Facteurs de risque	146	17. Salariés	158
5. Informations concernant l'émetteur	148	18. Principaux actionnaires	159
6. Aperçu des activités	150	19. Opérations avec des apparentés	159
7. Organigrammes	152	20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	160
8. Propriétés immobilières, usines et équipements	153	21. Informations complémentaires	161
9. Examen de la situation financière et du résultat	154	22. Contrats importants	163
10. Trésorerie et capitaux	155	23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	163
11. Recherche et Développement, brevets et licences	155	24. Documents accessibles au public	164
12. Informations sur les tendances	156	25. Informations sur les participations	164
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	156	Table de Concordance	165

1. Personne responsable

➔ 1.1. NOM ET FONCTION

Mario Guevara
Directeur Général

➔ 1.2. DÉCLARATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

"J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une

image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en pages 3 à 45 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document."

Le 31 mars 2010, Mario Guevara

Directeur Général

2. Contrôleurs légaux des comptes

➔ 2.1. NOMS ET ADRESSES

Les Commissaires aux Comptes titulaires

Les comptes sociaux et consolidés de SOCIÉTÉ BIC font l'objet de rapports établis par les Commissaires aux Comptes titulaires de la Société :

Deloitte & Associés

Représentée par M. Jean-François Viat et M. Dominique Jumaucourt
185, avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : 01 40 88 28 00

Deloitte & Associés a été nommé en qualité de Commissaire aux Comptes de SOCIÉTÉ BIC, pour la première fois, par l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires du 4 mai 1999.

Le mandat de Commissaire aux Comptes de Deloitte & Associés, d'une durée de six exercices, a été renouvelé par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 19 mai 2005. Il expirera en 2011, à l'issue de l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Grant Thornton

Représentée par M. Gilles Hengoat
100, rue de Courcelles
75017 Paris
Tél. : 01 56 21 03 03

Grant Thornton a été nommé en qualité de Commissaire aux Comptes de SOCIÉTÉ BIC, pour la première fois, par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 23 mai 2007 en remplacement de la société BDO Marque & Gendrot, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière.

Le mandat de Commissaire aux Comptes de Grant Thornton expirera en 2011, à l'issue de l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les Commissaires aux Comptes suppléants

Société BEAS, nommée en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 19 mai 2005, pour la même durée que le mandat de Deloitte & Associés.

L'Institut de Gestion et d'Expertise Comptable, nommé en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 23 mai 2007, pour la même durée que le mandat de Grant Thornton.



➔ 2.2. CHANGEMENT DE CONTRÔLEURS LÉGAUX

Lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 23 mai 2007, Grant Thornton a été nommé en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire en remplacement de la société BDO Marque & Gendrot, démissionnaire et l'Institut de Gestion et d'Expertise Comptable a été nommé en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant, en remplacement de M. Patrick Giffaux, démissionnaire.

➔ 2.3. TABLEAU SUR LA PUBLICITÉ DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RÉSEAUX

Les honoraires des Commissaires aux Comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe sont présentés dans la Note 31 des Comptes consolidés.

3. Informations financières sélectionnées

➔ 3.1. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES SÉLECTIONNÉES POUR LES TROIS DERNIERS EXERCICES

3.1.1. Données chiffrées sur les volumes de production au cours des trois derniers exercices

TENDANCES DE PRODUCTION

(en milliards d'unités)	2007	2008	2009
Articles de papeterie	5,104	5,117	4,867
Briquets	1,141	1,087	1,114
Rasoirs	2,223	2,215	2,118

Depuis 2006, le Groupe BIC a lancé plus de 310 nouveaux produits ⁽¹⁾ ou extensions de gamme, dont plus de 190 dans le domaine des articles de papeterie.

3.1.2. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices

Cf. Rapport de gestion.

➔ 3.2. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES SÉLECTIONNÉES POUR DES PÉRIODES INTERMÉDIAIRES

Sans objet.



(1) Le Groupe BIC considère un produit comme nouveau lors de son année de lancement et au cours des trois années qui suivent.

4. Facteurs de risque

➔ 4.1. RISQUES DE MARCHÉ

Risque de change

Le risque de change EUR vs. USD reste la principale exposition du Groupe, pour un montant net de 200 millions de dollars américains. Cette exposition annuelle a été couverte en moyenne au cours de 1 euro = 1,3561 dollar américain, la moyenne des cours quotidiens étant de 1,3927 dollar américain. Pour l'année 2010, au 31 décembre 2009, 100 % de l'exposition avait fait l'objet d'une couverture ferme. Le cours moyen obtenu pour 2010 est de 1 euro = 1,3648 dollar américain.

Voir également Rapport de gestion et Note 23 des Comptes consolidés.

Risque de taux

Faisant suite à la mise en place de deux financements d'acquisitions, respectivement Cello Pens pour l'équivalent en INR (roupies indiennes) de 156 millions de dollars américains et Norwood Promotional Products pour 125 millions de dollars américains, SOCIÉTÉ BIC a couvert son exposition au taux variable (Libor USD 3 mois + marge) par des swaps de taux d'intérêt, à respectivement 3,1950 % (marge incluse) et 3,7350 % (marge incluse) à maturités 5 ans (nominal amortissable de façon linéaire).

Voir également Rapport de gestion et Note 23 des Comptes consolidés.

➔ 4.2. RISQUES JURIDIQUES

La Société n'a pas connaissance d'information (réglementation, autorisations, confidentialité, liens de dépendance, dispositions fiscales) ou de fait exceptionnel susceptible d'avoir ou d'avoir eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

De plus, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

➔ 4.3. RISQUES INDUSTRIELS ET LIÉS À L'ENVIRONNEMENT

Typologie des risques

Les principaux risques industriels et d'atteinte à l'environnement sont liés au stockage et à l'utilisation de produits et de substances

dangereuses, inflammables et non inflammables. Parmi ceux-ci, on peut citer :

- le gaz pour les briquets, en France, en Espagne, aux États-Unis et au Brésil ;
- les solvants pour les marqueurs permanents et les marqueurs effaçables à sec en France et aux États-Unis ;
- les solvants pour les procédés de nettoyage industriel ;
- le stockage des produits contenant du gaz et des solvants.

Aspects réglementaires

REACH est le règlement sur l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et les restrictions des substances chimiques. Il améliore l'ancien cadre réglementaire de l'Union européenne (UE) sur les produits chimiques.

La directive SEVESO identifie les sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs.

Gestion opérationnelle des risques

BIC dispose de Systèmes de Management de l'Environnement et de la Santé Sécurité pour intégrer la sécurité et l'environnement dans ses activités quotidiennes :

- une attention constante est portée à la protection et à la sécurisation des zones de stockage du gaz et des solvants. Des mesures techniques appropriées et des équipements adaptés sont choisis pour minimiser les risques physico-chimiques posés par les substances chimiques. Une priorité est accordée à l'utilisation de systèmes appropriés de prévention incendie et d'équipements de lutte contre l'incendie ;
- des études de risque sont menées dans les usines du Groupe. Des procédures sont établies pour identifier, évaluer, et prévenir les incidents et les accidents ;
- le personnel est formé pour identifier les dangers et mener des actions préventives et correctives ;
- la conformité aux réglementations locales fait partie intégrante de la gestion quotidienne des sites ;
- grâce au déploiement des Systèmes de Management Santé, Sécurité et Environnement mis en place dans toutes les usines, la SOCIÉTÉ BIC s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de ses installations, de ses équipements et de ses procédures destinées à maîtriser les risques associés à ses activités ;
- nos sites SEVESO disposent d'un Plan d'Opération Interne. Nous avons aussi défini une politique de prévention des risques majeurs et mis en place un système de gestion de la sécurité pour la prévention des accidents majeurs, conformément à l'arrêté ministériel du 10 mai 2000, transposition en droit français de la directive européenne 96/82/CE. Hors de France, certains de nos sites possèdent des plans de gestion des accidents ayant de possibles impacts au-delà des sites ;



- conformément à la réglementation REACH, le Groupe BIC a, au cours de l'année 2008, pré-enregistré les substances chimiques concernées.

BIC n'a pas prévu de provisions substantielles pour le risque lié à l'environnement. Dans l'hypothèse d'un préjudice, BIC considère que les coûts liés à la réparation de celui-ci n'affecteraient pas de manière significative les comptes du Groupe.

➔ 4.4. ASSURANCE – COUVERTURE DES RISQUES ÉVENTUELS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENCOURUS PAR L'ÉMETTEUR

BIC dispose :

- d'une assurance "Responsabilité civile" incluant le risque environnemental relatif à la pollution graduelle et à la pollution accidentelle ;
- d'une assurance "Dommages et pertes d'exploitation" couvrant tous les sites.

La Direction considère que la couverture et les limites de ces polices sont appropriées.

L'objectif des programmes d'assurance "Responsabilité civile" et dommages du Groupe BIC est de développer une solide gestion du risque procurant un haut niveau de couverture uniforme pour toutes les entités du Groupe. Cette politique doit permettre de protéger les actifs et les revenus contre des risques susceptibles d'être assurables ou contrôlables.

La gestion du risque est pour BIC un moyen de protéger ses actifs des effets préjudiciables de pertes accidentelles. Cette gestion consiste en l'identification, l'analyse et le contrôle de tous les risques associés à ses activités. Toutes les entités du Groupe doivent être concernées.

Dans les domaines où le Groupe est en mesure de prévenir et de contrôler efficacement les pertes, une part de risque est admise. Tout en s'appuyant sur une conception proactive de la gestion du risque pour la protection de ses actifs, le Groupe a souscrit néanmoins des polices d'assurance afin de se prémunir contre des pertes majeures ou, dans certains cas, le risque probable de pertes.

L'estimation du coût global de la politique d'assurance du Groupe BIC s'élève approximativement à 5 millions d'euros. Le total des montants couverts par l'assurance "Dommages et pertes d'exploitation" s'élève à approximativement 3 milliards d'euros.

La volonté de BIC est de contrôler les risques au moyen de techniques de gestion efficaces, ainsi que par sa politique d'assurance, afin d'atteindre ses objectifs à long terme de continuité de l'activité, de croissance et de profits.

En respectant ces critères, les actifs et la rentabilité du Groupe BIC devraient être protégés de la façon la plus large possible.

Les actions relatives à la responsabilité du fait des produits sont initiées principalement aux États-Unis. Les provisions posées

sont limitées à 1 million de dollars, montant de la franchise pour chaque cas.

La seule compagnie d'assurance captive détenue par le Groupe est Xenia Insurance Company Limited, détenue entièrement par BIC CORPORATION. Xenia a été créée afin de fournir une couverture pour certains risques non couverts par les assurances traditionnelles.

BIC CORPORATION est assurée par Xenia Insurance Company Limited via trois contrats. Le premier couvre l'émission de certificats d'assurance en matière de responsabilité du fait des produits à l'attention de nos clients. Le second couvre la politique de réassurance et fournit une couverture complémentaire en matière sociale, environnementale, propriété intellectuelle, dommages punitifs, rappel des produits, tempêtes en Floride et tout événement non prévu. Le troisième contrat couvre tout dommage non couvert par ailleurs par BIC CORPORATION (contrat DIC/DIL).

➔ 4.5. AUTRES RISQUES PARTICULIERS

Contrefaçon

Des contrefaçons des articles les plus connus du Groupe BIC circulent principalement en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en Amérique du Sud. Leur production est majoritairement localisée en Asie. Ces contrefaçons, souvent de mauvaise qualité, portent principalement sur la marque BIC® et sur la forme des produits.

Afin de protéger son image de marque et ses intérêts économiques, le Groupe, au travers de son équipe dédiée, lutte avec succès contre ces contrefaçons en coopérant notamment avec les autorités locales et répressives.

Briquets – Non respect des normes de sécurité

Le Groupe BIC est soumis à la concurrence de nombreux briquets à bas prix et ne respectant pas la réglementation sécurité-enfants (en vigueur en Europe, aux États-Unis et en Australie) et la norme internationale ISO 9994. Pour y faire face, le Groupe BIC a mis en place des actions de communication lui permettant de sensibiliser les différents acteurs (clients, autorités de surveillance des marchés...).

Briquets – Lutte contre le tabagisme

Les ventes de briquets, qui représentent une part importante du chiffre d'affaires du Groupe (26 % en 2009), pourraient être affectées par la progression des réglementations visant à lutter contre le tabagisme (notamment les interdictions de fumer dans les lieux publics).



5. Informations concernant l'émetteur

➔ 5.1. HISTOIRE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

5.1.1. Raison sociale et nom commercial de l'émetteur

5.1.1.1. Raison Sociale : SOCIÉTÉ BIC

5.1.1.2. Nom commercial : BIC

5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur

5.1.2.1. Lieu d'enregistrement : Nanterre

5.1.2.2. Numéro d'enregistrement : 552 008 443
Nanterre (1980 B 00863)

5.1.2.3. Code APE :

7010Z – Activités des sièges sociaux

3299Z – Autres activités manufacturières n.c.a

5.1.3. Date de constitution et durée de vie de l'émetteur

5.1.3.1. Date de constitution : 3 mars 1953

5.1.3.2. Date d'expiration : 2 mars 2052

Sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

5.1.4. Siège social et forme juridique de l'émetteur

5.1.4.1. Siège social : 14 rue Jeanne d'Asnières –
92110 Clichy – France

Téléphone : 33 (0)1 45 19 52 00

5.1.4.2. Forme juridique : société anonyme

5.1.4.3. Législation de l'émetteur

Société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions prévues par le Code de commerce.

5.1.5. Événements importants dans le développement des activités de l'émetteur

Aucun événement important n'est à signaler en dehors de ceux mentionnés ci-dessous dans le paragraphe 6.1.1. Nature des opérations.

➔ 5.2. INVESTISSEMENTS

5.2.1. Principaux investissements

5.2.1.1. Au cours des dernières années

Dans le domaine des investissements industriels, le Groupe BIC organise sa production sur deux axes depuis plusieurs années :

- premièrement, l'amélioration continue de la qualité sur chaque ligne de production, par le biais, entre autres, d'investissements permanents en matériels, installations et nouvelles technologies ;
- deuxièmement, la spécialisation des sites sur une seule activité.

En 2004, nous avons réalisé l'acquisition de notre distributeur au Japon (aujourd'hui BIC Japan KK) et de Stypen® en France.

En novembre 2005, BIC a ouvert sa propre unité de production papeterie en Chine.

En 2006, nous avons ouvert une filiale de distribution en Turquie. De plus, nous avons acquis PIMACO, leader au Brésil de la fabrication et de la distribution d'étiquettes adhésives à usage professionnel, scolaire et domestique afin de progresser dans les fournitures de bureau.

En 2007, BIC a acquis la société Atchison Products Inc., une société américaine de sacs à usage promotionnel personnalisés par un marquage publicitaire qui vient renforcer notre activité de fournisseur d'articles promotionnels.

En 2008, la stratégie d'acquisitions sélectives de BIC s'est poursuivie, notamment dans l'industrie des Produits Promotionnels. À travers BIC Graphic, BIC est présent sur le marché des Produits Promotionnels depuis la fin des années 60, principalement dans les instruments d'écriture. En décembre 2008, le Groupe BIC a annoncé l'acquisition de l'activité Produits Promotionnels d'Antalis (groupe Sequana). Antalis Promotional Products est un distributeur européen offrant une large gamme de produits promotionnels (stylos, montres, t-shirts, agendas, gadgets et cadeaux d'entreprises originaux). L'acquisition a été finalisée le 11 mars 2009, après signature d'un accord sur la base d'une valeur d'entreprise de 33,5 millions d'euros.

5.2.1.2. En 2009

Dans un contexte économique sans précédent, BIC a annoncé en avril 2009 que le Groupe mettait en place un plan de réduction des coûts à l'échelle mondiale afin de s'adapter au ralentissement de ses marchés. Le coût de ce programme a affecté le résultat d'exploitation 2009 du Groupe pour un montant de 34,4 millions d'euros, partiellement compensé par l'écart d'acquisition négatif constaté à l'occasion de l'acquisition d'Antalis Promotional Products. L'impact net était de 24,1 millions d'euros. Les économies attendues sont d'environ 30 millions d'euros sur une base annuelle. Leur impact est attendu dès 2010 avec un effet plein à partir de 2011.



Après l'acquisition d'Antalis Promotional Products, le Groupe BIC a annoncé l'acquisition de Norwood Promotional Products en juin 2009. Norwood Promotional Products est un des leaders dans les calendriers, les sacs, les trophées, les nécessaires à boire et les autres produits promotionnels. L'entreprise bénéficie aux États-Unis d'un large taux de pénétration dans le réseau de distribution des produits promotionnels. L'acquisition a été finalisée le 6 juillet 2009 au prix total de 125 millions de dollars américains auxquels s'ajoutaient 31 millions de dollars américains de dettes.

Ces deux acquisitions dans les Produits Promotionnels vont renforcer la position de BIC comme l'un des leaders mondiaux des fournisseurs de Produits Promotionnels (hors textile), avec des positions de n°1 aux États-Unis et n°2 en Europe. Elles devraient permettre de réaliser des synergies entre BIC Graphic, Norwood Promotional Products et Antalis Promotional Products. Avec l'acquisition de Norwood Promotional Products, l'activité Produits Promotionnels représentera environ 25 % des ventes consolidées du Groupe BIC (en année pleine).

5.2.2. Principaux investissements en-cours : distribution géographique et méthode de financement

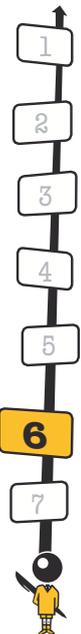
Le 22 janvier 2009, les Groupes BIC et Cello ont annoncé la signature d'un accord définitif selon lequel BIC acquerrait 40 % de l'activité d'instruments d'écriture de Cello pour un montant de 7,9 milliards de roupies indiennes (124 millions d'euros/161 millions de dollars américains⁽¹⁾). Dans le cadre de cet accord, BIC dispose d'une option d'achat lui permettant d'augmenter en 2013 sa participation à hauteur de 55 %. Le prix serait notamment déterminé sur la base des résultats futurs.

Cet accord a été partiellement finalisé le 5 mars 2009 pour 3,8 milliards de roupies indiennes (76,5 millions de dollars américains⁽²⁾). La part correspondante du résultat net de Cello Pens est consolidée par mise en équivalence depuis le 1^{er} avril 2009.

Le 4 janvier 2010, Cello a proposé au Groupe BIC de mettre fin "selon des conditions à définir d'un commun accord⁽³⁾" aux contrats définitifs signés le 21 janvier 2009. Le Groupe BIC a confirmé son intention de les faire appliquer.

5.2.3. Principaux investissements à l'avenir

Sans objet.



(1) 63,6 INR = 1 EUR (20 janvier 2009) 49 INR = 1 USD (20 janvier 2009).

(2) 49,65 INR = 1 USD (5 mars 2009).

(3) Traduction de l'anglais "on terms and conditions to be mutually agreed between the parties".

6. Aperçu des activités

➔ 6.1. PRINCIPALES ACTIVITÉS

6.1.1. Nature des opérations

6.1.1.1. Bref historique et évolution de la structure du Groupe au cours des dernières années

À Clichy en 1950, Marcel Bich reprend et améliore le procédé d'un stylo à bille inventé par le Hongrois Laslo Biro. Associé depuis 1945 avec Édouard Buffard dans une société de pièces détachées d'instruments d'écriture, il décide alors de lancer ce produit d'écriture révolutionnaire sur le marché français. Il le nomme "pointe BIC[®]", une version raccourcie et facilement mémorisable de son propre nom. En 1953, Marcel Bich et Édouard Buffard créent SOCIÉTÉ BIC pour fabriquer et commercialiser les stylos à bille BIC[®].

Dès l'année suivante, SOCIÉTÉ BIC entreprend la conquête des marchés étrangers : en 1954 en Italie, en 1956 au Brésil, en 1957 au Royaume-Uni et dans toute la zone sterling. En 1958, la Société rachète la Waterman Pen Company aux États-Unis et part à la conquête du marché nord-américain, tout en continuant à se développer parallèlement en Afrique et au Moyen-Orient.

Le 15 novembre 1972, SOCIÉTÉ BIC est cotée à la Bourse de Paris et en 1973, BIC diversifie ses activités et lance le briquet BIC[®] à flamme réglable. Sa fiabilité et sa qualité en font un succès immédiat. Non content de révolutionner les habitudes d'écriture et d'allumage, BIC est le premier à lancer un rasoir non-rechargeable en 1975.

En 1981, le Groupe se diversifie dans l'industrie des loisirs avec sa filiale BIC Sport, spécialisée dans les planches à voile. Pour élargir sa gamme d'articles de papeterie, BIC reprend aux États-Unis en 1992 la marque américaine de produits de correction Wite-Out[®], puis en 1997 la marque Tipp-Ex[®], leader européen des produits de correction. La même année, le Groupe se porte également acquéreur de Sheaffer[®], marque d'instruments d'écriture haut de gamme.

Depuis ces dernières années, le Groupe BIC mène parallèlement une stratégie de diversification, en lançant de nouveaux produits, et de conquête de marchés étrangers en s'implantant en Europe centrale, en Europe de l'Est et en Asie. Ainsi, en 2004, BIC a acquis son distributeur au Japon Kosaido Shoji. Cette opération constitue une étape importante dans le développement du Groupe BIC au Japon, deuxième marché mondial dans la papeterie et les rasoirs. Fin 2005, BIC a ouvert sa propre unité de production d'articles d'écriture en Chine. Cette présence directe en Chine permet au Groupe de mieux comprendre comment produire localement et de développer des produits spécifiques pour l'Asie.

Par ailleurs, BIC a pénétré un nouveau segment de marché de la papeterie, les stylos plume scolaires rechargeables, en rachetant Styphen[®] en France en mai 2004. Le rachat, en automne 2006, de la société PIMACO, leader au Brésil de la fabrication et de la

distribution d'étiquettes adhésives, étend la gamme d'articles de papeterie de BIC en Amérique latine et lui a permis d'y augmenter ses ventes.

Au cours de l'année 2007, BIC a renforcé sa gamme de rasoirs en lançant le premier rasoir système de BIC, le BIC[®] Soleil[®] System – à tête rechargeable – pour femme, aux États-Unis et au Royaume-Uni. En 2007, BIC a également acquis la société Atchison Products Inc., une société américaine de sacs à usage promotionnel personnalisés par un marquage publicitaire qui vient renforcer notre activité de fournisseur d'articles promotionnels.

En 2008, la stratégie d'acquisitions sélectives de BIC s'est poursuivie, notamment dans l'industrie des Produits Promotionnels. À travers BIC Graphic, BIC est présent sur le marché des Produits Promotionnels depuis la fin des années 60, principalement dans les instruments d'écriture. En décembre 2008, le Groupe BIC a annoncé l'acquisition de l'activité Produits Promotionnels d'Antalis (Groupe Sequana). Antalis Promotional Products est un distributeur européen offrant une large gamme de produits promotionnels (stylos, montres, t-shirts, agendas, gadgets et cadeaux d'entreprises originaux). L'acquisition a été finalisée le 11 mars 2009, après signature d'un accord sur la base d'une valeur d'entreprise de 33,5 millions d'euros.

Après le lancement en 2007 de notre premier rasoir rechargeable, le BIC[®] Soleil[®] System – à tête rechargeable – pour femmes, aux États-Unis et au Royaume-Uni, nous avons élargi la distribution de ce produit à l'Europe continentale et au Canada en mars 2008.

BIC a par ailleurs conclu en juillet 2008 un partenariat de marque avec Orange pour le lancement en France du BIC[®] phone, le mobile simple 100 % "prêt à l'emploi".

En novembre 2008, le Groupe BIC a ouvert une nouvelle plateforme d'emballage pour les rasoirs au Mexique. En plus d'améliorer le niveau du service clients en Amérique du Nord, cette usine nous permet de progressivement réduire les stocks et de dégager des économies de coûts grâce à des volumes de fret et à des coûts de transport réduits.

Le 22 janvier 2009, les Groupes BIC et Cello ont annoncé la signature d'un accord définitif selon lequel BIC acquerrait 40 % de l'activité d'instruments d'écriture de Cello pour un montant de 7,9 milliards de roupies indiennes (124 millions d'euros/ 161 millions de dollars américains⁽¹⁾). Dans le cadre de cet accord, BIC dispose d'une option d'achat lui permettant d'augmenter en 2013 sa participation à hauteur de 55 %. Le prix serait notamment déterminé sur la base des résultats futurs.

Cet accord a été partiellement finalisé le 5 mars 2009 pour 3,8 milliards de roupies indiennes (76,5 millions de dollars américains⁽²⁾). La part correspondante du résultat net de Cello Pens est consolidée par mise en équivalence dans les comptes du Groupe BIC depuis le 1^{er} avril 2009.

(1) 63,6 INR = 1 EUR (20 janvier 2009) 49 INR = 1 USD (20 janvier 2009).

(2) 49,65 INR = 1 USD (5 mars 2009).



Le 4 janvier 2010, Cello a proposé au Groupe BIC de mettre fin "selon des conditions à définir d'un commun accord ⁽¹⁾" aux contrats définitifs signés le 21 janvier 2009. Le Groupe BIC a confirmé son intention de les faire appliquer.

Dans un contexte économique sans précédent, BIC a annoncé en avril 2009 que le Groupe mettait en place un plan de réduction des coûts à l'échelle mondiale afin de s'adapter au ralentissement de ses marchés. Le coût de ce programme a affecté le résultat d'exploitation 2009 du Groupe pour un montant de 34,4 millions d'euros, partiellement compensé par l'écart d'acquisition négatif constaté à l'occasion de l'acquisition d'Antalis Promotional Products. L'impact net était de 24,1 millions d'euros. Les économies attendues sont d'environ 30 millions d'euros sur une base annuelle. Leur impact est attendu dès 2010 avec un effet plein à partir de 2011.

Après l'acquisition d'Antalis Promotional Products, le Groupe BIC a annoncé l'acquisition de Norwood Promotional Products en juin 2009. Norwood Promotional Products est un des leaders dans les calendriers, les sacs, les trophées, les nécessaires à boire et les autres produits promotionnels. L'entreprise bénéficie aux États-Unis d'un large taux de pénétration dans le réseau de distribution des produits promotionnels. L'acquisition a été finalisée au prix total de 125 millions de dollars américains auxquels s'ajoutaient 31 millions de dollars américains de dettes. Norwood Promotional Products est consolidé dans les comptes du Groupe BIC depuis le 1^{er} juillet 2009 et son plan d'intégration est en cours : en février 2010, la Société a annoncé le transfert de production de son usine de San Antonio au Texas vers d'autres implantations de Norwood déjà existantes aux États-Unis, ainsi que le déménagement de son siège social d'Indianapolis, dans l'Indiana, vers Clearwater en Floride. Ces changements devraient être finalisés d'ici la fin de l'année 2010. Cette acquisition devrait être relative sur le résultat net par action à partir de 2011.

Antalis Promotional Products et Norwood Promotional Products vont renforcer la position de BIC comme l'un des leaders mondiaux des fournisseurs de Produits Promotionnels (hors textile), avec des positions de n°1 aux États-Unis et n°2 en Europe. Elles devraient permettre de réaliser des synergies entre BIC Graphic, Norwood Promotional Products et Antalis Promotional Products. Avec l'acquisition de Norwood, l'activité Produits Promotionnels représentera environ 25 % des ventes consolidées du Groupe BIC (en année pleine).

6.1.1.2. Description des principales activités

BIC est l'un des leaders mondiaux sur les marchés des articles de papeterie, des briquets et des rasoirs. Nos produits sont vendus dans plus de 160 pays. Parmi les canaux de distribution figurent les papeteries, les fournisseurs de bureau, les grandes surfaces, les magasins de proximité, les grossistes, les distributeurs et les réseaux "cash and carry". BIC est fortement implanté mondialement sur bon nombre de marchés traditionnels, ainsi que sur des marchés émergents.

La mission de BIC consiste à simplifier la vie des consommateurs du monde entier en leur offrant des produits de qualité et à un prix abordable.

6.1.2. Nouveaux produits ou services

Cf. Rapport de gestion.

➔ 6.2. PRINCIPAUX MARCHÉS

Cf. Rapport de gestion.

➔ 6.3. ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS

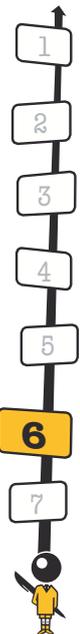
Sans objet.

➔ 6.4. DEGRÉ DE DÉPENDANCE DE L'ÉMETTEUR À L'ÉGARD DE BREVETS, LICENCES, CONTRATS INDUSTRIELS, COMMERCIAUX OU FINANCIERS OU DE NOUVEAUX PROCÉDÉS DE FABRICATION

Sans objet.

➔ 6.5. ÉLÉMENTS SUR LESQUELS EST FONDÉE LA DÉCLARATION CONCERNANT LA POSITION CONCURRENTIELLE

Cf. Rapport de gestion.



(1) Traduction de l'anglais "on terms and conditions to be mutually agreed between the parties".

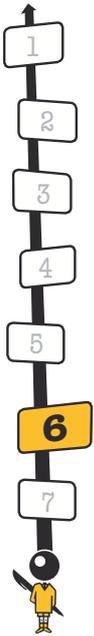
7. Organigrammes

➔ 7.1. DESCRIPTION DU GROUPE

Un bref historique et l'évolution de la structure du Groupe sont donnés au paragraphe 6.1.1.1. ci-dessus.

➔ 7.2. LISTE DES FILIALES IMPORTANTES

Cf. Note 30 des Comptes consolidés et Note 23 des Comptes sociaux.



8. Propriétés immobilières, usines et équipements

➔ 8.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMPORTANTES EXISTANTES OU PLANIFIÉES (Y COMPRIS LOUÉES) ET TOUTES CHARGES AFFÉRENTES

PAYS	UTILISATION	LOCALITÉ	PROPRIÉTAIRE LOCATAIRE	PRINCIPAUX BIENS PRODUITS
Brésil	Bureaux	Cajamar	Locataire	-
	Usine et bureaux	Rio de Janeiro	Propriétaire	Papeterie, étiquettes
	Usine	Manaus	Propriétaire	Papeterie (stylos à bille, crayons papier et de couleurs), briquets, rasoirs
	Entrepôts	Barueri	Locataire	-
		Resende	Locataire	-
Espagne	Usine	Tarragone	Propriétaire	Papeterie (stylos à bille, porte-mines, étiquettes), briquets, marquage publicitaire
	Usine et bureaux	L'Hospitalet de Llobregat (fermeture prévue en 2010)	Locataire	Marquage publicitaire
		Entrepôt	Barcelone	Locataire
États-Unis	Bureaux	Bentonville, AR	Locataire	-
		Danbury, CT	Locataire	-
		Mission Viejo, CA	Locataire	-
		Shelton, CT	Propriétaire	-
		Indianapolis, IN	Locataire	-
	Usines	St. Petersburg, FL	Propriétaire	Marquage publicitaire
		Milford, CT	Propriétaire	Briquets
		Gaffney, SC	Propriétaire	Papeterie (marqueurs)
		Fountain Inn, SC (fermeture prévue en 2010)	Propriétaire	Papeterie (produits de correction)
		Charlotte, NC	Locataire	Emballages
	Usines et bureaux	San Antonio, TX	Propriétaire	Nécessaires à boire
		Sleepy Eye, MN	Propriétaire	Calendriers promotionnels
		Red Wing, MN	Propriétaire	Marquage et gravure
		Clearwater, FL	Propriétaire	Papeterie (marquage publicitaire, notes repositionnables)
		Entrepôts	Charlotte, NC	Propriétaire
Arlington, TX (depuis 2009)	Locataire		-	
San Antonio, TX	Locataire		-	
Auburn, IN	Propriétaire		Matériel funéraire (marquage)	
Janesville, WI	Propriétaire		Récompenses et plaques	



Informations générales

Examen de la situation financière et du résultat

PAYS	UTILISATION	LOCALITÉ	PROPRIÉTAIRE LOCATAIRE	PRINCIPAUX BIENS PRODUITS
France	Bureaux	Clichy	Propriétaire	-
	Usines	Boulogne-sur-Mer	Propriétaire	Papeterie (feutres d'écriture et de coloriage, porte-mines, marqueurs, ardoises)
		Cernay	Propriétaire	Papeterie (encres, colorants)
		Longueil Sainte-Marie	Propriétaire	Rasoirs
		Montévrain	Propriétaire	Papeterie (stylos à bille)
		Redon	Propriétaire	Briquets
		Samer	Propriétaire	Papeterie (crayons papier et de couleur, porte-mines)
Vannes	Propriétaire	Papeterie (stylos à bille), autres produits (planches à voiles, planches de surf, bateaux)		
Grèce	Usine	Anixi	Propriétaire	Rasoirs
Mexique	Usines	Mexico City	Propriétaire	Papeterie (stylos à bille, porte-mines, bandes correctrices)
		Tlalneplantla	Locataire	Emballages
		Saltillo	Locataire	Emballages
Pays-Bas	Bureaux et entrepôt	Dordrecht	Locataire	-

Les principales charges liées à ces immobilisations sont les charges d'amortissement et de loyers.

8.2. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES POUVANT INFLUENCER L'UTILISATION DE CES IMMOBILISATIONS

Cf. Rapport de gestion, données environnementales.

9. Examen de la situation financière et du résultat

9.1. SITUATION FINANCIÈRE

Cf. Rapport de gestion.

9.2. RÉSULTAT D'EXPLOITATION

9.2.1. Facteurs importants (y compris inhabituels) influant sur le résultat d'exploitation

Cf. Rapport de gestion.

9.2.2. Explication des changements importants du chiffre d'affaires

Cf. Rapport de gestion.

9.2.3. Tout facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant ou pouvant influencer sur les opérations

Cf. Rapport de gestion.

10. Trésorerie et capitaux

➔ 10.1. INFORMATIONS SUR LES CAPITAUX

Cf. Passif consolidé.

➔ 10.2. SOURCE ET MONTANT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Cf. Tableau de flux de trésorerie consolidé.

➔ 10.3. CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT

Cf. Note 19 des Comptes consolidés.

➔ 10.4. INFORMATIONS CONCERNANT TOUTE RESTRICTION À L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT OU POUVANT INFLUER SUR LES OPÉRATIONS DE L'ÉMETTEUR

Sans objet.

➔ 10.5. SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES QUI SERONT NÉCESSAIRES POUR HONORER LES ENGAGEMENTS VISÉS AUX POINTS 5.2.3 (INVESTISSEMENTS FERMES) ET 8.1 (CHARGES SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES)

Sans objet.

11. Recherche et Développement, brevets et licences

Cf. Rapport de gestion.



12. Informations sur les tendances

➔ **12.1. PRINCIPALES TENDANCES AYANT AFFECTÉ LA PRODUCTION, LES VENTES ET LES STOCKS, LES COÛTS ET LES PRIX DE VENTE DEPUIS LA FIN DU DERNIER EXERCICE JUSQU'À LA DATE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT**

Cf. Rapport de gestion.

➔ **12.2. TENDANCE CONNUE, INCERTITUDE OU DEMANDE D'ENGAGEMENT OU ÉVÉNEMENT SUSCEPTIBLE D'INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES PERSPECTIVES DE L'ÉMETTEUR**

Sans objet.

13. Prévisions ou estimations du bénéfice

Sans objet.

14. Organes d'administration, de Direction et de surveillance et Direction générale

➔ **14.1. NOM, ADRESSE PROFESSIONNELLE ET FONCTIONS, DANS LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE ET EN DEHORS (SI SIGNIFICATIF)**

Cf. Rapport de gestion.

➔ **14.2. CONFLITS D'INTÉRÊTS POTENTIELS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE**

Il n'existe pas de conflit d'intérêts entre les devoirs, à l'égard de l'émetteur, de l'une quelconque des personnes visées au paragraphe 14.1. et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs.



15. Rémunération et avantages

➔ 15.1. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION VERSÉE ET AVANTAGES EN NATURE OCTROYÉS PAR L'ÉMETTEUR ET SES FILIALES

Cf. Rapport de gestion.

➔ 15.2. MONTANT TOTAL DES SOMMES PROVISIONNÉES OU CONSTATÉES PAR AILLEURS PAR L'ÉMETTEUR OU SES FILIALES AUX FINS DU VERSEMENT DE PENSIONS, DE RETRAITES OU D'AUTRES AVANTAGES

Cf. Rapport de gestion et Note 21 des Comptes consolidés.

16. Fonctionnement des organes d'administration et de Direction

➔ 16.1. DATE D'EXPIRATION DU MANDAT

Cf. Rapport de gestion.

➔ 16.2. CONTRATS DE SERVICE LIANT LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION OU DE SURVEILLANCE À L'ÉMETTEUR OU À L'UNE QUELCONQUE DE SES FILIALES

Sans objet.

➔ 16.3. INFORMATIONS SUR LES COMITÉS D'AUDIT ET DES RÉMUNÉRATIONS ET DES NOMINATIONS

Le Conseil d'Administration est assisté de deux comités spécialisés, le Comité d'Audit et le Comité des Rémunérations et des Nominations.

Comité d'Audit

Cf. Section I du Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

Comité des Rémunérations et des Nominations

Cf. Section I du Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

➔ 16.4. CONFORMITÉ AU RÉGIME DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE EN VIGUEUR

Cf. Section I du Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société.



17. Salariés

➔ 17.1. NOMBRE DE SALARIÉS ET RÉPARTITION PAR TYPE D'ACTIVITÉ

Cf. Rapport de gestion.

17.2.2. Plans d'attributions gratuites d'actions

Cf. Rapport de gestion.

➔ 17.2. PARTICIPATIONS ET STOCK-OPTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

17.2.1. Plans de stock-options

Cf. Rapport de gestion.

➔ 17.3. PARTICIPATION DES SALARIÉS DANS LE CAPITAL DE L'ÉMETTEUR

17.3.1. Contrats d'intéressement et de participation

Il n'existe pas de contrat au titre de l'émetteur (SOCIÉTÉ BIC n'a pas de personnel salarié) mais chaque filiale peut disposer de son propre accord selon la loi applicable.

17.3.2. Stock-options

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIÉS NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVÉES PAR CES DERNIERS	NOMBRE TOTAL D'OPTIONS ATTRIBUÉES/ D'ACTIONS SOUSCRITES OU ACHETÉES	PRIX MOYEN PONDÉRÉ (en euros)	DATE D'ÉCHÉANCE	N° DU PLAN
Options consenties durant l'exercice par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé	33 800	47,99	14 déc. 2017	12
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice , par les dix premiers salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé	2 000 7 500 18 513	40,83 36,96 36,76	15 déc. 2009 16 déc. 2013 14 déc. 2014	2 6 7
TOTAL	28 013			

Cf. Note 18 des Comptes consolidés.



18. Principaux actionnaires

- ➔ **18.1. PERSONNES NON-MEMBRES D'UN ORGANE D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION OU DE SURVEILLANCE QUI DÉTIENNENT, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, UN POURCENTAGE DU CAPITAL SOCIAL OU DES DROITS DE VOTE QUI DOIT ÊTRE NOTIFIÉ**

Cf. Rapport de gestion, capital social.

- ➔ **18.2. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES DISPOSANT DE DROITS DE VOTE DIFFÉRENTS**

Cf. Rapport de gestion, capital social.

- ➔ **18.3. MESURES PRISES PAR L'ÉMETTEUR CONTRE L'ABUS DE CONTRÔLE**

Sans objet.

- ➔ **18.4. DISPOSITIONS STATUTAIRES OU AUTRE POUVANT CONTRAINDRE UN CHANGEMENT DE CONTRÔLE**

Sans objet.

19. Opérations avec des apparentés

- ➔ **19.1. NATURE ET MONTANT DES OPÉRATIONS**

Cf. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes et Note 24 des Comptes consolidés.

- ➔ **19.2. MONTANT OU POURCENTAGE POUR LEQUEL LES OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS ENTRENT DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ÉMETTEUR**

Sans objet.



20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

➔ 20.1. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES

Cf. Comptes consolidés et notes afférentes.

Cf. Note 20-4. des informations générales.

➔ 20.2. INFORMATIONS FINANCIÈRES PRO FORMA

Sans objet.

➔ 20.3. ÉTATS FINANCIERS

Cf. Comptes consolidés et comptes sociaux.

➔ 20.4. VÉRIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES ANNUELLES

Les informations financières historiques annuelles vérifiées ainsi que les rapports d'audit afférents pour les exercices 2007 et 2008 ont été présentés dans les documents de référence précédents, eux-mêmes régulièrement déposés auprès de l'Autorité des marchés financiers (respectivement n° D.08-0193 et n° D.09-0171). Ils sont également disponibles sur le site du Groupe BIC.

➔ 20.5. DATE DES DERNIÈRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Sans objet.

➔ 20.6. INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES ET AUTRES

Cf. Rapport de gestion.

Les données trimestrielles n'ont pas fait l'objet d'une vérification.

Les données semestrielles et annuelles ont fait l'objet de rapports des Commissaires aux Comptes.

➔ 20.7. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Cf. Rapport de gestion.

➔ 20.8. PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

Cf. paragraphe 4.2. Risques juridiques.

➔ 20.9. CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIÈRE OU COMMERCIALE

Aucun événement significatif n'est survenu postérieurement à la clôture de l'exercice.



21. Informations complémentaires

➔ 21.1. CAPITAL SOCIAL

21.1.1. Capital souscrit

Cf. Rapport de gestion.

21.1.2. Actions non représentatives du capital

Sans objet.

21.1.3. Actions détenues par l'émetteur ou par ses filiales

Cf. Rapport de gestion.

21.1.4. Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription

Sans objet.

21.1.5. Droit d'acquisition et obligation attaché au capital souscrit mais non libéré

Cf. Annexe au Rapport de gestion.

21.1.6. Option ou accord sur le capital de tout membre du Groupe

Sans objet.

21.1.7. Tableau d'évolution du capital de la Société au cours des trois dernières années

DATE	NATURE DE L'OPÉRATION	MONTANT DE LA VARIATION DU CAPITAL (en euros)	IMPACT PRIME D'ÉMISSION/RÉSERVES (en euros)	MONTANTS SUCCESSIFS DU CAPITAL (en euros)	NOMBRE D' ACTIONS À L'ISSUE DE L'OPÉRATION
2007 (CA du 7 mars)	Émissions d'actions suite à la levée d'options de souscription d'actions dans le cadre des plans de stock-options 2000, 2001, 2002 et 2003	834 307,10	6 902 120,95	189 870 659,02	49 704 361
2007 (CA du 11 décembre)	Annulation d'actions autodétenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'AG du 23 mai 2007	(2 106 126,44)	(25 488 245,41)	187 764 532,58	49 153 019
2008 (CA du 26 février)	Émissions d'actions suite à la levée d'options de souscription d'actions dans le cadre des plans de stock-options 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004	888 069,78	7 495 016,23	188 652 602,36	49 385 498
2008 (CA du 26 février)	Annulation d'actions autodétenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'AG du 23 mai 2007	(1 657 983,14)	(19 273 072,35)	186 994 619,22	48 951 471
2008 (CA du 21 mai)	Annulation d'actions autodétenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'AG du 21 mai 2008	(626 422,70)	(5 828 682,44)	186 368 196,52	48 787 486
2008 (CA du 9 septembre)	Annulation d'actions autodétenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'AG du 21 mai 2008	(963 633,20)	(8 319 759,37)	185 404 563,32	48 535 226
2009 (CA du 10 février)	Émissions d'actions suite à la levée d'options de souscription d'actions dans le cadre des plans de stock-options 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004	97 734,70	805 656,50	185 502 298,02	48 560 811
2009 (CA du 10 février)	Annulation d'actions autodétenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'AG du 21 mai 2008	(382 000)	(2 765 593,28)	185 120 298,02	48 460 811
2009	Émission d'actions suite à la levée, en 2009, d'options de souscription d'actions dans le cadre des plans de stock-options 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004. Cette augmentation a été constatée par le CA du 16 février 2010	438 979,12	3 792 227,92	185 559 277,14	48 575 727

CA : Conseil d'Administration.

AG : Assemblée Générale.



➔ 21.2. ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS

L'acte constitutif et les statuts de l'émetteur peuvent être consultés au siège social de la Société (cf. également paragraphe 24. Documents accessibles au public).

21.2.1. Objet social

Extrait des statuts – (article 3) – “Objet social”

“La Société a pour objet en tous pays, l'achat, la vente, la commission, le courtage, la représentation, l'importation et l'exportation de tous objets et spécialement de tout ce qui sert à l'écriture ; et généralement toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles ou commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La Société pourra faire toutes opérations rentrant dans son objet, soit seule et pour son propre compte, soit pour le compte de tiers comme représentant, concessionnaire ou intermédiaire, à la commission, au courtage, en régie, comme locataire, fermière, gérante, soit en participation, soit en association, sous quelque forme que ce soit.”

21.2.2. Membres des organes d'administration, de Direction et de surveillance

Cf. Note 16 des informations générales.

21.2.3. Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions

Droit de vote double

(Article introduit dans les statuts par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 1972)

“Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même Actionnaire. Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double susvisé. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas les délais prévus ci-dessus. En outre, en cas d'augmentation de capital, par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double pourra être conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un Actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.”

Indivisibilité des actions

(Article introduit dans les statuts par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 septembre 2006)

“1/ Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un Mandataire commun de leur choix. À défaut d'accord entre eux, le Mandataire est désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2/ Si les actions sont grevées d'usufruit, leur inscription en compte doit faire ressortir l'existence de l'usufruit. Sauf convention contraire notifiée à la Société, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-proprétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Toutefois, nonobstant toute convention contraire, lorsque l'usufruit résulte d'une donation de la nue-proprété d'actions réalisée sous le bénéfice des dispositions de l'article 787 B du Code général des impôts, le droit de vote de l'usufruitier est limité aux décisions concernant l'affectation des bénéfices. Pour toutes les autres décisions de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire ou de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le droit de vote appartient au nu-proprétaire. L'usufruitier et le nu-proprétaire doivent notifier à la Société qu'ils entendent se placer sous le bénéfice de ces dispositions.”

21.2.4. Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires

Sans objet.

21.2.5. Assemblée – Mode de convocation – Conditions d'admission – Conditions d'exercice du droit de vote

Extrait de l'article 15 des statuts – “Assemblée d'actionnaires”

“Les Assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les décrets en vigueur”.

21.2.6. Disposition ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle

Cf. Rapport de gestion, capital social.

21.2.7. Disposition fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée

Extrait des statuts (article 8 bis) – “Franchissement de seuils”

(Article introduit dans les statuts par l'Assemblée Générale Mixte du 12 mai 1998)

“Toute personne physique ou morale venant à détenir une fraction du capital et/ou des droits de vote égale ou supérieure à 2 % et, à compter de ce seuil, à tout multiple entier de 1 %, est tenue de porter à la connaissance de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le nombre total d'actions qu'elle détient. L'information doit être effectuée dans un délai de deux semaines à compter du jour où la fraction est atteinte. Cette obligation s'applique dans les mêmes conditions et délai, lorsque la participation au capital social devient inférieure aux seuils ci-dessus. Les franchissements de seuils soumis à déclaration s'apprécient en tenant compte des actions détenues par les sociétés actionnaires à plus de 50 % directement ou indirectement, de la société déclarante. En cas de non-respect de cette disposition, et sur demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 2 % au moins du capital et/ou des droits de vote de la Société, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à la date de régularisation de la notification.”



21.2.8. Conditions imposées par l'acte constitutif et les statuts, régissant les modifications du capital, plus strictes que la loi ne le prévoit

Sans objet.

22. Contrats importants

Sans objet.

23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

Sans objet.



24. Documents accessibles au public

- Acte constitutif et statuts

Cf. Note 21.2 des Informations générales.

- Document d'information annuel 2009

Cf. Document d'information annuel.

- Informations financières historiques

Les documents de référence 2007 et 2008 sont mis à disposition sur le site de SOCIÉTÉ BIC (www.bicworld.com).



25. Informations sur les participations

Cf. Note 30 des Comptes consolidés.

Table de Concordance

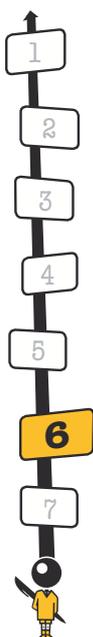
CONFORME AU RÈGLEMENT EUROPÉEN N° 809/2004		PAGES
1. PERSONNES RESPONSABLES		
Nom et Fonction		144
Déclaration du responsable du document de référence		144
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES		
Noms et adresses		144
Changement de contrôleurs légaux		145
Tableau sur la publicité des honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux		107 ; 145
3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES		
Informations financières historiques sélectionnées pour les trois derniers exercices		4-12 ; 145 ; 160
Informations financières historiques sélectionnées pour des périodes intermédiaires		145
4. FACTEURS DE RISQUE		
Risques de marché		13 ; 97-100 ; 146
Risques juridiques		146
Risques industriels et liés à l'environnement		40-41 ; 146-147
Assurance – Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus par l'émetteur		147
Autres risques particuliers		147
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR		
Histoire et évolution de la Société		148
Investissements		67-69 ; 104-106 ; 148-149
6. APERÇU DES ACTIVITÉS		
Principales activités		4-12 ; 150-151
Principaux marchés		8-10
Événements exceptionnels		151
Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication		151
Éléments sur lesquels est fondée la déclaration concernant la position concurrentielle		8-12
7. ORGANIGRAMME		
Description du Groupe		152
Liste des filiales importantes		104-106 ; 152
8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS		
Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées (y compris louées) et toutes charges afférentes		73-74 ; 153-154
Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation de ces immobilisations		40-44 ; 154
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT		
Situation financière		4-12
Résultat d'exploitation		8-10 ; 70-71



CONFORME AU RÈGLEMENT EUROPÉEN N° 809/2004

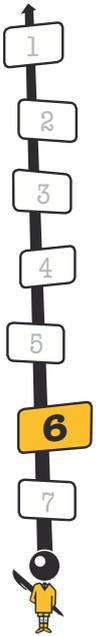
PAGES

10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX		
Informations sur les capitaux		54-55
Source et montant des flux de trésorerie		56-57
Conditions d'emprunt et structure de financement		89-90
Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur		155
Sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 (Investissements fermes) et 8.1 (Charges sur immobilisations corporelles)		155
11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES		15 ; 70 ; 80
12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES		
Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document d'enregistrement		14-15
Tendance connue, incertitude ou demande d'engagement ou événement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur		156
13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE		156
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE		
Nom, adresse professionnelle et fonctions, dans la société émettrice et en dehors (si significatifs)		25-34
Conflits d'intérêts potentiels au niveau des organes d'administration, de Direction et de surveillance et de la Direction Générale		156
15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES		
Montant de la rémunération versée et avantages en nature octroyés par l'émetteur à ses filiales		17-24
Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages		17-24 ; 92-96
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION		
Date d'expiration du mandat		25-34
Contrats de service liant les membres des organes d'administration, de Direction ou de surveillance à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales		157
Informations sur les Comités d'Audit et des Rémunérations		133-134
Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur		132
17. SALARIÉS		
Nombre de salariés et répartition par type d'activité		35-36
Participations et stock-options des mandataires sociaux		21-23 ; 87-88
Participation des salariés dans le capital de l'émetteur		87 ; 158
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		
Personnes non membre d'un organe d'administration, de Direction ou de surveillance qui détiennent, directement ou indirectement un % du capital social ou des droits de vote qui doit être notifié		15-16
Principaux actionnaires disposant de droits de vote différents		16
Mesures prises par l'émetteur contre l'abus de contrôle		159
Dispositions statutaires ou autre pouvant contraindre un changement de contrôle		159
19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS		
Nature et montant des opérations		100-101 ; 130
Montant ou pourcentage pour lequel les opérations avec des apparentés entrent dans le chiffre d'affaires de l'émetteur		159



CONFORME AU RÈGLEMENT EUROPÉEN N° 809/2004		PAGES
20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR		
Informations financières historiques		160
Informations financières pro-forma		160
États financiers		51-107 ; 109-128
Vérification des informations financières historiques annuelles		108 ; 129 ; 160
Date des dernières informations financières		160
Informations financières intermédiaires et autres		47-50 ; 160
Politique de distribution des dividendes		7
Procédures judiciaires et d'arbitrage		146
Changement significatif de la situation financière ou commerciale		160
21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
Capital social		15-17 ; 45 ; 161
Acte constitutif et statuts		162-163
22. CONTRATS IMPORTANTS		163
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS		163
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC		47-50
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS		104-106







7

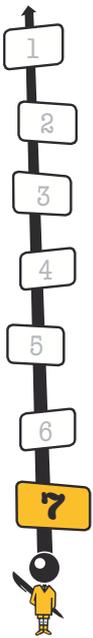
➔ **Table de réconciliation**

Table de réconciliation avec le rapport financier annuel

170

Table de réconciliation avec le rapport financier annuel

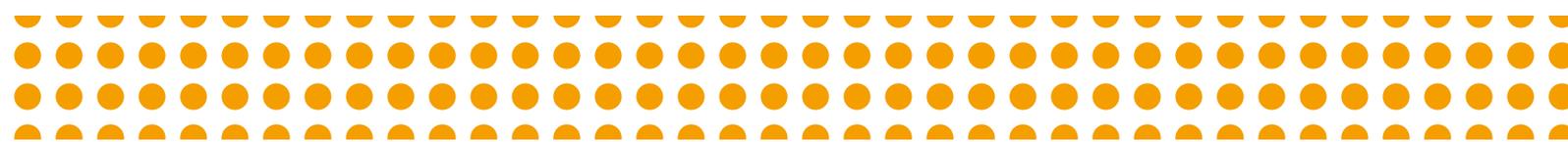
N°	INFORMATION	RÉFÉRENCE
Rapport financier annuel		
1.	Comptes annuels	109-128
2.	Comptes consolidés	51-107
3.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux	129
4.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	108
5.	Rapport de gestion comprenant au minimum les informations mentionnées aux articles L. 225-100, L. 225-100-2, L. 225-100-3 et L. 225-211 alinéa 2 du Code de commerce Déclaration des personnes assumant la responsabilité du Rapport de gestion	3-45 144
6.	Honoraires des Commissaires aux Comptes	107
7.	Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société	131-140
8.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur le contrôle interne	141
9.	Liste de l'ensemble des informations publiées par la Société ou rendues publiques au cours des 12 derniers mois	47-50







RELATIONS INVESTISSEURS
14, RUE JEANNE D'ASNIÈRES
92611 CLICHY CEDEX – FRANCE
TEL : 33 (0) 1 45 19 52 26
EMAIL : investors.info@bicworld.com
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 185 460 988,54 EUROS
DIVISÉ EN 48 549 997 ACTIONS DE 3,82 EUROS
COTATION : EUROLIST D'EURONEXT PARIS
CODE ISIN : FR0000120966
MNÉMONIQUE : BB
COTATION EN MARCHÉ CONTINU
552.008.443 RCS NANTERRE



SOCIÉTÉ BIC - 92611 Clichy Cedex (France)

www.bicworld.com